

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1953-1954.

RÉUNION DE COMMISSION DU 19 FÉVRIER 1954.

Rapport des Commissions Réunies des Affaires Etrangères et de la Défense Nationale chargées d'examiner le projet de loi portant approbation des Actes internationaux suivants :

- Traité instituant la Communauté Européenne de Défense et Actes annexes ;
- Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique Nord relatif aux engagements d'assistance des parties au Traité de l'Atlantique Nord envers les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense ;
- Traité entre le Royaume-Uni et les Etats membres de la Communauté Européenne de Défense,

signés à Paris, le 27 mai 1952.

Présents : MM. STRUYE, président; le vicomte COSSÉE DE MAULDE, BUISSERET, CHOT, CROMMEN, le comte d'ASPREMONT LYNDEN, DE BRUYNE (Edgard), DEHOUSSE, DE LA VALLÉE POUSSIN, DE WINTER, DOUTREPONT, FLAMME, GILLON, GODIN, LEYNNEN, MACHTENS, MAZEREEL, MISSIAEN, MULIER, le baron NOTHOMB, PHOLIEN, RASSART, ROLIN, SCHOT, VAN BUGGENHOUT, VAN GERVEN, VAN LOENHOUT, VAN REMOORTEL et MOREAU DE MELEN, rapporteur.

R. A 4757.

Voir :

Documents de la Chambre des Représentants :

163 (Session de 1952-1953) : Projet de loi;
 647 (Session de 1952-1953) : Amendement;
 695 (Session de 1952-1953) : Rapport;
 696 (Session de 1952-1953) : Avis Professeurs d'Universités;
 13 (Session de 1953-1954) : Amendement;
 17 et 43 (Session de 1953-1954) : Motions.

Annales de la Chambre des Représentants :
 12, 17, 18, 19, 24, 25 et 26 novembre 1953.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1953-1954

COMMISSIEVERGADERING VAN 19 FEBRUARI 1954.

Verslag van de Verenigde Commissies van Buitenlandse Zaken en Landsverdediging belast met het onderzoek van het wetsontwerp tot goedkeuring der navolgende internationale Akten :

- Verdrag tot oprichting van de Europese Defensie Gemeenschap en Bijgevoegde Akten ;
- Additioneel Protocol bij het Noord-Atlantisch Verdrag, nopens de bijstandsverplichtingen van de Staten die partij zijn bij het Noord-Atlantisch Verdrag, ten opzichte van de aan de Europese Defensie Gemeenschap deelnemende Staten ;
- Verdrag tussen het Verenigd Koninkrijk en de aan de Europese Defensie Gemeenschap deelnemende Staten,

ondertekend op 27 Mei 1952, te Parijs.

R. A 4757.

Zie :

Gedr. St. van de Kamer der Volksvertegenwoordigers :

163 (Zitting 1952-1953) : Wetsontwerp;
 647 (Zitting 1952-1953) : Amendement;
 695 (Zitting 1952-1953) : Verslag;
 696 (Zitting 1952-1953) : Advies Universiteitsprofessoren;
 13 (Zitting 1953-1954) : Amendement;
 17 en 43 (Zitting 1953-1954) : Moties.

Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers :
 12, 17, 18, 19, 24, 25 en 26 November 1954.

MESDAMES, MESSIEURS,

A. — GÉNÉRALITÉS.

L'Europe et la paix.

Entreprendre l'étude du traité de Communauté Européenne de Défense, ce n'est pas seulement examiner un problème de technique militaire, c'est évoquer du même coup un monde de préoccupations essentielles, débordant sur tous les domaines où se manifeste la vie. C'est confronter les inquiétudes latentes ou exprimées de tout un vieux continent, c'est entendre son aspiration si naturelle à la paix, c'est comprendre ou deviner son angoisse devant l'avenir.

Avant que de nous lancer dans la supputation des effectifs et l'étude de leur organisation, il convient donc d'élever le regard au dessus des bruyantes armées, et de lui faire embrasser la terre que celles-ci sont appelées à défendre et les hommes qui la peuplent.

Etonnante est notre faculté d'adaptation ! Le souvenir de ce que nous avons été, la crainte de ce que nous pourrions devenir ne nous empêchent heureusement pas de nous évertuer dans l'accomplissement de nos tâches quotidiennes et la réalisation de nos ambitions. Mais il faut garder mémoire et clairvoyance, si l'on veut bâtir l'avenir solide-ment. Sans se livrer aux regrets stériles, il faut se souvenir du passé pour expliquer le présent et anticiper sur l'avenir. Il ne faut pas fermer les yeux aux évidences, de crainte simplement de troubler sa propre quiétude.

Que représentait le continent hier, et qu'est-il devenu aujourd'hui ?

Le sort de l'Europe a des aspects décevants et tragiques. Elle est à l'origine des grands courants de pensée, qui ont « informé » le monde. Les plus hautes spéculations de l'esprit l'ont profondément marquée. Elle en a semé les fruits à tous vents. Elle a créé un style de vie propre que, dans un prodigieux effort d'expansion, ses habitants ont porté aux confins de la terre. Chez elle sont nés les grands perfectionnements techniques. Elle a patiemment forgé le concept et les attributs de la liberté. Elle s'est imprégnée du respect de l'homme et a tâché d'en étendre l'empire.

Au début de ce siècle, elle tenait encore la première place dans l'univers. Certains de ses pays seuls se disputaient même cette place. Puis, deux guerres successives l'ont saignée, lui ont enlevé ce qu'elle avait de plus pur, de plus beau, sa jeunesse combattante, celle qui devait, de toute sa foi, de tout son enthousiasme, de toute sa générosité, poursuivre l'œuvre de perfection. Deux guerres l'ont couverte de ruines, qu'il a fallu patiemment relever, pendant que partout ailleurs

MEVROUWEN, MIJNE HEREN,

A. — ALGEMENE BESCHOUWINGEN.

Europa en de Vrede.

Wie het Verdrag betreffende de Europese Defensie Gemeenschap wil bestuderen, kan zich niet beperken tot de militair-technische zijde van het probleem; hij komt meteen te staan voor een wereld van essentiële zorgen, die alle sectoren van het leven doordringen. Hij leert de verborgen of openlijk geuite onrust kennen van een eeuwenoud vasteland, verneemt de echo's van zijn zo natuurlijk verlangen naar vrede, begrijpt of raadt zijn angst voor de toekomst.

Vooraleer wij dus de nodige manschappen gaan berekenen en hun inlijving bestuderen, past het dat wij ons even verheffen boven het wapengekletter, en een blik werpen op het gebied dat verdedigd moet worden, en op de mensen die er wonen.

Ons aanpassingsvermogen is waarlijk verbazend ! De herinnering aan wat wij geweest zijn, de vrees voor wat wij zouden kunnen worden, beletten ons gelukkig niet, al onze krachten te wijden aan de vervulling van onze dagelijkse taak en aan de verwezenlijking van onze ambities. Maar een goed geheugen en een helder inzicht zijn onmisbaar voor wie de toekomst stevig wil opbouwen. Dus niet vervallen in steriele jammerklachten, maar wel de herinnering aan het verleden bewaren, om het heden te begrijpen en de toekomst voor te bereiden. Wat voor de hand ligt mogen wij niet voorbijzien, louter uit vrees dat het onze gemoedsrust zal verstören.

Wat betekende dit vasteland vroeger, en wat is het thans geworden ?

De lotsbestemming van Europa vertoont ontgochelende en tragische kanten. Hier ontstonden de grote gedachtenstromingen, die de wereld hebben « geboetseerd ». De hoogste uitingen van de speculatieve geest drukten er hun stempel op. En de vruchten hiervan werden naar alle windstreken uitgestrooid. Het schiep een eigen levensstijl, die zijn bewoners, in een machtige drang naar expansie, tot aan de uiteinden der aarde hebben uitgedragen. Binnen zijn gebied werden de voornaamste technische verbeteringen tot stand gebracht. Het heeft met nooit versagend geduld het begrip « vrijheid » gesmeed, en de attributen er van omschreven. Het is diep doordrongen van de eerbied voor de mens en heeft gepoogd ook anderen hiervoor te winnen.

Bij de aanvang van deze eeuw bekleedde het nog de voornaamste plaats in de wereld. Sommige van zijn Staten eisten zelfs die plaats voor zich alleen op. Sedertdien hebben twee opeenvolgende oorlogen zijn krachten gesloopt, en het beroofd van zijn edelste, zijn schoonste bezit : zijn strijdbare jeugd, de jeugd die, met haar geloof, haar geestdrift en haar offervardigheid, het volmakkingswerk moest voortzetten. Twee oorlogen hebben het overdekt met puinhopen, waaruit het zich

l'élan qu'elle avait imprimé conduisait d'autres peuples à la prospérité, à la puissance. Et le sceptre est tombé de ses mains!...

Elle reste riche par sa diversité, ses virtualités les qualités de sa race, son merveilleux héritage de traditions, d'enseignements et de méthodes. Elle est pauvre en face des Etats qui se sont créés à l'échelle des continents. Elle est faible de toutes ses divisions, de tous ses égoïsmes. Les nationalismes l'ont déchirée dans des conflits meurtriers. Ils sont en train de l'étouffer sûrement en dressant les économies les unes contre les autres.

C'est l'honneur d'un certain nombre d'hommes d'avoir voulu repenser le problème de l'avenir européen, et de se débarrasser des vieux réflexes. Les anciennes solutions ayant fait faillite, ils ont voulu chercher de nouvelles bases de départ.

Il ne s'agit pas ici d'apprécier tous les remèdes qu'ils nous proposent à un mal dont on reconnaît généralement l'existence. Mais, tout en rendant hommage aux efforts qu'ils tentent — ceux-ci sont un signe rassurant de vitalité — de replacer la défense de l'Europe dans son véritable cadre : la paix et le bien-être de ses peuples.

* *

Voilà l'ambition suprême de tous les hommes de bonne volonté — ils sont nombreux dans nos pays — voilà le dessein qu'ont poursuivi les rédacteurs du traité, avec une patience digne d'éloge. Ses adversaires eux-mêmes ne le contestent pas : s'ils le prétendent inefficace ou dangereux, ils reconnaissent qu'il est une œuvre de bonne foi.

La paix ! C'est le premier besoin de l'Europe meurtrie. Que lui servirait de reprendre sa marche en avant vers de nouvelles conquêtes spirituelles ou matérielles, de réaliser de façon plus parfaite sa conception de la vie, si tout lui était arraché demain, si, de force, on lui imposait des normes qui vont au rebours de ses idées les plus fondées, de ses croyances les plus chères, de ses sentiments les plus profonds ? Avant de penser à son mieux être, il faut qu'elle assure le sort de ce qui lui reste, du patrimoine qui a été sauvé.

* *

Ce patrimoine est-il en péril ? Nul n'en doute plus aujourd'hui. Sans faire de soupçons téméraires, sans prêter aux autres de projets belliqueux précis, on ne peut rester indifférent au spectacle inquiétant d'un grand pays qui, après la guerre, n'a pas désarmé, comme l'ont fait tous ses partenaires.

A quels sentiments cédaient-il ? Craignait-il pour sa propre sécurité ? Beaucoup de ceux même qui,

langzaam heeft moeten oprichten, terwijl overal elders de gloed, die het had uitgestraald, andere volkeren naar voorspoed en macht voerde. En zijn scepter is in andere handen overgegaan !...

Europa blijft rijk door zijn verscheidenheid, door zijn innerlijke kracht, door de degelijkheid van zijn ras, door zijn heerlijk erfgoed aan tradities, kennis en methode. Maar het is arm, vergeleken bij sommige Staten, die de afmetingen hebben aangenomen van een continent. Het is zwak door zijn innerlijke verscheurdheid, zijn zelfzucht. Eng-nationalistische opvattingen hebben het in moorddadige twisten gestort. Zij staan op het punt het definitief te wurgen, door de verschillende economieën tegen elkaar uit te spelen.

Enkele mensen — en het strekt hun tot eer — hebben zich bezonnen op Europa's toekomst, zonder verder toe te geven aan de oude reflexen. Daar de vroegere oplossingen ondoeltreffend waren gebleken, werd naar nieuwe vertrekpunten uitgezien.

Het is er hier niet om te doen, de waarde te onderzoeken van al de middelen die zij voorstellen ter bestrijding van een kwaal, waarvan het bestaan algemeen wordt erkend. Wij moeten, zonder hun de hulde te onthouden, waarop zij recht hebben wegens hun inspanningen — die overigens een bemoedigend teken van vitaliteit zijn — de kwestie van de verdediging van Europa opnieuw plaatsen in haar werkelijk kader : de vrede en het welzijn van de volkeren.

* *

Want dat is het hoogste streven van al de goedwilligen — en zij zijn talrijk in onze landen, — dat is ook het doel, dat door de auteurs van het Verdrag met bewonderenswaardig geduld werd nagejaagd. De tegenstanders zelf ontkennen het niet : ook al beweren zij dat het Verdrag ondoelmatig of gevaarlijk is, toch geven zij toe dat het te goeder trouw werd tot stand gebracht.

Vrede ! Daaraan vooral heeft het geschokte Europa behoefté. Wat baat het, dat het voortschrijdt ter verovering van nieuwe geestelijke of stoffelijke waarden, dat het zijn levensopvatting op volmaakter wijze beleeft, wanneer het wellicht morgen alles wederom moet prijsgeven, wanneer het met geweld wordt gedwongen te leven volgens normen, die indruisen tegen zijn meest gegronde opvattingen, tegen zijn innigste overtuigingen, tegen zijn diepste gevoelens ? Alvorens te denken aan grotere welvaart, moet het datgene in veiligheid brengen wat het nog bezit, het erfgoed dat gespaard bleef.

* *

Is dat erfgoed in gevaar ? Daaraan twijfelt thans niemand meer. Zonder ongegronde verdenkingen te willen uiten, zonder daarom aan anderen welbepaalde oorlog plannen toe te schrijven, kunnen wij toch niet onverschillig toezien wanneer een grote mogendheid, na het stopzetten van de vijandelikheden, niet ontwapent zoals haar partners.

Welke gevoelens bezielden haar ? Vreesde zij voor haar eigen veiligheid ? Velen, zelfs onder hen

en Occident, crient casse-cou, ne veulent pas rejeter sans examen cette hypothèse. Il faut toujours tâcher de comprendre celui que l'on veut juger.

Cependant, à mesure que passaient les années, le déséquilibre s'accentuait, ce qui eut dû rassurer celui qui gardait ou augmentait son avance, mais dont l'attitude ne changea point.

C'est de là que sortit l'opposition cruellement ressentie entre deux mondes : l'un s'efforçant d'oublier et de faire oublier les souffrances d'une terrible guerre par des peuples tendus désormais vers la reconstruction et la paix; l'autre, gardant ses armes, étendant constamment son influence militaire à de nouvelles régions, et s'enfermant avec elles dans un isolement farouche.

Il n'était pas sage de laisser subsister pareil déséquilibre. Tout pouvait en sortir : l'aventure et le deuil. On ne doit jamais tenter personne, qui que ce soit. De la Mer du Nord à la Méditerranée, l'Europe désarmée, mutilée sans doute, demeurait une proie tentante; ses richesses naturelles, le climat enchanté de beaucoup de ses régions, ses bassins industriels peuplés d'une main-d'œuvre hautement qualifiée s'offraient à une conquête aisée.

Il faut avoir la tête solide pour résister à cet « appel du vide », commè on a dit. Et dans cette mesure, nous devons souligner le sang froid des chefs soviétiques et leur réalisme. S'ils ont été tentés, ils ont bien résisté. Et admettons même qu'ils n'aient pas aujourd'hui de desseins belliqueux. Il peut en être autrement demain. Dans ces régimes de force, où l'uniforme et les baïonnettes sont un décor politique indispensable, le pouvoir repose souvent sur un homme qui, le jour où il disparaît, peut faire place à un successeur très différent.

Et puis le caractère messianique de la doctrine qui les anime ne laissait pas d'être inquiétant. Celle-ci — c'est sa vocation — tend à se répandre par tous moyens. Il suffisait que le pouvoir tombe en mains d'un fanatique pour déclencher la plus terrible des catastrophes.

Le fossé s'est donc creusé entre les deux mondes.

Et la peur saisit tout-à-coup l'Occident, qui agit timidement d'abord, avec quelles lenteurs, quelles répugnances — autant de preuves évidentes de son pacifisme — puis petit à petit plus vigoureusement. Réflexe de défense ! Le processus même de ce réarmement, combien imparfait encore, est un gage de nos intentions. Il devrait rassurer.

Nous aurons l'occasion de préciser le déséquilibre qui subsiste, aujourd'hui que quelques progrès ont été réalisés.

Quoi qu'il en soit, vouloir combler le retard, ce n'est pas vouloir la guerre, c'est simplement

die in het Westen alarm slaan, willen die mogelijkheid niet zonder meer van de hand wijzen. Wij moeten steeds pogen te begrijpen, vooraleer te oordelen.

Naarmate echter de jaren voorbijgingen, werd de wanverhouding groter : dit had een geruststelling moeten zijn voor de partij, die haar voorsprong bewaarde of zelfs vergrootte, maar haar houding bleef ongewijzigd.

Aldus ontstond de scherpe tegenstelling tussen twee werelden : de ene legde er zich op toe het leed van een vreselijke oorlog te vergeten en te doen vergeten door volkeren wier streven voortaan slechts is gericht op wederopbouw en vrede; de andere bleef gewapend, breidde voortdurend haar militaire invloedssfeer uit tot nieuwe gebieden, en trok zich met deze terug in een ongenaakbare afzondering.

Het ware onverstandig geweest, deze wanverhouding te laten voortbestaan. De gevolgen daarvan waren onberekenbaar : avontuur, dood en vernieling. Men mag nooit iemand, wie dan ook, aan verleiding blootstellen. Van de Noordzee tot de Middellandse Zee bleef 'het ontwapende Europa', hoewel vermindert, toch een verlokkelijke buit. Zijn natuurlijke rijkdommen, het aantrekkelijk klimaat van vele zijner gewesten, zijn nijverheidscentra met hun degelijk geschoalde arbeidskrachten vormden een gemakkelijke prooi.

Men moet een koel hoofd hebben om te weerstaan aan die aantrekkracht van de ledige ruimte. En in dit opzicht moeten wij wijzen op de koelbloedigheid van de Sovjetleiders en op hun realisme. Als zij bekoord werden, dan hebben zij in elk geval goed weerstaan. En laten wij zelfs aannemen dat zij geen oorlogsplannen koesteren. Morgen kan daarin verandering komen. In dergelijke regimes, die steunen op geweld en waar uniformen en bajonetten een onmisbaar politiek decor vormen, berust de macht veelal bij één man; verdwijnt die man van het toneel, dan wordt hij misschien opgevolgd door iemand met een geheel verschillende geaardheid.

En verder gaf ook het messianisme van de leer, die zij aanhangen, enige reden tot bezorgdheid. Het ligt in de aard van die leer dat zij met alle middelen poogt zich te verspreiden. Het volstond dat de macht in handen van een fanaticus viel, om de vreselijkste aller rampen te ontketenen.

De kloof tussen de twee werelden is dus dieper geworden.

En plots werd het Westen door vrees bevangen. Aanvankelijk was de reactie aarzelend, stap voor stap, met een zekere weerzin, — allemaal duidelijke bewijzen van zijn vredelievendheid, — maar geleidelijk wordt ze besluster. Een afweerreflex ! Het verloop zelf van die nog zo onvolledige wederbewapening staat borg voor onze bedoelingen. Het zou een geruststelling moeten zijn.

Wij zullen gelegenheid hebben na te gaan in hoever de wanverhouding nog bestaat, nu er reeds enige vooruitgang is geboekt.

Hoe dit ook zij, dat wij de achterstand willen inhalen betekent geenszins dat wij oorlog wensen;

pour nous, décourager les candidats agresseurs, c'est leur faire comprendre que l'entreprise ne paierait point, c'est assurer la paix, la paix grâce à laquelle nous pourrons nous atteler aux œuvres vraiment humaines, en toute quiétude.

La Communauté Européenne de Défense est donc née de cette volonté. Avant de la juger, nous devions mettre cette évidence en lumière.

Que de l'autre côté l'on puisse, malgré ces antécédents rassurants, y voir quelque machine de guerre, c'est regrettable; mais l'essentiel n'est pas d'empêcher à tout prix cette erreur, en renonçant à s'armer; l'essentiel c'est d'établir solidement la défense, c'est, au milieu des broussailles du passé, mais aussi de ses enseignements, de rechercher les meilleurs moyens de réconcilier et d'unir les peuples de l'Europe.

Alors ceux-ci pourront se tourner vers l'Est et peut-être avec lui — il faut le souhaiter ardemment — étendre et consolider le règne de la paix.

* *

Sur la nécessité d'assurer celle-ci, sur la nécessité même de s'armer pour faire face à toute agression, il y a accord général. Comme souvent, les controverses surgissent quand on en vient à la quête des moyens.

Partisans et adversaires de la C.E.D. discutent de ses avantages et de ses inconvénients, de son efficacité ou de ses dangers. Il s'agit ici d'un conflit d'idées. Dans notre pays, en tout cas, ce n'est pas un conflit d'intérêts. Les esprits s'affrontent, les tempéraments aussi, les intérêts non ! Il n'est que de voir comment les partis traditionnels se partagent les protagonistes au Parlement.

Peut-être pourrait-on regretter la légèreté avec laquelle, en dehors de lui, d'aucuns en jugent *ex cathedra*, sans avoir manifestement pris la peine de lire toutes les dispositions du traité. Ils sont sans doute excusables en ceci, car les textes sont pesants et longs; mais on souhaiterait alors qu'ils nuancent leurs jugements, rendus sans connaissance de cause.

Au seuil de ce rapport, il est par contre agréable de souligner le ton élevé des débats qui se sont déroulés devant les commissions réunies. Les positions respectives y ont été défendues avec une vigilance qui ne s'est jamais démentie, indice de fortes convictions. La joute fut toujours passionnante, l'étude méticuleuse.

Et quelles que fussent les positions, favorables ou non, elles puisaient évidemment leur force dans un amour identique du pays et le désir ardent de lui épargner de nouvelles épreuves.

* *

wij willen enkel de candidaat-aanvallers ontmoeiden, hun doen inzien dat de onderneming niet lonend zou zijn, de vrede vestigen, — de vrede die ons in staat zal stellen, met een gerust gemoed onze krachten te wijden aan verwezenlijkingen die de mensen ten goede komen.

Uit die wil dan is de Europese Defensie Gemeenschap gegroeid. Alvorens ze te beoordelen, moeten wij daarop de aandacht vestigen.

Dat zij, in weerwil van die geruststellende antecedenten, aan de overzijde beschouwd wordt als een soort oorlogsmachine, is te betreuren, maar hoofdzaak is niet, deze vergissing te allen prijs uit de wereld te helpen en dus van bewapening af te zien; hoofdzaak is onze verdediging op hechte grondslag te vestigen, en in de doolhof van het verleden, maar tevens in de lessen die het ons voorhoudt, te zoeken naar de beste middelen om de volkeren van Europa tot verzoening en tot eenheid te brengen.

Dan kunnen deze zich tot de volkeren van het Oosten richten, en misschien, wij hopen het vurig, samen met hen het rijk van de vrede uitbreiden en bestendigen.

* *

Dat het noodzakelijk is de vrede te vestigen, dat het noodzakelijk is zich te wapenen, om aan iedere aanvaller het hoofd te kunnen bieden, wordt door eenieder beaamd. Zoals vaak gebeurt, beginnen de meningen uiteen te lopen wanneer de middelen ter sprake komen.

Voor- en tegenstanders van de E.D.G. twisten over haar voor- en nadelen, over haar doelmatigheid en over de gevaren, die er aan verbonden zijn. Het geldt hier een ideeënstrijd. In ons land alleszins komt er geen belangenstrijd bij te pas. Het is een botsing van opvattingen, van temperamenten, doch niet van belangen ! Men behoeft in dit opzicht slechts na te gaan hoe voor- en tegenstanders in het Parlement over de traditionele partijen verspreid zijn.

Wellicht moeten wij de onbezonnenheid betreuren, waarmee sommigen, buiten het Parlement, *ex cathedra* een oordeel vellen, klaarblijkelijk zonder dat ze zich de moeite hebben getroost al de bepalingen van het Verdrag te lezen. Dit is ongetwijfeld te verontschuldigen, want de teksten zijn stroef en langdradig. Maar het ware wenselijk, dat zij dan wat meer schakering zouden leggen in een oordeel, dat toch zonder kennis van zaken wordt geveld.

Bij de aanvang van dit verslag is het echter verheugend te kunnen wijzen op de verheven toon van de debatten in de Verenigde Commissies. De wederzijdse standpunten werden er verdedigd met een nimmer falende waakzaamheid, een teken van vaste overtuigingen. Het oratorische steekspel was steeds spannend, het onderzoek nauwlettend.

En welke ook de standpunten waren, voor of tegen, zij putten natuurlijk alle hun kracht uit eenzelfde liefde tot het land, uit het vurig verlangen dit land voor nieuwe rampen te behoeden.

* *

B. — LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE DÉFENSE.

Plan suivi.

Le Traité, ayant à la Chambre, fait l'objet d'un rapport très fouillé de M. Wigny (Doc. n° 695, session de 1952-1953), qui non seulement présente de façon remarquable les principes fondamentaux (pp. 9 à 48), mais fait une analyse complète des textes (pp. 49 à 95), nous nous proposons, afin d'éviter les redites, de rendre compte surtout des discussions auxquelles le traité a donné lieu devant les Commissions réunies.

Toutefois, pour la commodité des membres de la Haute Assemblée, et afin que le présent exposé suive un développement logique, certains rappels historiques nécessaires et une brève description des textes y trouveront place.

Voici l'ordre que nous nous proposons de suivre :

I. — Comme le Traité tend à instaurer une organisation de défense contre un danger donné, nous décrirons rapidement celui-ci, en établissant, dans la mesure du possible le *rapport des forces Est-Ouest*.

II. — Ensuite, nous rappellerons comment, prenant acte de ce fait et des limites imposées à leur choix par les circonstances et la volonté de certains pays, les négociateurs ont recherché les solutions réalisables et se sont donc décidés à signer le Traité, tel qu'il est libellé. C'est la *genèse du Traité*.

III. — Dans une troisième partie, nous ferons une synthèse des *principes fondamentaux* de la Communauté et y joindrons un *tableau des différents documents*, énumérés dans un ordre logique.

IV. — Nous exposerons ensuite les *discussions en Commissions* des questions majeures, qui n'auraient pas été reprises dans les parties précédentes et dont la plupart furent envisagées du point de vue de la Constitution, de la souveraineté nationale et de l'efficacité du Traité.

La relation de ces débats sera chaque fois précédée d'une *description sommaire* des dispositions auxquelles ils se réfèrent.

Les questions moins importantes seront reproduites en annexe, à la fin du rapport, avec les réponses écrites des ministres compétents.

V. — Nous examinerons enfin les *solutions de rechange* qui ont été proposées.

VI. — Et puis nous *conclurons*.

* *

B. — DE EUROPESE DEFENSIE GEMEENSCHAP.

Het gevolgde Plan.

De heer Wigny heeft in de Kamer aan het Verdrag reeds een zeer uitvoerig verslag gewijd (Gedr. St. nr 695, 1952-1953), waarin niet alleen op merkwaardige wijze de grondbeginselen worden uiteengezet (blz. 9 tot 48), maar dat tevens een volledige ontleiding van de teksten behelst (blz. 49 tot 95). Om niet in herhaling te vervallen, zullen wij dan ook vooral verslag uitbrengen over de bespreking, waar toe het Verdrag aanleiding heeft gegeven in de Verenigde Commissies.

Om het de leden van de Hoge Vergadering gemakkelijk te maken en om aan deze uiteenzetting een logisch verloop te geven, zullen echter enkele geschiedkundige gegevens en een kort overzicht van de teksten hier zeker gelegen komen.

Wij nemen ons voor, het verslag in de onderstaande volgorde op te maken :

I. — Daar het Verdrag de instelling van een organisatie ter verdediging tegen een gegeven gevaar beoogt, zullen wij dat gevaar in korte woorden omschrijven en daarbij zoveel mogelijk de *machtsverhouding Oost-West* bepalen.

II. — Vervolgens zullen wij in herinnering brengen hoe de onderhandelaars, bij het vaststellen van dit feit en van de beperkte keuze die zij ingevolge de omstandigheden en de wil van sommige landen hadden, naar uitvoerbare oplossingen hebben gezocht en dus beslist hebben het Verdrag, zoals het is opgesteld, te ondertekenen. Dat is de *wordingsgeschiedenis van het Verdrag*.

III. — In een derde gedeelte geven wij een synthese van de *grondbeginselen* der Gemeenschap en voegen daar een *tabel van de in logische volgorde opgesomde documenten* bij.

IV. — Daarop zetten wij de *besprekingen in de Commissies* uiteen van de voornaamste kwesties die in de vorige gedeelten niet ter sprake mochten zijn gekomen, waarvan de meeste uit de gezichtshoek van de Grondwet, van 's Lands soevereiniteit en van de doeltreffendheid van het Verdrag werden beschouwd.

Als inleiding tot het verslag van die debatten geven wij telkens een *korte uiteenzetting* van de bepalingen waarop zij betrekking hebben.

Vragen van minder belang worden aan het eind van het verslag als bijlage, opgenomen met de schriftelijke antwoorden der bevoegde Ministers.

V. — Ten slotte onderzoeken wij de *oplossingen die ter vervanging* werden voorgesteld.

VI. — Vervolgens trekken wij onze *conclusies*.

* *

I. — RAPPORT DES FORCES EST-OUEST.

Avant d'apprécier le Traité, il convient d'examiner la situation de fait sur laquelle il est fondé, celle qui a suscité dans l'esprit des hommes d'Etat responsables, la recherche d'abord de moyens aptes à y remédier, puis l'idée précise d'une organisation semblable.

Mais ensuite il importera de se demander si cette situation es demeurée la même. Le problème qui se pose aujourd'hui pour nous, n'est plus de savoir s'il faut négocier et signer le traité de la C.E.D., mais s'il faut le ratifier. Et pour cela, c'est le rapport actuel des forces que nous devons connaître.

Commençons en rappelant brièvement celui de 1950 :

A cette époque, le déséquilibre était patent. Il y avait une dizaine de divisions alliées en Allemagne Occidentale, dont deux seulement étaient à effectifs normaux pendant toute l'année. Plusieurs d'entre elles étaient dotées d'armes et de matériel vétustes. En face : 25 divisions solides, stationnées en Allemagne Orientale ou sur le territoire des « satellites » les plus proches, et derrière elles des dizaines d'autres susceptibles d'être employées comme renfort dans un délai très court.

Sans doute l'ensemble des puissances atlantiques semblait avoir l'avantage dans le domaine de la bombe atomique. Mais cette arme, qui ne mettait pas l'Europe à l'abri d'une attaque brusquée, dans quel délai aurait-on pu l'employer?

Nous ignorions d'ailleurs les parades ou ripostes que l'on préparait de l'autre côté. Enfin, une invention, une technique, ne pouvant normalement demeurer longtemps secrète ou rester l'apanage d'un camp, on devait prévoir que dans un avenir plus ou moins rapproché, le retard serait comblé par l'Est.

C'est à ce moment qu'éclata la guerre de Corée, qui fut un véritable coup de semonce pour l'opinion publique occidentale. Même sort pouvait nous advenir. Et l'on se mit à penser à la défense de façon plus concrète. Des suggestions furent émises, des négociations furent entreprises qui devaient mener, après deux ans, à la signature du Traité.

Tels sont les faits qui susciterent celui-ci.

Mais, ainsi qu'il vient d'être dit, c'est le problème de la ratification qui se pose aujourd'hui pour nous; il est donc nécessaire d'établir le rapport actuel des forces, pour savoir si le traité s'impose encore en ce moment.

La puissance militaire d'un pays dépend certes des effectifs qu'il garde sous ses drapeaux, ou qu'il peut appeler, de ses armes, de son aviation, de sa marine, de ses stocks de munitions, mais aussi de ses ressources naturelles et de son potentiel industriel qui alimentent arsenaux et dépôts.

I. — MACHTSVERHOUDING OOST-WEST.

Alvorens het Verdrag te beoordelen, dient men na te gaan op welke feitelijke toestand het is gegronde, de toestand namelijk die de verantwoordelijke taatslieden heeft opgewekt naar passende middelen te zoeken om er in te voorzien en vervolgens hoe zij juist op het denkbeeld van zodanige organisatie zijn gekomen.

Verder dient men zich evenwel af te vragen of die toestand ongewijzigd bleef. Voor ons gaat het thans niet meer om de vraag of men over het E.D.G.-verdrag moet onderhandelen en het ondertekenen, maar wel of men het moet bekraftigen. Daarom moeten wij de huidige machtsverhouding kennen.

Vooraf moge in korte woorden aan de verhouding in 1950 worden herinnerd :

Op dat tijdstip hee's e er een kennelijke wanverhouding. In West-Duitsland waren er een tiental geallieerde divisies, waarvan slechts twee het gehele jaar door de normale getalsterkte hadden. Verscheidene waren met verouderde wapens en materieel uitgerust. Daartegenover : 25 flinke divisies, die in Oost-Duitsland of op het grondgebied der dichtbij gelegen « satellietlanden » waren gelegerd en daarachter tientallen andere, die binnen zeer korte tijd als versterking konden worden gebruikt.

Weliswaar scheen het blok der Atlantische mogendheden het overwicht te hebben op het gebied der atoombom, doch binnen welke termijn zou men dat wapen, dat Europa niet tegen een onverhoedse aanval beveiligde, kunnen gebruiken ?

Overigens was het ons onbekend wat aan de andere kant werd voorbereid om die stoot af te weren of terug te slaan. Ten slotte kan een uitvinding, een techniek normaal niet lang geheim worden gehouden of in het bezit van één kamp blijven, zodat het te voorzien was dat het Oosten zijn achterstand in een min of meer nabije toekomst zou inlopen.

Toen brak de oorlog in Korea uit; voor de Westerse publieke opinie was dit een ernstige waarschuwing. Hetzelfde kon ook ons eens overkomen. Men begon concreter aan de verdediging te denken. Er werden suggesties gedaan, onderhandelingen aangevat, die twee jaar nadien tot de ondertekening van het Verdrag zouden leiden.

Dat zijn de feiten die het Verdrag hebben doen ontstaan.

Maar, zoals gezegd, wij staan thans voor het vraagstuk der bekraftiging; derhalve moet de huidige machtsverhouding worden bepaald om te weten of het verdrag nu nog noodzakelijk is.

De militaire macht van een land hangt onbetwistbaar af van het aantal manschappen dat het in dienst houdt of kan oproepen, evenals van zijn wapens, zijn luchtmacht, zijn vloot, zijn munitieverraden, doch ook van zijn natuurlijke hulpbronnen en zijn industrieel potentiële, waaruit arsenalen en opslagplaatsen aangevuld worden.

C'est cet ensemble de ressources qu'il convient d'inventorier. Si du côté Atlantique la chose est plus ou moins aisée, encore que tout ne puisse être révélé, elle est difficile pour l'Est où l'on se montre très discret. Souvent donc il faut recourir à des estimations dont la valeur est évidemment relative.

Plusieurs commissaires se sont même étonnés des renseignements parfois contradictoires que l'on avançait en cette matière. L'un d'eux signala les procédés tout à fait empiriques qu'employaient certaines revues pour apprécier les forces totales à partir de renseignements fragmentaires. Quoi qu'il en soit, des études assez objectives ont été entreprises, où l'on s'est efforcé de réduire le plus possible le coefficient d'erreur, en sorte qu'il est permis de connaître au moins un ordre de grandeur.

Procédons donc à un essai de comparaison de certains de ces éléments. Ils ont été examinés en Commission pendant plusieurs séances.

Du point de vue *économique*, les pays de l'Atlantique sont évidemment en tête : matières premières, énergie sous toutes ses formes (houille, pétrole, etc.), production industrielle, moyens de communication.

Les Commissions se sont, par exemple, spécialement intéressées au problème du carburant. Un membre, considérant que les ressources soviétiques à cet égard étaient nettement inférieures à celles de l'O.T.A.N., et insuffisantes pour entreprendre une guerre, en tirait la conclusion que les risques d'agression semblaient minces.

Il lui a été répondu que quelles que soient les évaluations des rendements respectifs, on constate que le pétrole de Russie fait son apparition sur le marché mondial, ce qui laisserait entendre qu'il ne lui en manque pas; que, d'autre part, la consommation civile y est infime, comparée à celle des pays occidentaux; que l'U.R.S.S. fait des stocks considérables, améliore ses transports par voie ferrée, ses voies d'eaux, en sorte qu'il semble qu'à cet égard elle soit assurée de pouvoir disposer partout en Europe du carburant nécessaire pour une guerre d'une certaine durée.

Des membres ont aussi fait remarquer que le même raisonnement avait été tenu au sujet de l'Allemagne avant 1940 et qu'elle avait soutenu cependant une longue campagne sur plusieurs fronts.

Enfin, si les champs pétrolifères soviétiques ont en effet une production beaucoup moins importante que ceux dont disposent les puissances occidentales, les pays du Moyen-Orient, dont les nappes sont très riches, ne sont pas éloignés de l'U.R.S.S. et pourraient facilement passer sous son contrôle, en cas de conflit.

Mais, du point de vue économique, il ne faut pas se contenter de la situation actuelle, il faut apprécier l'avenir. Or, à suivre l'évolution de la production industrielle en Russie et dans les pays «satellites» depuis plusieurs années, on

Van al die hulpbronnen moet de inventaris worden opgemaakt. Waar zulks voor het Atlantische kamp nogal gemakkelijk gaat, ofschoon toch niet alles mag worden bekendgemaakt, is het een moeilijke onderneming voor het Oosten, waar grote discrétrie aan de dag wordt gelegd. Men moet zich dus in vele gevallen met een schatting tevreden houden en die methode heeft natuurlijk slechts een betrekkelijke waarde.

Verscheidene commissieleden hebben zelfs uiting gegeven aan hun verwondering over de soms tegenstrijdige inlichtingen, die terzake werden gegeven. Een hunner wees er op dat in sommige tijdschriften volkomen empirisch wordt te werk gegaan om de totale strijdkrachten op grond van fragmentaire gegevens te beoordelen. Hoe dan ook, specialisten hebben de kwestie vrij objectief onderzocht en zich daarbij beïjverd de factor vergissing tot een minimum te beperken, zodat wij althans over benaderende cijfers beschikken.

Laten wij dus proberen sommige van die gegevens te vergelijken. Zij werden in de Commissies en verscheidene vergaderingen onder ogen genomen.

Economisch staan de Atlantische landen natuurlijk aan de spits : grondstoffen, energie in al haar vormen (kolen, petroleum, enz.), industriële productie, verkeersmiddelen.

De Commissies hebben bij voorbeeld hun bijzondere aandacht geschenken aan het vraagstuk van de motorbrandstof. Uit de overweging dat de Sovjets op dat gebied over veel minder hulpbronnen beschikken dan de N.A.T.O.-landen en dat zij er niet genoeg hebben om een oorlog te beginnen, trok een lid de conclusie dat er weinig kans op agressie bestaat.

Hierop werd geantwoord dat, wat ook de schattingen van de onderscheiden producties mogen zijn, toch blijkt dat de Russische petroleum thans op de wereldmarkt komt, waaruit kan afgeleid worden dat Rusland er geen tekort aan heeft ; dat het burgerlijk verbruik er, in vergelijking met dat in de Westelijke landen, onbeduidend is ; dat de U.S.S.R. aanzienlijke voorraden opslaat, haar spoorverkeer en waterwegen verbetert, zodat zij op dat gebied verzekerd schijnt te zijn overal in Europa over de nodige motorbrandstof te kunnen beschikken voor een oorlog van een zekere duur.

Sommige leden hebben eveneens opgemerkt dat men ten opzichte van Duitsland op dezelfde wijze had geredeneerd vóór 1940 en dat het nochtans een lange veldtocht op verscheidene fronten had volgehouden.

En zo de Sovjet-petroleumvelden werkelijk veel minder produceren dan die waarover de Westelijke mogendheden beschikken, liggen de landen van het Midden-Oosten met hun rijke petroleumbronnen niet ver van de U.S.S.R. en kunnen zij in geval van oorlog gemakkelijk onder Sovjet-controle worden gebracht.

Uit een economisch standpunt mag men echter geen genoegen nemen met de huidige toestand, men moet de toekomst beoordelen. Volgt men nu het verloop van de industriële productie in Rusland en de «satellietlanden» sedert verscheidene

constate que bien qu'elle n'atteigne pas les niveaux des pays non soviétiques, elle est en nette progression par rapport à ceux-ci.

D'autre part, on ne peut considérer sans effroi l'appoint considérable que représenterait pour l'U.R.S.S. l'occupation de l'Europe occidentale et le travail à son profit de toutes les industries de celle-ci.

Quant aux *effectifs*, ils ont longuement retenu l'attention des Commissions. D'après un article publié récemment par une revue militaire belge, sous la plume d'un officier de valeur, les forces totales, terrestres, aériennes et navales du bloc soviétique s'éleveraient à 7.400.000 hommes dont 4.000.000 pour l'U.R.S.S. et 2.000.000 pour la Chine contre 6.600.000 pour l.O.T.A.N. Ces chiffres n'ont pas manqué de frapper les commissaires. Ils semblent indiquer un certain équilibre entre les deux blocs.

Ils appellent cependant les remarques suivantes :

1^o D'après d'autres informations, les troupes de l'U.R.S.S. s'élèvent, non à 4.000.000, mais à environ 5.000.000 d'hommes.

2^o Dans le total O.T.A.N. de 6.600.000 hommes, les U.S.A. interviennent pour 3.500.000 hommes. Mais ils ont annoncé des réductions successives d'effectifs.

3^o Le soldat russe est plus rude et se contente de services plus frustes. Cette « rusticité de l'appareil militaire » de l'U.R.S.S. lui permet, à effectifs égaux, de mettre en ligne un plus grand nombre de divisions que les puissances occidentales. Et il semble bien que ce ne soit pas une cause d'infériorité. Leur puissance de feu serait, malgré cela, à peu près égale à celle des divisions américaines.

Le simple élément « effectifs » n'est donc pas ici déterminant.

4^o Il ne faut pas perdre de vue l'énorme dispersion des effectifs O.T.A.N. et autres, tandis que la masse des troupes de l'U.R.S.S. et des « satellites » est groupée sur un seul continent et dispose de lignes de communications intérieures.

5^o Comme, en cas de conflit, le problème fondamental qui se pose au monde occidental est de pouvoir disposer du temps nécessaire au ralliement de ses forces dispersées, il importe au tout premier chef de gagner la bataille de couverture *en Europe*, si c'est ce théâtre qui est l'objet d'une agression.

Or, les Soviets disposent près du rideau de fer de 30 à 35 divisions capables d'intervenir à tout moment. En face, l'Europe, sans l'Allemagne, ne pourrait compter que sur une vingtaine de divisions de couverture, ce qui veut dire qu'elle ne serait pas à l'abri d'une irruption brusquée.

Rappelons que c'est cette considération essentielle qui a été à l'origine de l'idée de l'association de l'Allemagne à la défense de l'Occident. Elle reste toujours fondée.

Aussi longtemps donc que ce déséquilibre n'aura pas été redressé, la situation restera inquiétante.

jaren, dan komt men tot de vaststelling dat zij het peil van de niet-Sovjetlanden weliswaar niet bereikt, doch in vergelijking met laatstgenoemde toch merkelijke vorderingen maakt.

Daarnaast kan men niet zonder ontzetting overwegen wat een geweldige aanwinst het voor de U.S.S.R. zou zijn, indien zij West-Europa bezette en indien al de Westeuropese industrieën voor haar werkten.

Bij het vraagstuk van de *effectieven* zijn de Commissies lang blijven stilstaan. Volgens een artikel, dat onlangs in een Belgisch militair tijdschrift van de hand van een gezaghebbend officier verscheen, zou het Sovjetblok voor zijn totale land-, lucht- en zeestrijdkrachten over 7.400.000 manschappen beschikken, waarvan 4.000.000 voor de U.S.S.R. en 2.000.000 voor China, tegenover 6.600.000 voor de N.A.T.O.-landen. Die cijfers hebben de commissieleden getroffen. Zij schijnen op een soort evenwicht tussen beide blokken te wijzen.

Zij leiden echter tot de volgende opmerkingen :

1^o Volgens andere inlichtingen, tellen de strijdkrachten van de U.S.S.R. niet 4.000.000, maar ongeveer 5.000.000 manschappen.

2^o Op het N.A.T.O.-totaal van 6.000.000 man, bedraagt het aandeel van de V.S.A. 3.500.000 man. Zij hebben echter achtereenvolgende verminderingen van hun strijdkrachten aangekondigd.

3^o De Russische soldaat is meer gehard en vergeenoegt zich met minder comfort. Deze « grotere soberheid van het militaire apparaat » stelt de U.S.S.R. in staat om met gelijke effectieven een groter aantal divisies op te stellen dan de Westerse mogendheden. En dit schijnt geen oorzaak te zijn van minderwaardigheid. Hun vuurkracht zou toch ongeveer gelijk zijn aan die van de Amerikaanse divisies.

De factor « effectieven » is dus niet zonder meer doorslaggevend.

4^o Men mag niet uit het oog verliezen dat de N.A.T.O.-en andere strijdkrachten zeer verspreid liggen, terwijl de massa van de Russische troepen en die van de satellieten gegroepeerd zijn op één enkel continent en beschikken over binnenlijnen.

5^o Daar in geval van conflict de Westerse wereld in de allereerste plaats een antwoord zou moeten geven op de vraag of zij over de nodige tijd zal beschikken om haar verspreide krachten samen te trekken, is het van het grootste belang dat de dekkingsslag *in Europa* gewonnen wordt, indien de eerste stoot op dit werelddeel gericht is.

Nu beschikken de Soviets echter dichtbij het IJzeren Gordijn over 30 tot 35 divisies die op elk ogenblik kunnen ingrijpen. Europa zonder Duitsland daarentegen zou slechts op een twintigtal dekkingsdivisies kunnen rekenen, d.w.z. dat het niet beschermd is tegen een plotselinge inval.

Deze essentiële overweging was, zoals reeds gezegd, de oorsprong van de gedachte om Duitsland in de verdediging van het Westen te betrekken. En ze is nog altijd gegrond.

Zolang het evenwicht niet hersteld is, zal de toestand onrustbarend blijven.

Un membre s'est demandé si le retrait des troupes françaises d'Indochine ne modifierait pas complètement le rapport des forces en Europe. Quelle que soit l'incidence de ce retrait, la question ne se pose malheureusement pas aujourd'hui. Personne ne peut deviner le jour où il aurait lieu et nous devons assurer notre défense immédiatement.

Il ne semble guère utile de comparer les budgets militaires; outre que les chiffres qui franchissent le barrage de la censure soviétique, sont sujets à caution, les méthodes suivies sont très différentes d'un côté à l'autre, des dépenses de caractère militaire n'étant pas portées au budget russe de la défense, par exemple.

Quant à l'*armement* russe, il est très bon. L'effort des Soviets s'est porté davantage sur l'amélioration de la qualité que sur l'augmentation des quantités. Des tanks plus modernes remplacent les T. 34 qui s'étaient cependant révélés très efficaces pendant la première partie de la guerre de Corée.

Les munitions russes sont rationalisées pour servir à plusieurs fins. Une nappe de dépôts s'étend partout en Europe orientale.

En ce qui concerne l'*aviation* militaire russe, la revue citée plus haut, considère qu'elle est plus nombreuse que celle de nos pays. L'article avance les totaux suivants : 45.000 pour le bloc soviétique, 30.000 pour l'autre. Le premier chiffre doit sans doute être accueilli avec prudence. Comment a-t-il pu être établi?

Cependant ici aussi, et malgré la rapidité des déplacements aériens, la concentration joue en Europe en faveur de la Russie.

Son aviation est en tous cas excellente. Le Mig 15 à réaction, qui a combattu dans le ciel Nord-Coréen, est considéré comme un appareil remarquable. Et il semble que déjà des types plus modernes encore fassent leur apparition.

Enfin, si l'Occident dispose d'une supériorité manifeste en vaisseaux de ligne et dans le domaine de l'aéronavale, il ne faut pas oublier que les 390 sous-marins russes, armes offensives s'il en fut, font peser une grave menace sur les routes maritimes des U.S.A. et de la Grande-Bretagne, et par conséquent sur le ravitaillement du théâtre européen.

Il reste une arme dont nous n'avons pas parlé : l'*arme atomique*. Certes les U.S.A., le Canada et la Grande Bretagne, avaient naguère une avance en ce domaine sur leur concurrent. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Tout porte à croire que l'U.R.S.S. a rattrapé une partie de son retard. Elle « à fait exploser des bombes A et une bombe H au sol. La réponse de Moscou du 21 décembre aux propositions Eisenhower du 8 décembre (« pool atomique industriel ») constitue probablement la première indication officielle de la possession d'engins radioguidés et téléguidés intercontinentaux ».

Een lid vroeg zich af of de terugtrekking van de Franse troepen uit Indochina de machtverhouding in Europa niet volkomen zou wijzigen. Wat de invloed van een dergelijke terugtrekking ook zou mogen zijn, dit kan jammer genoeg thans niet ter sprake komen. Niemand kan weten wanneer dit plaats zal hebben en wij moeten onmiddellijk zelf voor onze verdediging zorgen.

Het schijnt van geen nut te zijn de militaire begrotingen te vergelijken, want de cijfers die door de censuur heen geraken zijn niet betrouwbaar, en bovendien worden aan beide zijden zeer verschillende methoden toegepast. Zo b.v. worden de uitgaven van militaire aard niet op de Russische begroting van landsverdediging aangerekend.

Wat de Russische *bewapening* betreft, deze is zeer goed. De Russen hebben zich meer op de verbetering van de kwaliteit dan op de verhoging van de kwantiteit toegelegd. De T. 34's, die in het eerste gedeelte van de oorlog in Korea nochtans zeer doeltreffend waren gebleken, werden door moderne tanks vervangen.

De Russische munitie werd gerationaliseerd om tot verschillende doeleinden te dienen. Een net van opslagplaatsen strekt zich uit over geheel Oost-Europa.

Ten aanzien van de Russische militaire *luchtmacht* is het bovengemelde tijdschrift van mening dat zij sterker is dan die van onze landen. In het artikel worden de volgende totalen geciteerd : 45.000 voor het Sovjetblok, 30.000 voor het andere. Het eerste cijfer moet ongetwijfeld met omzichtigheid worden beoordeeld. Hoe heeft men het kunnen vaststellen ?

Ook hier, en dit niettegenstaande de snelheid van de vliegtuigen, valt de concentratie in Europa nochtans in het voordeel van de Sovjet-Unie uit.

Haar luchtmacht is in ieder geval uitstekend. Het straalvliegtuig Mig 15, dat boven Noord-Korea heeft gestreden, wordt als een merkwaardig toestel beschouwd. En het schijnt dat er reeds moderne types uitkomen.

Al is het Westen ten slotte de meerdere wat de slag- en vliegdekschepen betreft, wij mogen toch niet vergeten dat de 390 Russische onderzeeboten, die dus uiteraard aanvalwapenen zijn, een zeer ernstige bedreiging vormen voor de Amerikaanse en Britse zeeroutes en dus ook voor de ravitaillering van het Europese oorlogstoneel.

Er is een wapen, waarover wij het nog niet hadden : het *atoomwapen*. Weliswaar hadden de U.S.A., Canada en Groot-Brittannië vroeger op dit gebied een voorsprong. Maar hoe is de toestand nu ?

Alles wijst er op dat de Sovjet-Unie haar achterstand gedeeltelijk heeft ingehaald. Zij « heeft A-bommen en een H-bom op de grond tot ontstelling gebracht. Het antwoord van Moskou van 21 December op de voorstellen van Eisenhower van 8 December (« industriële atoombank ») is waarschijnlijk de eerste officiële aanduiding van het bezit van door radio en op afstand geleide intercontinentale projectielen ».

Enfin, il est dans la comparaison un élément que l'on ne doit jamais oublier. C'est ce qu'on a appelé la *prime à l'agression*. L'agresseur choisit son moment et bénéfice ainsi de l'effet de surprise. Pendant le temps nécessaire à la mise en place du dispositif de défense, si celui-ci n'est pas bien préparé, il a frappé les points vitaux de l'autre camp, il a, par exemple, employé sa réserve de bombes atomiques. Il peut ainsi gagner la première manche.

Voilà ce qu'il ne faut jamais perdre de vue et dont aucune statistique ne peut rendre compte.

Mais, dira-t-on, pourquoi dès lors l'U.R.S.S. aurait-elle tardé à prendre l'initiative ?

Il y a à cette question plusieurs réponses. Par exemple celles-ci :

1^o elle n'a peut-être pas d'intentions belliqueuses. Mais pouvons-nous nous contenter d'hypothèses ?

2^o ses hommes d'Etat semblent des réalistes, et c'est pour nous une raison d'espérer. Ils pensent sans doute qu'il ne leur suffirait pas de gagner la première manche. Il leur faudrait enlever la seconde. Mais ici encore, ce n'est pas en demeurant faibles que nous les confirmerons dans ces sentiments.

Il y a eu récemment, a fait remarquer un membre, des déclarations moins pessimistes du chef d'Etat-major américain et de M. Dulles au Congrès, suivant lesquelles une agression paraissait moins probable. Ces constatations sont encourageantes, mais probabilité ne veut pas dire impossibilité et, encore une fois, nous n'avons pas le droit de nous reposer sur de simples hypothèses.

Bref, on a beau retourner le problème sous toutes ses faces, on doit considérer que des forces très importantes, ayant une réelle cohésion, disposant d'un commandement bien organisé et d'un matériel puissant, sont des éléments essentiels à la défense. S'ils existent, ils peuvent impressionner le candidat agresseur et l'amener à renoncer à l'aventure en raison des risques.

Pour conclure, disons que le rapport actuel des forces militaires est toujours en faveur de l'U.R.S.S. spécialement sur le théâtre européen qui nous intéresse au premier chef.

Quant au rapport total des forces, s'il est à l'avantage des nations non soviétiques, il ne faut pas en tirer immédiatement de conclusions trop optimistes. Car il souligne précisément que l'U.R.S.S. devrait s'emparer de l'Europe pour pouvoir gagner la guerre contre le reste des Nations Occidentales. L'Europe constitue donc un élément essentiel de sa stratégie et elle n'est actuellement pas à l'abri d'une attaque par surprise. Cette considération doit donc nous amener à faire tous nos efforts pour diminuer les chances d'agression en diminuant les chances d'un succès rapide et aisément.

Ten slotte bevat de vergelijking een bestanddeel dat nooit uit het oog mag worden verloren, namelijk wat iemand de *aanvalspremie* noemde. De aanvaller kiest zijn ogenblik en heeft dus het voordeel van de verrassing. In de tijd die nodig is om de verdediging op te stellen heeft hij, indien deze niet goed is voorbereid, de vitale punten van het andere kamp getroffen, heeft hij b. v. zijn voorraad atoombommen gebruikt. Hij kan aldus de eerste slag winnen.

Dit mag nooit uit het oog worden verloren, en het kan uit geen enkele statistiek naar voren treden.

Maar, vraagt men zich af, waarom heeft de U.S.S.R. dan gewacht om het initiatief te nemen?

Die vraag kan op verschillende wijzen beantwoord worden. Bij voorbeeld :

1^o omdat zij misschien geen oorlogsplannen koestert. Maar mogen wij ons tevreden houden met veronderstellingen ?

2^o omdat haar staatslieden realisten schijnen te zijn, wat ons hoopvol mag stemmen. Wellicht denken zij dat het niet zou volstaan de eerste slag te winnen. Zij zouden ook de tweede slag moeten thuishalen. Maar ook in dit opzicht zullen wij hen niet in hun overtuiging sterken, indien wij zwak blijven.

Onlangs, zo merkte een lid op, werden er minder pessimistische verklaringen afgelegd door de Amerikaanse Stafchef en door de h. Dulles in het Congres. Volgens deze verklaringen is een agressie thans minder waarschijnlijk. Dit is bemoedigend, maar waarschijnlijk wil nog niet zeggen onmogelijk. En nogmaals, wij hebben niet het recht om ons te vergenoegen met loutere veronderstellingen.

Kortom, hoe men de zaak ook draait en keert, men moet bedenken dat zeer aanzienlijke strijdkrachten, met een hechte samenhang, een goed georganiseerde bevelvoering én een machtige materiële uitrusting, van overwegend belang zijn voor de verdediging. Indien zij bestaan, kunnen zij op een candidaat aanvaller indruk maken en hem doen terugschrikken voor de risico's van een avontuur.

Tot besluit mag gezegd worden dat de huidige militaire machtsverhouding in het voordeel van de U.S.S.R. uitvalt, vooral op het Europese terrein, dat ons in de eerste plaats aanbelangt.

Wat de totale machtsverhouding betreft, deze valt in het voordeel uit van de niet-Sovjetlanden, doch wij mogen daaruit niet onmiddellijk al te optimistische gevolgtrekkingen maken. Want dit wijst er juist op, dat de U.S.S.R. eerst Europa in haar macht zou moeten krijgen, om de oorlog te winnen tegen de Westerse landen. Europa vormt dus een essentiële strategische factor en kan zich thans niet veilig wanen tegen een verrassende aanval. Deze overweging moet er ons toe brengen om al onze krachten in te spannen ten einde de kansen op agressie en de kansen op een snel en gemakkelijk succes te beperken.

II. — GENÈSE DU TRAITÉ.

Ayant ainsi rappelé la situation de fait préexistante à la C.E.D., et qui fait voir un déséquilibre certain entre l'Est et l'Ouest, nous croyons avoir justifié la recherche d'une organisation efficace de défense.

Il nous faut maintenant, en rappelant la filiation du Traité, indiquer entre quelles bornes précises le choix des négociateurs a dû s'exercer.

Le Traité de Bruxelles du 17 mars 1948 et le Pacte Atlantique du 4 avril 1949, dont il est un prolongement, n'avaient pas supprimé le déséquilibre.

Et on avait beau monter de savants programmes, il manquait, aux dires des experts militaires, un certain nombre de divisions pour pouvoir assurer une défense efficace.

C'est ainsi que, petit à petit, on en vint à penser à une contribution allemande.

Ce qui était sensible aux hommes d'Etat responsables, c'était l'absence d'une Allemagne qui est terre d'Europe, et la faiblesse de la ligne de défense européenne résultant de cette même absence d'effectifs allemands à leur propre frontière. C'était surtout la difficulté de retrouver cette présence allemande, selon le droit comme en fait, sans enfreindre les accords résultant de la guerre, et sans risquer de donner l'essor à la renaissance d'un militarisme de revanche.

Dès lors, deux objets urgents étaient à l'ordre du jour :

- la défense efficace d'une Europe à nouveau menacée, et, pour que cette défense fût, non seulement efficace, mais possible :
- la réconciliation franco-allemande pour la collaboration militaire inéluctable.

La conflagration de Corée, le 25 juin 1950, donna le signal des prises de position — qu'il n'est pas inutile de rappeler — sur la nécessité d'une défense commune de l'Europe, divisée par les obsédants souvenirs du passé. Ce fut en juin 1950 une déclaration du Général de Gaulle « partisan d'associer l'Allemagne à la défense commune sur la base d'une entente franco-allemande, et dans un système relevant » « d'institutions européennes qui procéderaient du vote direct des citoyens de l'Europe et qui disposeraien, dans le domaine de l'économie et de la défense, de la part de souveraineté qui leur serait déléguée par les Etats participants ». (Doc. Assemblée Nat., session 1953 n° 5404 (Annexes), Tome III, p. 42).

Ce fut aussi le 11 août 1950, à l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe, après des propositions françaises, une motion Churchill suggé-

ONTSTAAN VAN HET VERDRAG.

Nu wij aldus aan de feitelijke toestand vóór het ontstaan van de E.D.G. hebben herinnerd, waaruit een onbetwistbaar gebrek aan evenwicht tussen het Oosten en het Westen blijkt, menen wij het streven naar een doeltreffende defensieorganisatie te hebben verantwoord.

Wij moeten thans herinneren aan de oorsprong van het Verdrag en aanduiden binnen welke duidelijk omschreven grenzen de onderhandelaars te kiezen hadden.

Het Verdrag van Brussel van 17 Maart 1948 en het Atlantisch Pact van 4 April 1949 dat daaruit is voortgevloed, hadden het evenwicht niet hersteld.

En men had goed geleerde programma's op te maken, er ontbrak, naar de militaire deskundigen verklaarden, een bepaald aantal divisies om een doeltreffende verdediging op te bouwen.

Zo is men stilaan gaan denken aan een Duitse deelneming.

Wat de verantwoordelijke staatslieden aanvoelden, was de afwezigheid van Duitsland, dat tot het grondgebied van Europa behoort, en de zwakheid van de Europese verdedigingslinie wegens diezelfde afwezigheid van Duitse strijdkrachten aan hun eigen grens. Het was vooral moeilijk die aanwezigheid van Duitsland, zowel in rechte als in feite, tot stand te brengen zonder de uit de oorlog ontstane akkoorden te overtreden en zonder het gevaar te lopen een op weerwraak zinnend militarisme in het leven te roepen.

Er waren dan ook twee dringende punten aan de orde :

- de doeltreffende verdediging van een opnieuw bedreigd Europa, en die verdediging niet alleen doeltreffend, maar ook mogelijk te maken :
- de Frans-Duitse verzoening met het oog op een onvermijdelijke militaire samenwerking.

Het is niet overbodig te herinneren aan het feit dat het uitbreken van de oorlog in Korea, op 25 Juni 1950, het signaal gaf om stelling te nemen over de noodzaak van een gemeenschappelijke verdediging van een Europa, dat verdeeld was door hardnekkige herinneringen uit het verleden. Zo verklaarde Generaal de Gaulle zich in Juni 1950 « voorstander van het betrekken van Duitsland bij de gemeenschappelijke verdediging, op basis van een Frans-Duitse verstandhouding, en in een stelsel, afhangend van Europese instellingen, die zouden ontstaan uit de rechtstreekse stemming van de burgers van Europa en die, op het gebied van de economie en van de verdediging, zouden beschikken over het souvereiniteitsgedeelte dat hun door de deelnemende Staten zou worden afgestaan » (Gedr. St. Nationale Vergadering, zitting 1953, nr 5404 (Bijlagen), Deel III, blz. 42).

Zo diende de heer Churchill, op 10 Augustus 1950, als vervolg op Franse voorstellen, bij de Raadgevende Vergadering van de Raad van Europa een

rant que l'Assemblée se déclare « en faveur de la création d'une armée européenne... à laquelle, disait le vénérable homme d'Etat, nous devons tous apporter une participation digne et honorable ». (Ass. Consult., Comptes rendus, 2^e Session, Tome I, p. 229). Cette motion, après débats, fut adoptée aux deux tiers des voix et précisa que « l'armée européenne unifiée » serait placée « sous l'autorité d'un ministre européen de la Défense, soumis à un contrôle démocratique européen, et agissant en coopération avec les U.S.A. et le Canada ». (Doc. Ass. Nat., session 1953, n° 5404 (Annexes), Tome III, p. 42).

Lui faisant écho, c'était le 24 octobre 1950, M. Pleven disant à l'Assemblée Nationale Française : « Une armée de l'Europe unie, formée d'hommes issus de diverses nations européennes doit réaliser dans toute la mesure du possible une fusion complète des éléments humains et matériels qu'elle rassemble, sous une autorité européenne unique, politique et militaire ». (*Ibid.* p. 102).

Projets de Traité.

Enfin, lors de la réunion du Conseil Atlantique à New-York, en septembre 1950, à la « France qui avait insisté pour que l'Europe fût défendue aussi loin que possible à l'Est, M. Acheson répondit que les Etats-Unis envisageaient, en effet, d'accroître leurs forces en Europe, mais que le déplacement vers l'Est de la ligne de défense impliquait la participation de la République Fédérale ». (*Ibid.* p. 42).

L'attitude américaine à cet égard se basait sur les réalités les plus évidentes : le potentiel industriel, le centre culturel, la richesse en hommes de l'Europe étaient à portée d'une conquête aisée, renversant pour longtemps l'équilibre mondial.

Ou l'on se résignait à l'abandon militaire du cœur de l'Europe, lieu d'occupation d'abord, de combats et de reconquêtes ensuite, et à tout ce que cela signifie d'horrible — ou l'on décidait une défense le plus à l'Est possible, avec le concours accru de l'Amérique et de tous les Européens, y compris les Allemands.

Il fallait vouloir les moyens de la nouvelle politique de défense. C'était irréfutable.

Cependant que la délégation française refusait « d'accepter le principe du réarmement allemand » (*Ibid.* p. 42), la Grande-Bretagne, par la voix de M. Bevin, se ralliait à la thèse américaine. C'est dans ces conditions que le Conseil Atlantique, reconnaissant le danger de la résurrection d'une armée nationale allemande et d'un Grand Etat Major allemand, chargeait le Comité de Défense de lui faire des recommandations sur les moyens à mettre en œuvre

motie in, waarin werd voorgesteld dat de Vergadering zich zou uitspreken « ten gunste van de oprichting van een Europees leger... waarin wij allen, aldus de eerbiedwaardige staatsman, een waardig en passend aandeel moeten hebben » (Raadgevende Vergadering, Verslagen, 2^e zitting, Deel I, blz. 229). Die motie werd, na bespreking met twee derde van de stemmen aangenomen en bepaalde nader dat « het verenigd Europees leger » zou worden geplaatst « onder het gezag van een Europees Minister van Defensie, onderworpen aan een democratische Europees contrôle en werkend in overleg met de U.S.A. en Canada » (Gedr. St. Nationale Vergadering, zitting 1953, n° 5404 (Bijlagen), Deel III, blz. 42).

Daarop ingaande, verklaarde de heer Pleven op 24 October 1950 in de Franse Nationale Vergadering : « Een leger van het verenigd Europa, samengesteld uit mannen afkomstig uit de verschillende Europese Naties, moet zoveel mogelijk een volledige samensmelting van de daarin bijeengebrachte menselijke en stoffelijke bestanddelen, onder één enkel politiek en militair Europees gezag tot stand brengen » (*Ibid.*, blz. 102).

De ontwerpen van Verdrag.

Ten slotte, tijdens de vergadering van de Atlantische Raad te New York, in September 1950, antwoordde de heer Acheson aan Frankrijk dat had aangedrongen opdat Europa zo ver mogelijk in het Oosten zou worden verdedigd, « dat de Verenigde Staten inderdaad een versterking van hun strijdkrachten in Europa overwogen, maar dat de verplaatsing van de verdedigingslijn naar het Oosten de deelneming van de Bondsrepubliek in zich sloot » (*Ibid.*, blz. 42).

De Amerikaanse houding dienaangaande steunde op de meest klaarblijkelijke realiteiten : het rijverheidspotentieel, het culturele centrum, de rijkdom aan mensenmateriaal van Europa waren gemakkelijk te veroveren, zodat het evenwicht van de wereld voor lange tijd zou verstoord worden.

Ofwel moest men dan maar het hart van Europa militair prijsgeven, dat eerst zou worden bezet en daarna met wapengeweld zou worden heroverd, met al de verschrikkingen die daarmee gepaard gaan — ofwel moest men de verdediging zoveel mogelijk naar het Oosten verleggen, met de toenemende medewerking van Amerika en van alle Europeanen, de Duitsers inbegrepen.

De wil moest bestaan om middelen tot verwezenlijking van de nieuwe defensiepolitiek te vinden. Dat was onbetwistbaar.

Terwijl de Franse afvaardiging weigerde « het beginsel van de Duitse herbewapening te aanvaarden » (*Ibid.*, blz. 42) sloot Groot-Brittannië, bij monde van de heer Bevin, zich aan bij de Amerikaanse opvatting. Onder die omstandigheden heeft de Atlantische Raad het gevaar van de wederopstanding van een Duits nationaal leger en van een Duitse Generale Staf ingezien en heeft hij het Defensiecomité gelast hem

pour éviter ces inconvénients, tout en recourant à la contribution allemande.

Comme le rappelle le document législatif français, le Comité militaire après avoir conclu « qu'il était indispensable d'organiser la contribution de l'Allemagne à la défense commune », confirma la thèse de la défense le plus à l'Est possible « afin de donner aux puissances atlantiques le champ nécessaire pour déployer leurs forces et disposer leurs bases » et « d'interdire à l'agresseur l'accès aux ressources industrielles de l'Allemagne occidentale, notamment à celles de la Ruhr ». Il avait précisé « toutefois que cette contribution allemande, pour éviter le risque inhérent à la reconstitution d'une armée nationale allemande et d'un Grand Etat Major, devait être assortie de certaines garanties ». (*Ibid.* p. 43).

On se trouvait en conséquence devant plusieurs difficultés :

- trouver et instruire les effectifs indispensables, parmi lesquels les Français et les Allemands;
- tenir compte à la fois de la sécurité réciproque et de la psychologie de tous ceux qui fournissent les effectifs.

C'est à la solution de ces difficultés que l'on s'est attelé.

Pour ne point retarder et rendre malaisée l'adhésion de la France, la formule à préciser devait ne point méconnaître des sentiments issus de souvenirs cruels, que nous partagions d'ailleurs.

Pour ne point se priver du concours de la République Fédérale, il fallait aussi ne pas traiter en suspects des soldats dont l'Europe avait besoin.

Ménager à la fois la sensibilité et la dignité des hommes appelés à s'unir et à combattre côté à côté, c'était aussi résoudre le vieil antagonisme franco-allemand et contribuer à faire l'Europe unie à laquelle tous aspirent.

Deux projets se dessinaient : d'une part un projet Atlantique de participation allemande à l'O.T.A.N.; d'autre part, le plan Pleven d'armée européenne intégrée, évitant la reconstitution d'une armée nationale allemande.

On dut bientôt renoncer au premier. Les discussions tenues au Petersberg, de janvier à juin 1951, furent en effet négatives : « les Allemands rejetaient les garanties demandées par le Conseil de l'Atlantique » (*Ibid.* p. 44). Ils n'admettaient aucune discrimination et aucun contrôle unilatéral des associés de l'O.T.A.N. En fait, si l'on acceptait cette conception des choses, c'était la reconstitution d'une armée allemande, ce qu'en aucun cas la France n'eût admis, ce que nous-mêmes nous trouvions très dangereux.

aanbevelingen voor te leggen over de middelen die moeten worden aangewend om die nadelen te vermijden en zonder van de Duitse medewerking af te zien.

Zoals vermeld in het document van de Franse Wetgevende Vergadering had het Militair Comité, nadat het tot het besluit was gekomen « dat de deelneming van Duitsland aan de gemeenschappelijke verdediging volstrekt moest worden geregeld », de stelling van de verdediging zover mogelijk in het Oosten kracht bijgezet, « ten einde aan de Atlantische mogendheden de nodige ruimte te geven om hun strijdkrachten te ontgooien en hun bases te organiseren » en « de aanvaller de toegang tot de vrijheidsbronnen van West-Duitsland, o.m. die van het Roergebied te ontzeggen ». Het verklaarde echter tevens « dat die Duitse medewerking met zekere waarborgen gepaard moet gaan, ten einde het gevaar van de reorganisatie van een Duits nationaal leger en van een Generale Staf te vermijden » (*Ibid.*, blz. 43).

Men had dus met verschillende moeilijkheden af te rekenen :

- de vereiste strijdkrachten, waaronder Fransen en Duitsers, vinden en opleiden;
- rekening houden met de wederzijdse veiligheid en tevens met de psychologie van al de landen die de strijdkrachten zouden leveren.

Het is op de oplossing van die moeilijkheden dat men zich heeft toegelegd.

Ten einde de toetreding van Frankrijk niet te vertragen en te bemoeilijken, mochten, in de uiteindelijke formule, de gevoelens, die te wijten zijn aan wrede herinneringen, en die wij trouwens delen, niet over het hoofd worden gezien.

Om te kunnen rekenen op de medewerking van de Bondsrepubliek, mocht men evenmin de soldaten, die Europa nodig heeft, als verdachten behandelen.

De gevoelens en de waardigheid ontzien van de mannen die verenigd, zijde aan zijde moeten strijden, betekent tevens de oude vete tussen Frankrijk en Duitsland bijleggen en bijdragen tot het verenigd Europa waarnaar allen verlangend uitzienden.

Twee ontwerpen tekenden zich af : enerzijds een Atlantisch ontwerp met deelneming van Duitsland aan de N.A.T.O.; anderzijds, het plan Pleven tot oprichting van een geïntegreerd Europees leger, waardoor de wederopstanding van een Duits nationaal leger zou worden voorkomen.

Het eerste moest weldra opgegeven worden. De besprekingen die op Petersberg, van Januari tot Juni 1951, werden gevoerd, leidden tot niets : « De Duitsers weigerden de door de Atlantische Raad gevraagde garanties te geven » (*Ibid.*, blz. 44). Zij aanvaardden geen discriminatie en geen eenzijdige controle van de N.A.T.O.-landen. In feite kwam dit standpunt, indien men het aannam, neer op de wederopstanding van een Duits leger, wat Frankrijk in geen geval zou hebben toegelaten en wijzelf zeer gevaarlijk achtten.

Il fallut donc abandonner l'idée de l'entrée de l'Allemagne dans l'O.T.A.N. avec des garanties impliquant l'inégalité de droits. Cette solution eût peut-être été réalisable un an plus tôt. Elle ne l'était plus en 1951.

Force fut donc de rechercher une autre formule. C'est du projet français qu'elle sortit. Celui-ci avait été soumis à l'étude approfondie des Etats signataires du Traité de l'Atlantique Nord, de janvier à septembre 1951. A cette date, les Ministres des Affaires Etrangères des U.S.A., de la France et de la Grande-Bretagne approuvèrent l'idée de l'armée européenne. Peu après, ils lièrent la mise en application des Accords contractuels réglant le régime de l'Allemagne à la conclusion du Traité de la C.E.D.

D'autre part, le Gouvernement de la Grande-Bretagne publia le 18 décembre 1951 un communiqué précisant sa position, suivant laquelle un accord semblable constituait « le véritable moyen d'intégrer une Allemagne démocratique dans une organisation purement défensive de la sécurité européenne ». Il ajouta : « Le Gouvernement britannique s'associera aussi étroitement que possible à la C.E.D., à tous les stades de son développement politique et militaire. Les forces britanniques, sous le commandement suprême allié en Europe seront liées aux forces de la C.E.D. pour l'entraînement, l'approvisionnement et les opérations de terre, de l'air et de la mer ».

Signature du Traité.

Des négociations longues et laborieuses, amendèrent profondément le projet initial, et le Traité qui en est issu, avec ses annexes, fut signé à Paris le 27 mai 1952 par les Ministres des Affaires Etrangères des puissances intéressées.

Il donnait aux problèmes posés à New-York en 1950 au Conseil Atlantique par la France et les U.S.A., et aux objections allemandes ou françaises contre les propositions ultérieures, une solution de compromis qui devait permettre de défendre efficacement la paix.

Ce qu'il ne faut pas oublier quand on veut juger le Traité, ce sont les données initiales, les limites imposées au choix des négociateurs. C'est — on ne le répétera jamais assez — une solution de compromis. Elle a été longue à réaliser. Elle n'est sans doute pas parfaite, — nous y viendrons — mais elle existe, et c'est un avantage.

Stade actuel des approbations et ratifications par les pays signataires.

Depuis la publication du rapport de la Chambre, qui donne aux pages 20 à 22, l'état de la question en septembre 1953, seuls les *Pays-Bas* ont terminé

Er moest dus worden afgezien van het plan tot toetreding van Duitsland tot de N.A.T.O. met zekere waarborgen die ongelijkheid van rechten impliceerden. Die oplossing was misschien een jaar vroeger mogelijk geweest. In 1951 niet meer.

Men was dus verplicht naar een andere formule te zoeken. Deze sproot voort uit het Franse ontwerp dat door de deelnemende Staten van het Noord-Atlantisch Verdrag van Januari tot September 1951 aan een grondige studie werd onderworpen. Op die datum namen de Ministers van Buitenlandse Zaken van de U.S.A., van Frankrijk en van Groot-Brittannië het denkbeeld van een Europees leger aan. Kort nadien stelden zij de inwerkingtreding van de contractuele akkoorden tot regeling van het regime van Duitsland afhankelijk van het sluiten van het E.D.G.-Verdrag.

Anderzijds gaf de Regering van Groot-Brittannië op 18 December 1951 een communiqué uit, waarin zij haar standpunt bepaalde en volgens hetwelk een dergelijk akkoord « het ware middel was om een democratisch Duitsland op te nemen in een louter defensieve organisatie van de Europese veiligheid ». En zij voegde er aan toe : « De Britse regering zal zich zo nauw mogelijk aansluiten bij de E.D.G., in alle stadia van haar politieke en militaire ontwikkeling. De Britse strijdkrachten, onder het geallieerd opperbevel in Europa, zullen met de strijdkrachten van de E.D.G. verbonden zijn voor de training, de bevoorrading en de operaties te land, te water en in de lucht ».

De ondertekening van het Verdrag.

Na lange en moeizame onderhandelingen werd het oorspronkelijk ontwerp grondig gewijzigd. Het Verdrag dat daaruit is voortgevloeid en de bijlagen er van werden op 27 Mei 1952 te Parijs door de Ministers van Buitenlandse Zaken van de betrokken mogendheden ondertekend.

Dit Verdrag bracht tussen de problemen die in 1950 te New York in de Atlantische Raad door Frankrijk en de U.S.A. werden gesteld, en de Duitse en Franse bezwaren tegen de vroegere voorstellen een compromis tot stand, dat het mogelijk moest maken de vrede op doeltreffende wijze te verdedigen.

Om het Verdrag te beoordelen mag men de oorspronkelijke gegevens, de grenzen waardoor de keuze van de onderhandelaars was beperkt, niet uit het oog verliezen. Men kan niet genoeg herhalen dat die oplossing een compromis is. Het heeft lang geduurd eer zij tot stand kwam. Zij is ongetwijfeld niet volmaakt — wij komen daar verder op terug — maar zij bestaat, en dat is al veel.

Stand van de goedkeuringen en bekragtingen door de deelnemende landen.

Sedert de bekendmaking van het verslag van de Kamer, dat op blz. 20 tot 22 de stand van de kwestie in September 1953 aangeeft, heeft alleen

leur procédure parlementaire. Le Traité a été approuvé par les deux Chambres et la Reine a signé le projet de loi.

En Allemagne, les élections ont renforcé la position du Gouvernement, qui considère que l'approbation est un fait acquis. Mais la Cour de Karlsruhe n'a pas encore prononcé sur le recours dont elle est saisie.

En Italie, le nouveau Gouvernement a décidé de faire approuver le traité.

En France, la Commission compétente de l'Assemblée Nationale en a repris l'examen.

* *

Nederland de parlementaire procedure afgehandeld. Het Verdrag werd door beide Kamers goedgekeurd en het wetsontwerp werd door de Koningin ondertekend.

In Duitsland hebben de verkiezingen de positie versteigd van de Regering die de goedkeuring als vaststaand beschouwt. Doch het Hof van Karlsruhe heeft zich nog niet uitgesproken over het beroep dat aanhangig is.

In Italië heeft de nieuwe Regering besloten het verdrag te doen goedkeuren.

In Frankrijk heeft de bevoegde Commissie van de Nationale Vergadering de behandeling hervat.

* *

III. — PRINCIPES FONDAMENTAUX.

Nous examinerons successivement dans cette partie les points suivants :

1. — Le caractère supranational de la communauté.
2. — Son caractère défensif et la garantie d'assistance.
3. — Le principe de non discrimination entre les membres.
4. — L'intégration.

* *

1. — Caractère supranational de la communauté.

Le caractère supranational de la communauté est expressément affirmé par l'article 1^{er}. Et voici que d'emblée surgit le problème du respect de la souveraineté nationale et celui de la constitutionnalité.

Mais il ne suffit pas de citer un qualificatif pour se prononcer. Il faut en examiner le contenu. Et nous ne pourrons conclure de façon définitive qu'après avoir fait l'étude des principaux textes où la question est impliquée.

Peut-être nous apercevrons-nous, à ce moment, que, comme souvent lorsqu'il faut faire rentrer une institution dans une catégorie juridique, la matière se dérobe au classement, tout concept antérieur l'habille mal, il est ou trop étiqué ou trop lâche. L'institution est « elle-même », elle est « *sui generis* ».

Il convient pourtant que dès maintenant nous en abordions l'étude.

Communauté supranationale, qu'est-ce à dire? Non certes qu'elle serait un Etat ou une espèce de « Super-état ». Il ne pourrait en tous cas en être ainsi, étant donné notamment que sa compétence est tout-à-fait limitée. Mais tout en demeurant la source de ses pouvoirs, les Etats nationaux ne vont-ils pas lui transférer pour un temps une part de leur propre souveraineté, ou tout au moins l'exercice de certains pouvoirs, que seuls ils s'estiment n'être plus aptes à assurer efficacement?

Et par ce transfert, certains d'entre eux, la Belgique notamment, ne vont-ils pas contrevenir à des dispositions essentielles de leur Constitution? Et si la réponse est affirmative pour ce qui nous concerne, la sauvegarde du pays, suprême loi, ne nous impose-t-elle pas de passer outre à ces scrupules?

Voilà les questions primordiales et même angoissantes qui se posent au jugement et à la conscience de ceux qui sont appelés à se prononcer.

* *

III. — GRONDBEGINSELEN

Wij zullen in dit gedeelte de volgende punten onderzoeken :

1. — Het supranationaal karakter van de gemeenschap;
2. — Haar defensief karakter en de waarborg in zake hulpverlening;
3. — Het beginsel volgens hetwelk er geen verschil gemaakt wordt onder de leden;
4. — De integratie.

* *

1. — Het supranationaal karakter van de gemeenschap.

Het supranationaal karakter van de gemeenschap wordt uitdrukkelijk bevestigd in het eerste artikel. Meteen rijst dan ook het probleem op van de eerbiediging der nationale souvereiniteit en van de grondwettigheid.

Een hoedanighedswoord volstaat echter niet om een oordeel te vellen. De betekenis er van moet onderzocht worden. Wij kunnen slechts een definitief besluit trekken nadat wij de voornaamste teksten, waarin die kwestie besloten ligt, hebben in studie genomen.

Misschien zullen wij dan vaststellen, zoals het dikwijls gaat wanneer men een instelling in een rechtscategorie moet onderbrengen, dat de stof aan iedere rangschikking ontsnapt, dat zij slecht wordt gedekt door enig vroeger begrip, dat dit te eng of te ruim is. De instelling is « *zichzelf* », zij is « *sui generis* ».

Wij dienen nochtans onmiddellijk de studie er van aan te vatten.

Supranationale gemeenschap, wat betekent dat ? Zeker niet een Staat of een soort « super-Staat ». Dat kan in geen geval, aangezien o.m. haar bevoegdheid streng zou beperkt zijn. Maar zullen de nationale Staten, hoewel zij de bron van haar macht blijven uitmaken, haar niet voor een tijd een gedeelte van hun eigen souvereiniteit, of althans de uitoefening van zekere bevoegdheden afstaan, waarvoor zij menen niet meer alleen te kunnen instaan?

En zullen sommige onder hen, waaronder België, door die overdracht geen essentiële bepalingen van hun Grondwet overtreden ? Indien het antwoord, wat ons betreft, bevestigend luidt, eist het heil van het land, als opperste wet, dan niet dat wij over die bezwaren heenstappen ?

Dat zijn de belangrijke en zelfs beklemmende vragen, waarop degenen, die moeten beslissen, te antwoorden zullen hebben.

* *

Dans les pays où le problème constitutionnel ne se présente pas comme chez nous, les documents législatifs mettent l'accent sur le transfert d'une part de la souveraineté. « Nous nous trouvons, dit le Gouvernement français, dans la « description du traité », en présence d'un organisme auquel les Etats participants ont transféré, dans un domaine limité mais capital et sans discrimination, une part de la souveraineté. » (Doc. Assemblée Nationale, session de 1953, n° 5404 (Annexes), Tome III, p. 53),

Le Gouvernement belge, lui, déclare, dans l'exposé des motifs, qu'il « s'est efforcé d'obtenir que l'on tienne compte de nos principes constitutionnels et des caractéristiques de l'Etat Belge » et que ce « souci se retrouve dans toute une série de solutions apportées par les textes » (Doc. Chambre, n° 163, session de 1952-1953, p. 4).

Et lorsqu'on lui oppose l'interprétation française, il répond que « tout en respectant cette opinion », il n'a pas le sentiment qu'il y aurait transfert d'une part de la souveraineté. « En effet, dit-il, l'exigence de l'unanimité pour les décisions du Conseil des Ministres de la C.E.D. — le principal organe de la communauté — « a été poussée jusqu'à l'extrême limite et couvre toutes les questions dont l'importance est telle qu'elle pourrait affecter la souveraineté nationale ».

« Pour le Gouvernement belge, il n'y a pas dans la C.E.D., de transfert de souveraineté, mais un acte par lequel se trouve confié, pour un temps déterminé, l'exercice de certains pouvoirs spécifiés, à une instance internationale dans laquelle, au surplus, le Gouvernement belge conserve, par la règle de l'unanimité, les attributs de la souveraineté ».

La thèse est sérieuse. Des membres ont exprimé le sentiment que les Commissions devraient se prononcer à son propos. La majorité, cependant, estimant que la question n'a qu'un intérêt théorique, a été d'un autre avis. Car, en admettant même la thèse du Gouvernement, il resterait à voir si ce nouveau mode « d'exercice de certains pouvoirs » est conforme à la « manière établie par la Constitution », pour employer les termes mêmes de l'article 25 de celle-ci.

* *

Dès la première séance consacrée au fond, le Ministre des Affaires Etrangères a exposé son opinion à ce sujet. La voici résumée :

Le Parlement a le droit incontestable d'interpréter la Constitution. Celle-ci est précise, mais en même temps assez souple pour ne pas exclure les adaptations exigées par les circonstances. Interpréter n'est sans doute pas méconnaître. Et le Parlement ne pourrait méconnaître la Constitution sous prétexte de l'interpréter. Il y a une limite à son droit. Mais c'est lui seul qui a qualité pour la fixer.

In de landen waar het grondwettelijk probleem zich niet op dezelfde wijze als bij ons voordoet, wordt in de wetgevende stukken de nadruk gelegd op de overdracht van een gedeelte van de souvereiniteit. « Wij staan », aldus de Franse Regering in de « beschrijving van het verdrag », « voor een organisme aan hetwelk de deelnemende Staten, op een beperkt maar kapitaal gebied en zonder discriminatie, een gedeelte van de souvereiniteit hebben overgedragen » (Gedr. St. Assemblée Nationale, zitting 1953, nr 5404 (Bijlagen), Deel III, blz. 53).

Van haar kant verklaart de Belgische Regering, in de memorie van toelichting, dat zij « getracht heeft te verkrijgen dat er met onze constitutionele beginselen en met de karakteristieke eigenschappen van de Belgische Staat zou worden rekening gehouden » (Gedr. St. Kamer, nr 163, zitting 1952-1953, blz. 4).

Wanneer men haar de Franse interpretatie voorhoudt, antwoordt zij dat er « alhoewel zij die mening eerbiedigt », naar haar oordeel geen sprake is van overdracht van een gedeelte van de souvereiniteit. « Inderdaad », aldus de Regering, « de vereiste van de eenparigheid voor de beslissingen van de Raad van Ministers van de E.D.G. — het voornaamste organisme van de gemeenschap — werd tot het uiterste gedreven en slaat op alle kwesties, die zo belangrijk zijn, dat zij de nationale souvereiniteit zouden kunnen in het gedrang brengen ».

« Voor de Belgische Regering is er in de E.D.G. geen sprake van overdracht van souvereiniteit, maar van een akte waardoor de uitoefening van zekere wel omschreven machten voor een bepaalde tijd wordt toevertrouwd aan een internationale instantie, waarin de Belgische Regering bovendien, door de regel van de eenparigheid, de kenmerken van de souvereiniteit behoudt ».

Die thesis is ernstig. Sommige leden meenden dat de Commissies zich daarover moesten uitspreken. De meerderheid was evenwel niet van die opvatting, daar zij oordeelde dat die kwestie slechts een theoretisch belang heeft. Want zelfs indien men de thesis van de Regering aanvaardt zou nog moeten worden uitgemaakt of die nieuwe wijze van « uitoefening van bepaalde machten » overeenstemt met de « bij de Grondwet bepaalde wijze », om de woorden van artikel 25 van de Grondwet te gebruiken.

* *

Reeds tijdens de eerste vergadering over de grond van de kwestie, heeft de Minister van Buitenlandse Zaken dienaangaande zijn mening uiteengezet. Zij kan worden samengevat als volgt :

Het Parlement heeft onbetwistbaar het recht de Grondwet uit te leggen. Deze is nauwkeurig, doch tevens soepel genoeg om de door de omstandigheden vereiste aanpassingen niet uit te sluiten. Uitleggen betekent zeker niet miskennen, en het Parlement kan de Grondwet niet miskennen onder voorwendsel ze uit te leggen. Er is een grens aan zijn recht. Maar het Parlement alleen is bevoegd om die grens vast te stellen.

C'est ainsi qu'il a fait des constructions extra-constitutionnelles. La communauté du charbon et de l'acier est de celles-là; et elle « implique », aux dires du Conseil d'Etat, « d'importants transferts de souveraineté ».

Or le Ministre a précisé que fort de l'expérience de la C.E.C.A. il s'était précisément efforcé d'éviter que l'on pût faire à la C.E.D. les mêmes objections et que sur plusieurs points, celle-ci allait moins loin que la Communauté du Charbon et de l'acier dans la voie de la « supranationalité ».

Il a rappelé ensuite la thèse juridique qui, à son sens, justifie ces constructions, et que le Conseil d'Etat, dans son avis, a exposée de la façon suivante : « les pouvoirs visés à l'article 25 seraient uniquement les pouvoirs nationaux, c'est-à-dire ceux que le constituant définit dans les textes suivants du titre III et dont il est dit qu'ils sont exercés de la manière établie par la Constitution ». Dans le domaine propre de l'article 68 (celui des traités), il serait « satisfait au principe que tous les pouvoirs émanent de la Nation, lorsque les Chambres, qui au sein des pouvoirs constitués sont par excellence les représentants de la volonté nationale, donnent leur assentiment aux traités de commerce et à ceux qui peuvent grever l'Etat ou lier individuellement les Belges. »

« Le propre de tout traité est d'apporter dans l'intérêt commun des hautes parties contractantes des restrictions à leur souveraineté absolue. »

« Aussi n'est ce... que dans les rapports entre les organes de droit public interne que la règle selon laquelle tous les pouvoirs doivent être exercés de la manière établie par la Constitution a une rigueur absolue ».

Et le Ministre a rappelé les précédents cités par le Conseil d'Etat, notamment la Convention monétaire latine de 1885, la Charte des Nations-Unies et d'autres, par lesquels « les Chambres ont admis que... les pouvoirs repris aux articles 74, 68 et 121 de la Constitution soient exercés d'une autre manière que celle établie par la Constitution ».

Sans doute cette thèse n'est-elle pas retenue par le Conseil d'Etat, mais lorsque celui-ci rappelle ensuite la Communauté du charbon et de l'acier, il exprime l'opinion, qui vient d'être citée, qu'elle « implique d'importants transferts de souveraineté à des organismes supranationaux ». Et pourtant, il doit bien souligner qu'elle a été approuvée par une loi. C'est que le Parlement apprécie souverainement les limites de la constitutionnalité.

Le Conseil d'Etat le reconnaît encore lorsqu'après avoir déclaré qu'à son sens « le traité C.E.D. soustrait de trop importants secteurs de la vie publique à l'action des organes nationaux pour qu'il puisse se justifier au regard de la Constitution, il ajoute que « l'impérieuse et urgente nécessité

Zo is het te werk gegaan met de buitengrond-wettelijke organismen. Daartoe behoort de Gemeenschap voor Kolen en Staal; zij « impliceert », volgens de Raad van State, « belangrijke overdrachten van souvereiniteit ».

Doch de Minister heeft nader verklaard dat hij, op grond van de ervaring met de E.G.K.S., juist getracht heeft te vermijden dat tegen de E.D.G. dezelfde bezwaren gemaakt zouden kunnen worden en dat deze in verscheidene opzichten minder ver ging dan de Gemeenschap voor Kolen en Staal op de weg van de « supranationaliteit ».

Hij herinnerde vervolgens aan de juridische thesis waardoer die organismen zijs inziens worden verantwoord en die de Raad van State, in zijn advies, heeft uiteengezet als volgt : « In artikel 25 zouden uitsluitend bedoeld zijn de nationale machten, dit wil zeggen die welke de grondwetgever in de daarop volgende teksten van titel III omschrijft en waarvan wordt gezegd dat zij op de bij de Grondwet bepaalde wijze worden uitgeoefend ». Op het eigen domein van artikel 68 (dat van de verdragen) zou « aan het beginsel, dat alle machten van de Natie uitgaan, voldaan zijn wanneer de Kamers, die onder de gestelde machten bij uitstek de vertegenwoordigers van de volkswil zijn, hun goedkeuring hechten aan de handelsverdragen en aan die verdragen waardoer de Staat zou kunnen worden bezwaard of de Belgen persoonlijk gebonden. »

« Kenmerkend voor elk verdrag is, dat het, in het gemeenschappelijk belang van de hoge verdragsluitende partijen, aan hun volstrekte souvereiniteit beperkingen stelt. »

« Alleen... in de betrekkingen tussen de organen van intern publiek recht geldt in haar volle strengheid de regel, dat alle machten op de bij de Grondwet bepaalde wijze moeten worden uitgeoefend ».

De Minister herinnerde dan aan de precedenten, aangehaald door de Raad van State, o. m. de Latijnse Muntovereenkomst van 1885, het Handvest van de Verenigde Naties, en andere, waarbij « de Kamers hebben aangenomen dat... de machten, genoemd in de artikelen 74, 68 en 121 van de Grondwet op een andere dan de bij de Grondwet bepaalde wijze worden uitgeoefend ».

Weliswaar wordt die thesis door de Raad van State niet aanvaard, maar wanneer hij daarna herinnert aan de Gemeenschap voor Kolen en Staal, maakt hij de bovenbedoelde mening bekend, volgens welke zij « belangrijke overdrachten van souvereiniteit aan supranationale lichamen impliceert ». Nochtans moet hij wel aanstippen dat zij door een wet werd goedgekeurd. Want het Parlement beoordeelt souverein de grenzen van de grondwettigheid.

De Raad van State geeft dit toe wanneer hij, na te hebben verklaard dat, naar zijn mening, « het verdrag tot oprichting van de Europese Defensie Gemeenschap al te belangrijke sectoren van het openbaar leven aan de actie van de nationale organen ontnekt om ten aanzien van de Grondwet te kunnen

de maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire » pourrait seule justifier l'approbation du traité avant toute révision, mais que le législateur est « seul juge » de cette nécessité.

En l'occurrence, dit le Ministre, on a veillé à ce que jamais un texte constitutionnel ne soit touché. Le traité n'implique essentiellement rien de plus que ce qui a déjà été fait. Le Sénat peut donc l'approuver.

Si le Gouvernement a cependant déposé un projet de déclaration de révision, c'est que la question de la constitutionnalité de la C.E.D. était controversée et qu'il valait mieux obtenir une large majorité. Il a donc accepté de jumeler les deux procédures. Comme la volonté de modifier les articles 25 et 68 est quasi-unanime, on peut voter la C.E.D. en toute quiétude.

* *

La thèse de l'inconstitutionnalité a été vigoureusement défendue de la façon suivante :

Le Parlement a sans doute le pouvoir de décréter qu'un projet de loi est constitutionnel. Et il n'existe pas d'autorité en Belgique qui puisse se refuser à appliquer cette loi. Mais si, ce faisant, le Parlement a mal interprété la Constitution, il l'aura violée. La loi n'aura pas pour cela le caractère de constitutionnalité.

Le Conseil d'Etat ne peut sans doute substituer son autorité à la nôtre, mais il peut donner son avis et, en l'occurrence, il l'a fait très nettement. Son avis est clair, il rejette la thèse du Ministre. Et les quatre professeurs de droit constitutionnel consultés sont du même avis.

Le Conseil d'Etat estime qu'il existe des obstacles d'ordre constitutionnel et que la révision doit précéder l'approbation. Il n'admet qu'une exception : *l'urgente nécessité*.

Existe-t-elle ? Pour certains membres, non. Il serait surprenant, disent-ils, qu'on rappelle aujourd'hui l'urgence qu'il y aurait à approuver un traité signé en mai 1952, mais que le Gouvernement a mis dix mois à déposer.

Le Ministre a immédiatement répliqué sur ce dernier point que ce délai s'expliquait par la négociation des protocoles français. Il avait paru sage d'attendre le terme de celle-ci. Mais dès qu'ils furent acceptés, le Gouvernement déposa le projet d'approbation à la Chambre.

L'urgence, a-t-il encore dit, est une question de fond. La ratification est aussi urgente aujourd'hui qu'il y a deux ans. On peut même regretter que trois ans aient été perdus en négociations diverses.

worden verantwoord », er aan toevoegt dat « alleen de onontkoombare en dringende noodzaak om 's Lands onafhankelijkheid en de ongeschondenheid van het grondgebied te handhaven — en over die noodzaak oordeelt alleen de wetgever — zou kunnen verantwoorden dat het Verdrag vóór enige grondwetsverziening wordt goedgekeurd »

Ter zake, aldus de Minister, heeft men er voor gezorgd dat nooit aan een grondwetstekst zou worden geraakt. Eigenlijk impliceert het Verdrag niets meer dan wat reeds gedaan is. De Senaat kan het dus goedkeuren.

De Regering heeft echter toch een ontwerp van verklaring betreffende de herziening van de Grondwet ingediend, omdat de kwestie van de grondwettigheid van de E.D.G. betwist wordt en omdat het beter is een ruime meerderheid te bekomen. Zij heeft er derhalve in toegestemd de twee procedures te koppelen. Aangezien nagenoeg iedereen bereid is om de artikelen 25 en 68 te wijzigen, kan men de E.D.G. met een gerust gemoed goedkeuren.

* *

De stelling van de ongrondwettigheid werd met klem verdedigd als volgt :

Weliswaar heeft het Parlement het recht om te beslissen dat een wetsontwerp grondwettig is. En er bestaat in België geen overheid die mag weigeren die wet toe te passen. Indien het Parlement echter daaroor de Grondwet verkeerd interpreteert, overtreedt het ook de Grondwet. De wet heeft daarom nog geen grondwettig karakter.

Het staat vast dat de Raad van State ons zijn gezag niet kan opdringen, maar hij kan zijn advies geven en hij heeft dit in dit geval op zeer duidelijke wijze gedaan. Zijn advies is duidelijk : hij verwierpt de thesis van de Minister. En de vier geraadpleegde professoren in het grondwettelijk recht zijn dezelfde mening toegedaan.

De Raad van State is van oordeel dat er bezwaren van grondwettelijke aard bestaan en dat de herziening aan de goedkeuring moet voorafgaan. Hij neemt slechts een enkele uitzondering aan : de dringende noodzaak.

Bestaat zij ? Niet volgens sommige leden. Het zou verbazend zijn, verklaren zij, dat men thans gewaagt van de dringende noodzaak om een verdrag goed te keuren, dat in Mei 1952 werd ondertekend, terwijl er tien maanden verliepen vooraleer de Regering het indiende.

De Minister antwoordde op dit laatste punt onmiddellijk dat die termijn te verklaren valt door de onderhandelingen over de Franse protocollen. Het bleek verstandig te wachten tot deze hun beslag hadden gekregen, maar zodra zij waren aangenomen diende de Regering het ontwerp tot goedkeuring bij de Kamer in.

De dringende noodzaak, aldus wordt verder betoogd, is een kwestie die tot de grond van de zaak behoort. De bekraftiging is nu even dringend als twee jaar geleden. Het valt zelfs te betreuren dat er drie jaren verloren gingen met allerlei onderhandelingen.

Enfin, les tenants de l'institutionnalité considèrent comme grave en droit la thèse selon laquelle la non-observation de la Constitution serait excusable, à raison de la probabilité d'une révision prochaine. Ils estiment que tous, aux Chambres, ne sont pas encore d'accord sur les modifications et que l'on ne peut préjuger en tout cas de l'obtention de la majorité requise.

Le Ministre a répondu à ces divers arguments : Il n'est pas, a-t-il dit, un texte qui ne doive être interprété, celui de la Constitution comme tout autre. Dans certains régimes, c'est une Cour suprême qui en est chargée, et elle ne peut d'ailleurs pas davantage violer la Loi fondamentale. En Belgique, c'est le pouvoir législatif. Il a toujours eu ce droit, mais il doit l'exercer honnêtement. Où prend-t-il fin ? C'est lui seul qui peut le dire. Et il ne manque jamais de le faire.

Aujourd'hui, avec la C.E.D. va-t-on trop loin ? La neutralité belge a cependant été établie en 1839 sans révision de la Constitution. Au temps de l'Union latine, le droit régalien de battre monnaie était aussi considéré comme une prérogative essentielle du Roi. Pourtant, on a réglé l'exercice de ce droit sans révision non plus.

Où est la limite en cette matière d'institutions internationales ? A la communauté politique, estime le Ministre, parce que celle-ci comporte des élections, lesquelles sont une source politique du pouvoir.

Nous sommes avec la C.E.D. en deçà de cette limite, précise-t-il. Les précédents ont été de plus en plus importants. Le pouvoir législatif a usé de son droit d'interpréter la Constitution, comme le rappelle le Conseil d'Etat.

En un mot, il s'agit ici d'une construction qui n'est pas anti-constitutionnelle, mais qui est *extra-constitutionnelle*.

D'autres membres des Commissions ont souligné que si le Conseil d'Etat se prononçait négativement, c'est que le traité portait atteinte à des prérogatives *essentielles* des autorités nationales, tandis que, par l'Union latine, la Belgique avait fait un abandon qui n'avait pas ce caractère; qu'aussi bien toute vie internationale eût évidemment été impossible depuis 1831, si la Constitution avait interdit toute renonciation à un pouvoir. Mais aujourd'hui, il s'agit d'un bouleversement de nos institutions, comme le disent certains partisans, contrairement au Ministre qui semble en minimiser la portée.

Les précédents cités ont été rejetés par le Conseil d'Etat comme non décisifs. Si à l'O.N.U., nous avons fait des abandons, tous les pays et pratiquement le monde entier en ont fait d'identiques. Ce n'est pas le cas ici.

Ten slotte beschouwen de voorstanders van de ongrondwettelijkheid de thesis, volgens welke de overtreding van de Grondwet te verontschuldigen is wegens de waarschijnlijkheid van een aanstaande herziening, als een ernstige kwestie in rechte. Zij zijn van mening dat allen in de Kamers het nog niet eens zijn over de wijzigingen en dat men in ieder geval er niet vooraf mag op rekenen dat de vereiste meerderheid zal worden bekomen.

De Minister heeft op die verschillende argumenten geantwoord. Er bestaat, aldus de Minister, geen enkele tekst, die niet uitgelegd moet worden, die van de Grondwet evengoed als elke andere. In sommige landen is een Hoog Hof daarmede belast, dat trouwens evenmin de Grondwet mag overtreden. In België wordt dit gedaan door de Wetgevende Macht. Zij heeft dit recht steeds gehad, maar zij moet het op eerlijke wijze uitoefenen. Waar eindigt het ? Alleen de Wetgevende Macht kan dit zeggen en zij laat ook nooit na dit te doen.

Gaat men thans, met de E.D.G., te ver ? De Belgische neutraliteit werd nochtans in 1839, zonder herziening van de Grondwet, gevestigd. Ten tijde van de Latijnse Unie werd het hoogheidsrecht om munt te slaan eveneens als een essentieel voorrecht van de Koning beschouwd. Toch heeft men de uitoefening van dit recht, ook zonder herziening, geregeld.

Waar ligt de grens op het gebied van de internationale instellingen ? In de politieke gemeenschap, meent de Minister, omdat deze verkiezingen omvat die een politieke bron van de macht uitmaken.

Hij stipt aan dat wij die grens met de E.D.G. nog niet bereikt hebben. De precedenten werden steeds belangrijker. De Wetgevende Macht heeft, zoals de Raad van State aanstipt, gebruik gemaakt van haar recht om de Grondwet te interpreteren.

Kort gezegd, het betreft hier een regeling die niet anti-grondwettelijk, doch *buitengrondwettelijk* is.

Andere leden van de Commissies wezen er op dat de Raad van State een negatieve uitspraak heeft geveld, omdat het verdrag *essentiële* voorrechten van de nationale overheden in het gedrang brengt, terwijl België, daarentegen, in de Latijnse Unie, een afstand heeft gedaan die dat karakter niet vertoonde; dat alle internationaal leven natuurlijk sedert 1831 onmogelijk zou zijn geweest, indien de Grondwet iedere overdracht van macht had verboden. Thans gaat het echter om een volledige ommever in onze instellingen, zoals sommige voorstanders verklaren, in tegenstelling met de Minister die de betekenis er van schijnt te onderschatten.

De aangehaalde precedenten werden door de Raad van State als niet doorslaggevend verworpen. Wel hebben wij in de O.V.N. iets prijsgegeven, maar dit geldt evenzeer voor alle landen en praktisch voor de gehele wereld. Dat is hier niet het geval.

Quant au droit d'interprétation du Parlement, il a des limites, car à le trop étendre, on pourrait arriver à bouleverser gravement la Constitution.

Le Ministre a répliqué que le traité n'était ni une révolution, ni un acte sans grande portée. Nous sommes en présence d'une œuvre très importante, a-t-il dit. Mais les Chambres peuvent, avant révision, lui donner leur assentiment, car elle n'est pas interdite par le pacte fondamental, et elle n'implique aucun transfert essentiel de la souveraineté, au sens où le Conseil d'Etat entend ce terme. Le traité ne franchit jamais la limite autorisée. Il ne va jamais à l'encontre d'un texte constitutionnel déterminé.

* *

A cet égard, les mêmes membres ont appuyé leurs raisonnements sur deux articles importants du traité. Il sera sans doute nécessaire d'y revenir plus loin; mais dès maintenant il nous semble bon d'exposer leur thèse, car il s'agit de deux dispositions-clefs.

L'un, pour illustrer l'importance des abandons proposés, a cité *l'article 87* du traité relatif à la préparation du budget de la communauté. Il suffit de le lire, a-t-il dit, pour se convaincre que le Parlement va perdre en réalité une de ses prérogatives essentielles.

Les Belges n'ont pas attendu 1830 pour exercer ce droit caractéristique des régimes démocratiques. Or, en vertu du traité, c'est le Conseil qui décide du volume total du budget et du montant de la contribution de chaque Etat. Sans doute le Gouvernement devra-t-il obtenir du Parlement national un vote entérinant ce chiffre. Mais le Parlement sera lié. La Belgique en tout cas sera liée. Si les Chambres refusent de voter le budget, dont l'importance est considérable (un quart du budget total de l'Etat) la Belgique n'en restera pas moins obligée en vertu d'un engagement international valable, que sanctionneraient toutes les Cours de Justice qui en seraient saisies.

Le second des intervenants a invoqué *l'article 15, § 3*, suivant lequel les contingents des forces européennes seront fournis par les Etats suivant un plan de constitution arrêté de commun accord entre les Gouvernements, et qui ne sera susceptible de révision qu'en vertu d'une décision unanime du Conseil des Ministres. Ici encore, à son sens, le Parlement belge va se trouver en présence d'un fait accompli. Le vote réel, libre, du contingent, va lui échapper. Il devra ratifier un chiffre fixé par une instance internationale.

Het recht van interpretatie van het Parlement is beperkt, want indien men het te veel uitbreidt, zou men uiteindelijk diepe verwarring in de Grondwet stichten.

De Minister antwoordde dat het verdrag noch een omwenteling, noch een akte zonder verregaande betekenis is. Hij verklaarde dat wij voor een zeer belangrijk werk staan. De Kamers kunnen het echter vóór de herziening goedkeuren, want het wordt door de Grondwet niet verboden en impliceert geen enkele essentiële overdracht van souvereiniteit, in de betekenis welke de Raad van State aan dat woord geeft. De wettige grens wordt door het Verdrag nooit overschreden. Het drukt nooit in tegen een bepaalde grondwetstekst.

* *

In dit verband steunden bedoelde leden hun redenering op twee belangrijke artikelen van het verdrag. Ongetwijfeld zullen wij daar verder moeten op terugkomen, maar het lijkt ons nuttig hun standpunt nu reeds te belichten, omdat het gaat om twee « sleutelbepalingen ».

Om het belang van de voorgestelde overdrachten te doen uitschijnen, haalde de ene spreker *artikel 87* van het verdrag aan, betreffende de voorbereiding van de begroting van de gemeenschap. Het volstaat dit artikel te lezen, verklaart hij, om er van overtuigd te zijn dat het Parlement in werkelijkheid een van zijn essentiële voorrechten zal verliezen.

De Belgen hebben niet tot in 1830 gewacht om dit karakteristiek recht van een democratische regeringsvorm uit te oefenen. Doch krachtens het verdrag, beslist de Raad over het totaal bedrag van de begroting en over de bijdrage van iedere Staat. Weliswaar zal de Regering van het Nationaal Parlement de bekraftiging van dit cijfer moeten bekomen. België zal echter gebonden zijn. Indien de Kamers weigeren de begroting goed te keuren die zeer aanzienlijk is (een vierde van de totale Staatsbegroting) zal België niettemin gebonden zijn aan een geldige internationale verbintenis, die bekraftigd zou worden door alle Gerechtshoven die daarover zouden moeten beslissen.

De andere spreker haalde *artikel 15, § 3*, aan, volgens hetwelk de contingenten van de Europese strijdkrachten door de deelnemende Staten worden geleverd, volgens een door de Regeringen overeengekomen opbouwplan, dat slechts kan worden herzien krachtens een eenparige beslissing van de Raad van Ministers. Zijns inziens zal het Belgische Parlement ook hier voor een voldongen feit komen te staan. De werkelijke, vrije stemming over het contingent zal aan het Parlement ontglippen. Het zal een door een internationale instantie vastgesteld getal moeten bekraftigen.

Or, il est bon de se rappeler la « *ratio legis* », a-t-il fait remarquer. Si l'article 119 de la Constitution dispose que « le contingent de l'armée est voté annuellement », c'est que le Congrès National tenait en grande méfiance les armées nombreuses.

« Deux moyens ont été employés pour parer à cet inconvénient, dit le rapport de M. Fleusser sur la force publique, c'est l'annualité des subsides, c'est l'annualité du vote du contingent de l'armée. Une loi déterminera chaque année ce contingent; de sorte qu'on aura la certitude que toujours il sera proportionné aux ressources et aux besoins du pays » (HUYTTENS : *Discussions du Congrès National*, Tome IV, p. 109).

A ces deux objections, le Gouvernement oppose l'argumentation suivante :

« L'exercice des pouvoirs constitutionnels belges, et spécialement le vote annuel par le Parlement tant du contingent que du budget, reste le même dans l'application du Traité C.E.D. et dans la mise en pratique du Traité de l'Atlantique Nord, sous l'empire duquel en ce domaine nous vivons aujourd'hui.

» Le Parlement aura chaque année à voter le budget et à voter le contingent. Sans ce vote, les engagements pris par le Ministre belge au sein du Conseil des Ministres ne sauraient être exécutés.

» En ce qui concerne le pouvoir du Ministre d'engager la Belgique, ici encore il ne sera pas différent de celui qui existe déjà au sein du Conseil de l'O.T.A.N. Il n'excède pas les pouvoirs que le droit commun reconnaît notamment au Ministre des Affaires Etrangères.

» Le fait que l'exécution d'accords, entre autres en matière financière, suppose le vote annuel du budget, n'implique pas que la durée des dits accords soit limitée à une année.

» Les considérations qui précèdent montrent que les distinctions entre les engagements valables pour un an, pour plus d'un an ou pour la durée du Traité, n'affectent pas le pouvoir du Ministre d'engager la Belgique.

» Les éléments repris ci-dessus ont été clairement exposés tout au long des négociations, et spécialement lors de l'examen de l'article 131 du Traité, qui prévoit de façon formelle que les dispositions de l'accord sont exécutées suivant les règles constitutionnelles de chaque Etat membre.

En d'autres termes, suivant le Ministre :

1^o Le Conseil des Ministres C.E.D. ne pouvant dans ces matières, comme dans toutes celles qui sont importantes, statuer qu'à l'unanimité, et la Belgique y étant représentée sur un pied d'égalité d'ailleurs, aucune décision ne peut lui être imposée sans le concours de son Gouvernement.

Welnu, er zij herinnerd aan de « *ratio legis* », aldus dit lid. Artikel 119 van de Grondwet bepaalt dat « de legersterkte elk jaar bij stemming wordt vastgesteld », juist omdat het Nationaal Congres zeer wantrouwig stond tegenover een groot leger.

« In het verslag van de heer Fleusser betreffende de gewapende macht wordt verklaard dat « twee middelen werden aangewend om dit bezwaar te verhelpen : de jaarlijkse vaststelling van de toelagen en de jaarlijkse stemming over het leger-contingent. Dit contingent zal ieder jaar door een wet worden vastgesteld, zodat men de zekerheid zal hebben dat het in verhouding zal zijn tot de middelen en tot de behoeften van het land » (HUYTTENS : *Discussions du Congrès National*, Deel IV, blz. 109).

Tegenover die twee opmerkingen stelt de Regering de volgende bewijsvoering :

» De uitoefening van de Belgische grondwettelijke machten, en meer bepaald de jaarlijkse vaststelling door het Parlement van het contingent en van de begroting, blijft dezelfde bij de toepassing van het E.D.G.-Verdrag en bij de tenuitvoerlegging van het Noord-Atlantisch Verdrag, dat op dit gebied thans ons leven beheert.

» Het Parlement zal ieder jaar de begroting, alsook het contingent moeten goedkeuren. Zonder die goedkeuring kunnen de door de Belgische Minister in de Raad van Ministers aangegeven verbintenissen niet worden uitgevoerd.

» Ook de bevoegdheid van de Minister om België te verbinden zal niet verschillen van die welke in de N.A.T.O.-Raad reeds bestaat. Zij gaat niet verder dan de bevoegdheden welke het gemeenrecht onder meer aan de Minister van Buitenlandse Zaken verleent.

» Dat de uitvoering van akkoorden, onder meer op financieel gebied, de jaarlijkse goedkeuring der begroting onderstelt, houdt niet in dat de geldigheidsduur van bedoelde akkoorden tot één jaar is beperkt.

» Uit de voorgaande beschouwingen blijkt dat het onderscheid tussen verbintenissen, die voor één jaar, voor meer dan een jaar of even lang als het Verdrag geldig zijn, geen invloed heeft op de macht van de Minister om België te verbinden.

» Bovenstaande gegevens werden tijdens het hele verloop van de onderhandelingen duidelijk uitgezet, inzonderheid bij het onderzoek van artikel 131 van het Verdrag, dat uitdrukkelijk verklaart dat de bepalingen der overeenkomst zullen worden uitgevoerd overeenkomstig de grondwettelijke regelen der deelnemende Staten. »

Met andere woorden, aldus de Minister :

1^o Daar de Raad der E.D.G.-Ministers voor deze, zoals voor alle belangrijke kwesties slechts met eenparigheid van stemmen kan beslissen en vermits België er overigens op voet van gelijkheid in vertegenwoordigd is, kan aan ons land geen beslissing worden opgelegd zonder de medewerking van zijn Regering.

2^o Comme celui-ci est responsable devant son Parlement, il n'y a pas non plus de transfert d'attribution d'un pouvoir à l'autre ou de modifications dans l'exercice des pouvoirs. Les Chambres ont le pouvoir de refuser de voter la contribution au budget ou le contingent. Un vote normal qui rejetterait la proposition présentée par le Gouvernement ne serait pas émis en violation du Traité, car celui-ci ne peut être exécuté qu'en conformité avec les règles constitutionnelles des Etats membres (art. 131 du Traité).

3^o En cas de rejet de la contribution ou du contingent, le Gouvernement ou le Ministre responsable tombera. Celui qui lui succèdera entamera de nouvelles négociations avec la C.E.D. et reviendra devant le Parlement.

Sans doute ne faut-il pas pousser ce raisonnement jusqu'à l'absurde, car si les Chambres belges persisteraient à rejeter systématiquement les projets qui lui seraient successivement soumis, la communauté n'existerait plus.

Le même raisonnement pourrait d'ailleurs être tenu en matière intérieure. C'est aussi le Gouvernement qui prépare les budgets et qui propose le chiffre du contingent. Théoriquement, les Chambres ont le pouvoir de refuser tout crédit. Cependant, l'Etat est engagé, ne serait-ce que dans son programme de travaux publics, portant sur plusieurs années; il doit traiter avec des entrepreneurs. Il est engagé de même dans des liens contractuels avec les cadres actifs de l'armée. Que ferait-il si le contingent n'était pas voté, si le Parlement refusait de lever un seul homme ?

En résumé, le Gouvernement estime qu'il n'aura plus de pouvoirs après la ratification du Traité qu'il n'en a aujourd'hui.

Le Ministre des Affaires Etrangères a ajouté que si l'on admettait une thèse de juridisme extrême, qui aboutirait à n'approuver le Traité qu'après révision de la Constitution ou au moins de l'article 68, on rendrait, à cause de ce retard, le plus mauvais service au pays.

* *

Telles sont les deux thèses qui se sont affrontées dès le début des discussions : inconstitutionnalité, extraconstitutionnalité.

D'autres membres, doutant de la constitutionnalité du Traité, estiment cependant qu'il peut être voté, à raison du « jumelage » de l'approbation et de la déclaration de révision.

Enfin, il en est qui estiment que l'on se trouve dans le cas d'impérieuse et urgente nécessité, qui, seule, d'après le Conseil d'Etat, pourrait justifier l'approbation.

2^o Daar de Regering zich voor haar Parlement heeft te verantwoorden, vindt er evenmin overdracht van bevoegdheid van de ene aan de andere macht of wijziging in de uitoefening der bevoegdheden plaats. De Kamers kunnen de goedkeuring van het aandeel in de begroting of van het contingent weigeren. De afwijzing, door een normale stemming, van het door de Regering voorgedragen voorstel zou geen schending zijn van het Verdrag, want dit kan enkel overeenkomstig de grondwettelijke regelen der deelnemende Staten worden uitgevoerd (art. 131 van het Verdrag).

3^o Wordt het aandeel in de begroting of het contingent verworpen, dan valt de Regering of de verantwoordelijke Minister. De opvolger moet dan nieuwe onderhandelingen voeren met de E.D.G. en opnieuw voor het Parlement komen.

Men mag die redenering natuurlijk niet tot het ongerijmde doorzetten, want mochten de Belgische Kamers systematisch de hun achtereenvolgens voorgelegde ontwerpen blijven afwijzen, dan zou de gemeenschap niet meer bestaan.

Op binnenlands plan zou men overigens op dezelfde wijze kunnen redeneren. Ook daar stelt de Regering de begrotingen op en stelt zij het contingent voor. Theoretisch kunnen de Kamers elk krediet weigeren. Toch heeft de Staat verplichtingen, al ware het maar met betrekking tot zijn plan van openbare werken, dat over verscheidene jaren loopt; hij moet regelingen treffen met aannemers. Zo heeft hij ook contractuele verplichtingen ten opzichte van de actieve legerkaders. Wat zou hij doen, zo het contingent niet werd goedgekeurd, zo het Parlement weigerde ook maar één man te lichten ?

Kortom, de Regering is van oordeel dat zij na de bekraftiging van het Verdrag over niet meer macht zal beschikken dan thans.

De Minister van Buitenlandse Zaken verklaarde verder dat men door het innemen van een al te streng juridisch standpunt, dat er zou op neerkomen, het Verdrag pas na de herziening van de Grondwet, of ten minste van artikel 68, goed te keuren, het land ten gevolge van dat uitstel een zeer slechte dienst zou bewijzen.

* *

Van bij de aanvang der besprekingen zijn dat de twee stellingen geweest die tegenover elkaar stonden : ongrondwettelijk, buitengrondwettelijk.

Andere leden weer betwijfelen de grondwettigheid van het Verdrag, maar vinden toch dat het, wegens het koppelen van zijn bekraftiging aan de verklaring tot grondwetsherziening, kan worden goedgekeurd.

Ten slotte zijn er nog die oordelen dat men met een geval van onontkoombare en dringende noodzaak heeft te doen, welke alleen, naar het advies van de Raad van State, de goedkeuring zou kunnen verantwoorden.

Nous ne reviendrons pas sur la description de cette nécessité. Elle a été tentée dans les premières parties du rapport.

Une motion d'ajournement avait été déposée, qui était fondée sur la nécessité d'une révision préalable. Elle a été discutée à la dernière séance, lorsque les Commissions réunies ont été appelées à se prononcer par leurs votes sur le problème qui vient d'être exposé. Il en sera rendu compte *in fine*.

* *

2. — *Deuxième principe* : « La Communauté a des objectifs exclusivement défensifs », dit l'article 2. Nous nous sommes précédemment étendus sur ce point.

« En conséquence, poursuit l'article, elle assure contre toute agression la sécurité des Etats membres »; elle participe « à la défense occidentale dans le cadre du Traité de l'Atlantique Nord ».

Le Traité organise d'autre part la garantie d'assistance.

1^o *Garantie que les Etats membres se donnent entre eux.*

C'est le paragraphe 3 de l'article 2 qui en précise la nature. Elle est *automatique*, comme celle du Traité de Bruxelles. Point de consultation, préalable à l'aide à apporter. Dès l'agression, la garantie joue.

« Un des objets essentiels de la Communauté, dit le Gouvernement Français, dans la « description » du Traité, est d'augmenter, par l'intégration des moyens militaires des Etats contractants et la rationalisation de leur emploi, l'efficacité de l'organisation défensive de l'Europe occidentale. C'est à cette fin que les Etats membres lui remettent une large part de leurs ressources en hommes et en matériel. Mais ils doivent, en revanche, avoir l'assurance qu'ils n'auront pas individuellement à en souffrir et qu'ils disposeront d'une défense suffisante le jour où ils viendraient à être l'objet d'une agression. »

« En vertu de l'article 2, § 3, du Traité, toute agression armée dirigée contre l'un quelconque des Etats membres en Europe ou contre les Forces européennes de défense sera considérée comme une attaque dirigée contre tous les Etats membres. En conséquence, les Etats membres et les Forces européennes de défense porteront en pareil cas à l'Etat ou aux Forces attaquées *aide et assistance* par tous les moyens en leur pouvoir, militaires et autres. C'est donc une entière solidarité défensive qui existe entre les Etats membres et qui garantit à chacun d'entre eux, en cas d'agression, *le plein et automatique appui* de tous les autres et celui des Forces de la Communauté » (Doc. A. Assemblée Nat., session 1953, n° 5404 (Annexes), Tome III, p. 75).

Wij zullen die noodzaak niet opnieuw uiteenzetten. Wij hebben er ons op toegelegd dat in de eerste gedeelten van het verslag te doen.

Er was een motie tot verdaging ingediend, die op de noodzakelijkheid van een voorafgaande herziening was gegrond. Zij is op de laatste vergadering besproken, toen de verenigde Commissies over het zoeven uiteengezette probleem hebben moeten stemmen. Hierover wordt *in fine* verslag gedaan.

* *

2. — *Tweede principe* : « De doelstellingen van de Gemeenschap zijn uitsluitend *defensief* », zo heet het in artikel 2. Wij hebben dit punt reeds breedvoerig besproken.

« Dien volgens, zo luidt het artikel verder, verzekert zij de veiligheid van de deelnemende Staten tegen iedere aanval »; zij neemt deel « aan de verdediging van het Westen in het kader van het Noord-Atlantisch Verdrag ».

Anderzijds regelt het Verdrag het waarborgen van bijstand.

1^o *Waarborg door de deelnemende Staten onderling aan elkaar verleend.*

De aard daarvan wordt nader omschreven in paragraaf 3 van artikel 2. Het is een *automatische* waarborg, zoals die van het Verdrag van Brussel. Geen overleg alvorens hulp moet worden geboden. Zodra er agressie is, heeft de waarborg uitwerking.

« Een der hoofddoeleinden van de Gemeenschap, zo zegt de Franse Regering in haar « beschrijving » van het Verdrag, bestaat er in de doeltreffendheid van het Westeuropese defensiesysteem te vergroten door integratie van de militaire middelen der verdragsluitende Staten en door rationalisatie van hun gebruik. Met dat doel laten de deelnemende Staten de Gemeenschap over een ruim gedeelte van hun potentieel aan manschappen en materieel beschikken. In ruil daarvoor moeten zij echter de zekerheid hebben dat zij er individueel niet zullen onder te lijden hebben en dat zij over voldoende verdediging zullen beschikken, wanneer zij mochten worden aangevallen.

» Krachtens artikel 2, § 3, van het Verdrag wordt iedere gewapende aanval die tegen een der deelnemende Staten in Europa of tegen de Europese Defensiestrijdkrachten is gericht, beschouwd als een aanval tegen alle deelnemende Staten. Bijgevolg zullen de deelnemende Staten en de Europese Defensiestrijdkrachten in dat geval, met alle in hun vermogen liggende middelen, zo militaire als andere, de aangevallen Staat of Strijdkrachten *hulp en bijstand* verlenen. Onder de deelnemende Staten heerst dus een volledige *defensiesolidariteit*, die elk van hen in geval van agressie *de volledige en automatische steun* van al de overige en van de Strijdkrachten der Gemeenschap waa loigt » (Ged. St. Nationale Vergadering, zitting 1953, nr 540 (Bijlagen), Deel III, blz. 75).

2^o Autres garanties.

D'autre part, comme les Etats membres de la C.E.D. (l'Europe des six) ne sont pas les seuls intéressés à la défense du continent, que l'O.T.A.N. y est impliquée, et que certains pays font partie d'une organisation et pas de l'autre (l'Allemagne n'est pas membre de l'O.T.A.N., la Grande-Bretagne n'est pas membre de la C.E.D.), il a fallu conclure un certain nombre d'accords.

1^o Un protocole relatif aux relations C.E.D.-O.T.A.N. La participation de la C.E.D. à la défense occidentale s'inscrivant dans le cadre de l'O.T.A.N. (art. 2, § 2), la communauté devant coopérer étroitement avec celle-ci, (art. 5), les forces de défense européenne étant placées sous le commandement supérieur relevant de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (art. 18, § 1^{er}), il fallait régler les relations entre elles et prévoir des réunions communes. C'est l'objet de ce document.

2^o Un protocole relatif aux engagements d'assistance des Etats de la C.E.D. envers les Etats de l'O.T.A.N.

3^o et réciproquement.

4^o Un traité entre le Royaume-Uni et les Etats de la C.E.D. qui, d'une part, étend en somme à l'Allemagne et à l'Italie, la garantie automatique que la Grande-Bretagne avait assumée à l'égard de ses partenaires par le Traité de Bruxelles (pour les autres pays, il n'est qu'une confirmation d'engagements antérieurs), et qui, d'autre part, prévoit ou confirme les mêmes obligations à l'égard du Royaume-Uni.

5^o Enfin une déclaration tripartite des U.S.A., de la France et du Royaume-Uni, qui est très importante; ces trois grands pays considéreront toute action menaçant l'intégrité et l'unité de la C.E.D. d'où qu'elle vienne, comme une menace contre leur propre sécurité. Il s'agit là d'un « avertissement » ferme donné à tout Etat qui voudrait faire sécession.

En outre, les signataires s'engagent à faire stationner sur le continent les troupes qu'ils estimeraient nécessaires, compte tenu de leurs obligations O.T.A.N., de l'intérêt qu'ils portent à l'intégrité de la C.E.D. et de leurs responsabilités en Allemagne.

* *

3. — *Troisième principe* : Le traité ne comporte aucune discrimination (art. 6). Nous avons expliqué, dans la partie consacrée à sa génèse, les raisons de cette clause. Nous n'y revenons pas.

Il s'agit évidemment de discrimination de droit. Les partenaires sont sur un pied d'égalité total, l'Allemagne comme les autres.

2^o Andere waarborgen.

Aangezien anderzijds niet alleen de deelnemende Staten van de E.D.G. (het Europa van de zes) bij de verdediging van het vasteland belang hebben, aangezien de N.A.T.O. er bij betrokken is en sommige landen wel deel uitmaken van één organisatie, maar niet van de andere (Duitsland is geen lid van de N.A.T.O., Groot-Brittannië is geen lid van de E.D.G.), heeft men een aantal akkoorden moeten sluiten.

1^o Een protocol betreffende de E.D.G.-N.A.T.O.-betrekkingen. Daar de deelneming der E.D.G. aan de Westerse verdediging binnen het kader van de N.A.T.O. valt (art. 2, § 2), de gemeenschap nauw met deze organisatie moet samenwerken (art. 5), de Europese Defensiestrijdkrachten onder het opperbevel staan dat onder de N.A.T.O. ressorteert (art. 18, § 1), moesten de betrekkingen tussen beide organisaties geregeld en gemeenschappelijke bijeenkomsten voorgeschreven worden. Daarover wordt in dit document gehandeld.

2^o Een protocol betreffende de bijstandsverplichtingen der E.D.G.-Staten ten opzichte van de N.A.T.O.-Staten.

3^o en omgekeerd.

4^o Een verdrag tussen het Verenigd Koninkrijk en de E.D.G.-Staten, dat enerzijds hierop neerkomt dat ook Duitsland en Italië de automatische waarborg krijgen, waartoe Groot-Brittannië zich tegenover zijn partners door het Verdrag van Brussel had verplicht (voor de andere landen is het slechts een bevestiging van vroegere verbintenissen) en anderzijds dezelfde verplichtingen tegenover het Verenigd Koninkrijk oplegt of bevestigt.

5^o Ten slotte een zeer belangrijke drieledige verklaring van de U.S.A., Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk; deze drie grote landen zullen elk optreden, van waar ook, dat de integriteit en de eenheid der E.D.G. bedreigt, als een bedreiging voor hun eigen veiligheid beschouwen. Dit is een ernstige « waarschuwing » voor iedere Staat die de E.D.G. mocht willen verlaten.

Voorts verplichten de ondertekenaars zich, op het vasteland de troepen te doen legeren die zij nodig achten, met inachtneming van hun N.A.T.O.-verplichtingen, van het belang dat zij aan de integriteit der E.D.G. hechten en van hun verantwoordelijkheid in Duitsland.

* *

3. — *Derde principe* : Het verdrag houdt *geen discriminatie* in (art. 6). In het gedeelte, dat wij aan de wordingsgeschiedenis van het verdrag hebben gewijd, hebben wij de redenen hiervan verklaard. Wij komen daar niet op terug.

Het gaat hier natuurlijk om discriminatie in rechte. De partners, zowel Duitsland als de andere, staan volkomen op gelijke voet.

Mais, en raison de circonstances de fait, de la situation géographique de certains Etats par exemple, ou de leurs responsabilités en dehors du continent, des *dispositions d'ordre général* leur sont ou non applicables.

1^o Il y a notamment les dispositions relatives aux troupes restant nationales :

a) d'abord celles qui sont destinées à être employées dans les territoires d'outre-mer (art. 10, § 1^{er}). Possèdent entre autres des troupes nationales de cette espèce la France et la Belgique;

b) ensuite celles qui sont affectées à des missions internationales (Berlin, Autriche, Corée) (art. 10, § 2). C'est le cas de certains contingents français, belges, néerlandais et luxembourgeois.

L'Allemagne n'ayant pas de colonies et n'exécutant pas d'obligations militaires pour l'O.N.U., ne peut donc avoir de troupes nationales.

2^o Rappelons aussi qu'en cas de troubles ou de menaces de troubles sur le territoire européen ou non européen d'un Etat, ses troupes C.E.D. peuvent être remises à sa disposition, tant que dure cette situation (art. 12 et 13).

Comme les troupes allemandes seront stationnées en Allemagne, zone stratégique, et que celle-ci n'a pas de possessions d'outre-mer, la nécessité de ce retrait ne se posera pas pour elle dans les mêmes conditions.

3^o Les Forces de l'Intérieur sont en principe sous commandement O.T.A.N. (art. 16), mais elles peuvent être sous commandement national en vertu de conventions conclues dans le cadre du Traité de l'Atlantique-Nord ou d'accords entre l'O.T.A.N. et la Communauté (art. 18, § 3). C'est notamment le cas de la Belgique.

4^o a) L'article 107, § 4a, prévoit que la production de certain matériel de guerre est interdite dans les zones stratégiquement exposées. C'est donc une disposition générale. Mais par un échange de lettres entre la République Fédérale et les Etats co-signataires de la C.E.D., il est précisé qu'en raison de sa situation géographique, le territoire allemand se trouve dans ce cas.

L'Allemagne ne peut donc pas se lancer dans cette production.

b) Pour les mêmes raisons, l'Allemagne s'est engagée à interdire chez elle notamment l'importation ou la production de combustible nucléaire en quantité dépassant 500 grammes par période d'un an. (Echange de lettres, Allemagne, France, Etats-Unis, Grande-Bretagne.)

c) Il résulte d'un autre échange de lettres, entre les mêmes, qu'aucun avion civil n'est « produit » actuellement dans la République Fédérale, où il n'existe d'ailleurs aucun équipement permettant

Wegens feitelijke toestanden, bij voorbeeld de geografische ligging van sommige Staten, of wegens hun verantwoordelijkheid buiten het vasteland, zijn *algemene bepalingen* er al dan niet van toe-passing op.

1^o Zo zijn er de bepalingen betreffende de troepen, die nationaal blijven :

a) vooreerst die welke zin bestemd om in de overzeese gebieden te worden gebruikt (art. 10, § 1). Frankrijk en België onder andere hebben zulke nationale troepen;

b) vervolgens die welke voor internationale opdrachten worden gebruikt (Berlijn, Oostenrijk, Korea) (art. 10, § 2). Dit is het geval voor sommige Franse, Belgische, Nederlandse en Luxemburgse contingents.

Duitsland heeft geen koloniën en voert voor de O.V.N. geen militaire verplichtingen uit : het kan dan ook geen nationale troepen hebben.

2^o Er zij ook aan herinnerd dat, in geval van onlusten of dreiging van onlusten op het Europese of niet-Europese grondgebied van een Staat, zijn E.D.G.-troepen opnieuw te zijner beschikking kunnen gesteld worden zolang die toestand blijft duren (art. 12 en 13).

Daar de Duitse troepen in Duitsland, een strategische zone, zullen gelegerd zijn en dit land geen overzeese bezittingen heeft, zal de noodzaak van die terugtrekking zich niet op dezelfde manier voordoen.

3^o In principe staan de Binnenlandse Strijdkrachten onder N.A.T.O.-bevel (art. 16), doch krachtnaam in het kader van het Noord-Atlantisch Verdrag gesloten overeenkomsten of regelingen tussen de N.A.T.O. en de gemeenschap (art. 18, § 3) mogen zij onder nationaal bevel staan. Dit is onder meer het geval voor België.

4^o a) Bij artikel 107, § 4a, wordt bepaald dat de productie van bepaald oorlogsmaterieel binnen strategisch kwetsbare gebieden verboden is. Dit is dus een algemene bepaling. Maar in een briefwisseling tussen de Bondsrepubliek en de Staten mede-ondergetekenaars van de E.D.G., wordt nader bepaald dat het Duitse grondgebied, uit hoofde van zijn geografische ligging, in bedoeld geval verkeert.

Duitsland mag dus die productie niet aanvatten.

b) Om dezelfde redenen heeft Duitsland de verbintenis aangegaan op zijn grondgebied de invoer of de productie te verbieden van kernbrandstof in hoeveelheden van meer dan 500 gram per jaar (briefwisseling Duitsland, Frankrijk, Verenigde Staten, Groot-Brittannië).

c) Uit een andere briefwisseling tussen dezelfde partijen blijkt dat thans geen enkel burgerlijk vliegtuig in de Bondsrepubliek vervaardigd wordt, en dat trouwens daar geen uitrusting voor bestaat.

une telle production. En cas de changement de situation, l'Allemagne chercherait à obtenir un accord sur ce point.

d) Aucune autorisation relative à la construction de poudreries nouvelles à des fins militaires ne peut être accordée qu'à l'intérieur d'un territoire défini par accord entre les Gouvernements (art. 107, § 4b). Voilà de nouveau une stipulation d'ordre général. Mais l'accord prévu fait passer la limite Est de ce territoire par le Rhin et le Neckar notamment. Il s'ensuit que l'installation de ces poudreries est permise sur le territoire de tous les Etats membres de la C.E.D., mais qu'en Allemagne elle ne l'est qu'à l'Ouest de ces deux cours d'eau.

5º Enfin, bien qu'il s'agisse d'une convention différente, il faut citer les accords contractuels de Bonn, conclus entre les puissances occupantes occidentales et l'Allemagne, accords qui sont liés à la C.E.D. et doivent entrer en vigueur lorsque celle-ci aura été ratifiée par tous les Etats. Ces accords prévoient à l'article 5, que dans certaines circonstances dangereuses, comme une menace contre le régime libéral et démocratique de la République Fédérale, qui mettrait en péril la sécurité de leurs forces, les trois Puissances pourront déclarer l'état de crise sur tout ou partie du Territoire Fédéral.

Etant donné que les troupes de ces Etats resteront stationnées en Allemagne, elles pourront assurer l'application de cette clause, qui n'est donc pas un texte sans portée.

6º Signalons encore certaines dispositions générales qui ont été prévues pour les pays qui ont plusieurs langues nationales (art. 74). La Belgique est dans ce cas.

7º Enfin, des mesures *exceptionnelles*, celles-là, ont été prises en faveur de deux pays; ce sont les seuls cas de traitement juridique particulier. Ces deux pays sont :

a) la Belgique. Les Cours et Tribunaux belges continueront à connaître, comme le veut la Constitution, des infractions commises par les belges, membres des forces européennes de défense, sur le territoire belge. Ils statueront conformément à la loi nationale. Il en sera de même de l'action en réparation d'un dommage causé sur notre territoire. Ces dispositions (art. 31 et 32 du protocole judiciaire) demeureront en vigueur tant que la Constitution n'aura pas été revisée.

b) le Grand-Duché de Luxembourg. Etant donné que la population de cet Etat ne lui permet pas de n'être sur pied une unité de base, une division, ni donc de profiter d'aucun des éléments d'équilibre dont nous jouissons, ses obligations militaires seront déterminées par un accord spécial.

Mocht deze toestand veranderen, dan zou Duitsland trachten op dit punt een overeenkomst te bereiken.

d) Er mag generlei vergunning afgeleverd worden met betrekking tot de bouw van nieuwe kruitfabrieken voor militaire doeleinden dan binnen een gebied, vastgesteld bij een akkoord tussen de Regeringen (art. 107, § 4b). Dit is nog een bepaling van algemene aard. Maar het akkoord bepaalt dat de Oostelijke grens van bedoeld gebied o. a. langs de Rijn en de Neckar loopt. Hieruit volgt dat de vestiging van deze kruitfabrieken toegelaten is op het grondgebied van alle Statenleden van de E.D.G., maar in Duitsland slechts ten Westen van de twee voornoemde waterlopen.

5º Ten slotte, hoewel het om een andere overeenkomst gaat, dient melding te worden gemaakt van de contractuele akkoorden van Bonn, gesloten tussen de Westelijke bezettende mogendheden en Duitsland, welke akkoorden aan de E.D.G. verbonden zijn en in werking zullen treden wanneer deze door alle Staten bekrachtigd zal zijn. In artikel 5 van deze akkoorden wordt bepaald dat in zekere omstandigheden, zoals een bedreiging tegen het liberaal en democratisch stelsel van de Bondsrepubliek waardoor de veiligheid van hun strijdkrachten in gevaar zou worden gebracht, de drie Machten de noodtoestand zouden kunnen uitroepen over het gehele Bondsgebied of een gedeelte daarvan.

Daar de troepen van bedoelde Staten in Duitsland gelegerd zullen blijven, zullen ze kunnen zorgen voor de toepassing van deze clausule, die dus geen tekst zonder belang is.

6º Wij vermelden ook nog sommige algemene bepalingen ten aanzien van meertalige landen (art. 74). Dit is het geval voor België.

7º Ten slotte werden — ditmaal *uitzonderlijke* — maatregelen getroffen ten gunste van twee landen; het zijn de enige gevallen van bijzondere juridische behandeling. Deze twee landen zijn :

a) België. De Belgische Hoven en Rechtbanken zullen verder, overeenkomstig de wil van de Grondwet, kennis kunnen nemen van de strafbare feiten die door Belgen, leden van de Europese Defensiestrijdkrachten, op Belgisch grondgebied bedreven worden. Zij zullen oordelen overeenkomstig de Belgische wetten. Hetzelfde zal gelden voor de vordering tot vergoeding der schade op ons grondgebied veroorzaakt. Deze bepalingen (art. 31 en 32 van het protocol betreffende de rechtspraak) zullen toepasselijk blijven zolang de Grondwet niet herzien is.

b) het Groothertogdom Luxemburg. Daar het bevolkingscijfer dit land niet in staat stelt een basis-eenheid, een divisie, op de been te brengen, het bijgevolg ook niet in aanmerking komt voor een der evenwichtselementen waarover wij beschikken, zullen zijn militaire verplichtingen in een afzonderlijk akkoord vastgesteld worden.

Quant au fond, signalons tout de suite, au sujet du protocole qui en a ainsi décidé, qu'il y avait avantage à faire apparaître un petit Etat comme jouissant des mêmes droits, et peut-être, du point de vue de ses effectifs par exemple, de plus de droits que les grands.

La Belgique, liée au Grand-Duché dans l'union économique et dans Benelux, ne peut que s'en réjouir.

* *

4. — Quatrième Principe : l'Intégration.

Que faut-il entendre par là ?

Le terme s'oppose à coalition, alliance. Il ne s'agit pas d'armées nationales, autonomes et indépendantes, placées sous le commandement d'un chef unique. Une armée intégrée est une armée unique, dans laquelle sont combinés entre eux les contingents fournis par les Etats.

Pour obtenir ce résultat, ils sont « uniformisés ». « Des principes communs leur sont appliqués »; ils reçoivent même instruction, même matériel, portent même uniforme.

Pour caractériser l'intégration, le Ministre P. H. Teitgen emploie une image frappante : « le groupement national, dit-il, se trouve nécessairement pris, encorseté dans un corps d'armée au sein duquel il est amalgamé à des unités de nationalités différentes et sous un commandement européen ».

Mais cette combinaison n'est pas réalisée jusqu'aux petites unités, elle s'arrête exclusivement à la division, appelée groupement par le protocole militaire. Celle-ci donc, reste homogène.

On peut se demander pourquoi on n'a pas poussé la logique du système plus loin. En réalité, c'est pour des raisons techniques. Dans une petite Europe où l'on parle par exemple, quatre langues il est difficile de faire travailler et combattre côté à côté de petites unités ne se comprenant que malaisement.

Le cas de l'armée de l'O.N.U. en Corée est un peu différent. On y a bien réalisé l'intégration à l'échelon du bataillon, et elle a donné d'excellents résultats. Mais elle y était beaucoup plus aisée, en raison de l'immense majorité d'anglo-saxons dans le secteur où on y a procédé. (Une partie du front était en effet tenue par des Sud-Coréens seuls. Mais dans l'autre, l'anglais était inévitablement devenu la langue commune entre toutes les unités.)

Quand il s'agit au contraire de quatre langues et de contingents qui sont souvent d'égale importance, la situation est tout-à-fait différente. Il suffit de songer aux difficultés qui peuvent naître à chaque soudure d'unité, dans les liaisons, les

Wat de grond aangaat, wijzen wij er dadelijk op, in verband met het protocol waarbij in voormalde zin besloten werd, dat het een voordeel was een klein land te laten beschikken over dezelfde en misschien zelfs, bij voorbeeld op het gebied van zijn strijdkrachten, over meer rechten dan de grote landen.

België, dat met het Groothertogdom verbonden is in een economische unie en in Benelux, kan niet anders dan zich hierover verheugen.

* *

4. — Vierde principe : De Integratie.

Wat wordt daaronder verstaan ?

Deze term wordt gesteld tegenover coalitie, verbond. Het gaat niet om nationale, zelfstandige, en onafhankelijke legers, die onder het bevel van een enkele aanvoerder staan. Een geïntegreerd leger is een eenheidsleger, waarin de door de Staten verstrekte contingenten gecombineerd zijn.

Om dit resultaat te bereiken, worden ze « geuniformiseerd ». « Gemeenschappelijke beginselen worden er op toegepast »; ze ontvangen dezelfde opleiding, hetzelfde materieel, dragen dezelfde uniform.

Om de integratie te kenschetsen, gebruikt Minister P. H. Teitgen een treffend beeld : « de nationale groep, zegt hij, wordt onvermijdelijk gevatt, ingeregen in een legerkorps, waarin het met eenheden van verschillende nationaliteit een amalgaam vormt onder een Europese bevelvoering. »

Maar deze combinatie wordt niet tot in de kleinere eenheden doorgevoerd; ze gaat slechts tot de divisie, zoals die bepaald wordt in het militair protocol. De divisie blijft dus homogeen.

De vraag kan gesteld worden waarom dit systeem niet verder doorgedreven is. In werkelijkheid was het om technische redenen. In een klein Europa waar bij voorbeeld vier talen gesproken worden, is het moeilijk, zij aan zij, eenheden die elkander slechts met moeite verstaan, te laten werken en strijden.

Het geval van het U.N.O.-leger in Korea is ietwat verschillend. Daar ging de integratie tot de bataillons en zulks heeft uitstekende resultaten opgeleverd. Maar de integratie was er ook veel gemakkelijker ingevolge de overgrote meerderheid aan Angelsaksers in de sector waar ze toegepast werd. (Een gedeelte van het front werd namelijk uitsluitend door Zuid-Koreanen gehouden.) Maar in de andere sectoren werd het Engels onvermijdelijk de gemeenschappelijke taal van alle eenheden.

Wanneer het daarentegen om vier talen gaat en om contingenten die soms even talrijk zijn, is de toestand geheel anders. Men denkt slechts aan de moeilijkheden die kunnen ontstaan bij elke aansluiting van eenheden, in de verbindingen, de contacten

contacts de patrouilles, etc. C'était donc une raison de ne pas multiplier le nombre de ces soudures.

Au dessus de la division homogène, le corps d'armée est donc intégré, c'est-à-dire qu'il sera formé de divisions de nationalités différentes.

Et ces divisions homogènes sont elles-mêmes allégées au maximum; on leur a en effet enlevé une partie de leurs services, ceci afin de les empêcher de faire de la dissidence. Elles n'auront, par exemple, dans leurs fourgons que les munitions de quelques jours de feu. Le surplus devra leur être fourni par le Corps, dont l'Etat-Major et les services seront intégrés.

Nous reviendrons plus loin sur les détails de cette organisation.

L'intégration a été adoptée pour plusieurs raisons :

D'abord et avant tout pour résoudre le problème de la collaboration des contingents allemands. Il fallait recourir à ceux-ci, mais il convenait de s'entourer du plus de garanties possible. Redoutant la renaissance du militarisme dans ce pays, et la constitution d'un Grand Etat-Major autonome, on a songé à ce procédé : tous les soldats allemands seraient européens, sous commandement O.T.A.N. (S.H.A.P.E.); leurs divisions allégées ne pourraient vivre sans le secours du corps d'armée, où se trouveraient toujours des unités et des officiers d'autres pays.

Ensuite, on espère par là mettre fin à l'antagonisme franco-allemand en attelant les jeunes gens des deux pays à la même tâche. N'est-ce pas une belle ambition?

Le Président Schuman, homme des marches, a des accents émouvants quand il évoque cet espoir, pour lui cette conviction.

D'aucuns même y voient la préfiguration d'une Europe unie.

On a craint parfois que l'intégration ne porte atteinte au patriotisme des contingents. Nous n'en croyons rien. C'est encore M. Schuman qui tient ce propos : « On ne dénationalise pas la cause pour laquelle on s'unit. »

Enfin, on voit dans l'intégration la certitude d'un meilleur rendement, on dit même un rendement plus économique; c'est possible; acceptons en l'augure; logiquement il devrait en être ainsi. Mais la majorité des Commissions pense qu'il sera certes meilleur.

La coalition, elle, c'est une simple addition de formations, avec tout ce que cela comporte de heurts, de tiraillements en tous sens. Les troupes y gardent leurs méthodes propres, leur procédure particulière, leur individualisme peut-être, si dangereux dans la bataille.

tussen de patrouilles, enz. Dit was dus een reden te meer om het aantal aansluitingen niet te vergroten.

Boven de homogene divisie uit is het legerkorps dus geïntegreerd, d.w.z. dat het uit divisies van verschillende nationaliteit zal worden gevormd.

En deze homogene divisies worden zelfs tot het uiterste verlicht; een gedeelte van hun diensten is hun namelijk ontnomen om afscheuring te verhinderen. Zo zullen ze bij voorbeeld in hun bagagewagens slechts voor enkele dagen munitie hebben. Het overige zal verstrekt moeten worden door het korps, waarvan de staf en de diensten geïntegreerd zullen zijn.

Wij zullen verder op de bijzonderheden van deze organisatie terugkomen.

De integratie is aangenomen om verschillende redenen :

In de allereerste plaats om het vraagstuk van de medewerking der Duitse contingenten op te lossen. Hun deelneming was noodzakelijk, maar ze moest met het grootst aantal waarborgen gepaard gaan. Uit vrees voor een herleving van het militarisme in Duitsland en de totstandkomig van een zelfstandige Grote Staf, werd aan volgend systeem gedacht : alle Duitse soldaten zouden Europese soldaten zijn, onder het bevel van de N.A.T.O. (S.H.A.P.E.); hun verlichte divisies zouden niet kunnen bestaan zonder de steun van het legerkorps, waar altijd eenheden en officieren van andere landen zouden zijn.

Vervolgens hoopt men aldus de Frans-Duitse tegenstelling te overbruggen door de soldaten van beide landen voor eenzelfde taak te plaatsen. Is dit geen prachtig opzet ?

President Schuman, een man uit de grensgebieden, spreekt met ontvoering in de stem als hij het heeft over deze hoop, die voor hem een overtuiging is.

Sommigen zien er zelfs een voorafbeelding in van een verenigd Europa.

Er is gevreesd dat de integratie afbreuk zou doen aan de vaderlands liefde der contingenten. Wij hechten daar geen geloof aan. Ook hiertegenover verklaarde de heer Schuman wat volgt : « De zaak waarvoor men zich verenigt, wordt niet gedenaationaliseerd ».

Ten slotte wordt van de integratie een beter rendement verwacht; sommigen beweren zelfs meer zuinigheid : het is mogelijk, laten wij het hopen ; logisch zou het zo moeten zijn. Maar de meerderheid van de commissieleden denkt dat het rendement alleszins beter zal zijn.

Een coalitie, integendeel, is slechts een samenvoeging van formaties, met al de botsingen en strubbelingen die daaraan verbonden zijn. De verschillende strijdkrachten behouden er elk hun eigen methodes, hun bijzondere procedure, hun individualisme wellicht, dat zo gevaarlijk is in de strijd.

Ici, les chefs ayant la même doctrine, les unités recevant la même instruction et manœuvrant ensemble, le rendement sera supérieur.

Et puis, entre ces divisions voisines naîtra la plus saine des émulations; on a remarqué, en Corée encore, que ce mélange d'unités avait à cet égard les meilleurs résultats, sans qu'elle altérât le moins du monde la sincère amitié qui existait entre les différents groupes.

Les unités de base conserveront d'ailleurs leur originalité. Il n'est que de lire les dispositions relatives à l'emploi des langues pour s'en convaincre (art. 74 du Traité, art. 27, § 4, et art. 28 du Protocole Militaire).

L'intégration s'avère donc une chose utile. Elle était la seule méthode qui permettait sans danger l'utilisation des contingents allemands.

* *

Observation : Il y a dans le traité un certain nombre de *mesures transitoires*, qui consistent en général dans le renvoi, pour un temps plus ou moins long, à la législation ou à l'autorité nationale. Nous en avons dressé une liste qui a trouvé place à la fin des annexes.

* *

Ayant ainsi examiné les principes fondamentaux de la Communauté Européenne de Défense, nous allons, dans la partie suivante, rapporter les discussions des questions majeures qui n'ont pas encore été rencontrées jusqu'ici.

Nous ferons cependant précéder cette partie d'un tableau des différents documents diplomatiques, groupés suivant la matière à laquelle ils s'appliquent.

* *

Wanneer, zoals hier, de bevelhebbers dezelfde leerstellingen aan kleven, en de eenheden dezelfde opleiding ontvangen en samen manœuvreren, zal het rendement onvermijdelijk beter zijn.

Overigens zal onder die naast elkaar staande divisies een gezonde wedijver ontstaan; in Korea nog is gebleken, dat dergelijke vermenging van eenheden in dit opzicht uitstekende resultaten opleverde, zonder dat de oprechte vriendschap, die daar onder de verschillende groepen heerde, er door in het gedrang kwam.

De basiseenheden blijven trouwens hun oorspronkelijkheid bewaren. Om zich daarvan rekening te geven volstaat het de bepalingen te lezen in verband met het gebruik der talen (art. 74 van het Verdrag; art. 27, § 4 en art. 28 van het Militair Protocol).

De integratie blijkt dus nuttig te zijn. Zij was het enige middel om zonder gevaar Duitse contingenten op te nemen.

* *

Opmerking : In het Verdrag komen een aantal overgangsbepalingen voor, die doorgaans bestaan in een verwijzing, voor een min of meer lange tijd, naar de nationale wetten of het nationaal gezag. Wij hebben hiervan een lijst opgesteld, die aan het einde van de bijlagen is afgedrukt.

* *

Nadat wij aldus de grondbeginselen van de Europese Defensie Gemeenschap hebben toegelicht, brengen wij in het volgende deel verslag uit over de besprekingen in verband met belangrijke kwesties, die tot dusver niet werden onderzocht.

Wij laten dit deel echter voorafgaan door een lijst van de verschillende diplomatische oorkonden, ingedeeld volgens de behandelde stof.

* *

Tableau des Documents.

1^o *Le Traité proprement dit* (Document Chambre : Annexes au n^o 163, session de 1952-1953) définissant :

- au Titre I (pages 3 à 6) les *principes fondamentaux* de la C.E.D.
- au Titre II (pages 6 à 14) les *institutions* de la C.E.D.
- au Titre III (pages 14 à 17) les dispositions générales *militaires*.
- au Titre IV (pages 17 à 21) les dispositions générales *financières*.
- au Titre V (pages 21 à 27) les dispositions *économiques*.
- au Titre VI (pages 27 à 30) les dispositions *générales* relatives au fonctionnement et aux limites d'applicabilité de la C.E.D.

2^o *Les protocoles et accords d'application* suivants :

- a) *Protocole militaire* (pages 30 à 38 des annexes au Document Chambre n^o 163, session de 1952-1953).
- b) *Protocole juridictionnel* (pages 38 à 44).
- c) *Protocole relatif au droit pénal militaire* (pages 44 et 45).
- d) *Protocole financier* (pages 45 à 50).
- e) *Protocole sur les conditions de rémunération* des personnels militaires et civils de la Communauté et sur leur droit à pension (pages 50 et 52).
- f) *Convention relative au Statut des Forces Européennes de défense et au régime commercial et fiscal* de la C.E.D. (pages 54 à 62).
- g) *Accord relatif à l'application de l'article 107, § 4b du Traité*, et délimitant le territoire allemand où la construction de poudreries nouvelles à des fins militaires est interdite.
- h) *Echange de lettres* entre l'Allemagne et les autres Etats de la C.E.D. relatif à l'article 107 du Traité et constatant que la République Fédérale se trouve dans une position stratégiquement exposée (p. 68).

Lijst der Oorkonden.

1^o *Het eigenlijk Verdrag* (Gedr. St. Kamer, Bijlage tot n^r 163, zitting 1952-1953), dat behelst :

- in Titel I (blz. 3 tot 6) de *grondbeginselen van de E.D.G.*
- in Titel II (blz. 6 tot 14) de *instellingen van de E.D.G.*
- in Titel III (blz. 14 tot 17) de algemene *militaire bepalingen*.
- in Titel IV (blz. 17 tot 21) de algemene *financiële bepalingen*.
- in Titel V (blz. 21 tot 27) de *economische bepalingen*.
- in Titel VI (blz. 27 tot 30) de *algemene bepalingen* in verband met de werking van de E.D.G. en met de grenzen van haar toepassing.

2^o De volgende *toepassingsprotocollen en -accoorden* :

- a) *Militair Protocol* (blz. 30 tot 38 in de bijlage tot het Gedr. St. Kamer, n^r 163, zitting 1952-1953).
- b) *Protocol betreffende de Rechtspraak* (blz. 38 tot 44).
- c) *Protocol betreffende het Militaire Strafrecht* (blz. 44 en 45).
- d) *Financieel Protocol* (blz. 45 tot 50).
- e) *Protocol inzake de bezoldigingsvoorwaarden voor het militaire en burgerpersoneel van de Gemeenschap en hun rechten op pensioen* (blz. 50 tot 52).
- f) *Overeenkomst betreffende de rechtspositie der Europese Defensiestrijdkrachten en het handels-politieke en fiscale regiem* der E.D.G. (blz. 54 tot 62).
- g) *Akkoord dat werd gesloten betreffende de toepassing van artikel 107, § 4b, van het Verdrag*, en dat de afbakening behelst van het Duitse gebied waarbinnen geen nieuwe kruitfabrieken met militaire doeleinden mogen worden gebouwd (blz. 62).
- h) *Briefwisseling* die tussen Duitsland en de andere Staten, leden van de E.D.G., werd gevoerd betreffende artikel 107 van het Verdrag, en waarin wordt verklaard dat de Bondsrepubliek zich « in een strategisch kwetsbaar gebied » bevindt (blz. 68).

- i) *Deux autres échanges de lettres*, entre l'Allemagne, d'une part, la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, d'autre part, se rattachant à ce dernier. Ils sont relatifs :
- au contrôle de l'énergie atomique en Allemagne (p. 69-70);
 - aux avions civils en Allemagne (p. 71).
- 3^e *Des protocoles et accords relatifs aux engagements d'assistance et de garantie entre la C.E.D. et les Etats O.T.A.N., ou certains d'entre eux :*
- a) Protocole relatif aux *relations C.E.D. / O.T.A.N.* (pages 52 et 53).
 - b) Protocole relatif aux engagements *d'assistance* des Etats de la C.E.D. *envers les Etats O.T.A.N.* (pages 53 et 54).
 - c) Protocole additionnel au Traité de l'Atlantique Nord et relatif aux engagements *d'assistance* des Parties O.T.A.N. *envers les Etats de la C.E.D.* (pages 63 et 64).
 - d) Traité entre le *Royaume-Uni et les Etats de la C.E.D.* (pages 64 à 66).
 - e) *Déclaration tripartite* des U.S.A., de la France et du Royaume-Uni considérant toute action contre l'intégrité et l'unité de la C.E.D. comme une menace contre leur propre sécurité, et s'engageant à faire stationner des troupes sur le continent européen (p. 71-72).
- i) *Twee andere briefwisselingen* die werden gevoerd tussen Duitsland enerzijds, Frankrijk, de Verenigde Staten en Groot-Brittannië anderzijds, en die aansluiten bij de vorige. Zij hebben betrekking op :
- de contrôle op de atoomenergie in Duitsland (blz. 69-70);
 - de burgerlijke vliegtuigen in Duitsland (blz. 71).
- 3^e *Protocollen en Akkoorden nopens de bijstands-en garantieverplichtingen tussen de E.D.G. en de N.A.T.O.-landen, of sommige daarvan :*
- a) Protocol inzake de *betrekkingen E.D.G. / N.A.T.O.* (blz. 52 en 53).
 - b) Protocol betreffende de *bijstandsverplichtingen van de Staten, die deel uitmaken van de E.D.G., ten opzichte van de N.A.T.O.-landen* (blz. 53 en 54).
 - c) Additioneel Protocol bij het Noord-Atlantisch Verdrag, nopens de *bijstandsverplichtingen van de N.A.T.O.-landen ten opzichte van de aan de E.D.G. deelnemende Staten* (blz. 63 en 64).
 - d) Verdrag tussen *het Verenigd Koninkrijk en de aan de E.D.G. deelnemende Staten* (blz. 64 tot 66).
 - e) *Drieledige Verklaring* van de U.S.A., Frankrijk en het Verenigd Koninkrijk, luidens welke zij iedere actie, gericht tegen de integriteit of de eenheid van de E.D.G., zullen beschouwen als een bedreiging voor hun eigen veiligheid, en waarbij zij de verbindenis aangaan op het Europese vasteland strijdkrachten te legeren (blz. 71-72).
- 4^e *Des documents complémentaires :*
- a) Protocole de signature relatif à la durée du temps de service (page 67).
 - b) Protocole relatif au Grand Duché de Luxembourg (page 52).
 - c) Protocole de signature concernant les conventions internationales relatives au droit de la guerre (page 67).
 - d) Protocole relatif au fonctionnement du Comité Intérimaire (pages 67 et 68).
 - e) Déclaration des Ministres des Affaires Etrangères sur la durée du Traité (page 68).
- 4^e *Aanvullende oorkonden :*
- a) Protocol van ondertekening betreffende de duur van de diensttijd (blz. 67).
 - b) Protocol betreffende het Groothertogdom Luxembourg (blz. 52).
 - c) Protocol van ondertekening betreffende de internationale overeenkomsten inzake oorlogsrecht (blz. 67).
 - d) Protocol betreffende de werking van de Interim-Commissie (blz. 67 en 68).
 - e) Verklaring van de Ministers van Buitenlandse Zaken over de duur van het Verdrag (blz. 68).

5º Six protocoles additionnels interprétatifs, dits protocoles français, non encore signés mais sur lesquels les Gouvernements des Etats de la C.E.D. sont d'accord. Ils sont reproduits à la fin du rapport de la Chambre (p. 127 à 130) (Doc. Chambre n° 695, session de 1952-1953) :

- I. Projet d'accord relatif à l'article 10 du Traité visant l'interchangeabilité des personnels et à l'administration des personnels par les autorités nationales.
- II. Projet de protocole relatif à l'article 43bis du Traité concernant la pondération des voix.
- III. Projet d'accord sur une directive concernant les Ecoles (art. 27 du protocole militaire).
- IV. Projet d'accord sur une directive concernant l'article 75 du Traité. (Application des plans de mobilisation.)
- V. Projet d'accord sur une directive concernant l'article 107 du Traité, visant le matériel de guerre.
- VI. Projet d'accord relatif à l'article 13 du Traité concernant le retrait de troupes de la C.E.D. au profit d'un Etat Membre.

6º Enfin, sont formellement liées à la C.E.D., des conventions dites *accords de Bonn*, conclues entre la France, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Allemagne Fédérale et tendant, sous certaines réserves, à rendre à cette dernière la pleine autorité sur ses affaires intérieures et extérieures. Le texte de la principale de ces conventions figure à la fin des annexes

5º Zes additionele verklarende protocollen, de zogenaamde Franse Protocollen, die nog niet zijn ondertekend, doch waarmee de Regeringen der aan de E.D.G. deelnemende Staten instemmen. Zij zijn overgedrukt aan het einde van het Kamer-verslag (blz. 127 tot 130, Gedr. St. Kamer, nr 695, zitting 1952-1953) :

- I. Ontwerp-Overeenkomst betreffende artikel 10 van het Verdrag in zake de mogelijkheid tot uitwisseling van personeel, en betreffende de onderhorigheid van het personeel aan de nationale overheid.
- II. Ontwerp-Protocol inzake artikel 43bis van het Verdrag, betreffende het afwegen van van de stemmen.
- III. Ontwerp-Overeenkomst inzake een aanwijzing die zal worden gegeven betreffende de scholen (art. 27 van het Militair Protocol).
- IV. Ontwerp-Overeenkomst inzake een aanwijzing die zal worden gegeven betreffende artikel 75 van het Verdrag (Tenuitvoerlegging van de mobilisatieplannen).
- V. Ontwerp-Overeenkomst inzake een aanwijzing die zal worden gegeven betreffende artikel 107 van het Verdrag, in verband met het oorlogsmaterieel.
- VI. Ontwerp-Overeenkomst inzake artikel 13 van het Verdrag, betreffende de terugtrekking van troepen der E.D.G. ten behoeve van een deelnemende Staat.

6º Ten slotte zijn formeel aan het E.D.G.-Verdrag ve: bonden, de overeenkomsten — *akkoorden van Bonn* genaamd — die tussen Frankrijk, de Verenigde Staten, Groot-Brittannië en de Duitse Bondsrepubliek werden gesloten en die er toe strekken, onder zekere beperkende voorwaarden, aan de Duitse Bondsrepubliek het volle gezag over haar binnen- en buitenlandse aangelegenheden terug te schenken. De voornaamste van die overeenkomsten is achteraan in de bijlagen afgedrukt.

IV. — DISCUSSIONS ET BREF COMMENTAIRE DES TEXTES.

1. — De la Communauté (art. 1 à 8).

Nous avons examiné dans la III^e Partie les principes fondamentaux de la Communauté.

Ajoutons à ce qui a été dit qu'elle est dotée de la personnalité civile (art. 7).

A ce sujet, un membre a demandé des précisions sur le mode d'acquisition des biens immobiliers dans le chef de la Communauté.

Il lui a été répondu que l'Etat de séjour met les bâtiments nécessaires à la disposition de la C.E.D. mais reste propriétaire de ceux-ci, en vertu de l'article 19 de la Convention sur le statut des forces et le régime commercial et fiscal de la C.E.D.

Le droit d'expropriation éventuelle reste évidemment l'apanage de l'Etat de séjour.

* * *

2. — Des Forces européennes de défense.

En vertu de l'article 9, les forces européennes de défense sont composées de contingents mis à la disposition de la Communauté par les Etats membres. *Et ceux-ci ne peuvent recruter ou entretenir en principe de forces nationales.*

Les seules *troupes nationales* permises sont, en vertu de l'article 10 :

1^o celles qui sont destinées à être employées dans les territoires non européens, à l'égard desquels les Etats assument des responsabilités de défense (territoires non autonomes, territoires sous tutelle, etc.) et les troupes nécessaires à la relève;

2^o celles qui sont destinées à exécuter des missions internationales, à Berlin, en Autriche, ou en vertu de décisions des Nations-Unies;

3^o celles qui assurent la garde personnelle du Chef de l'Etat.

En outre :

4^o les forces de police et de gendarmerie.

Mêmes dispositions que celles reprises aux 1^o et 2^o ci-dessus sont prévues pour la force navale.

Il en résulte qu'en Belgique, les formations suivantes sont nationales :

1^o les troupes métropolitaines stationnées au Congo (Para-commandos, etc.) et en Belgique les troupes nécessaires à la maintenance et à la relève de ces unités ;

2^o la force publique du Congo;

3^o les unités navales stationnées à l'embouchure du Congo et les escorteurs des forces océaniques (Questions et Réponses du Rapport Chambre, p. 97, *fine*);

IV. — BESPREKINGEN EN KORTE COMMENTAAR OP DE TEKSTEN.

1. — Van de Gemeenschap (art. 1 tot 8).

Wij hebben in het III^e Deel de grondbeginselen van de Gemeenschap onderzocht.

Laten wij er aan toevoegen dat zij rechtspersoonlijkheid bezit (art. 7).

In dit verband vroeg een lid nadere inlichtingen omtrent de wijze waarover de Gemeenschap onroerende goederen kan verkrijgen.

Er werd hem geantwoord dat de Staat van verblijf de nodige gebouwen ter beschikking van de E.D.G. stelt, doch eigenaar er van blijft, krachtens artikel 19 van de Overeenkomst betreffende de rechtspositie der Europese Defensiestrijdkrachten en het handelspolitieke en fiscale regiem der E.D.G.

Het recht tot eventuele onteigening blijft natuurlijk toebehoren aan de Staat van verblijf.

* *

2. — Van de Europese Defensiestrijdkrachten.

Krachtens artikel 9 bestaan de Europese Defensiestrijdkrachten uit contingenten, die door de deelnemende Staten ter beschikking van de Gemeenschap worden gesteld. *Deze mogen principieel geen nationale strijdkrachten recruteren of onder de wapens houden.*

Krachtens artikel 10 worden alleen als nationale troepen toegelaten :

1^o die welke bestemd zijn om te worden gebruikt in niet-Europese gebieden voor welker verdediging de Staten verantwoordelijk zijn (non-autonome gebieden, trustgebieden, enz.) en de troepen die nodig zijn voor de aflossing;

2^o die welke bestemd zijn om internationale opdrachten te vervullen, te Berlijn, in Oostenrijk, of krachtens beslissingen van de Verenigde Naties;

3^o die welke met de persoonlijke beveiliging van het Staatshoofd zijn belast.

Bovendien :

4^o de politiemacht en de militaire politie.

Voor de zeemacht gelden dezelfde bepalingen als die vermeld *sub 1^o* en *2^o* hierboven.

Daaruit blijkt dat *in België* de volgende strijdkrachten nationaal zijn :

1^o de in Kongo gelegerde troepen uit het Moederland (Para-commando's, enz.) en in België de eenheden welke voor onderhoud en aflossing dier troepen nodig zijn;

2^o natuurlijk ook de weermacht in Kongo;

3^o de in de monding van de Kongo-stroom gestationeerde vloot eenheden en de begeleidingsvaartuigen van de oceaan strijdkrachten (*Vragen en Antwoorden* van het Verslag van de Kamer, blz. 97, *fine*);

4^o le Bataillon de Corée;

5^o les éléments nécessaires à la garde du chef de l'Etat;

6^o les forces de police et de gendarmerie.

Mais ce n'est pas tout pour la Belgique.

En effet, si l'article 16 dispose que les forces destinées à la *défense intérieure* des Etats sont homogènes mais de statut européen, elles relèvent en réalité pour leur emploi des autorités belges et sont sous commandement belge. Cela résulte de la combinaison des articles 16 et 18, § 3. Ce dernier prévoit en effet que la détermination de l'autorité dont elles dépendent résulte de conventions conclues dans le cadre de l'O.T.A.N. ou d'accords entre celui-ci et la C.E.D. Or, en vertu d'un accord conclu par la Belgique dans le cadre de l'O.T.A.N., elles sont employées et commandées par les autorités belges.

Ceci est essentiel, car les forces de l'intérieur constituent une fraction importante de notre armée.

En outre, si les unités navales affectées à la protection maritime rapprochées des territoires des Etats de l'O.T.A.N. sont de statut européen, elles relèvent, comme les troupes de l'intérieur, des autorités déterminées par accord entre la Belgique et cette organisation (art. 18, § 3). Sont dans ce cas : les démineurs côtiers et fluviaux.

Enfin, en cas de troubles ou de menaces de troubles sur le territoire d'un Etat membre (art. 12) ou un territoire d'outre-mer (art. 13) ses contingents européens sont remis à sa disposition pour qu'il puisse y faire face.

Il résulte d'un protocole français que si l'accord de S.H.A.P.E. doit être donné pour le retrait de troupes de territoires d'outre-mer, les Gouvernements s'engagent à faire en sorte que le refus d'accord ne pourra être formulé que si le retrait compromet la sécurité de la communauté. Cette condition ne pourra être censée remplie que de l'avis du Conseil des Ministres unanime et qu'*a posteriori*, comme l'a rappelé M. Bidault, Ministre des Affaires Etrangères de France (Discours du 29 octobre 1953, au Conseil de la République).

La question a été posée de savoir qui fixait le volume des forces nationales et des forces de l'intérieur. En réalité, il n'y a pas d'autorité européenne qui ait explicitement reçu cette mission. Il est simplement prévu pour les troupes nationales que leur ampleur ne peut compromettre la participation des Etats aux F.E.D. (art. 10, § 5, alinéa 1). Quant aux forces de l'intérieur, comme elles sont de statut européen, elles émargent au budget de la Communauté, et de ce fait le Conseil des Ministres de la C.E.D. peut en contrôler le volume.

4^o het Bataillon in Korea;

5^o de eenheden die nodig zijn voor de beveiliging van het Staatshoofd;

6^o de politiemacht en de militaire politie.

Dat is echter niet alles voor België.

Iimmers, hoewel artikel 16 bepaalt dat de voor de *binnenlandse verdediging* van de Staten bestemde strijdkrachten homogene formaties met Europese status zijn, hangt de aanwending er van in werkelijkheid af van de Belgische overheden en staan zij natuurlijk onder Belgisch bevel. Dat blijkt uit de combinatie van de artikelen 16 en 18, § 3. Dit laatste artikel bepaalt namelijk dat de instanties, waaronder zij ressorteren, worden bepaald hetzij door in het kader van de N.A.T.O. gesloten overeenkomsten, hetzij door regelingen tussen de N.A.T.O. en de E.D.G. Welnu, krachtens een door België in het kader van de N.A.T.O. gesloten overeenkomst worden zij aangewend en aangevoerd door de Belgische overheden.

Dit is van overwegend belang, omdat de binnenlandse strijdkrachten een aanzienlijke fractie van ons leger uitmaken.

Bovendien, hoewel de vlootenheden die voor de kustverdediging der N.A.T.O.-landen worden aangewend, een Europese status hebben, ressorteren zij, evenals de binnenlandse strijdkrachten, onder de instanties die door een regeling tussen België en die organisatie worden bepaald (art. 18, § 3). Daartoe behoren de kust- en riviermijnenvegers.

Ten slotte, in geval van onlusten of dreiging van onlusten op het grondgebied van een deelnemende Staat (art. 12) of in een overzees gebiedsdeel (art. 13), worden zijn Europese contingenten weder te zijner beschikking gesteld om de toestand te kunnen beheersen.

Uit een Frans protocol blijkt dat, hoewel de S.H.A.P.E. zijn instemming moet verlenen met de terugtrekking van troepen uit overzeese gebiedsdelen, de Regeringen de verbintenis aangaan het zodanig aan boord te leggen dat die instemming slechts kan worden geweigerd, indien die terugtrekking de veiligheid van de gemeenschap in gevaar brengt. Deze voorwaarde kan slechts met instemming van de eenparige Raad van Ministers en *a posteriori* als vervuld worden beschouwd, zoals de heer Bidault, Frans Minister van Buitenlandse Zaken, heeft verklaard (Rede van 29 October 1953, in de Raad van de Republiek).

Er is gevraagd wie de getalsterkte van de nationale strijdkrachten en van de binnenlandse strijdkrachten vaststelt. Eigenlijk is geen enkele Europese instantie uitdrukkelijk met die opdracht belast. Er is eenvoudig bepaald dat de omvang van de nationale strijdkrachten de deelneming van de Staten aan de E.D.S. niet in gevaar mag brengen. (art. 10, § 5, lid 1). De binnenlandse strijdkrachten komen, aangezien zij een Europese status hebben, ten laste van de begroting van de Gemeenschap, zodat de Raad van Ministers van de E.D.G. de omvang er van kan controleren.

En conclusion, aucun pays ne pourrait donc tourner, par le moyen des forces de l'intérieur, les dispositions en vertu desquelles son contingent aurait été limitativement fixé.

* * *

Détermination des contingents des Forces Européennes de défense (F.E.D.)

C'est un accord militaire spécial qui a fixé l'apport de chaque Etat à un certain nombre de Divisions. C'est ainsi que l'Allemagne, on le sait, doit en fournir 12. Et c'est la procédure patiemment mise au point par l'O.T.A.N. qui a été, à ce point de vue, suivie par les signataires de l'accord.

Mais la détermination des contingents nationaux soulève d'importantes questions d'ordre constitutionnel.

C'est l'*article 15, § 3*, du Traité qui est le siège de la matière.

Nous avons déjà évoqué cet article lors de l'examen des principes fondamentaux, à l'occasion du caractère supranational de la Communauté. Il nous faut y revenir à présent.

Le paragraphe 3 de l'article 15 est ainsi rédigé :

« Les contingents destinés à composer les unités sont fournis par les Etats membres suivant un plan de constitution arrêté par accord entre les Gouvernements. Ce plan est susceptible de révision dans les conditions prévues à l'article 44 ci-après » (c'est-à-dire par décision du Conseil statuant à l'unanimité).

Cette disposition a donné lieu à de longs débats. Les thèses qui ont été défendues sont exprimées dans les questions précises qui ont été posées au Ministre et les réponses que celui-ci y a faites. Elles sont les unes et les autres reproduites ci-après, les questions d'abord, la réponse globale ensuite.

1^o « 1. Le Gouvernement estime-t-il que l'accord dont il est question peut impliquer l'obligation pour la Belgique de mettre des contingents déterminés à la disposition de la C.E.D. :

» a) pour une durée de *un an*, l'accord devant être renouvelé au bout d'un an, conformément à la pratique actuelle au sein de l'O.T.A.N.

» b) pour une durée de *plus d'un an* sans possibilité de révision, sauf de l'accord unanime des six Ministres.

» c) pour toute la durée du Traité sans possibilité de révision, sauf de l'accord unanime des six Ministres.

« 2. Si l'accord peut avoir l'une des portées précisées ci-dessus, le Gouvernement estime-t-il que cet accord pourra lier la Belgique sans avoir été approuvé par le Parlement dans le cas indiqué sub a), dans le cas indiqué sub b) et dans le cas indiqué sub c). »

Derhalve zou geen enkel land de bepalingen, krachtens welke zijn contingent op beperkende wijze werd vastgesteld, door middel van binnenlandse strijdkrachten kunnen omzeilen.

* * *

Vaststelling van de contingenten van de Europese Defensiestrijdkrachten (E.D.S.)

Door een bijzonder militair akkoord is de bijdrage van iedere Staat op een bepaald aantal divisies gesteld. Zo moet Duitsland, zoals bekend, er 12 leveren. De procedure, die door de N.A.T.O. met veel geduld werd uitgewerkt, is door de ondertekenaars van het akkoord hierin toegepast.

De vaststelling van de nationale contingenten doet echter belangrijke kwesties van grondwettelijke aard oprijzen.

De kern van de zaak ligt in artikel 15, § 3, van het Verdrag.

Wij hebben dit artikel reeds aangehaald bij de bespreking van de grondbeginselen, naar aanleiding van het supranational karakter van de Gemeenschap. Wij moeten er nu op terugkomen.

Paragraaf 3 van artikel 15 luidt als volgt :

« De contingenten, waaruit de eenheden zullen bestaan, worden door de deelnemende Staten geleverd volgens een door de Regeringen overeengekomen opbouwplan. Dit plan kan worden herzien onder de in artikel 44 gestelde voorwaarden » (d.w.z. bij eenparige beslissing van de Raad).

Die bepaling heeft aanleiding gegeven tot langdurige debatten. De verschillende theses zijn weergegeven in de nauwkeurige vragen, die aan de Minister werden gesteld en in de antwoorden die deze daarop heeft verstrekt. Zij zijn hieronder opgenomen, eerst de vragen en daarna het globale antwoord.

1^o « 1. Is de Regering van mening dat bedoeld akkoord voor België de verplichting kan inhouden bepaalde contingenten ter beschikking van de E.D.G. te stellen :

» a) voor een duur van *één jaar*, aangezien het akkoord na een jaar moet vernieuwd worden, volgens het thans in de N.A.T.O. geldende gebruik;

» b) voor een duur van *meer dan één jaar*, zonder mogelijkheid tot herziening, behoudens met de eenparige instemming van de zes Ministers;

» c) voor de gehele duur van het Verdrag, zonder mogelijkheid tot herziening, behoudens met de eenparige instemming van de zes Ministers.

« 2. Indien het akkoord een van de hierboven omschreven betekenissen kan hebben, is de Regering dan van mening dat dit akkoord België kan verbinden zonder dat het door het Parlement is goedgekeurd, in de onder a), b) en c) vermelde gevallen ».

2^o Deux autres membres ont demandé au Ministre si l'interprétation suivante des articles 15 et 44 du Traité était fondée :

« Aussitôt après que le projet de traité aura été ratifié par tous les Etats membres, les Gouvernements se réuniront pour établir un plan de constitution des contingents nationaux (art. 15, § 3). »

« A notre avis, ce plan de constitution restera valable sans limitation de durée et tout au moins jusqu'au moment où il sera fait usage de l'article 44. »

3^o Un membre a également posé la question suivante :

« Dans le cadre actuel de l'organisation de l'O.T.A.N., le Ministre belge de la Défense Nationale est amené à prendre des engagements sur le niveau des forces belges qui seront mises à la disposition de l'O.T.A.N.

» Si le contingent n'était pas ratifié par le Parlement, la Belgique pourrait modifier ses obligations vis-à-vis de l'O.T.A.N. et c'est l'organisation O.T.A.N. qui devrait modifier ses plans.

» Au contraire, après ratification du Traité C.E.D., si le Parlement ne votait pas le contingent proposé par le Gouvernement, après que celui-ci aurait engagé le pays dans le cadre de la C.E.D., le pays resterait engagé malgré le vote du Parlement et l'organisation de la C.E.D. maintiendrait ses plans. »

Le Gouvernement a fait à ces diverses questions la réponse globale que voici. La deuxième partie en a déjà été reproduite précédemment, mais il paraît utile de la transcrire de nouveau :

« 1. L'article 15, § 3, stipule que les contingents destinés à composer les unités sont fournis par les Etats membres suivant un plan de constitution arrêté par accord entre les Gouvernements... »

» Tant l'établissement de cet accord que sa modification (art. 44) requièrent l'unanimité.

« Ces dispositions ont un double objet :

» a) empêcher qu'un Etat, par exemple la Belgique, ne puisse être contraint à fournir un contingent supérieur à celui qu'il estime approprié.

» C'est pour éviter cette éventualité que l'exigence de l'unanimité est indispensable.

2^o Twee andereleden hebben aan de Minister gevraagd of de volgende interpretatie van de artikelen 15 en 44 van het Verdrag gegrond is :

« Zodra het ontwerp van verdrag door de deelnemende Staten bekrachtigd is, zullen de Regeringen bijeenkomen ten einde een plan voor de opbouw van de nationale contingenteren op te maken (art. 15, § 3). »

« Onzes inziens, blijft dit opbouwplan geldig zonder beperking van duur en althans totdat gebruik wordt gemaakt van artikel 44. »

3^o Een ander lid stelde de volgende vraag :

« In het huidige kader van de N.A.T.O.-organisatie, wordt de Belgische Minister van Landsverdediging er toe gebracht verbintenissen aan te gaan betreffende de omvang van de Belgische strijdkrachten, die ter beschikking van de N.A.T.O. zullen worden gesteld.

» Indien het contingent niet door het Parlement wordt bekrachtigd, zou België zijn verplichtingen tegenover de N.A.T.O. kunnen wijzigen en dan zou de N.A.T.O.-organisatie haar plannen moeten veranderen.

» Daarentegen, indien het Parlement, na bekrachtiging van het E.D.G.-verdrag, het door de Regering voorgestelde contingent niet aanneemt, nadat deze het land in het kader van de E.D.G. zou hebben verbonden, zou het land, niettegenstaande de stemming van het Parlement, verbonden blijven en zou de organisatie van de E.D.G. haar plannen handhaven. »

De Regering heeft op die verschillende vragen het volgende globale antwoord verstrekt. Alhoewel het tweede gedeelte daarvan reeds vroeger is opgenomen, schijnt het toch nuttig het te herhalen :

« 1. Artikel 15, § 3, bepaalt dat de contingenteren, waaruit de eenheden zullen bestaan, door de deelnemende Staten worden geleverd volgens een door de Regeringen overeengekomen opbouwplan... »

» Zowel voor het opmaken van die overeenkomst als voor de wijziging er van (art. 44) is eenparigheid vereist.

« Die bepalingen hebben een dubbel doel :

» a) verhinderen dat een Staat, zoals België b. v., zou kunnen verplicht worden een hoger contingent te leveren dan hij gepast acht.

» Om die mogelijkheid te vermijden is het volstrekt nodig dat eenparigheid wordt geëist.

» b) empêcher qu'un Etat membre ne puisse apporter une contribution démesurée, qui romprait l'équilibre entre les forces.

» La simple majorité ou la majorité qualifiée auraient pu suffire dans ce second but. L'exigence de l'unanimité constitue une garantie supplémentaire et exceptionnelle puisqu'elle permet à un seul Etat de s'opposer à l'accroissement des forces militaires d'un autre Etat membre.

» L'article 15 nous donne donc d'une part l'assurance de n'être pas obligés de fournir des contingents supérieurs à ceux que nous sommes disposés à donner. D'autre part, l'unanimité requise au sein du Conseil des Ministres (art. 44) est destinée à empêcher tout militarisme dangereux chez l'un quelconque des partenaires.

» 2. Ce n'est qu'en violant les stipulations expresses du Traité qu'un Etat pourrait procéder à un réarmement arbitraire. Le Traité de la C.E.D. prévoit de nombreux recours tant au sein du Conseil des Ministres qu'au Commissariat, ou auprès de la Cour de Justice.

» De plus, un protocole spécial établit une procédure de réunion conjointe des Conseils de la C.E.D. et de l'O.T.A.N. (§ 1 du Protocole relatif aux relations entre la C.E.D. et l'O.T.A.N.).

» Il convient de souligner que la présence de Forces Européennes de Défense sur le territoire des partenaires constitue une garantie de fait assurant que les décisions qui seraient prises par les institutions communes ne pourront pas être ignorées.

» 3. En fait, le Traité instituant une Communauté Européenne de Défense, dans la matière qui nous occupe, ne se distingue de l'O.T.A.N. que par la stipulation contenue à l'article 9 du Traité C.E.D., § 2, et qui porte qu'« aucun Etat-membre ne recruterá ni n'entretiendra de forces armées nationales en dehors de celles qui sont prévues à l'article 10 ». Dès lors, par le jeu combiné des articles 9, 15 et 44, les *Etats signataires ne peuvent accroître à leur guise leurs forces armées*, ce qui n'est pas le cas dans l'O.T.A.N., où seule est fixée la contribution que chaque Etat met à la disposition du Commandant Suprême.

» 4. En pratique, la procédure suivie dans le cadre de la C.E.D. pour la détermination des contingents sera elle aussi probablement identique à celle actuellement en vigueur dans l'O.T.A.N., au cours de l'exercice de la Révision annuelle. Un plan de constitution des forces, portant sur trois années est élaboré et les engagements concernant les contributions nationales en effectifs sont de trois degrés : ils sont fermes pour l'année en

» b) verhinderen dat een deelnemende Staat een overdreven contingent zou leveren, dat de juiste verhouding tussen de strijdkrachten zou verstoren.

» Voor dit tweede doel zou de eenvoudige meerderheid of de gequalificeerde meerderheid volstaan hebben. De vereiste van de eenparigheid is een bijkomende en uitzonderlijke waarborg, vermits zij één enkele Staat in de mogelijkheid stelt, zich tegen de verhoging van de strijdkrachten van een andere deelnemende Staat te verzetten.

» Artikel 15 geeft ons dus enerzijds de verzekering dat wij niet verplicht zijn hogere contingents te leveren dan die welke wij bereid zijn te verstrekken. Anderzijds is de eenparigheid, die in de Raad van Ministers vereist is (art. 44), bestemd om ieder gevvaarlijk militarisme bij om het even welke deelnemende Staat te verhinderen.

» 2. Alleen met overtreding van de uitdrukkelijke bepalingen van een Verdrag, kan een Staat overgaan tot een willekeurige wederbewapening. Het Verdrag van de E.D.G. stelt talrijke middelen van beroep in, zowel bij de Raad van Ministers als bij het Commissariaat, of bij het Hof van Justitie.

» Bovendien wordt in een bijzonder protocol een procedure in zake gezamenlijke bijeenkomsten van de Raden van de E.D.G. en van de N.A.T.O. vastgesteld (§ 1 van het Protocol in zake de betrekkingen tussen de E.D.G. en de N.A.T.O.).

» Er valt aan te stippen dat de aanwezigheid van Europese Defensiestrijdkrachten op het grondgebied van de deelnemende Staten een waarborg is dat de beslissingen die door de gemeenschappelijke instellingen zouden genomen worden, niet over het hoofd zullen kunnen gezien worden.

» 3. In feite verschilt het Verdrag tot oprichting van de Europese Defensiegemeenschap, in de hier besproken aangelegenheid, van de N.A.T.O. alleen door de bepaling van artikel 9, 2^e lid, van het E.D.G.-Verdrag, luidens welke « geen enkele deelnemende Staat nationale gewapende strijdkrachten zal recruteren of onder de wapens houden, buiten die welke bij artikel 10 worden voorzien ». Derhalve, door de samengevoegde uitwerking van de artikelen 9, 15 en 44, mogen de deelnemende Staten hun strijdkrachten niet naar goeddunken verhogen, wat niet het geval is in de N.A.T.O., waar alleen het contingent wordt vastgesteld dat iedere Staat ter beschikking van de Opperbevelhebber stelt.

» 4. In de praktijk zal de in het kader van de E.D.G. toegepaste procedure betreffende de vaststelling van de contingents waarschijnlijk eveneens dezelfde zijn als die, welke thans in de N.A.T.O. van kracht is tijdens de jaarlijkse herziening. Er wordt een plan voor de opbouw van de strijdkrachten opgemaakt, dat over drie jaar loopt, en de verbintenissen betreffende de nationale leveringen van strijdkrachten gaan door drie stadia :

cours, provisoires pour l'année suivante, et indicatifs pour la troisième année. Ces engagements sont revus d'année en année.

» 5. L'exercice des pouvoirs constitutionnels belges, et spécialement le vote annuel par le Parlement, tant du contingent que du budget, reste le même dans l'application du Traité C.E.D. et dans la mise en pratique du Traité de l'Atlantique Nord.

» *Le Parlement aura chaque année à voter le budget et à voter le contingent. Sans ce vote, les engagements pris par le Ministre belge au sein du Conseil des Ministres ne sauraient être exécutés.*

» En ce qui concerne le *pouvoir du Ministre d'engager la Belgique*, ici encore il ne sera pas différent de celui qui existe déjà au sein du Conseil de l'O.T.A.N. Il n'excède pas les pouvoirs que le droit commun reconnaît notamment au Ministre des Affaires Etrangères.

» Le fait que l'exécution d'accords, entre autres en matière financière, suppose le *vote annuel du budget, n'implique pas que la durée des dits accords soit limitée à une année.*

» Les considérations qui précèdent montrent que les distinctions entre les engagements valables pour un an, pour plus d'un an ou pour la durée du Traité, n'affectent pas le pouvoir du Ministre d'engager la Belgique.

» 6. Les éléments repris ci-dessus ont été clairement exposés tout au long des négociations, et spécialement lors de l'examen de l'article 131 du Traité, qui prévoit de façon formelle que les dispositions de l'accord sont exécutées suivant les règles constitutionnelles de chaque Etat-membre. »

Enfin, l'interprétation donnée à l'article 15, § 3, par les Gouvernements étrangers a été évoquée par un membre dans les termes suivants :

« Il semble résulter des explications fournies par M. le Ministre des Affaires Etrangères aux Commissions réunies, que la pratique actuellement suivie au sein de l'O.T.A.N. en ce qui concerne la détermination du volume des effectifs que les Etats s'engagent à fournir à la Communauté, sera très vraisemblablement suivie aussi lorsque le Traité sera entré en vigueur.

» Suivant les mêmes explications, cette pratique suppose une révision annuelle, chaque Etat disposant du droit de modifier le volume des effectifs qu'il s'engage à mettre à la disposition de la Communauté, et le Parlement national étant ainsi en mesure, chaque année, en votant le contingent, d'approuver ou d'improuver les engagements pris par les Ministres compétents.

zij zijn definitief voor het lopende jaar, voorlopig voor het volgende jaar en dienen slechts als aanduiding voor het derde jaar. Die verbintenissen worden ieder jaar herzien.

» 5. De uitoefening van de Belgische grondwettelijke machten, en meer bepaald de jaarlijkse vaststelling door het Parlement van het contingent en van de begroting, blijft dezelfde bij de toepassing van het E.D.G.-Verdrag en bij de tenuitvoerlegging van het Noord-Atlantisch Verdrag.

» *Het Parlement zal ieder jaar de begroting en het contingent moeten goedkeuren. Zonder die goedkeuring kunnen de door de Belgische Minister in de Raad van Ministers aangegane verbintenissen niet worden uitgevoerd.*

» *Ook de bevoegdheid van de Minister om België te verbinden* zal niet verschillen van die welke reeds in de Raad van de N.A.T.O. bestaat. Zij gaat niet verder dan de bevoegdheden die door het gemeenrecht o. m. aan de Minister van Buitenlandse Zaken worden toegekend.

» Het feit dat de uitvoering van akkoorden, o. m. in financiële aangelegenheden, *de jaarlijkse goedkeuring van de begroting onderstelt, betekent niet dat de duur van die akkoorden beperkt is tot één jaar.*

» Uit de voorgaande beschouwingen blijkt dat de verschillen tussen de verbintenissen die geldig zijn voor één jaar, voor meer dan één jaar of voor de duur van het Verdrag, geen invloed hebben op de bevoegdheid van de Minister om België te verbinden.

» 6. Bovenstaande gegevens werden tijdens het gehele verloop van de onderhandelingen duidelijk uiteengezet, en meer bepaald bij de bespreking van artikel 131 van het Verdrag, dat uitdrukkelijk verklaart dat « de bepalingen van het Verdrag zullen worden uitgevoerd overeenkomstig de grondwettelijke regelen der deelnemende Staten ».

Ten slotte werd de interpretatie, die door de buitenlandse Regeringen aan artikel 15, § 3, is gegeven, door een lid ter sprake gebracht in de volgende termen :

« Het schijnt volgens de door de Minister van Buitenlandse Zaken aan de Verenigde Commissies verstrekte verklaringen, dat het thans in de N.A.T.O. geldende gebruik in zake de vaststelling van de omvang der strijdkrachten, die de Staten zich verbinden aan de Gemeenschap te leveren, heel waarschijnlijk eveneens zal gevuld worden wanneer het Verdrag van kracht zal zijn.

» Volgens dezelfde verklaringen onderstelt die methode een jaarlijkse herziening, waarbij iedere Staat het recht heeft de omvang te wijzigen van de strijdkrachten die hij zich verbindt ter beschikking van de Gemeenschap te stellen, zodat het nationaal Parlement ieder jaar in de gelegenheid wordt gesteld, bij de stemming over het contingent, de door de bevoegde Ministers aangegane verbintenissen goed of af te keuren.

» Le Gouvernement français, dans sa « description » du Traité déclare que « la détermination des contingents fournis par chaque Etat fait l'objet d'un plan de constitution arrêté par accord entre les Gouvernements, qui ne peut être modifié que par décision unanime du Conseil. Tout Etat peut donc opposer son veto à toute modification des effectifs fournis par l'un quelconque des Etats membres ». Et ailleurs : « Il est prévu à l'article 44 que toute modification de la composition des forces européennes de défense exige une décision unanime du Conseil des Ministres. De ce fait, le rapport entre les effectifs d'origine française et les effectifs d'origine allemande *prévus et acceptés dès l'origine, ne pourrait être modifié sans l'accord du Gouvernement français* ».

« Monsieur le Ministre pourrait-il me dire si cette interprétation du Gouvernement français n'implique pas que l'accord des Gouvernements prévu par l'article 15, § 3, demeure en vigueur durant toute la durée du Traité, sauf modifications décidées à l'unanimité par les six Ministres — ce qui reviendrait à dire que les Parlements nationaux ne pourront à aucun moment modifier le volume des effectifs « acceptés dès l'origine ? ».

Voici la réponse du Ministre :

« Il est exact que la pratique actuellement suivie au sein de l'O.T.A.N. en ce qui concerne la détermination du volume des effectifs que les Etats s'engagent à fournir à la Communauté, sera probablement adoptée lorsque le Traité C.E.D. sera entré en vigueur.

» En ce qui concerne l'interprétation donnée par le Gouvernement français aux articles 15 (par. 3) et 44, il y a lieu de répondre que toute modification apportée au volume des contingents et susceptible de provoquer un nouvel équilibre dans les contributions requiert l'unanimité du Conseil de Ministres. C'est dans cet esprit que le Gouvernement français a pu dire que le rapport entre les effectifs d'origine française et les effectifs d'origine allemande ne pourrait être modifié sans l'accord du Gouvernement français.

» Quant à la dernière partie de la question posée, il y a déjà été répondu. »

Telle est la position du Gouvernement.

Il est intéressant de donner également l'interprétation hollandaise :

La voici, en résumé :

1. Le Parlement votera annuellement le contingent.
2. L'accord de constitution des forces sera en principe soumis à l'approbation parlementaire.
3. Dans des cas exceptionnels, toutefois, c'est-à-dire lorsque l'intérêt du pays s'oppose à la publi-

» In haar « beschrijving » van het Verdrag verklaart de Franse Regering dat « de door iedere Staat te leveren contingenten worden bepaald in een opbouwplan, dat bij overeenkomst tussen de Regeringen wordt vastgesteld en dat slechts bij eenparige beslissing van de Raad kan worden gewijzigd. Elke Staat kan dus zijn veto stellen tegen elke wijziging van de door om het even welke deelnemende Staat geleverde strijdkrachten ». En verder : « In artikel 44 wordt bepaald dat elke wijziging van de samenstelling der Europese Defensiestrijdkrachten een eenparige beslissing van de Raad van Ministers behoeft. Daardoor zou de verhouding tussen de strijdkrachten van Franse oorsprong en de strijdkrachten van Duitse oorsprong die van in den beginne werden vastgesteld en aangenomen, niet kunnen gewijzigd worden zonder de instemming van de Franse Regering. »

« Zou de heer Minister mij kunnen zeggen of uit die interpretatie van de Franse Regering niet voortvloeit, dat de bij artikel 15, § 3, bepaalde overeenstemming van de Regeringen voor de gehele duur van het Verdrag geldt, behoudens eenparig door de zes Ministers overeengekomen wijzigingen — wat hierop neerkomt dat de nationale Parlementen nooit de omvang van de strijdkrachten die « van in den beginne werden aangenomen » zouden kunnen wijzigen ? »

Het antwoord van de Minister luidt als volgt :

« Het is juist dat de methode die thans in de N.A.T.O. wordt toegepast voor de vaststelling van de omvang der strijdkrachten, die de Staten zich verbinden aan de Gemeenschap te leveren, waarschijnlijk zal worden aangenomen na de inwerkingtreding van het E.D.G.-Verdrag.

» Wat de interpretatie betreft, die door de Franse Regering aan de artikelen 15, § 3, en 44 wordt gegeven, dient te worden geantwoord dat voor elke wijziging van de omvang der strijdkrachten die opnieuw evenwicht kan brengen in de geleverde contingents, de eenparigheid van de Raad van Ministers is vereist. In die geest heeft de Franse Regering verklaard dat de verhouding tussen de strijdkrachten van Franse en van Duitse oorsprong niet kan worden gewijzigd zonder de instemming van de Franse Regering.

» Op het laatste gedeelte van de vraag werd reeds geantwoord. »

Dit is het standpunt van de Regering.

Het is van belang ook de Nederlandse interpretatie te vermelden.

Zij kan worden samengevat als volgt :

1. Het Parlement zal elk jaar het contingent goedkeuren.
2. De overeenkomst over de samenstelling van de strijdkrachten zal in beginsel ter goedkeuring aan het Parlement worden voorgelegd.
3. In uitzonderings gevallen echter, dat wil zeggen wanneer het belang van het land zich tegen de

cation de cet accord, il ne sera pas déposé aux Etats Généraux, et cela en vertu de l'article 62, par. D. de la Constitution.

Il faut remarquer à ce sujet que chaque Gouvernement ne peut publier les données du plan relatives aux autres Etats, mais que si chacun d'eux publie les siennes propres, il n'y a en fait plus de secret.

D'autre part, le Ministre de la Défense des Pays-Bas, M. Staf, a déclaré, le 20 janvier 1954 devant la Première Chambre néerlandaise, parlant de l'accord militaire secret signé le 27 mai 1952 : « Il ne nous lie pas plus que d'autres accords contractés au sein de l'O.T.A.N.

C'est cet accord qui a fixé la participation des Etats Membres et notamment celle de l'Allemagne.

Dans la pensée de nos amis hollandais les engagements pris le 27 mai 1952, et qui sont en somme le premier plan de constitution, ne modifient donc pas la nature des engagements assumés par les Pays-Bas.

* * *

Les questions posées et les réponses données aux Commissions rendent assez exactement la physionomie des débats et mettent en lumière les points qui étaient controversés.

On peut tirer des discussions les conclusions suivantes :

1. Du point de vue international, les articles 15, § 3, et 44 ont pour but d'« empêcher qu'un Etat, par exemple la Belgique, puisse être contraint à fournir un contingent supérieur à celui qu'il estime approprié ». Il faut l'accord de son Gouvernement lors de l'élaboration du plan de constitution; il faut l'accord de son Ministre au Conseil de la C.E.D. pour toute révision subséquente.

Ces articles ont aussi pour but « d'empêcher qu'un Etat ne puisse apporter une contribution démesurée, qui romprait l'équilibre des forces ».

Il faut d'ailleurs combiner ces dispositions avec les articles 9 et 10 qui interdisent aux membres d'avoir des troupes nationales, à moins qu'ils n'aient des territoires d'outre-mer.

2. Du point de vue intérieur, le problème est resté controversé au sein des Commissions.

Un certain nombre de membres considèrent qu'après adoption du plan par les Gouvernements, ou accord sur la révision au Conseil des Ministres, le pays sera lié par son Gouvernement pour plus d'un an. Or, la Constitution prévoit que le contingent est voté annuellement.

En vertu du Traité, il y a donc, à leur sens, un transfert d'attribution du Législatif à l'Exécutif.

bekendmaking van die overeenkomst verzet, zal zij niet aan de Staten-Generaal worden voorgelegd, en wel krachtens artikel 62, § D. van de Grondwet.

In dit verband zij opgemerkt dat geen enkele Regering de gegevens van het plan die de andere Staten betreffen, mag bekendmaken; indien echter ieder van hen de eigen gegevens openbaar maakt, bestaat er in feite geen geheim meer.

Daarnaast verklaarde de Minister van Defensie van Nederland, de heer Staf, op 20 Januari 1954, in de Nederlandse Eerste Kamer, in ve band met het geheim militair akkoord dat op 27 Mei 1952 werd ondertekend : « Het verbindt ons niet meer dan andere akkoorden die in de N.A.T.O. zijn gesloten ».

Bij bedoeld akkoord werd de deelneming van de Sta en-Leden en o. m. die van Duitsland vastgesteld.

Naar de mening van onze Nederlandse vrienden wordt het karakter van de door Nederland aangegane verbintenissen dus niet gewijzigd door de verbintenissen van 27 Mei 1952, die eigenlijk het eerste opbouwplan uitmaken.

* * *

Door de vragen van commissieleden en de daarop verstrekte antwoorden wordt de aard van de debatten vrij nauwkeurig weergegeven en de omstreden punten in het licht gesteld.

Uit de besprekingen kan worden afgeleid wat volgt :

1. Van internationaal standpunt uit bezien, strekken de artikelen 15, § 3, en 44 er toe te « verhinderen dat een Staat, zoals België b. v., zou kunnen verplicht worden een hoger contingent te leveren dan hij gepast acht ». Eerst is de instemming van zijn Regering vereist, bij het opmaken van het opbouwplan; de instemming van zijn Minister, in de Raad van de E.D.G., is voor iedere volgende herziening vereist.

Die artikelen hebben eveneens ten doel te « verhinderen dat een deelnemende Staat een overdreven contingent zou leveren dat de juiste verhouding tussen de strijdkrachten zou verstoren ».

Die bepalingen moeten trouwens gekoppeld worden aan die van de artikelen 9 en 10, waarbij aan de leden verboden wordt, nationale troepen te hebben, tenzij zij overzeese gebiedsdelen bezitten.

2. Uit binnenlands standpunt bleef het probleem in de Commissies betwist.

Sommige leden zijn van mening dat het land, na de goedkeuring van het plan door de Regeringen of na overeenkomst betreffende de herziening in de Raad van Ministers, voor meer dan één jaar zal gebonden zijn. Doch de Grondwet bepaalt dat de legersterkte elk jaar bij stemming wordt vastgesteld.

Het Verdrag leidt dus, in hun ogen, tot een overdracht van bevoegdheid van de Wetgevende aan de Uitvoerende Macht.

D'autres Commissaires par contre acceptent l'interprétation du Gouvernement que voici résumée :

Ces dispositions du Traité ne donnent pas au Gouvernement plus de pouvoirs qu'il n'en a aujourd'hui. Dans la C.E.D., comme dans l'O.T.A.N. il devra revenir devant le Parlement, si on lui demande de prendre des engagements qui dépassent ses pouvoirs. Le Parlement votera chaque année le contingent et ce vote est indispensable pour pouvoir exécuter les engagements pris par le Ministre.

D'autre part, le Gouvernement peut souscrire des engagements pour plus d'un an. En matière financière, il le fait, et cependant le budget doit être voté chaque année.

Les Chambres ont certes le pouvoir de refuser leur vote. S'il en est ainsi, le Gouvernement ou le Ministre mis en minorité sera remplacé. Son successeur devra reprendre la négociation au sein de la C.E.D., puisque sans vote aucun contingent ne pourrait être fourni. Mais, comme cela a été dit plus haut, il ne faut pas pousser les choses jusqu'à l'absurde, car un refus systématique des Chambres équivaudrait pratiquement à la ruine de la Communauté.

Plusieurs membres enfin considèrent qu'il ne convient pas de se placer sur un plan trop théorique; qu'il semble pratiquement, d'après les explications du Ministre et comme on doit raisonnablement le supposer, que les choses se passeront dans la C.E.D. comme elle se sont passées jusqu'à présent dans l'O.T.A.N., sans susciter de critiques : engagements fermes pour un an, provisoires pour l'année suivante, indicatifs pour la troisième.

D'autre part, on doit penser que les partenaires de la C.E.D. sont gens raisonnables; ils ne vont pas nécessairement exiger de l'un d'eux des efforts qui dépasseraient ses virtualités. C'est ainsi qu'on en use aujourd'hui à l'O.T.A.N. L'organisation a accepté, par exemple, de tenir compte du fléchissement à venir de nos classes de milice, en raison de notre état démographique en régression.

N'oublions pas non plus que le Ministre belge défendra les intérêts de son pays, et que le Parlement est conscient de ses responsabilités dans le domaine de la défense européenne ; il ne rejettéra donc pas les demandes raisonnables qu'on lui présentera.

Enfin, il est un élément qui nous permet d'évaluer assez bien ce que l'on pourrait nous demander : c'est ce qui se fait aujourd'hui, c'est ce qui se fait depuis plusieurs années. Nous savons en somme à quoi nous en tenir en fait de contingents atlantiques. Le nombre de divisions à former ne va pas tout à coup être modifié. Il nous restera d'ailleurs un volant important dont nous pourrons nous servir : les forces de l'intérieur.

Andere commissieleden, daarentegen, aanvaarden de interpretatie van de Regering, die kan worden samengevat als volgt :

Die bepalingen van het Verdrag verlenen aan de Regering niet meer bevoegdheden dan zij thans heeft. Zowel onder de E.D.G. als onder de N.A.T.O., zal zij weer voor het Parlement moeten komen, wanneer zij verzocht wordt verbintenissen aan te gaan die haar bevoegdheden te buiten gaan. Het Parlement zal ieder jaar over het contingent stemmen, en die stemming is volstrekt nodig om de door de Minister aangegane verbintenissen te kunnen nakomen.

Anderzijds kan de Regering verbintenissen voor meer dan één jaar aangaan. Zij doet dit ook in financiële aangelegenheden, hoewel ieder jaar over de begroting moet worden gestemd.

De Kamers kunnen alleszins hun goedkeuring weigeren. De Regering of de Minister wordt, in dat geval, in de minderheid gesteld en moet worden vervangen. Zijn opvolger zal de onderhandelingen in de E.D.G. moeten hervatten, aangezien geen enkel contingent zonder stemming kan worden geleverd. Men mag echter, zoals gezegd, de zaken niet tot in het ongerijmde drijven. Een systematische weigering van de Kamers zou immers praktisch de ondergang van de Gemeenschap betekenen.

Verscheidene leden zijn ten slotte van mening dat men zich niet op een al te theoretisch standpunt mag plaatsen; na de verklaring van de Minister en zoals redelijkerwijze mag worden verondersteld, schijnt het praktisch wel zeker dat de zaken in de E.D.G. zullen verlopen zoals dat tot dusver in de N.A.T.O. het geval was, zonder kritiek uit te lokken : definitieve verbintenissen voor één jaar, voorlopige verbintenissen voor het volgende en als aanduiding dienende verbintenissen voor het derde jaar.

Verder moet men aannemen dat de partners in de E.D.G. verstandige lieden zijn. Zij zullen van geen enkele partner een inspanning eisen, die zijn mogelijkheden te boven gaan. Dat is thans zo het gebruik in de N.A.T.O. De organisatie houdt bv., rekening met de aanstaande vermindering van onze militieklassen, ingevolge de achteruitgang van onze demografische toestand.

Laten wij ook niet vergeten dat de Belgische Minister de belangen van zijn land zal verdedigen en dat het Parlement zich rekenschap geeft van zijn verantwoordelijkheid op het gebied van de Europese defensie; derhalve zal het redelijke voorstellen niet verworpen.

Er bestaat ten slotte een element, op grond waarvan wij vrij nauwkeurig kunnen bepalen wat men ons zal vragen : nl. hetgeen nu reeds en wel sedert verscheidene jaren wordt gevraagd. Wij weten immers waaraan wij ons in zake Atlantische contingents te houden hebben. Het aantal te vormen divisies zal geen plotselinge veranderingen ondergaan. Er zal ons trouwens een belangrijke reserve overblijven, waarvan wij gebruik zullen kunnen maken : de binnenlandse strijdkrachten.

3. Certains membres ont craint que la possibilité résultant du vote annuel, de revenir éventuellement chaque année sur le chiffre de la participation, ne supprime la garantie qu'ils voyaient dans l'article 15, contre l'ambition d'un pays de gonfler ses effectifs.

Rappelons à ce sujet l'article 9 qui interdit en principe d'avoir des troupes nationales.

* *

Pour en terminer avec la question des effectifs, signalons qu'un membre a exprimé l'avis que l'effort belge était excessif par rapport à celui des autres pays.

Il lui a été répondu que nous ne sommes cependant pas en tête à cet égard et qu'au surplus les situations doivent s'apprécier aussi en fonction de plusieurs autres éléments : les dépenses de défense, l'obligation de mener une guerre lointaine et meurrière, la possession d'une marine militaire, etc...

* *

3. — Le Commissariat.

Le Commissariat est l'exécutif administratif de la Communauté, le Conseil en étant l'exécutif politique et le véritable pouvoir. C'est ce qui d'ailleurs fait que la C.E.D. a un caractère assez peu supranational.

Nous avons dit plus haut que nous ne ferions par une paraphrase complète des textes, nous bornant sur ce point à renvoyer au rapport fait à la Chambre.

En outre, un certain nombre de questions ont été posées par des membres : elles figurent aux annexes avec les réponses écrites des Ministres. Elles y sont groupées sous les mêmes rubriques que le Traité.

Il importe cependant que nous rappelions la composition du Commissariat et que nous donnions une brève analyse de ses pouvoirs.

Le Commissariat se compose de neuf membres. Le Collège ne peut comprendre plus de deux membres ayant la même nationalité. En fait chaque Etat y sera représenté.

En vertu de l'article 27, il prend dans les limites de sa compétence, des *décisions* qui sont obligatoires pour les Etats membres, formule des *recommandations* qui comportent obligation quant au but, mais laissent libre le choix des moyens, et donne des *avis*, lesquels ne lient pas.

Mais, à part la question de l'octroi des grades et des emplois, le chapitre qui lui est consacré par le Traité ne précise guère davantage. Pour connaître sa compétence réelle, il faut se reporter à des dispositions éparses dans le Traité et les documents annexes.

3. Sommige leden vrezen dat de mogelijkheid, die uit de jaarlijkse stemming voorvloeit, om eventueel ieder jaar het cijfer van het contingent opnieuw ter sprake te brengen, de waarborg zou te niet doen, die huns inziens in artikel 15 ligt besloten, tegen de pogingen van een land om zijn strijdkrachten te verhogen.

In dit verband zij er aan herinnerd dat artikel 9 principieel het bezit van nationale strijdkrachten verbiedt.

* *

Om deze kwestie van de strijdkrachten te besluiten, wijzen wij er nog op dat een lid van mening was dat België in vergelijking met de andere landen een te grote inspanning doet.

Waarop is geantwoord dat wij in dit opzicht nochtans niet aan de spits staan en dat de toestanden bovendien ook aan de hand van andere gegevens beoordeeld moeten worden : de uitgaven voor de verdediging, de verplichting een verre en moorddadige oorlog te voeren, het bezit van een oorlogs-vloot, enz...

* *

3. — Het Commissariaat.

Het Commissariaat is de uitvoerende administratieve macht van de Gemeenschap, terwijl de Raad de uitvoerende politieke en de ware macht is. Het is trouwens daardoor dat de E.D.G. een vrij zwak supranationaal karakter vertoont.

Zoals reeds gezegd, zullen wij de teksten niet omstandig bespreken, doch eenvoudig naar het verslag van de Kamer verwijzen.

Bovendien werden door sommige leden een aantal vragen gesteld. Zij komen voor in de bijlagen, samen met de schriftelijke antwoorden van de Ministers. Zij zijn er onder dezelfde rubrieken gegroepeerd als die van het Verdrag.

Wij moeten nochtans herinneren aan de samenstelling van het Commissariaat en een korte ontleding geven van zijn bevoegdheden.

Het Commissariaat bestaat uit negen leden. Het College mag niet meer dan twee leden van dezelfde nationaliteit tellen. In feite zal iedere Staat er in vertegenwoordigd zijn.

Krachtens artikel 27 neemt het, binnen de grenzen van zijn bevoegdheid, *beschikkingen* die voor alle deelnemende Staten verbindend zijn, het doet *aanbevelingen* die verbindend zijn ten aanzien van de daarin gestelde doeleinden maar de keuze van de middelen vrij laten en geeft *adviezen*, die niet verbindend zijn.

Buiten de kwestie van het toekennen van de rangen en betrekkingen verstrekt het hoofdstuk, dat het Verdrag er aan wijdt, evenwel weinig nadere bijzonderheden. Om zijn werkelijke bevoegdheid te kennen moeten wij verwijzen naar bepalingen, die op verschillende plaatsen van het Verdrag en van de daarbij horende oorkonden voorkomen.

Voici la liste des principales dispositions :

Traité : Articles 12, 13, 14, 27, 29, 30, 31, 32, 34bis, 36, 39, 44, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78bis, 87, 91, 101, 104, 105, 106, 107, 112, 117, 120.

Prot. Mil. : Articles 6, 7, 9, 10, 11, 14, 21, 23, 24, 27, 28.

Prot. Juridict. : Articles 10, 12, 13.

Prot. Fin. : Articles 1, 8, 16, 17, 18, 31, 35, 40.

Prot. sur les conditions de rémunérations : Articles 6, 8, 9.

Convention relative au statut des forces : Articles 18, 21, 33, 45.

Epinglons celles qui paraissent les plus importantes ou qui ont retenu l'attention des Commissions.

A. — En matière militaire.

1^o Les grades et emplois.

Les grades supérieurs à ceux de Commandant de Division, donc les grades de Général de Corps d'armée (Lieutenant Général) et de Général d'Armée seront conférés par le Commissariat, mais sur avis conforme du Conseil des Ministres statuant à l'unanimité (art. 31).

Il est normal que pour un officier qui doit commander des contingents de nationalités diverses, ce ne soit pas une autorité nationale qui procède seule à la nomination. Il faut l'accord des autres.

Cependant, pour qu'il ne soit pas possible d'imposer à un contingent national un général que celui-ci aurait des raisons de ne pas accepter, l'unanimité du Conseil est donc prévue. Elle a un autre résultat, elle sauvegarde le droit constitutionnel du Roi de conférer les grades (Constitution, art. 66). Le général n'est nommé que du consentement du Ministre national responsable. Un arrêté royal interviendra d'ailleurs pour sanctionner cette désignation.

Quant aux autres grades inférieurs, deux procédés peuvent provisoirement être suivis, dont l'un sera certainement adopté par la Belgique : nomination par les autorités nationales sur proposition du Commissariat.

Les prescriptions constitutionnelles seraient ainsi observées si évidemment le colloque du Roi et de son ministre a eu lieu comme il se doit.

* *

Les emplois, seront conférés par le Commissariat, sur avis conforme du Conseil des Ministres. Nous rentrons dans les conditions qui viennent d'être exposées.

Hier volgt de lijst van de voornaamste bepalingen :

Verdrag : Artikelen 12, 13, 14, 27, 29, 30, 31, 32, 34bis, 36, 39, 44, 69, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78bis, 87, 91, 101, 104, 105, 106, 107, 112, 117, 120.

Mil. Prot. : Artikelen 6, 7, 9, 10, 11, 14, 21, 23, 24, 27, 28.

Prot. betr. de Rechtspr. : Artikelen 10, 12, 13.

Fin. Prot. : Artikelen 1, 8, 16, 17, 18, 31, 35, 40.

Prot. inzake de bezoldigingsvoorwaarden : Artikelen 6, 8, 9.

Overeenkomst betreffende de rechtspositie der strijdkrachten : Artikelen 18, 21, 33, 45.

Wij stippen even aan, welke artikelen het meest belang schijnen te hebben of waaraan de Commissies hun aandacht hebben besteed.

A. — Op militair gebied.

1^o Rangen en betrekkingen.

Benoeming in hogere rangen dan Divisiecommandant, dus in de rangen van Legercorpsgeneraal (Luitenant-Generaal) en van Generaal van een Leger, geschiedt door het Commissariaat, echter met instemming van de Raad van Ministers, bij eenstemmigheid bepaald (art. 31).

Het is normaal dat een officier, die het bevel moet voeren over contingenten van verschillende nationaliteit, niet door één nationale overheid wordt benoemd. De andere moeten er mede instemmen.

Opdat echter aan een nationaal contingent geen generaal zou kunnen worden opgedrongen, die het om gegronde redenen niet zou aanvaarden, is dus eenstemmigheid van de Raad vereist. Een ander gevolg van deze eis is dat het grondwettelijk recht van de Koning om de graden te verlenen (art. 66 Grondwet) gevrijwaard wordt. De generaal wordt slechts met instemming van de verantwoordelijke nationale Minister benoemd. Die benoeming wordt overigens bij koninklijk besluit bekrachtigd.

Wat betreft de overige lagere rangen, kan voorlopig op twee manieren worden te werk gegaan, waarvan één ongetwijfeld door België zal worden aangenomen : benoeming door de nationale overheden op de voordracht van het Commissariaat.

De grondwettelijke voorschriften zouden aldus geëerbiedigd worden, natuurlijk indien de besprekingen tussen de Koning en zijn Minister plaats hebben zoals het behoort.

* *

De betrekkingen worden door het Commissariaat, met instemming van de Raad van Ministers, verleend. De zoeven uiteengezette voorwaarden gelden ook ten deze.

A ce sujet, les Commissions se sont intéressées au nombre de fonctionnaires de l'administration du Commissariaat.

Le Ministre de la Défense Nationale a fait observer que lors du démarrage de l'O.T.A.N., voulant aller vite, on a atteint des effectifs exagérés. Le général Gruenthal procède à une révision de ceux-ci. Il a déjà réalisé une première réduction de 33 %.

A la question de savoir si des doubles emplois ne sont pas à craindre avec les administrations nationales, le Ministre a répondu que le rôle du Commissariat est avant tout de coordonner et de contrôler; qu'il ne doit pas se substituer en tout aux administrations nationales; il considère qu'il faut éviter l'écueil d'une centralisation excessive qui tuerait sûrement la C.E.D. Le Commissariat travaillera donc par l'intermédiaire d'une partie des administrations nationales qu'il contrôlera.

Il a cité un exemple de centralisation rationnelle : c'est celui de la standardisation des équipements et des recherches techniques.

Les Commissions sont en tous cas unanimes pour recommander au Gouvernement de s'efforcer d'empêcher le gonflement des cadres de la C.E.D.

* *

2^o Le Commissariat fait le *plan d'organisation* des forces, mais sur avis du Conseil unanime (art. 71). Nous en avons parlé plus haut.

3^o Il procédera plus tard au *recrutement* (art. 73, § 3). Provisoirement, ce sont les Etats qui en demeurent chargés.

4^o Il procède à l'*instruction* des forces et *dirige les écoles* (art. 74).

5^o Il fait les *plans de mobilisation*, mais en consultation avec les Gouvernements (art. 75).

6^o Il détermine l'*implantation territoriale* des forces, mais dans le cadre des recommandations de S.H.A.P.E., ou, dans le cas contraire, avec l'approbation du Conseil unanime (art. 77).

7^o Il administre les *personnels* et répartit l'armement et l'équipement (art. 78).

8^o Il propose au Conseil, qui décide à l'unanimité, le *plan de constitution du premier échelon* (celui qui est destiné à faire face aux premières nécessités (art. 78bis).

* *

B. — En matière financière.

1^o Il *prépare le budget* en consultation avec les Gouvernements (art. 87).

2^o Il exécute le budget (art. 91).

In dit verband interesseerden de Commissies zich voor het aantal ambtenaren in de administratie van het Commissariaat.

De Minister van Landsverdediging merkte op dat men bij het van wal steken van de N.A.T.O. snel heeft willen te werk gaan en daardoor te veel personeel heeft aangenomen. Generaal Gruenthal is met een herziening hiervan bezig. Hij heeft het reeds met 33 % verminderd.

Op de vraag of het niet te vrezen valt dat het Commissariaat werk zal doen, dat reeds door de nationale administraties wordt verricht, heeft de Minister geantwoord dat het Commissariaat hoofdzakelijk coördinerend en controlerend zal optreden dat het niet op elk gebied in de plaats van de nationale administraties moet treden; naar zijn mening moet men het gevaar voorkomen van een buiten-sporige centralisatie, die de E.D.G. gewis ten ondergang zou brengen. Het Commissariaat zal dus werken door tussenkomst van een gedeelte der nationale administraties, die het zal controleren.

Als voorbeeld van rationele centralisatie noemde hij de standaardisatie der uitrusting en van de technische research.

In elk geval bevelen de Commissies de Regering eenparig aan, zich te beijveren om al te grote uitbreiding der kaders van de E.D.G. te verhinderen.

* *

2^o Het Commissariaat stelt het *plan voor de organisatie* der strijdkrachten op, maar op eenstemmig advies van de Raad (art. 71). Wij hebben hierover reeds eerder gesproken.

3^o Het zal later tot de *recruterung* overgaan (art. 73, § 3). Voorlopig blijven de Staten daarmede belast.

4^o Het zorgt voor de *opleiding* der strijdkrachten en *heeft de leiding van de scholen* (art. 74).

5^o Het bereidt de *mobilisatieplannen* voor, doch in overleg met de Regeringen (art. 75).

6^o Het stelt, binnen het kader van de aanbevelingen van S.H.A.P.E. of, in het tegenovergestelde geval, met goedkeuring van de bij eenstemmigheid beslissende Raad, de *dislocatie* van de strijdkrachten vast (art. 77).

7^o Het beheert het *personnel* en verdeelt bewapening en uitrusting (art. 78).

8^o Het stelt aan de Raad, die eenstemmig beslist, het *plan tot oprichting van het eerste echelon* (dat moet dienen om in de eerste behoeften te voorzien) voor (art. 78bis).

* *

B. — Op Financieel gebied.

1^o Het bereidt, in overleg met de Regeringen, de *begroting voor* (art. 87).

2^o Het voert de *begroting uit* (art. 91).

3º Il fait les réquisitions au Contrôleur financier lorsqu'il faut passer outre au visa de celui-ci (art. 92, al. 3).

C. — En matière économique.

1º Il prépare, en consultation avec les Gouvernements, les programmes communs d'armement, d'équipement, d'approvisionnement et d'infrastructure, et les exécute (art. 101).

2º Il passe les marchés, en surveille l'exécution, fait les recettes et les règlements (art. 104).

3º Il donne les autorisations spéciales et générales pour la fabrication du matériel de guerre (art. 107).

D. — En général.

1º Il fait part à chaque Etat de ses manquements (art. 117) et, dans les conditions prévues au traité, saisit la Cour.

2º Il décide des cas non prévus, mais sur avis du Conseil unanime (art. 124).

* *

4. — L'Assemblée.

Suivant l'article 33, l'Assemblée de la Communauté Européenne de Défense est l'Assemblée prévue aux articles 20 et 21 du Traité du 18 avril 1951 instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, complétée, en ce qui concerne respectivement la République Fédérale d'Allemagne, la France et l'Italie, par trois délégués.

La délégation française à l'Assemblée de la C.E.C.A. comprend trois représentants de la Sarre.

Toutefois il n'est pas certain que ceux-ci feront également partie de l'Assemblée de la C.E.D. La Sarre ne fournit pas d'effectifs.

Les majorités requises par l'article 36 § 2 al. 2 pour la motion de censure, (les deux tiers des voix exprimées et la majorité des membres qui composent l'Assemblée), ont été critiquée par plusieurs commissaires. Elle leur ont paru assez peu conformes aux usages démocratiques. Le Ministre des Affaires Etrangères fait observer que ceux qui avaient poussé à l'adoption de cette mesure avaient voulu donner plus de stabilité au Commissariat.

N'oublions pas enfin, a-t-il ajouté, que cette assemblée est temporaire, en vertu de l'article 38 qui a reçu une application anticipée par la convocation de l'Assemblée ad hoc chargée de rédiger le projet de traité de Communauté politique européenne.

3º Het doet verzoeken aan de Financiële Contrôleur, wanneer over diens goedkeuring moet worden heengestapt (art. 92, lid 3).

C. — Op Economisch gebied.

1º Het bereidt, in overleg met de Regeringen, de gemeenschappelijke programma's voor de bewapening, uitrusting, voorziening en infrastructuur voor en voert ze uit (art. 101).

2º Het sluit koopcontracten af, ziet toe op de uitvoering ervan en zorgt voor aanvaarding en betaling (art. 104).

3º Het geeft de bijzondere en algemene vergunningen voor het vervaardigen van oorlogsmaterieel (art. 107).

D. — In het algemeen.

1º Het wijst elke Staat op zijn tekortkomingen en maakt de zaak, in de bij het Verdrag bepaalde voorwaarden, aanhangig bij Hof (art. 117).

2º Het beslist over onvoorzienige gevallen, doch op eenstemmig uitgebracht advies van de Raad (art. 124).

* *

4. — De Vergadering.

De Vergadering van de Europese Defensie Gemeenschap is, volgens artikel 33, de Vergadering, bedoeld in de artikelen 20 en 21 van het Verdrag van 18 April 1951 tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal, voor de Bondsrepubliek Duitsland, Frankrijk en Italië, elk aangevuld met drie afgevaardigden.

De Franse afvaardiging bij de E.G.K.S. omvat drie vertegenwoordigers van het Saargebied.

Het is echter niet zeker dat dezen ook deel zullen uitmaken van de vergadering van de E.D.G. Het Saargebied levert immers geen manschappen.

Op de meerderheid die bij artikel 36, § 2, lid 2, voor de motie van afkeuring is geëist (twee derde der uitgebrachte stemmen en de meerderheid van de leden die in de Vergadering zitting hebben) hebben verscheidene commissieleden kritiek geoefend. Deze scheen hun weinig met de democratische gebruiken te stroken. De Minister van Buitenlandse Zaken merkt op dat zij die op de aanname van deze maatregel hadden aangedrongen, meer stabiliteit aan het Commissariaat hebben willen geven.

Wij mogen ten slotte niet vergeten, zei hij verder, dat deze vergadering tijdelijk is krachtens artikel 38, dat vervroegde toepassing heeft gevonden door dat de Vergadering ad hoc is bijeengeroepen om het ontwer-pverdrag van Europese Politieke Gemeenschap op te maken.

Certains commissaires souhaitent en tous cas que dans le futur traité on tienne compte de ces observations.

Les principales attributions de l'Assemblée sont indiquées aux articles ci-après :

Traité : Articles 34, 36, § 1, 36, § 2, 38, 46, 54, 57, 87 et 97.

Retenons spécialement les pouvoirs suivants :

1^o l'approbation du *budget* (art. 87, § 3 et § 4);

2^o l'approbation des *comptes* et la décharge à donner aux institutions (art. 97, § 2);

3^o la motion de *censure* dont il vient d'être parlé (art. 36).

* *

5. — Le Conseil.

Voici l'organe essentiel de la Communauté, l'exécutif politique de celle-ci. Toutes les décisions importantes doivent être prises par lui, ou sur avis qu'il formule à l'unanimité.

Il décide plus rarement aux deux tiers des voix.

Rappelons qu'il est composé de six membres, un ministre de chaque Etat (art. 40).

Sa mission générale est d'harmoniser l'action du Commissariat et la politique des Gouvernements. Il formule des directives au Commissariat et lui donne des avis à la majorité, aux deux tiers, ou à l'unanimité, avis que le Commissariat est tenu de suivre (art. 39).

L'article 43 détermine comment se calculent ces majorités.

Un membre a critiqué cette pondération des voix, non pas tant du point de vue belge que du point de vue d'autre pays.

Faisons à ce sujet remarquer que :

1^o de toute façon l'article 43 ne trouve son application que dans les cas où l'unanimité n'est pas requise, c'est-à-dire les cas les moins importants.

2^o qu'il ne doit entrer en vigueur que plus tard. Provisoirement, on appliquera une méthode forfaitaire de pondération qui est organisée par l'article 43bis. Et en vertu d'un protocole français, il dépendra de chaque partenaire de faire durer cette période transitoire autant qu'il le jugera utile. Il faut en effet une décision unanime du Conseil des Ministres pour y mettre fin.

Sommige commissieleden wensen in elk geval dat in het toekomstige verdrag met deze opmerkingen rekening moge worden gehouden.

De voornaamste bevoegdheden van de Vergadering vindt men in de volgende artikelen :

Verdrag : Artikelen 34, 36, § 1, 36, § 2, 38, 46, 54, 57, 87 en 97.

Men lette vooral op de volgende bevoegdheden :

1^o goedkeuring van de *begroting*. (art. 87, §§ 3 en 4);

2^o goedkeuring van de *rekeningen* en aan de instellingen te verlenen décharge (art. 97, § 2);

3^o de zoevenbedoelde motie van *afkeuring* (art. 36).

* *

5. — De Raad.

De Raad is het wezenlijk orgaan, de politieke Uitvoerende Macht van de Gemeenschap. Alle belangrijke beslissingen moeten door hem, of op een door hem met eenstemmigheid uitgebracht advies worden genomen.

Zeldzamer zijn de gevallen, waarin hij met twee derde van de stemmen beslist.

Er zij aan herinnerd dat hij bestaat uit zes leden, één Minister van iedere Staat (art. 40).

Zijn algemene taak bestaat er in, het beleid van het Commissariaat en de politiek der Regeringen in overeenstemming te brengen. Hij geeft aanwijzingen voor het beleid van het Commissariaat en dient dit lichaam van advies bij meerderheid van stemmen, met twee derde van de stemmen of bij eenparige stemmen. Het Commissariaat moet dit advies opvolgen (art. 39).

Artikel 43 bepaalt hoe die meerderheden van stemmen worden berekend.

Een lid brengt kritiek uit op de weging der stemmen, niet zozeer van Belgisch standpunt uit, dan wel met betrekking tot andere landen.

In dit verband moge opgemerkt worden :

1^o Dat artikel 43 in elk geval slechts toepassing vindt wanneer geen eenparigheid is vereist, dit is in de minst belangrijke gevallen.

2^o Dat het pas later in werking zal treden. Voorlopig zal men een forfaitaire wegingsmethode toepassen, die in artikel 43bis wordt geregeld. Krachtens een Frans protocol zal het van iedere partner afhangen die overgangsperiode zolang te laten duren als hij nodig acht. Er is immers een eenstemmige beslissing van de Raad van Ministers nodig, om er een einde aan te maken.

Notons aussi que selon l'article 47, le Conseil est appelé à siéger éventuellement avec celui de l.O.T.A.N., et que leur décision commune et unanime (art. 48), liera la C.E.D. et par le fait même l'Allemagne qui cependant ne fait pas partie de l'Organisation de l'Atlantique-Nord.

Voici la liste des cas dans lesquels le Conseil C.E.D. doit se prononcer à l'unanimité.

Traité : Articles 15, 20, 23, 31, 39, 44, 68, 69, 71, 72, 77, 78bis, 84, 85, 87, 94, 95, 99, 104, 105, 107, 119, 120, 123, 124, 125, 129.

Prot. Milit. : Articles 7, 10, 12, 23, 28, § 3.

Prot. Fin. : Articles 9bis, 15, 28, 29, 30, 31, 32, 36, 37, 40, 41.

Prot. rémunérations : Articles 6, 7, 8, 9.

Statut des forces : Articles 32, 37, 41, 45.

* *

Remarquons qu'en outre, l'accord unanime des Gouvernements est exigé dans les cas suivants :

Traité : Articles 15, 21, 25, 73, 78bis, 79, 118, 126.

* *

Voici enfin dans quels cas notamment le Conseil doit se prononcer à une majorité des deux tiers :

Traité : Articles 13, 14, 46, 77, 78bis, 85, 87, 89, 90, 99, 102, 103, 104, § 4, 105, 107, 109, 114, 123, 126.

Prot. milit. : Article 10.

Prot. jur. : Article 17.

Prot. fin. : Article 18.

Convention sur le statut des forces : Articles 18 et 21.

* *

6. — La Cour.

La Cour de la C.E.D. est celle de la C.E.C.A.

Elle a pour mission d'assurer le respect du droit et dans l'interprétation et l'application du traité et des règlements d'exécution (art. 51).

Comme juridiction administrative, elle peut être saisie des recours contre les décisions et recommandations du Commissariat (art. 54) ou même lorsque

Verder zij ook opgemerkt dat de Raad, volgens artikel 47, eventueel samen met de N.A.T.O.-Raad zal moeten vergaderen en dat hun gemeenschappelijke en bij eenstemmigheid genomen beschikking (art. 48) bindend zal zijn voor de E.D.G. en dus ook voor Duitsland, dat nochtans geen deel uitmaakt van de Noord-Atlantische Organisatie.

Hier volgen de gevallen, waarin de E.D.G.-Raad eenstemmig uitspraak moet doen :

Verdrag : Artikelen 15, 20, 23, 31, 39, 44, 68, 69, 71, 72, 77, 78bis, 84, 85, 87, 94, 95, 99, 104, 105, 107, 119, 120, 123, 124, 125, 129.

Milit. Prot. : Artikelen 7, 10, 12, 23, 28, § 3.

Fin. Prot. : Artikelen 9bis, 15, 28, 29, 30, 31, 32, 36, 37, 40, 41.

Prot. bezoldigingen : Artikelen 6, 7, 8, 9.

Rechtspositie Strijdkrachten : Artikelen 32, 37, 41, 45.

* *

Opmerking verdient nog dat de eenstemmigheid van de Regeringen in de volgende gevallen is vereist :

Verdrag : Artikelen 15, 21, 25, 73, 78bis, 79, 118, 126.

* *

En ten slotte moet de Raad onder meer in de volgende gevallen uitspraak doen bij een twee-derde meerderheid :

Verdrag : Artikelen 13, 14, 46, 77, 78bis, 85, 87, 89, 90, 99, 102, 103, 104, § 4, 105, 107, 109, 114, 123, 126.

Milit. Prot. : Artikel 10.

Prot. Rechtspr. : Artikel 17.

Fin. Prot. : Artikel 18.

Overeenkomst betreffende de rechtspositie der strijdkrachten : Artikelen 18 en 21.

* *

6. — Het Hof.

Het Hof van de E.D.G. is tevens het Hof van de E.G.K.S.

Het heeft tot taak, te waken voor de eerbiediging van het recht bij de uitlegging en de toepassing van het Verdrag en deszelfs uitvoeringsvoorschriften (art. 51).

Bij dit Hof, als administratief rechtscollege, kan beroep worden ingesteld tegen beschikkingen of aanbevelingen van het Commissariaat (art. 54),

celui-ci s'abstient d'agir quand il en est tenu (art. 55), contre les délibérations du Conseil (art. 57) et celles de l'Assemblée (art. 58).

Elle est compétente aussi lorsqu'une action ou une abstention du Conseil est de nature à provoquer des troubles (art. 56).

Elle statue sur les litiges relatifs à la responsabilité civile et aux statuts des agents (art. 60) ainsi qu'en certaines matières pénales.

Elle peut enfin siéger comme Tribunal arbitral (art. 63 et 65).

Les dispositions suivantes lui sont applicables :

Traité : Articles 20, 23, 51, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 117.

Prot. juridic. : Articles 7, 11, 12, 13, 16, 22, 32.

Convention sur le Statut des forces : Article 47.

Un membre a vivement critiqué l'organisation de la Cour de la C.E.C.A., qui siège par chambres à trois juges, où la nationalité de ceux-ci ne peut donner lieu à récusation en vertu du Protocole sur le statut de la Cour de Justice (Titre II, art. 9). Cela peut présenter des inconvénients graves lorsque, par exemple, les juges ont la même nationalité que les Commissaires qui ont pris la décision incriminée. Seront-ils assez dépouillés de leurs tendances nationales ? Le rapporteur de la C.E.C.A. au Sénat avait convenu que cette organisation devrait être modifiée.

Le Ministre a répondu qu'il n'était pas convaincu que ces considérations dussent l'emporter sur d'autres. Sans ce texte il aurait fallu créer une nouvelle Cour. Dans quelque temps d'ailleurs, la création de la Communauté politique aura pour conséquence qu'il n'y aura qu'une Cour européenne qui absorbera évidemment celle de la C.E.C.A.

Quoi qu'il en soit, le Ministre s'est déclaré prêt à attirer l'attention du comité qui va examiner le statut de cette Cour, sur l'observation qui lui a été faite et à laquelle il est prêt à se rallier.

* * *

7. — Dispositions militaires.

1^o *Intégration.*

Nous avons déjà évoqué cette question et sa raison d'être. Il nous faut maintenant voir brièvement comment elle est organisée (art. 68).

Les divisions sont donc homogènes nationales. De même les unités élémentaires, bataillon ou régiment de soutien tactique et de support logistique.

of wanneer dit gehouden is op te treden en het niet doet (art. 55), tegen de besluiten van de Raad (art. 57) en die van de Vergadering (art. 58).

Het is ook bevoegd wanneer een handelen of nalaten van de Raad van die aard is dat daaruit moeilijkheden zouden kunnen ontstaan (art. 56).

Het doet uitspraak over de geschillen met betrekking tot de burgerrechtelijke aansprakelijkheid en tot de rechtspositie van het personeel (art. 60), alsmede in sommige strafzaken (art. 61).

Ten slotte kan het zitting houden als arbitrage-rechtbank (art. 63 en 65).

De volgende bepalingen zijn er van toepassing op :

Verdrag : Artikelen 20, 23, 51, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, *62, 63, 64, 65, 117:

Prot. Rechtspr. : Artikelen 7, 11, 12, 13, 16, 22, 32.

Overeenkomst betreffende de rechtspositie der strijdkrachten : Artikel 47.

Een lid oefende vinnige kritiek op de organisatie van het Hof der E.G.K.S., dat zitting houdt met kamers van drie rechters, waarin de nationaliteit van deze geen aanleiding kan geven tot wraking krachtens het protocol betreffende het statuut van het Hof van Justitie (Titel II, art. 9). Hieraan kunnen ernstige bezwaren verbonden zijn, wanneer de rechters bij voorbeeld dezelfde nationaliteit hebben als de commissarissen die de bestreden beslissing hebben genomen. Zullen zij voldoende ontdaan zijn van hun nationale neigingen ? De verslaggever van de E.G.K.S. voor de Senaat gaf toe dat die organisatie gewijzigd zou moeten worden.

De Minister antwoordde niet overtuigd te zijn dat die overwegingen de bovenhand moeten halen. Zonder die tekst had men een nieuw Hof moeten oprichten. Binnen afzienbare tijd zal er overigens, ingevolge de oprichting van de Politieke Gemeenschap, maar één Europees Hof zijn, waarin dat van de E.G.K.S. vanzelfsprekend zal worden opgenomen.

Hoe dan ook, de Minister heeft zich bereid verklaard de Commissie, die het statuut van dit Hof zal onderzoeken, attent te maken op de opmerking, welke hem is voorgelegd en waarbij hij bereid is zich aan te sluiten.

* * *

7. — Militaire bepalingen.

1^o *Integratie.*

Wij hebben deze kwestie en haar bestaansreden reeds ter sprake gebracht. Thans moeten wij een kort onderzoek wijden aan de wijze waarop zij is geregeld (art. 68).

De divisies zijn dus nationaal-homogeen. Ook de elementaire tactische en logistieke ondersteuningseenheden (bataljon of regiment).

Le corps d'armée, son commandement, sont intégrés.

En d'autres termes, le corps comprendra des divisions de différentes nationalités. Et l'Etat-Major de corps sera composé d'officiers de nationalités différentes aussi. Si le commandant est belge par exemple, son chef d'Etat-Major sera d'un autre pays.

Les unités de soutien tactique du corps (artillerie d'appui, génie, etc...) et les formations de support logistique (ordonnance, transports, etc...) sont de type intégré, dit l'article 68. Et la question a tout de suite surgi en Commission : n'y a-t-il pas contradiction entre cette dernière disposition et la nature homogène de ces unités, affirmée par le même paragraphe ?

Le Ministre de la Défense Nationale a précisé que le Corps comprendra, par exemple, des bataillons d'artillerie et des services de nationalités différentes; que sans doute ils seront le plus souvent du même pays que la Division qu'ils appuient ou servent, mais qu'ils seront impliqués dans un ensemble intégré; que les munitions, par exemple, devront suivre toute une filière où interviendront des unités étrangères, en sorte qu'au premier signe de dissidence le ravitaillement ou l'appui pourront être arrêtés.

Des commissaires se sont aussi inquiétés de la présence des dépôts de munitions dans la zone des armées. On dit bien qu'une division ne dispose que de quelques jours de feu dans ses propres fourgons et que pour en avoir davantage il lui faut passer par le corps d'armée intégré; mais ne pourrait-elle pas s'emparer des dépôts de la zone, si elle le voulait ?

Le Ministre leur a répondu que dans cette zone il n'y avait pas suffisamment de munitions pour que cela pût constituer un danger; qu'une grande partie des réserves se trouvaient dans les bases intermédiaires (du type Gondola) et à la base arrière qui se trouve très loin de l'Allemagne. Au surplus, l'intégration permet dans ce cas aussi de déceler rapidement une initiative de cette sorte et d'y porter remède.

Faut-il dire que la *réparation des divisions* dans les corps d'armée a suscité l'intérêt des commissaires ? Ce que l'on peut en dire, c'est que rien n'est décidé à ce sujet, mais qu'évidemment l'un des principes directeurs sera celui-ci : les unités devront être placées devant leurs propres frontières; c'est là qu'elles combattront le mieux.

En ce qui concerne les divisions O.T.A.N. des Américains et des Britanniques, leur implantation résultera pour une bonne part des zones d'occupation où elles se trouvent, et quant aux Allemandes, qui sont intéressées à tout le front du Centre-Europe, elles devront être réparties le long de celui-ci.

Les Commissions se sont aussi préoccupées de l'application du § 3, de l'article 68 qui prévoit que des unités C.E.D. peuvent être introduites dans des corps relevant de l'O.T.A.N. et vice

Het legercorps en zijn bevelsorgaan zijn geïntegreerd.

Dit betekent dat het corps uit divisies van verschillende nationaliteit zal bestaan. Ook de corpsstaf zal uit officieren van verschillende nationaliteit bestaan. Is de bevelhebber bij voorbeeld een Belg, dan zal de stafchef van een andere nationaliteit zijn.

De tactische ondersteuningseenheden van het corps (ondersteuningsartillerie, genie, enz.) en de logistieke ondersteuningsformaties (ordonnance, transport, enz.) zijn van een geïntegreerde samenstelling, zo zegt artikel 68. Daarop werd in de Commissies onmiddellijk de vraag gesteld : Is er geen tegenspraak tussen evenbedoelde bepaling en de homogene aard van die eenheden, die in dezelfde paragraaf wordt bevestigd ?

De Minister van Landsverdediging heeft verklaard dat het corps bij voorbeeld artilleriebataljons en diensten van verschillende nationaliteit zal omvatten; dat zij ongetwijfeld meestal tot hetzelfde land zullen behoren als de divisie, die zij ondersteunen of dienen, doch dat zij deel zullen uitmaken van een geïntegreerd geheel; dat de munitie bij voorbeeld door de handen zal moeten gaan van vreemde eenheden, zodat, bij het eerste teken van onenigheid, de aanvoer of de ondersteuning kunnen worden stopgezet.

Sommige commissieleden hebben eveneens uiting gegeven aan hun ongerustheid over de aanwezigheid van munitieopslagplaatsen in de legerzone. Men beweert wel dat een divisie in haar fourgons slechts voor enkele dagen munitie voorhanden heeft en dat zij het geïntegreerde legercorps moet aanspreken om er meer te krijgen; maar kan zij de opslagplaatsen van de zone niet leeghalen, indien zij wil ?

De Minister antwoordde hierop dat er in deze zone niet genoeg munitie aanwezig is om gevaar te kunnen opleveren; dat een groot gedeelte der voorraden in de tussenbases (van de type Gondola) ligt, alsook in de achterbasis, die zeer ver van Duitsland ligt. Bovendien is het dank zij de integratie ook in dit geval mogelijk zeer snel een dergelijk initiatief te ontdekken en in te grijpen.

Behoeven wij te zeggen dat de *verdeling van de divisies* over de legercorpsen de belangstelling der commissieleden heeft opgewekt ? Het enige wat hierover te zeggen valt, is dat er in dit verband niets beslist is, doch dat een van de leidende beginselen het volgende zal zijn : de eenheden moeten vóór hun eigen grenzen worden opgesteld; daar zullen zij het best strijden.

Wat betreft de Amerikaanse en Britse N.A.T.O.-divisies, hun dislocatie zal grotendeels worden bepaald door de bezettingszones die zij innemen. De Duitse divisies, waarvoor het gehele front van Centraal-Europa van belang is, moeten over dit front worden verdeeld.

De Commissies hadden het ook over de toepassing van paragraaf 3 van artikel 68, waarin bepaald wordt dat E.D.G.- eenheden kunnen worden opgenomen in de corpsen die ressorteren onder de

versa. Elles ont exprimé le souhait que l'on fasse le plus possible usage de cette faculté. Le Ministre a marqué sur ce point son accord.

Au cours de la discussion a été évoquée l'éventualité du retrait des troupes américaines et anglaises stationnées sur le continent.

En ce qui concerne les premières, il n'y a eu que des articles de presse. Rien ne permet d'y ajouter foi. Quant aux secondes, la stratégie anglaise est bien axée vers le continent. Comme il faut quelques minutes à un avion à réaction pour voler de l'Elbe aux îles britanniques, le ciel anglais se défend le plus à l'Est possible. Le sol anglais de même.

N.A.T.O., en omgekeerd. Zij wensen dat hiervan zo veel mogelijk gebruik wordt gemaakt. De Minister was het hiermede eens.

In de loop van de besprekking kwam ook de mogelijkheid van terugtrekking der op het vasteland gelegerde Amerikaanse en Britse troepen te berde.

Wat eerstgenoemde troepen betreft, de berichten hierover komen uitsluitend voor in de pers. Er zijn geen gewettigde redenen om er geloof aan te hechten. Wat de Britse troepen betreft, de Engelse strategie is op het vasteland gericht. Daar een straalvliegtuig in enkele minuten tijd van de Elbe naar de Britse Eilanden vliegt, wordt het Britse luchtruim zover mogelijk naar het Oosten toe verdedigd. Ook de Engelse bodem.

2^e Durée du service.

L'article 72 prévoit un temps de service uniforme pour tous les contingents.

Les commissaires constatent que le Parlement sera dessaisi.

Sous le bénéfice de ce qu'il a dit précédemment au sujet du contingent, le Ministre a fait observer que cette uniformisation a été stipulée à notre demande car, à raison de nos conditions démographiques défavorables nous risquerions de voir nos partenaires, à classes de milice proportionnellement beaucoup plus riches, adopter des temps de service plus courts.

3^e Une Commission a demandé quelle est l'autorité qui fixe la *limite arrière de la zone de combat*.

C'est, a dit le Ministre à la Défense Nationale, le Commandant Suprême allié qui, agissant dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés en ce qui concerne les plans de défense, trace la limite qui sépare vers l'arrière la zone de combat de la zone des communications.

Une question connexe a été posée à ce propos : quelle est l'incidence, sur le commandement des troupes de l'intérieur, de la fixation de la limite arrière de cette zone de combat? Lorsqu'elle est reculée vers l'arrière, les troupes de défense qui se trouvent ainsi englobées dans cette aire, n'échappent-elles pas au commandement national?

Voici la réponse :

Si le tracé de cette limite venait à couper un territoire national en deux parties, relevant l'une de la zone de combat et l'autre de la zone des communications, il n'en résulterait cependant pas de modification dans l'organisation du Commandement des Forces de l'Intérieur du pays intéressé.

2^e Duur van de legerdienst.

Volgens artikel 72 is de diensttijd voor alle contingenter gelijk.

Sommige leden zijn van oordeel dat het Parlement de macht uit handen zal moeten geven.

Steunende op hetgeen hij tevoren in verband met het contingent heeft gezegd, wees de Minister er op dat de bepaling inzake gelijke duur op ons verzoek is opgenomen, want gezien onze ongunstige demografische toestand zouden onze partners, die naar verhouding over veel talrijker militieklassen beschikken, kortere diensttijden kunnen aannemen.

3^e Een commissielid heeft gevraagd welke overheid de *achtergrens van de gevechtszone* bepaalt.

De grens, die naar achteren de gevechtszone van de zone der verbindingen scheidt, wordt getrokken, aldus de Minister van Landsverdediging, door de Geallieerde Opperbevelhebber, in het kader van de bevoegdheden welke die met betrekking tot de verdedigingsplannen heeft ontvangen.

In verband hiermede werd een met de voorgaande verwante vraag gesteld : Welke weerslag heeft de vaststelling van de achtergrens van die gevechtszone op de bevelvoering over de binnenlandse troepen ? Worden de verdedigstroepen niet aan het nationaal bevel ontrokken, wanneer die grens naar achteren wordt verlegd, zodat zij dus in die zone worden opgenomen ?

Daarop is het volgende geantwoord :

Mocht het tracé van die grens door nationaal grondgebied lopen zodat er een deel in de gevechtszone en een deel in de zone der verbindingen komt te liggen, dan zou dat toch geen verandering brengen in de organisatie van de Bevelvoering over de Binnenlandse Strijdkrachten van het betrokken land.

Toutes les troupes de l'Intérieur, quel que soit leur déploiement, relèveraient toujours d'un Commandement national. Seules les missions qu'elles ont à remplir varieraient d'une zone à l'autre.

4^o Au sujet de l'article 81, un membre a attiré l'attention du Gouvernement sur le fait que le droit des gens n'est pas toujours le même dans tous les Etats.

Le Ministre a fait remarquer que ce sont les organes de la Communauté qui devront décider. Il faudra bien fixer une interprétation uniforme.

* *

8. — Dispositions financières.

Les organes financiers de la Communauté sont les suivants :

1^o *Le contrôleur financier*, dont le rôle est assez semblable à celui de notre Inspecteur des Finances auprès d'un Département. Il est désigné par le Conseil et responsable devant lui.

Il donne son avis sur le programme de budget (art. 92, dernier alinéa du Traité et art. 1, alinéa 2 du Protocole financier).

Il contrôle l'exécution du budget (art. 92) et la régularité des dépenses (art. 22 Protocole financier).

Il appose son visa sur tout engagement de dépenses (art. 92).

Enfin, il fait rapport au Conseil tous les trois mois (art. 92).

2^o *La Commission des comptes*, qui est en somme notre Cour des Comptes.

Elle est nommée par le Conseil (art. 85).

Elle vérifie les comptes, la régularité des opérations et la bonne utilisation des crédits.

Elle fait rapport au Conseil qui le transmet à l'Assemblée.

Elle fait les propositions de décharge au Conseil qui les présente à l'Assemblée, laquelle statue (art. 97).

* *

L'article 87 a suscité une vive controverse au sein des Commissions. Elle a déjà eu son écho dans la partie relative aux Principes fondamentaux.

Le Gouvernement ayant indiqué à leur demande la succession des opérations d'établissement d'un budget, certains membres ont réexprimé l'opinion que le Parlement allait être lié par une décision dont il aurait reconnu la force obligatoire; que par conséquent il ne pourrait plus exercer librement son droit essentiel de voter le budget.

Alle binnenlandse troepen, hoe zij ook worden opgesteld, zullen steeds onder een nationaal commando ressorteren. Enkel de opdrachten, die zij te vervullen krijgen, zouden van zone tot zone verschillen.

4^o In verband met artikel 81 vestigde een lid de aandacht van de Regering op het feit dat het volkenrecht niet altijd hetzelfde is in alle landen.

De Minister merkte hiertegenover op dat de beslissingen door de organen van de Gemeenschap zullen worden getroffen. Er zal een eenvormige interpretatie moeten vastgesteld worden.

* *

8. — Financiële bepalingen.

De financiële organen van de Gemeenschap zijn de volgende :

1^o De *financiële controleur*, wiens rol tamelijk goed overeenstemt met die van onze Inspecteur van Financiën bij een Departement. Hij wordt door de Raad benoemd en is aansprakelijk ten opzichte van deze Raad.

Hij geeft advies over de ontwerp-begroting (art. 92, laatste lid van het Verdrag en art. 1, lid 2, van het Financieel Protocol).

Hij controleert de uitvoering van de begroting (art. 92) en de regelmatigheid der uitgaven (art. 22 van het Financieel Protocol).

Hij geeft zijn goedkeuring voor elke verplichting om uitgaven te doen (art. 92).

Ten slotte brengt hij om de drie maanden een rapport uit bij de Raad (art. 92).

2^o De *Commissie voor de rekeningen*, die in feite overeenstemt met ons Rekenhof.

Zij wordt door de Raad benoemd (art. 85).

Zij verifieert de rekeningen, de regelmatigheid der transacties en het goed gebruik der kredieten.

Zij brengt verslag uit bij de Raad, die het aan de Vergadering doorzendt.

Zij doet aan de Raad de voorstellen van d'charge, die vervolgens door de Raad voor beslissing aan de Vergadering voorgelegd worden (art. 97).

* *

Artikel 87 gaf in de Commissie aanleiding tot een vinnige besprekking. Men vindt er reeds sporen van terug in het gedeelte over de Grondbeginselen.

Nadat de Regering, op hun verzoek, de opeenvolging der verrichtingen bij het opmaken van een begroting aangegeven had, spraken sommige leden opnieuw de mening uit dat het Parlement gebonden zal zijn door een beslissing, waarvan het de bindende kracht erkend had, dat het bijgevolg zijn voornaamste recht, de begroting goed te keuren, niet meer vrij zal kunnen uitoefenen.

Le Ministre des Affaires Etrangères a rappelé le rapport à établir entre l'engagement du Gouvernement qui peut lier l'Etat pour une période dépassant un an et l'annualité du budget. Ce n'est pas, a-t-il dit, parce que la Constitution impose le vote annuel de celui-ci, que le Gouvernement ne peut prendre d'engagements pour un terme plus long. Dans tous les domaines il en est ainsi, l'Exécutif, par exemple, contracte des emprunts à rembourser en 20 ans. Et cependant le budget où doivent être portées les annuités, est voté chaque année.

Un membre a rappelé, à l'appui de cette opinion, la pratique budgétaire en matière de travaux publics, où le Ministre prend des engagements pour plus d'un an, après sans doute que le Parlement s'est prononcé sur un programme donné, à l'occasion d'un budget précédent; mais, lorsque les crédits de paiement sont sollicités, comme ils doivent l'être chaque année, le Parlement peut, en principe, les rejeter. Cependant le Ministre a valablement engagé l'Etat auprès de l'entrepreneur avec lequel il a traité.

Cette argumentation n'a pas convaincu le premier membre qui s'était exprimé; celui-ci estime qu'il y a une différence entre la pratique des crédits d'engagement et la contribution au budget C.E.D. Dans le premier cas, il s'agit d'une dérogation à la règle de l'annualité que nous aurons entièrement appréciée. Ici, pas, le budget sera arrêté en dehors du Parlement.

Aucune comparaison, a-t-il ajouté, ne peut non plus être faite avec les contributions versées aux organismes internationaux, car nous avons là la faculté de dénoncer le traité. En outre il s'agit ici de sommes autrement importantes.

Il estime que nous allons transférer à un organisme international le pouvoir d'apprécier le quantum de notre contribution.

Le Ministre rappelle que cet organisme est le Conseil où la Belgique est représentée et que ce Conseil, lorsqu'il fixe le volume total du budget et la contribution des Etats membres doit statuer à l'unanimité.

Les commissions sont donc restées divisées sur la question.

Un commissaire a demandé si l'article 96 ne recélait pas un danger pour notre monnaie. Le Ministre a répondu qu'il résulte de cette disposition que la Communauté ne peut exiger à tout prix d'un Etat le paiement de sa contribution, si celle-ci met vraiment en danger sa stabilité économique et financière. Elle devra prendre des mesures de redressement. Lesquelles ? Une aide financière, économique, ou une réduction de la contribution.

De Minister van Buitenlandse Zaken herinnerde aan het verband tussen de door de Regering aangebrachte verbintenis, waardoor de Staat voor een langere periode dan één jaar gebonden kan worden en de annualiteit van de begroting. Het is niet, betoogde hij, omdat de Grondwet de jaarlijkse goedkeuring van de begroting voorschrijft, dat de Regering geen verbintenissen mag aangaan voor een langere termijn. Dit is het geval op elk gebied: zo gaat de uitvoerende Macht b.v. leningen aan voor 20 jaar. En toch wordt de begroting, waarop de annuïteiten van deze lening moeten voorkomen, elk jaar goedgekeurd.

Tot staving van deze opinie, herinnerde een lid aan de praktijk inzake openbare werken, waar de Minister verbintenissen aangaat voor meer dan één jaar, weliswaar nadat het Parlement zich bij een vorige begroting over een bepaald programma uitgesproken heeft; maar wanneer de betalingskredieten gevraagd worden, zoals dit elk jaar moet gebeuren, kan het Parlement ze in beginsel weigeren. Toch heeft de Minister de Staat op geldige wijze verbonden ten opzichte van de aannemer waarmee hij een overeenkomst gesloten heeft.

Deze bewijsvoering kon het eerste lid dat aan het woord kwam, niet overtuigen; dit lid was van mening dat er een verschil bestaat tussen de praktijk der vastleggingskredieten en onze bijdrage in de begroting der E.D.G. In het eerste geval betreft het een afwijking van de regel der annualiteit, waarover wij ten volle hebben kunnen oordelen. Hier wordt de begroting echter buiten het Parlement vastgesteld.

Hetzelfde lid voegde hieraan toe, dat er geen vergelijking mogelijk is met de bijdragen voor de internationale organismen, want in dat geval kunnen wij het verdrag opzeggen. Bovendien gaat het hier om heel wat hogere bedragen.

Het lid was van mening dat wij aan een internationaal organisme de macht zullen overdragen om de hoegroothed van onze bijdrage te bepalen.

De Minister bracht in herinnering dat het hier gaat over de Raad, waarin België vertegenwoordigd is, en dat deze Raad, wanneer hij het totaal bedrag van de begroting en de bijdrage der deelnemende Staten vaststelt, met eenstemmigheid uitspraak moet doen.

De Commissies bleven dus op dit punt verdeeld.

Een commissielid heeft gevraagd of artikel 96 geen gevaar opleverde voor onze munt. De Minister antwoordde dat uit deze bepaling blijkt dat de Gemeenschap niet te allen prijze van een Land de betaling van zijn bijdrage kan eisen, indien zulks de economische en financiële stabiliteit van dit land werkelijk in gevaar brengt. Zij zal saneringsmaatregelen moeten treffen. Welke ? Een financiële of een economische steun, of een vermindering van de bijdrage.

9. — Dispositions économiques.

Nous avons déjà examiné une partie de celles-ci au chapitre réservé au Commissariat.

Les plus importantes sont assurément celles qui concernent la production de matériel de guerre.

Les textes à appliquer ici sont l'article 107, ses deux annexes, l'accord prévu au paragraphe 4b, un échange de lettres entre l'Allemagne et les co-signataires de la C. E. D., un autre échange de lettres entre l'Allemagne, d'une part, la France, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, d'autre part, et le protocole français sur l'article 107.

Nous avons, au chapitre consacré au principe de non-discrimination, indiqué comment par le jeu des circonstances, des différences de fait existaient entre les partenaires. Nous avons cru bon d'établir une note coordonnant les textes applicables. Elle est reproduite à la fin des Annexes, sous le titre : *Mesures relatives au matériel de guerre*.

Soulignons que le Commissariat est armé pour refuser les autorisations s'il y avait danger ou abus.

Des questions particulières ont été posées qui sont reproduites en annexe avec les réponses faites.

* *

10. — Dispositions générales.

L'article 128 fixant la *durée* du traité à cinquante ans a évidemment été critiqué. D'aucuns en ont regretté la longueur.

Le Ministre des Affaires Etrangères a répondu qu'il avait tâché jusqu'au dernier moment d'obtenir une durée plus courte et aurait souhaité voir harmoniser à cet égard l'O.T.A.N. et la C.E.D. Les défenseurs de ce terme de 50 ans désiraient que les pays soient liés pour un certain temps.

Quoi qu'il en soit, des négociations sont en cours qui tendent à adapter la durée du Traité de l'Atlantique-Nord à celle de la C.E.D. Un protocole de signature en exprime le voeu.

* *

Protocole militaire.

Les Commissions se sont demandé ce qu'il resterait du Ministère de la Défense Nationale belge après l'entrée en vigueur du traité.

Le Ministre a fait à ce sujet la réponse suivante :

« Dans la mesure des prévisions actuelles, on peut envisager en fonction du degré d'avancement des

9. — Economische bepalingen.

Wij hebben reeds een gedeelte van deze bepalingen onderzocht in het hoofdstuk betreffende het Commissariaat.

De belangrijkste ervan zijn voorzeker die welke betrekking hebben op de productie van oorlogsmaterieel.

De hier toe te passen teksten zijn artikel 107, met zijn twee bijlagen, het in paragraaf 4b bedoelde akkoord, een uitwisseling van brieven tussen Duitsland en de mede-ondertekenaars van de E.D.G., een uitwisseling van brieven tussen Duitsland, enerzijds, Frankrijk, de Verenigde Staten en Groot-Brittannië, anderzijds, en het Franse protocol betreffende artikel 107.

In het hoofdstuk over het non-discriminatiebeginsel hebben wij aangegeven hoe er, door omstandigheden, feitelijke verschillen bestaan tussen de deelnemende landen. Wij zullen daar niet op terugkomen. Wij hebben het nuttig geacht een nota op te maken waarin de toepasselijke teksten zijn samengebracht. Die nota is opgenomen aan het einde van de Bijlagen, onder de titel : *Maatregelen betreffende het oorlogsmaterieel*.

Wijzen we er op dat het Commissariaat bevoegd is zijn toestemming te weigeren in geval van gevaar of misbruik.

Er werden nog bijzondere vragen gesteld, die samen met de desbetreffende antwoorden in de bijlagen opgenomen zijn.

* *

10. — Algemene bepalingen.

Op artikel 128, waarbij de *duur* van het Verdrag op vijf jaar is gesteld, werd natuurlijk kritiek uitgebracht. Sommigen betreurden de lengte van deze termijn.

De Minister van Buitenlandse Zaken antwoordde dat hij tot het laatste ogenblik getracht had een kortere termijn te verkrijgen en dat hij gewenst had de N.A.T.O. in dit verband in overeenstemming te zien met de E.D.G. De verdedigers van de termijn van 50 jaar wensten dat de landen voor een zekere tijd verbonden zouden zijn.

Hoe dan ook, er zijn onderhandelingen aan de gang om de duur van het Noord-Atlantisch Verdrag aan die van de E.D.G. aan te passen. Een protocol van ondertekening spreekt die wens uit.

* *

Militair Protocol.

De Commissies hebben zich afgevraagd wat er van het Belgisch Ministerie van Landsverdediging nog zou overblijven na de inwerkingtreding van het Verdrag.

Hierop gaf de Minister het volgende antwoord :

« Voor zover thans te voorzien is, mag, op grond van de huidige stand der werkzaamheden van de

travaux du Comité Intérimaire, que le Ministère de la Défense Nationale actuel continuerait à comprendre :

- a) *Le Cabinet pour les affaires nationales.*
- b) *Le Comité des chefs d'Etat-major* pour les relations avec C.E.D. et O.T.A.N. (cfr. art. 113 : collaboration étroite).
- c) *Les services ministériels* pour :
 - Emploi et commandement des forces restées nationales.
 - Emploi des forces de l'intérieur et du contingent national C.E.D. (cas de crise).
 - Opérations de recrutement — de mobilisation : militaire; économique.
 - Administration des personnels (active et réserve) :

Application des statuts nationaux qui resteront en vigueur pendant une période indéterminée.
 - Administration financière pour :

personnels nationaux;
personnels C.E.D., en l'absence de statuts C.E.D.;
budget national.
 - Assurer les fonctions réduites :

contentieux;
welfare;
éducation civique.
 - Problèmes d'infrastructure (affaires nationales).

N.B. — Certains services essentiellement nationaux continueront à subsister tels que :

DIRECTION DE LA GENDARMERIE;
SERVICE DES DISTINCTIONS HONORIFIQUES;
SERVICES DES PRISONNIERS DE GUERRE;
OFFICE DE LA RÉSISTANCE.

« Certaines des attributions actuelles du Ministère de la Défense Nationale seront reprises par des organismes régionaux du Commissariat dont :

»a) *Une agence régionale du Commissariat aux Armements, Approvisionnements et Infrastructure* chargée des marchés de fournitures à passer en Belgique pour la C.E.D. (même mission que le Service général des Approvisionnements actuel, en grande partie avec le même personnel).

»Cet organisme pourra assurer, en même temps, mais sur le budget national, les approvisionnements des forces demeurées nationales, y compris la gendarmerie.

Interim-Commissie, aangenomen worden, dat het Ministerie van Landsverdediging zal blijven bestaan uit :

- a) *Het Kabinet voor de nationale zaken.*
- b) *Het Comité der Stafchefs* voor de betrekkingen met de E.D.G. en de N.A.T.O. (cfr. art. 113 : nauwe samenwerking).
- c) *De ministeriële diensten* voor :
 - Inzet van en bevelvoering over nationaal blijvende strijdkrachten.
 - Inzet van de binnenlandse strijdkrachten en van het nationaal E.D.G.-contingent (in geval van crisis).
 - Recruterend; militaire en economische mobilisatie.
 - Administratie van het personeel (eerste oefening en groot verlof) :

Toepassing van de nationale statuten die gedurende een onbepaalde tijd in werking zullen blijven.
 - Financiële administratie van :

het nationaal personeel;
het E.D.G.-personeel, bij ontstentenis van E.D.G.-statuten;
de nationale begroting.
 - Beperkte functies :

geschillen;
welfare;
staatsburgerlijke opvoeding.
 - Infrastructuur-vraagstukken (nationale zaken).

N.B. — Sommige uiteraard nationale diensten zullen blijven bestaan, zoals :

DIRECTIE DER RIJKSWACHT;
DIENST DER ERETEKENEN;
DIENSTEN DER KRIJGSGEVANGENEN;
DIENST VAN DE WEERSTAND.

« Sommige van de huidige taken van het Ministerie van Landsverdediging zullen overgenomen worden door gewestelijke organismen van het Commissariaat, waaronder :

»a) *Een gewestelijk agentschap van het Commissariaat voor de Bewapening, Bevoorrading en Infrastructuur*, belast met het sluiten van leveringscontracten, in België, voor de E.D.G. (zelfde opdracht als de huidige Algemene Dienst der Voorraden, grotendeels met hetzelfde personeel).

»Dit organisme zal tevens kunnen zorgen voor de bevoorrading, ten laste van onze nationale begroting, van de nationaal blijvende strijdkrachten, met inbegrip van de Rijkswacht.

»b) Une agence régionale du Commissariat aux Finances.

»c) Une agence du Commissariat de l'Administration Générale pour les relations de la C.E.D. avec les services publics, les services juridiques et du contentieux.

»La Belgique constituant une région militaire, on peut concevoir que le Ministère actuel de la Défense Nationale donnera naissance à un important commandement régional territorial. »

* *

En ce qui concerne l'*emploi des langues*, le Ministre a précisé, à la demande d'un membre, que les négociateurs belges avaient tenu à ce que cette question fût réglée à notre entière satisfaction. Et elle l'est.

Non seulement l'article 28 du Protocole militaire reconnaît à tout membre des forces européennes le droit d'employer sa langue nationale, mais une place spéciale a été faite à la Belgique par l'article 74, § 2, du traité, qui dispose qu'à la demande d'un Etat il sera tenu compte, dans l'instruction des militaires et dans les écoles, de la situation résultant pour lui de l'existence de plusieurs langues officielles.

Ce principe est encore rappelé au § 4 de l'article 27 du même protocole.

* *

Protocole sur les rémunérations.

Au sujet des rémunérations des personnels militaires de la C.E.D., le Ministre a donné les précisions suivantes :

« Le projet de règlement, tel qu'il est déjà établi, fixe les modalités d'application, au personnel de service général, des dispositions des articles 1, 2 et 3 du Protocole sur les conditions de rémunération.

» Ces modalités d'application peuvent se synthétiser comme suit :

» a) *Solde proprement dite.*

Comprend :

— une *soldé de base* axée sur une technique barémique ne présentant pas de différence appréciable avec la technique barémique actuellement appliquée en Belgique;

— une *majoration résidentielle* fixée en % de la solde de base et destinée à adapter la solde de base au coût de la vie dans l'Etat de stationnement.

b) *Een gewestelijk agentschap van het Commissariaat voor Financiën.*

c) *Een agentschap van het Commissariaat van Algemeen Bestuur voor de betrekkingen van de E.D.G. met de openbare diensten, de juridische diensten en de dienst der geschillen.*

» Daar België een militair gebied zal vormen, kan worden aangenomen dat het huidige Ministerie van Landsverdediging de kern zal vormen van een belangrijk gewestelijk territoriaal commando. »

* *

Wat het *taalgebruik* betreft, verklaarde de Minister, op verzoek van een lid, dat de Belgische onderhandelaars er hadden aan gehecht dat deze kwestie geheel tot onze voldoening zou worden geregeld. En dit is ook gebeurd.

Niet alleen wordt in artikel 28 van het Militair Protocol voor elk lid van de Europese strijdkrachten het recht erkend om zijn eigen landstaal te gebruiken, maar bovendien wordt voor België in artikel 74, § 2, van het Verdrag, speciaal bepaald dat, op verzoek van een Staat, bij de opleiding der militairen en in de scholen rekening zal worden gehouden met de bijzondere toestand die voor bedoelde Staat voortvloeit uit het bestaan van meer dan één officiële landstaal.

Dit beginsel wordt nogmaals bevestigd in § 4 van artikel 27 van hetzelfde Protocol.

* *

Protocol betreffende de bezoldiging.

In verband met de bezoldiging van het militair personeel van de E.D.G. heeft de Minister de volgende bijzonderheden verstrekt :

« Het ontwerp-reglement, zoals dit opgesteld is, bepaalt de toepassingsmodaliteiten, ten opzichte van het algemeen dienstpersoneel, van de bepalingen in artikel 1, 2 en 3 van het Protocol betreffende de bezoldigingsvoorwaarden.

» Deze toepassingsmodaliteiten kunnen als volgt samengevat worden :

» a) *Eigenlijke bezoldiging.*

» Omvat :

— een *basis-bezoldiging* volgens het schaalsysteem, dat niet sterk afwijkt van het thans in België toegepaste stelsel ;

— een *verblijfstoelage*, uitgedrukt in % van de basis-bezoldiging en bestemd om deze bezoldiging aan te passen aan de kosten van levensonderhoud in de Staat van stationering.

» Le système adopté est d'une grande simplicité administrative, il compense dans une certaine mesure les variations générales de l'avancement qui pourraient se produire, il facilitera l'intégration dans un système unique des divers contingents ayant eu antérieurement des règles d'avancement très différentes.

» b) *Complément à la solde proprement dite.*

(i) *Indemnité d'éloignement* : attribuée au militaire de la C.E.D. en service dans un autre Etat que son Etat d'origine.

Taux fixé par grade sur la base de la moyenne arithmétique des traitements moyens à raison de 10 % pour les célibataires et 30 % pour les mariés.

(ii) *Allocation pour enfants à charge* : pour tous les militaires ayant des enfants à charge. Identique quels que soient le grade de l'officier et le rang de l'enfant. Variable en fonction de l'âge de l'enfant et de l'Etat de stationnement du militaire.

(iii) *Indemnité de tenue* : pour les officiers seulement.

Les termes « *niveau de vie* » repris à l'article 2, comme élément d'appréciation des rémunérations, ont suscité quelque inquiétude chez certains commissaires. Ils craignent que, comme dans d'autres institutions internationales, on ne fixe les traitements à un étage trop élevé.

Les Commissions ont en tous cas demandé aux Ministres de veiller à ce qu'il n'y ait point d'excès.

* *

Les échanges de lettres.

Ces échanges lient les Etats qui y ont procédé par le truchement de leurs Gouvernements.

Il a été demandé si la lettre très importante du Chancelier Adenauer et ses réponses relatives aux zones stratégiquement exposées avaient été soumises au Bundestag. Il en a bien été ainsi.

* *

Les protocoles français.

Le Bundestag ayant approuvé le traité avant l'accord intervenu sur ces protocoles, l'Allemagne est-elle liée par eux ? Telle est la question que pose un membre.

On y répond qu'il s'agit de protocoles interprétatifs. Le Gouvernement allemand engagera la République Fédérale en donnant par sa ratification

» Het aangenomen stelsel is, administratief gezien, zeer eenvoudig, het compenseert enigszins de algemene verschillen inzake bevordering, die zich zouden kunnen voordoen, het zal de integratie in de hand werken van diverse contingenten, die vroeger zeer verschillende bevorderingsregelingen hadden.

» b) *Aanvulling van de eigenlijke bezoldiging.*

(i) *Een toelage voor verblijf in het buitenland* : uitsluitend bestemd voor de militairen der E.D.G. die in een andere dan hun Staat van herkomst in dienst zijn.

Bedrag per rang vastgesteld op basis van het rekenkundig gemiddelde van de gemiddelde wedden naar rata van 10 % voor de ongehuwden en van 30 % voor de gehuwden.

(ii) *Toelagen voor kinderen ten laste* : voor alle militairen met kinderen ten laste. Een vast bedrag, ongeacht de rang van de officier en de rang van het kind. Veranderlijk volgens de leeftijd van het kind en de Staat waar de militair gestationneerd is.

(iii) *Uniformvergoeding* : alleen voor de officieren.

Het woord « *levensstandaard* » dat in artikel 2 voorkomt als criterium voor de bezoldigingen, gaf bij sommige commissieleden aanleiding tot een zekere ongerustheid. Zij vrezen dat de bezoldigingen op een te hoog peil zullen gesteld worden, zoals in andere internationale instellingen,

De Commissies hebben in elk geval de Ministers verzocht er voor te zorgen dat elke overdrijving vermeden wordt.

* *

De uitwisseling van brieven.

Deze brieven verbinden de Staten die ze, door bemiddeling van hun Regeringen, uitgewisseld hebben..

Er werd gevraagd of de zeer belangrijke brief van Kanselier Adenauer en zijn antwoorden in verband met de strategisch kwetsbare gebieden aan de Bundestag voorgelegd werden. Dit is inderdaad het geval geweest.

* *

De Franse Protocollen.

Een lid vraagt of Duitsland door deze Protocollen gebonden is; de Bundestag had inderdaad het Verdrag goedgekeurd alvorens over die Protocollen een akkoord tot stand was gekomen.

Het antwoord is dat het hier om verklarende protocollen gaat. De Bondsregering zal de Bondsrepubliek verbinden wanneer zij, door haar be-

une interprétation autorisée de ces textes. Il lui appartient d'apprécier s'il doit en saisir le Bundestag.

Pour nous évidemment le vote du Traité emporterait approbation des protocoles.

* *

Accords contractuels de Bonn.

Il s'agit des conventions signées entre les Puissances occupantes de l'Allemagne occidentale et celle-ci même. Bien que nous n'y soyons pas partie, elles présentent un certain intérêt pour nous, comme nous l'avons exposé plus haut.

La principale de celles-ci est la convention sur les relations entre les trois Puissances (la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis) et l'Allemagne. Son texte figure à la fin des Annexes.

L'article 7, § 3, de cette convention, relatif à la réunification éventuelle de l'Allemagne et à son incidence sur la C.E.D., a été vivement discuté en Commission. Ce débat avait précisément lieu le lendemain de la déclaration faite à ce sujet à Berlin par le Ministre des Affaires Etrangères de France, M. Bidault.

Le problème s'énonce donc comme suit : l'Allemagne unifiée sera-t-elle tenue par le Traité de la C.E.D.?

L'article 7, § 3, des accords de Bonn dispose que :

« Dans l'éventualité d'une unification de l'Allemagne, les Trois Puissances étendront à une Allemagne unifiée, sous réserve des modifications sur lesquelles un accord serait intervenu, les droits de la République Fédérale résultant de la présente Convention et des Conventions rattachées et donneront leur accord à ce que les droits résultant des traités instituant une Communauté Européenne intégrée lui soient également étendus, étant admis que cette Allemagne unifiée assumera les obligations de la République Fédérale envers les Trois Puissances ou l'une d'entre elles, résultant de ces Conventions et Traités. Sauf avec le consentement commun de tous les Etats signataires, la République Fédérale ne conclura aucun accord et n'entrera dans aucun arrangement qui porterait préjudice aux droits des Trois Puissances résultant de ces Conventions et Traités, ou qui diminuerait les obligations en résultant pour la République Fédérale. »

Voici ce que, d'après un communiqué officiel du Quai d'Orsay, le Ministre français a dit :

« M. Bidault a expliqué, pour sa part, avec constance, comment le Traité de Bonn disparaîtrait avec la signature du Traité de Paix.

krachtiging, een geautoriseerde interpretatie van die teksten zal geven. Zij dient te beoordelen of zij de zaak bij de Bundestag aanhangig moet maken.

Voor ons zou de goedkeuring van het Verdrag natuurlijk ook voor de protocollen gelden.

* *

Contractuele akkoorden van Bonn.

Het gaat hier om de overeenkomsten tussen de Westelijke bezettende Mogendheden en West-Duitsland zelf. Alhoewel wij er niet als partij bij betrokken zijn, hebben ze toch een zeker belang voor ons, zoals wij hierboven betoogden.

De voornaamste is de overeenkomst betreffende de betrekkingen tussen de drie Mogendheden (Frankrijk, Groot-Brittannië, de Verenigde Staten) en Duitsland. De tekst hiervan is achteraan in de Bijlagen overgedrukt.

Artikel 7, § 3, van die overeenkomst, betreffende de eventuele hereniging van Duitsland en de weerslag hiervan op de E.D.G., gaf aanleiding tot een vinnige besprekking in de Commissie. Dit debat had juist plaats de dag na de verklaring die in dit verband te Berlijn aangelegd werd door de Franse Minister van Buitenlandse Zaken, de h. Bidault.

Het probleem is het volgende : zal een herenigd Duitsland door het E.D.G.-Verdrag gebonden zijn ?

In artikel 7, § 3, van de accorden van Bonn wordt het volgende bepaald :

« In geval van hereniging van Duitsland zullen de Drie Mogendheden, onder voorbehoud van de wijzigingen waarover een accord mocht worden gesloten, de rechten van de Bondsrepubliek die uit deze Overeenkomst en de toegevoegde Overeenkomsten voortvloeien, tot een herenigd Duitsland uitbreiden en zullen zij er mede instemmen dat de rechten voortspruitend uit de Verdragen tot oprichting van een geïntegreerde Europese Gemeenschap tot dit Duitsland zouden worden uitgebreid, met dien verstande dat het herenigd Duitsland de verplichtingen van de Bondsrepubliek, die ten opzichte van de Drie Mogendheden of van één onder hen, voortvloeien uit deze Overeenkomsten en Verdragen, ook zal overnemen. Tenzij met de gemeenschappelijke instemming van alle deelnemende Staten zal de Bondsrepubliek geen akkoord sluiten of tot een vergelijkbaar toetreden dat afscheuk zou doen aan de rechten der Drie Mogendheden die uit deze Overeenkomsten en Verdragen voortspruiten, of dat een vermindering zou betekenen van de verplichtingen die uit deze Overeenkomsten en Verdragen voor de Bondsrepubliek voortvloeien. »

Ziehier, volgens een officieel bericht van de Quai d'Orsay, wat de Franse minister gezegd heeft :

« De h. Bidault heeft zijnerzijds herhaaldelijk uitgelegd hoe het Verdrag van Bonn zou verdwijnen bij de ondertekening van het Vredesverdrag.

» Quant au Traité de Paris, les puissances occidentales souhaitaient assurément voir le nouvel Etat le reprendre à son compte, mais il n'y avait pas là une obligation préexistante.

» Le plan présenté par les délégations occidentales pour la réunification de l'Allemagne prévoyait, au contraire, que le nouveau Gouvernement allemand aurait toute liberté pour se prononcer sur les accords signés, aussi bien par le Gouvernement fédéral que par celui de la D.D.R.

» Nous n'entendons pas agir en la matière de façon coercitive. C'est le peuple allemand souverain qui, par l'organe de son Gouvernement, créé par voie d'élections libres, se prononcerait. »

Un membre, fort de cette interprétation, considère que l'article 7, § 3, donne simplement une option à l'Allemagne unifiée : le Traité ne sera pas caduc si cette Allemagne l'accepte. Mais si elle ne l'accepte pas, il n'en restera rien.

Le Ministre des Affaires Etrangères a répondu dans les termes suivants :

« En droit, la thèse, suivant laquelle un nouveau Gouvernement allemand, créé pour diriger une Allemagne réunifiée, assumerait librement les engagements qu'il lui conviendrait de prendre, peut se défendre en pure théorie.

» En effet, il n'est pas possible de lier un gouvernement qui n'existe pas encore et nul n'est qualifié pour stipuler en son nom.

» Sans doute, d'autres thèses existent et sont elles aussi défendables. Mais il est hors de propos de nous livrer ici à des exercices juridiques purement académiques.

» En fait, on comprend le souci des hommes d'Etat qui ont souligné cet aspect du problème; il leur a sans doute paru utile d'agir ainsi pour empêcher que ne se développent certaines manœuvres de l'autre côté; au surplus, nous avons toujours eu le souci d'éviter de donner à des traités qui doivent régler dans la Paix le sort du monde futur, l'aspect de « diktat » et nous avons souhaité que les engagements pris le fussent librement.

» D'autre part, même si en droit, une autre thèse eût été admissible, il eut été, en fait et politiquement, difficile de considérer le nouveau Gouvernement d'une Allemagne unifiée comme lié par des engagements pris par d'autres avant lui. Cela aurait signifié aux yeux de ceux qui reconnaissent l'Allemagne orientale, l'obligation pour la nouvelle Allemagne unifiée, de succéder aux engagements pris par l'Allemagne orientale et en particulier ceux relatifs aux frontières.

» Mais quoi qu'il en soit de ces considérations diverses, en droit ou en fait, elles ne s'appliquent qu'à un nouvel Etat allemand, encore hypothétique, donc inexistant et appelé seulement à naître dans l'avenir.

» Wat het Verdrag van Parijs betreft, wensten de Westelijke Mogendheden voorzeker dat de nieuwe Staat het voor eigen rekening zou overnemen, maar dit is geen vooraf bestaande verplichting.

» In het plan dat de Westelijke afvaardigingen voor de hereniging van Duitsland ingediend hebben, was daarentegen bepaald dat de nieuwe Duitse Regering in volle vrijheid zou kunnen oordelen over de akkoorden die zowel door de Bondsregering als door de regering van de D.D.R. ondertekend zijn.

» Wij willen op dit gebied geen dwangmiddelen aanwenden. Het souvereine Duitse volk zou, door bemiddeling van zijn vrij verkozen Regering, uitspraak doen ».

Steunend op deze interpretatie, oordeelt een lid dat artikel 7, § 3, aan het herenigd Duitsland eenvoudig een optie laat : zo dit Duitsland het Verdrag aanvaardt, dan zal het niet vervallen. Zo het dit Verdrag niet aanvaardt, dan zal er niets van overblijven.

De Minister van Buitenlandse Zaken heeft geantwoord als volgt :

« In rechte is de thesis dat een nieuwe Duitse Regering, opgericht voor het bestuur van een herenigd Duitsland, vrij de verbintenissen kan naleven die zij zou willen aangaan, op zuiver theoretisch gebied te verdedigen.

» Het is inderdaad onmogelijk een nog niet bestaande Regering te verbinden en niemand kan in haar naam bedingen.

» Er bestaan voorzeker nog andere theses, die eveneens verdedigbaar zijn. Maar het past hier niet, louter academische rechtstheorieën uiteen te zetten.

» In feite begrijpt men de bedoeling van hen die dit aspect van het vraagstuk belicht hebben; zij hebben het wellicht nuttig geacht dit te doen om de ontwikkeling van sommige manœuvres van de tegenpartij te verhinderen; bovendien hebben wij altijd gepoogd de verdragen waarbij het lot van de toekomstige wereld in Vrede moet worden geregeld, niet als een « diktat » te doen voorkomen en hebben wij gewenst dat de verbintenissen vrij zouden worden aangegaan.

» Zelfs indien anderzijds in rechte een andere thesis aanvaardbaar is, zou het in feite en uit een politiek oogpunt moeilijk geweest zijn de nieuwe Regering van een herenigd Duitsland te beschouwen als gebonden door verbintenissen die door haar voorgangers aangegaan werden. Hieruit zouden zij die Oost-Duitsland erkennen, afgeleid hebben dat het nieuwe Duitsland eveneens de verplichtingen zou moeten overnemen die door Oost-Duitsland aangegaan werden, inzonderheid die betreffende de grenzen.

» Hoe dit alles ook zij, in feite en in rechte gelden deze overwegingen slechts voor een nieuwe Duitse Staat, die nog hypothetisch is, dus nog niet bestaat en alleen maar in de toekomst kan ontstaan.

» Ce qui nous importe, c'est de savoir dans quelle mesure la République fédérale allemande se trouve liée et engagée dans le cadre du Traité de Paris et des Accords de Bonn.

» Ici, les textes sont clairs. Il ne s'agit plus de déclarations plus ou moins précises, il s'agit de documents formels, étudiés, dont tous les mots ont été pesés.

» Que dit, à ce propos, le Traité de Paris ? Rien. Mais chacun se rendait compte de l'importance d'un pareil événement, s'il devait se produire à l'avenir. Le bon sens indiquait donc d'inscrire dans le Traité des articles d'une souplesse suffisante pour permettre aux membres de se concerter, si quelque événement extraordinaire venait à modifier profondément les circonstances.

» C'est à cette préoccupation que répondent les articles 125, 126 et 128 du Traité de Paris. Ces articles ne visent pas expressément l'hypothèse de la réunification de l'Allemagne, mais ils laissent la porte ouverte pour toute adaptation aux circonstances.

» Par contre, les Accords de Bonn envisagent expressément cette hypothèse, aussi bien dans le préambule que dans différents articles, et plus particulièrement dans l'article 7.

» Le paragraphe 3 de cet article paraît clair. Il considère, dans l'éventualité d'une unification de l'Allemagne, deux aspects différents du problème.

» Dans la première phase, les trois puissances occupantes donnent leur accord à ce que les droits résultant du Traité de la C.E.D. soient étendus à l'Allemagne unifiée, étant admis que celle-ci assumera les obligations de la République fédérale.

» Dans la seconde partie du paragraphe 3, il s'agit d'autre chose. Il s'agit de la position de la République fédérale allemande, et là, le texte est d'une précision qui ne laisse rien à désirer.

» Sauf avec le consentement commun de toutes les parties, la République fédérale s'engage :

1^o à ne conclure aucun accord; et comme si cela n'était pas encore assez clair, elle s'engage :

2^o à n'entrer dans aucun arrangement qui porte préjudice aux droits des puissances résultant soit des Accords de Bonn, soit du Traité de la C.E.D., ou qui diminue les obligations qui en résultent pour la République fédérale.

» Qu'est-ce-à dire ? Cela signifie tout bonnement, comme le dit le texte, que la République fédérale allemande est liée par les Conventions de Bonn et par le Traité de la C.E.D., et qu'elle ne peut s'en dégager si ce n'est avec l'accord commun des parties.

» Wat wij moeten weten is het volgende : in hoeverre is de Duitse Bondsrepubliek gebonden binnen het kader van het Verdrag van Parijs en de Akkoorden van Bonn ?

» Hier zijn de teksten duidelijk. Hier gaat het niet meer om min of meer nauwkeurige verklaringen, maar om formele, bestudeerde documenten, waarvan elk woord gewogen werd.

» Wat zegt het Verdrag van Parijs hierover ? Niets. Maar iedereen gaf zich rekenschap van de belangrijkheid van een dergelijke gebeurtenis, indien zij zich in de toekomst mocht voordoen. Het was dus redelijk in het Verdrag artikelen op te nemen, die soepel genoeg zouden zijn om de leden in staat te stellen overleg te plegen, wanneer een buitengewone gebeurtenis de toestand grondig mocht komen te wijzigen.

» Aan deze bedoeling beantwoorden de artikelen 125, 126 en 128 van het Verdrag van Parijs. De mogelijkheid van een hereniging van Duitsland wordt er niet uitdrukkelijk in overwogen, maar de weg wordt open gelaten voor elke aanpassing aan de omstandigheden.

» Daarentegen wordt deze mogelijkheid in de Akkoorden van Bonn uitdrukkelijk onder ogen genomen, zowel in de preambule als in verschillende artikelen, inzonderheid in artikel 7.

» Paragraaf 3 van dit artikel lijkt wel duidelijk. Twee verschillende aspecten van het probleem worden er, in de veronderstelling van een hereniging van Duitsland, in ogenschouw genomen.

» In het eerste stadium verklaren de drie bezettende Mogendheden zich akkoord om de uit het E.D.G.-Verdrag voortvloeiende rechten tot een herenigd Duitsland uit te breiden, met dien verstande dat laatstgenoemd land de verplichtingen van de Bondsrepubliek overneemt.

» In het tweede gedeelte van paragraaf 3 gaat het om wat anders, nl. om de houding van de Duitse Bondsrepubliek en in dat opzicht is de tekst zo duidelijk als het maar kan.

» Behalve met gemeenschappelijke instemming van alle partijen, gaat de Bondsrepubliek de verbintenis aan :

1^o generlei akkoord te sluiten; en alsof dit nog niet duidelijk genoeg was, gaat zij de verbintenis aan :

2^o tot geen enkel vergelijk toe te treden dat afbreuk doet aan de rechten van de Mogendheden, die voortvloeien, hetzij uit de Akkoorden van Bonn, hetzij uit het E.D.G.-Verdrag, of dat de verplichtingen, die uit dezelfde akkoorden en verdragen voor de Bondsrepubliek voortspruiten, zou verminderen.

» Wat wil dit zeggen ? Dit betekent heel eenvoudig, zoals in de tekst verklaard wordt, dat de Duitse Bondsrepubliek gebonden is door de Overeenkomsten van Bonn en door het E.D.G.-Verdrag en dat ze deze verbintenis slechts kan breken met de gemeenschappelijke instemming van partijen.

» Que cette interprétation ait toujours été l'interprétation donnée par les négociateurs, nous en trouvons la preuve dans une note, rédigée par les services d'un des Six, « *in tempore non suspecto* », c'est-à-dire le 17 juin 1952, et qui déclare ceci :

« En réalité, l'article 7, § 3, a pour effet de rendre impossible une formule d'unification dans laquelle le Gouvernement de l'Allemagne unie n'assumerait pas les obligations européennes du Gouvernement fédéral. Aux termes des accords contractuels, ce sont les Alliés qui détiennent la responsabilité éminente en matière d'unification (1). Ils peuvent donc empêcher toute formule d'unification qui aurait pour effet de remettre en cause l'intégration de l'Allemagne dans l'Europe. »

« Par la deuxième phrase de l'article 7, § 3, la République fédérale sanctionne ce fait et s'engage elle-même à ne conclure aucun accord et à n'entrer dans aucun arrangement (ce qui comprend tout arrangement concernant l'unification) qui aurait pour effet d'amoindrir les obligations européennes de la République fédérale. »

» On pourrait objecter qu'il s'agit là d'une note sans autorité. Mais voici maintenant un autre extrait dont, je crois, personne ne niera la valeur décisive : c'est le commentaire que fait sur la portée de l'article 7, l'exposé des motifs du projet de loi français :

.....

« Autrement dit, le rétablissement de l'unité allemande ne doit pas avoir pour effet de libérer le peuple allemand de ses attaches avec l'Occident, ni de permettre à l'Allemagne unie d'amorcer une politique de bascule entre l'Est et l'Ouest. Les Puissances occidentales et le Gouvernement fédéral sont d'accord pour estimer que cette Allemagne unifiée devra s'intégrer dans une Europe unie. »

» La rédaction de l'article 7, § 3, de la Convention concilie ce principe fondamental et les scrupules juridiques du Gouvernement fédéral, soucieux de réservier, sur le plan théorique, la liberté d'action du futur Gouvernement de l'Allemagne unifiée. Cet article tient compte, à la demande des négociateurs allemands, du fait que la République fédérale, n'étant pas le Gouvernement de l'Allemagne unie, ne peut, par sa signature, engager l'Allemagne toute entière, mais n'a pas pour effet de remettre en cause l'ensemble du système en cas d'unification de l'Allemagne.

» Le Gouvernement fédéral s'engage donc à ne se prêter à aucune formule d'unification de l'Allemagne susceptible de remettre en cause l'intégration européenne. »

(1) C'est en effet ce que dit expressément l'article 2 des Accords de Bonn.

» Het bewijs dat dit steeds de interpretatie van de onderhandelaars is geweest, kunnen wij vinden in een nota die « *in tempore non suspecto* » nl. op 17 Juni 1952, door de diensten van een der Zes opgemaakt werd. Zij luidt als volgt :

« In werkelijkheid maakt artikel 7, § 3, elke herenigingsformule onmogelijk waarbij de Regering van het herenigd Duitsland niet de Europese verplichtingen van de Bondsrepubliek zou overnemen. Luidens de contractuele akkoorden zijn het de Geallieerden die, in zake hereniging, de voorname verantwoordelijkheid hebben (1). Zij kunnen dus elke hereniging voorkomen die tot gevolg zou hebben, dat de integratie van Duitsland in Europa in het gedrang zou worden gebracht. »

« Bij de tweede volzin van artikel 7, § 3, bekrachtigt de Bondsrepubliek dit feit en verbindt zij zich geen akkoord te sluiten en tot geen vergelijk toe te treden (dus ook geen vergelijk betreffende de hereniging) dat de Europese verbintenissen van de Bondsrepubliek zou beperken. »

» Men zou kunnen tegenwerpen dat het hier geen gezaghebbende nota geldt. Doch hier volgt nu een ander uittreksel, waarvan, naar ik meen, wel niemand de beslissende waarde zal ontkennen : de commentaar op artikel 7 in de memorie van toelichting van het Franse wetsontwerp :

.....

« Anders gezegd, het herstel van de Duitse eenheid mag niet tot gevolg hebben dat het Duitse volk bevrijd wordt van zijn banden met het Westen, noch het herenigde Duitsland de mogelijkheid geven een politiek te beginnen welke er in zou bestaan nu eens bij het Oosten dan weer bij het Westen aan te leunen. De Westerse Mogendheden en de Bondsregering zijn het er over eens dat dit herenigde Duitsland in een verenigd Europa ingeschakeld moet worden. »

» De tekst van artikel 7, § 3, van de overeenkomst verzoent dit grondbeginsel met de juridische bezwaren van de Bondsrepubliek, die er om bezorgd is theoretisch de vrijheid van handelen der toekomstige Regering van het herenigde Duitsland te vrijwaren. Op verzoek van de Duitse onderhandelaars wordt in dit artikel rekening gehouden met het feit dat de Bondsrepubliek, daar zij de Regering niet is van het herenigde Duitsland, niet het recht heeft door haar handtekening geheel Duitsland te verbinden, doch dat dit er niet mag toe leiden dat het gehele systeem ingeval van hereniging van Duitsland opnieuw ter sprake wordt gebracht. »

» De Bondsregering gaat derhalve de verbintenis aan, zich afzijdig te houden van om het even welke formule tot hereniging van Duitsland welke van die aard is dat de Europese integratie opnieuw in het gedrang zou komen ».

(1) Dit wordt inderdaad uitdrukkelijk verklaard in artikel 2 van de akkoorden van Bonn.

» Voilà donc nettement définie la position à l'égard de la République fédérale. Celle-ci est liée par les Accords de Bonn, elle est liée par le Traité de Paris. Telle est la position juridique.

» Est-ce à dire que les négociateurs de ces traités aient fermé volontairement les yeux sur la réalité et méconnaissent que l'unification de l'Allemagne apporterait un changement profond à ces conventions et traités ? Evidemment pas.

» Dans la Convention de Bonn, à la différence du Traité de Paris, il se trouve un article qui vise expressément l'attitude à prendre au cas où cette hypothèse se produirait ; l'article 10 stipule que les parties « *reconsidéreront les termes* » des conventions de Bonn dans deux hypothèses :

la première,

« à la demande de l'une d'entre elles, en cas de rétablissement de l'unité de l'Allemagne, ou en cas de création d'une fédération européenne »,

la seconde,

« dès que se produira tout autre événement auquel les Etats signataires seront unanimes à reconnaître un caractère fondamental similaire ».

» Et le commentaire du mot employé au début, à savoir « *reconsidérer* », se trouve donné par le dernier paragraphe de l'article 10 lui-même ; il se lit comme suit :

« Elles modifieront alors d'un commun accord la présente Convention et les Conventions rattachées, dans la mesure où cette modification sera rendue nécessaire ou appropriée par le changement fondamental intervenu dans la situation. »

« Tout cela paraît parfaitement raisonnable et parfaitement sage. Les parties ne sont pas, par l'intervention d'un événement extérieur, délivrées de leurs engagements ; mais il est entendu qu'elles tiendront compte des faits nouveaux, et qu'elles adapteront leurs conventions ; mais elles ne pourront le faire que de commun accord. »

Là n'est pas la question, a répliqué le membre qui était intervenu. Elle est en réalité celle-ci : l'Allemagne unifiée est-elle tenue pour cinquante ans ? Le Ministre a dit qu'il n'aurait pas consenti à signer, si l'on avait considéré que l'Allemagne n'était pas liée. Cette impossibilité juridique de lier l'Allemagne unifiée, les Français avaient espéré la pallier par les accords de Bonn qui semblaient leur donner une assurance pratique.

Or nous constatons aujourd'hui, conclut ce commissaire, que l'Allemagne unifiée sera libre de confirmer ou de rejeter la C.E.D.

» Hiermede is de stand van zaken ten opzichte van de Bondsrepubliek duidelijk aangegeven. Deze is gebonden door de Akkoorden van Bonn, en door het Verdrag van Parijs. Tot zover voor de rechts-toestand.

» Wordt hiermede bedoeld dat de onderhandelaars over deze verdragen vrijwillig de ogen gesloten hebben voor de werkelijkheid en dat zij ontkennen dat Duitslands hereniging in deze overeenkomsten en verdragen een grondige wijziging zou brengen ? Natuurlijk niet.

» In de Overeenkomst van Bonn komt, in tegenstelling met het Verdrag van Parijs, een artikel voor dat uitdrukkelijk de aan te nemen houding bepaalt ingeval deze veronderstelling werkelijkheid zou worden ; bij artikel 10 wordt bepaald dat de partijen in twee veronderstellingen : « *de bepalingen (van de overeenkomsten van Bonn) opnieuw in overweging zullen nemen* ».

ten eerste,

« op verzoek van een hunner, in geval van herstel der Duitse eenheid, of in geval van oprichting van een Europese federatie »,

ten tweede,

« zodra zich enige andere gebeurtenis voordoet waaraan de ondertekende Staten..eenparig een fundamenteel gelijkaardig karakter toekennen. »

» En de commentaar op de uitdrukking welke in de aanhef gebruikt wordt, namelijk « *opnieuw in overweging nemen* », wordt verstrekt door de laatste paragraaf van artikel 10 zelf, die luidt als volgt :

« Zij zullen dan in gemeen overleg deze Overeenkomst alsmede de ermee verband houdende Overeenkomsten wijzigen in zover deze wijziging nodig of gepast zal zijn ingevolge de grondige verandering die in de toestand ingetreden is. »

« Dit alles schijnt degelijk beredeneerd en volkomen wijs te zijn. De partijen worden door een gebeurtenis van buiten af niet van hun verbintenissen bevrijd ; doch zij zullen rekening te houden hebben met de nieuwe feiten en zij zullen hun overeenkomsten moeten aanpassen ; doch zij zullen dit slechts in gemeen overleg kunnen doen. »

Daar gaat het niet om, antwoordde het lid. De vraag is of het herenigd Duitsland gehouden is voor vijftig jaar ? De Minister zei dat hij niet mede ondertekend zou hebben, indien men gedacht had dat Duitsland niet gebonden was. In deze juridische onmogelijkheid om het verenigd Duitsland te binden hadden de Fransen gehoopt te kunnen voorzien door de Akkoorden van Bonn, die hun een praktische zekerheid schenen te geven.

Doch wij zien thans, zo besloot het lid, dat het herenigd Duitsland vrij zal zijn de E.D.G. te bekraftigen of te verwerpen.

C'est le problème de la succession d'Etats, a fait observer un commissaire. Il est très controversé. Lauterpacht est pour, Gidel contre.

Que la réunification de l'Allemagne pose un problème pour les signataires de la C.E.D., cela va de soi. Ils devront reconstruire la situation. L'article 103 du projet de l'Assemblée *ad hoc* fait, par exemple, allusion aux adaptations qui seraient nécessaires dans un cas semblable. Mais il faudra l'accord de tous.

D'autre part, il s'agit évidemment ici d'une opération politique. Ceux qui ont souhaité des négociations aujourd'hui sont pris à leur piège. Le représentant de l'U.R.S.S. ayant déclaré que les élections ne pourraient être libres en Allemagne, étant donné que celle-ci restera liée par des accords comme la C.E.D., on a voulu le prendre au mot et pouvoir montrer ainsi jusqu'où on avait été dans la voie des concessions.

Comment l'unification de l'Allemagne peut-elle être tentée, a demandé un autre membre ? Envisageons toutes les hypothèses possibles, quelles qu'elles puissent être. L'unification peut être tentée soit à la suite d'une guerre, et dans ce cas nous avons intérêt à avoir l'Allemagne Occidentale avec nous et à approuver le Traité; soit grâce à un accord avec l'U.R.S.S., ce qu'il faut souhaiter, et dans ce cas la C.E.D. devient inutile. Mais en attendant, nous devons prendre les précautions nécessaires pour disposer du maximum de forces et assurer notre sécurité.

Telles sont quelques unes des opinions qui ont été échangées à ce propos.

* *

Dit is een vraagstuk van de opvolging van Staten merkte een ander lid op. Het is zeer omstreden. Lauterpacht is er voor, Gidel is er tegen.

Dat de hereniging van Duitsland een probleem is voor de ondertekenaars van de E.D.G., ligt voor de hand. Zij zullen de toestand opnieuw in overweging moeten nemen. Bij artikel 103 van het ontwerp van de Vergadering *ad hoc* wordt bijvoorbeeld gezinspeeld op de eventuele aanpassingen die in een dergelijk geval zouden nodig zijn. Doch aller instemming is vereist.

Verder betreft het hier natuurlijk ook een politieke verrichting. Zij die heden onderhandelingen wensten, zijn in hun eigen val gelopen. Toen de vertegenwoordiger van de U.S.S.R. verklaarde dat de verkiezingen in Duitsland niet vrij konden zijn, omdat het gebonden blijft aan akkoorden als de E.D.G., heeft men hem bij zijn woord willen vatten en getracht aldus te doen blijken hoever men de weg van de toegevingen was opgegaan.

Hoe kan Duitslands hereniging tot stand komen ? vroeg een ander lid. Laten wij alle mogelijke onderstellingen, welke zij ook zijn, onder het oog nemen. De hereniging kan nagestreefd worden hetzij door een oorlog, en in dat geval hebben wij er belang bij West-Duitsland op onze hand te hebben en het Verdrag goed te keuren; hetzij door een akkoord met de U.S.S.R. : hetgeen te wensen is, en in dat geval wordt de E.D.G. nutteloos. Doch in afwachting moeten wij de nodige voorzorgen nemen om over het grootste mogelijke aantal strijdkrachten te beschikken en onze veiligheid verzekeren.

Dit waren enkele van de gedachten die in dit verband naar voren kwamen.

* *

V. — SOLUTIONS DE RECHANGE ET EXAMEN DE CERTAINES CRITIQUES FORMULEES CONTRE LA C. E. D.

A ce stade du rapport, il convient de rencontrer, le plus objectivement possible, l'hypothèse de solutions de rechange.

La défense périphérique.

Les U.S.A. sont une grande démocratie qui doit, comme les nôtres, tenir compte des réactions de l'opinion publique. Ils pourraient, si l'impuissance européenne à organiser la défense de l'Europe s'avérait réelle, se sentir contraints de faire la part du feu et se replier sur une défense périphérique avec prédominance des moyens aériens. Que l'idée en existe, nous ne pouvons nous le dissimuler. Que cette solution soit à la fois, nettement dangereuse pour les Américains eux-mêmes et grosse de tragiques résultats pour l'Europe, est-il besoin de le dire ? Ce serait pour tous la solution désespérante, le retour aux heures lourdes d'angoisse de 1948-1949, dont la tension même nous avait rendu l'instinct de la conservation et la volonté de faire quelque chose. Cette solution serait, ne nous payons pas de mots : l'aveu que l'Europe est mûre par lassitude pour la suprême abdication, qu'elle est incapable de vouloir les moyens de sa liberté, et renonce à défendre ses institutions démocratiques, son style de vie et sa vie elle-même. Personne, ni dans nos Commissions, ni dans cette Assemblée, n'est résigné à la lâcheté du suicide par peur de l'effort. C'est pourquoi, même parmi les objectants à la solution qu'apporte la C.E.D., la grande majorité suggère l'adoption de mesures positives de remplacement. Pour schématiser, et ainsi abréger des développements excessifs, les suggestions multiples peuvent se ramener à ce qui suit.

Envisageons d'abord :

L'accession de plano de l'Allemagne à l'O. T. A. N.

Nous avons rappelé qu'en 1950 il eût été possible de réaliser l'entrée de l'Allemagne dans l'O.T.A.N., sans égalité de droit. La France n'en a pas voulu.

Nous avons indiqué ensuite l'échec des pourparlers tenus en 1951 à Petersberg, où l'Allemagne a refusé de se soumettre aux garanties désirées par les Alliés, comme condition de sa participation.

Cela, c'est du passé. Que d'aucuns adorent à présent ce qu'ils brûlaient naguère, ne ressuscitera pas une solution dont les principaux intéressés n'ont point voulu, et que l'Allemagne n'acceptera pas sans exiger la liberté complète et l'égalité totale et sans contrôle. On ne prépare pas la défense d'une vaste contrée de l'Europe selon des vélléités successives. Au temps où nous sommes

V. — VERVANGINGSOLOSSINGEN EN ONDERZOEK VAN ZEKERE BEZWAREN TEGEN DE E. D. G.

In dit stadium van het verslag past het dat wij met de grootste objectiviteit de mogelijke vervangingsoplossingen onder ogen zien.

De rand verdediging.

De U.S.A. zijn een grote democratie die, evenals de onze, rekening moet houden met de reacties van de openbare mening. Indien Europa werkelijk onmachtig bleek om voor zijn eigen verdediging te zorgen zouden zij zich gedwongen kunnen voelen te reden wat te reden valt en zich terug te trekken op een periferische verdedigingslinie met de luchtmacht als voornaamste wapen. Dat de gedachte bestaat kunnen wij ons niet verhelen. Behoeven wij te zeggen dat die oplossing voor de Amerikanen zelf zeer gevaarlijk is en voor Europa tragische gevolgen zouden hebben ? Dit ware voor allen een wanhopige oplossing, een terugkeer tot de angstvolle uren van 1948-1949, toen de spanning in ons het instinct van zelfbehoud en de wil iets te doen had wakker gemaakt. Laten wij ons niet met woorden paaïen : het ware een bekentenis dat Europa zo moe is dat het van alles afstand wil doen, dat het niet in staat is om de middelen tot vrijheid aan te grijpen en dat het de verdediging van zijn democratische instellingen, zijn levensstijl en zijn leven zelf verzaakt. Niemand, zomin in onze Commissies als in deze Vergadering, berust in de lafheid van zelfmoord, uit vrees voor de inspanning. Daarom stelt de grote meerderheid ook onder hen die bezwaren hebben tegen de E.D.G.-oplossing, voor om positieve vervangingsmaatregelen aan te nemen. Om kort te gaan en nodeloze uitbreidingen te voorkomen kunnen wij de veelvuldige suggesties samenvatten als volgt :

Allereerst :

De plano toetreding van Duitsland tot de N. A. T. O.

Wij hebben er aan herinnerd dat het in 1950 nog mogelijk was om Duitsland zonder gelijke rechten tot de N.A.T.O. te laten toetreden. Doch Frankrijk wou er niet van weten.

Wij hebben vervolgens gewezen op de mislukking van de onderhandelingen te Petersberg, in 1951, waar Duitsland weigerde de waarborgen te geven, die de Geallieerden verlangden als voorwaarde tot Duitse deelneming.

Dat is het verleden. Dat sommigen nu aanbidden wat zij gisteren verbrandden, zal geen nieuw leven inblazen aan een oplossing, waarvan de voornaamste belanghebbenden niet wilden weten, en die Duitsland niet zal aanvaarden als het geen volkomen vrijheid en gelijkheid krijgt zonder contrôle. De verdediging van een groot Europees gewest kan niet tot stand komen als wij niet degelijk weten wat

l'atmosphère de 1950 est dissipée. L'Histoire, même récente, ne se recommence pas. Qui par ailleurs désirerait la reconstitution de la Wehrmacht et surtout de son Grand Etat-Major? Personne assurément chez nous. Or la C.E.D., pensent ses partisans, évite ces écueils, et elle a l'adhésion de l'Allemagne et lui fait admettre les garanties de droit et de fait qui nous sont indispensables.

Il est encore deux autres hypothèses possibles, auxquelles le Ministre des Affaires Etrangères, dans son discours du 12 novembre dernier à la Chambre, a déclaré qu'il refuserait de s'arrêter. « Ce serait pourtant une imprudence, a-t-il ajouté, de les rayer complètement du champ de nos préoccupations ». Les voici :

« Décidant de rester quand même sur le continent, les Américains s'entendraient directement avec l'Allemagne pour organiser la défense à l'Est ».

Ou : « lasse d'attendre la conclusion d'une paix qui s'éloigne sans cesse, l'Allemagne se tourne unilatéralement vers une autre politique, politique d'aventure, d'apparente indépendance, d'alliances avec l'Est ».

Le Ministre a conclu à propos de ces hypothèses de la façon suivante : « Il suffit d'y songer un instant pour se convaincre qu'elles constitueraient pour notre pays, pour l'Occident européen, pour la paix elle-même, un danger cruel et immédiat, préface à une période de troubles et de dislocations, dont l'issue ne pourrait être que sanglante ».

Autre solution.

Abordons maintenant les propositions de rechange dont certaines ont trouvé leur écho dans nos commissions.

Certains membres estiment qu'il y a lieu à application de l'article 132, selon lequel si le traité n'est pas ratifié dans les six mois de sa signature, les Gouvernements des Etats se concerteront sur les mesures à prendre. Près de deux ans s'étant écoulés, et la plupart des pays n'ayant pas ratifié, la France, élément essentiel, semblant moins que jamais prête à le faire, l'élan manque qui eût pu justifier une adhésion à des dispositions aussi nouvelles. Dans ces conditions, il faut reconstruire le problème et faire un effort d'imagination.

Ne pourrait-on, demandent ces membres, réaliser un accord sur la limitation de l'armement allemand, comme cela a été fait avant la guerre ? Qu'est-ce qui empêcherait la constitution d'un « pool » logistique, garantie nécessaire contre l'Allemagne ?

Des solutions s'inspirant de la même idée ont été suggérées en France par des parlementaires et des généraux.

A l'analyse, elles se ramènent toutes à la *proposition d'une armée de coalition des diverses forces nationales*, avec décentralisation et admission de

wij willen. De sfeer van 1950 bestaat niet meer. De Geschiedenis, zelfs de jongste, kan niet opnieuw gemaakt worden. Wie zou overigens de herleving van de Wehrmacht en vooral van haar Opper-commando verlangen ? Bij ons zeker niemand. Doch de E.D.G. omzeilt deze klippen, denken haar voorstanders : ze heeft Duitslands instemming en ver-schaft in rechte en in feite de waarborgen, die wij nodig hebben.

Er zijn nog twee andere mogelijkheden, waarmede de Minister van Buitenlandse Zaken, in een redevoering van 12 November laatstleden, verklaard heeft zich niet te willen ophouden. « Het ware echter onvoorzichtig, voegde hij hieraan toe, ze volkomen uit het oog te verliezen ». Het zijn de volgende :

« De Amerikanen zouden toch op het vasteland blijven, maar zich rechtstreeks verstaan met Duitsland om de verdediging in het Oosten op te bouwen. »

Ofwel : « het wachten op een steeds verder terugwijkende vrede beu, gaat Duitsland eenzijdig over tot een andere politiek, een politiek van avonturen, van schijnbare onafhankelijkheid, van bondgenootschap met het Oosten. »

De Minister kwam met betrekking tot deze mogelijkheden tot het volgende besluit : « Een ogenblik nadelen volstaat om tot de overtuiging te komen dat zij voor ons land, voor West-Europa, voor de vrede zelf, een vreselijk en onmiddellijk gevaar zouden betekenen, de voorbode van een tijd van beroering en verscheurdheid, die niet anders dan op een bloedbad kan uitlopen ».

Andere oplossing.

Laten wij thans overgaan tot de vervangingsvoorstellen waarvan sommige in onze Commissies weerklank gevonden hebben.

Sommige leden menen dat er aanleiding bestaat tot toepassing van artikel 132, volgens hetwelk de Regeringen van de Staten andere maatregelen zullen overwegen, indien het verdrag niet binnen zes maanden na de ondertekening goedgekeurd wordt. Nu de meeste landen na twee jaar het verdrag niet bekrachtigd hebben, en Frankrijk, dat de hoofdfactor is, er minder dan ooit toe bereid schijnt te zijn, is de nodige geestdrift er niet meer om in te stemmen met deze geheel nieuwe maatregelen. Derhalve moeten wij het vraagstuk opnieuw onderzoeken en onze verbeelding laten werken.

Ware het niet mogelijk, vragen deze commissieleden, tot overeenstemming te komen omtrent de beperking van de Duitse herbewapening, zoals vóór de oorlog gebeurd is ? Wat kan de oprichting van een logistieke « pool », die de noodzakelijke waarborg tegen Duitsland zou zijn, in de weg staan ?

Ook in Frankrijk zijn er soortgelijke oplossingen voorgesteld door parlementsleden en generals.

Bij nader onderzoek komen zij alle neer op het voorstellen van een coalitielegier van de verschillende nationale strijdkrachten, met decentralisatie en toe-

l'Allemagne à égalité dans les divers conseils de l'O.T.A.N., mais avec adoption de garanties contre son réarmement.

On voit tout de suite, disent les partisans du traité, la contradiction dans laquelle versent ces formules : l'égalité ne se conçoit guère avec des garanties unilatérales. Or, nous savons que l'Allemagne a rejeté toute discrimination de cette espèce. Que sert donc d'y revenir ? Et il suffit de citer les garanties proposées pour se convaincre qu'elles ne seraient pas admises. Limitation des armements allemands ? Elle est réalisable, dans le fait, grâce à la C.E.D. Elle ne l'est pas en dehors de celle-ci.

« Pool » logistique ? Les mêmes partisans pensent qu'il en existe un dans la C.E.D. avec le maximum de garanties.

Les formules françaises reprennent ces idées en envisageant la création d'un Bureau des Armements avec contrôle de ceux-ci et la constitution d'un Etat-Major interallié logistique; certaines mêmes prévoient l'envoi de contrôleurs commissaires politiques dans l'armée allemande nouvelle. Tout cela semble dépassé par les événements; c'était peut-être réalisable hier; ce ne l'est plus aujourd'hui, estime la majorité.

Examinons cependant les *critiques* auxquelles cette formule discriminatoire, en fait déjà repoussée par l'Allemagne, prétendrait remédier :

La C.E.D. aurait pour résultat, dit-on, de permettre la mise sur pied d'une armée européenne inefficace, car elle serait sans âme commune, à raison de la différence des objectifs particuliers des Nations, et dépourvue du moral solide qu'apporte le patriotisme national. Elle serait, pour les communistes, l'occasion de se présenter en uniques défenseurs de l'idée nationale, et offrirait au bloc soviétique le prétexte du troisième conflit mondial, à déclencher sous couleur d'empêcher le réarmement de l'Allemagne. A la force réelle du bloc soviétique, s'opposerait une simple bureaucratie en excroissance de l'O.T.A.N., alourdie dans son fonctionnement par sa complexité même, d'un poids et d'un coût disproportionnés à son éventuel rendement.

Voici comment les partisans du Traité répondent à ces objections.

La C.E.D. est l'organisation, pensée et préparée, d'une coalition, sans les inconvénients de cette dernière. Elle est issue du refus conscient d'attendre l'obligation d'improviser à chaud, au prix des échecs initiaux que nous avons connus en 1914 et 1940.

L'âme commune d'une coalition ne peut se créer que contre quelque chose, et le but négatif étant atteint, la paix reste toujours à faire entre coalisés d'abord, et avec l'adversaire de l'heure ensuite. Nos propres souvenirs dispensent de chercher ailleurs qu'en nos mémoires la démonstration de ce fait. L'âme commune de la C.E.D. est, non point de préparer la guerre dans une fugace

lating van Duitsland als gelijkgerechtigd lid in de verschillende raden van de N.A.T.O., doch met waarborgen tegen de Duitse herbewapening.

Men ziet al dadelijk, zeggen de voorstanders van het Verdrag, het tegenstrijdige van deze formules : gelijkheid kan niet samengaan met eenzijdige waarborgen. Nu, wij weten dat Duitsland elke discriminatie van dien aard verworpen heeft. Waartoe dient het dan hierop nog terug te komen ? En het volstaat de voorgestelde waarborgen te noemen om overtuigd te zijn dat ze niet aanvaard zullen worden. Beperking van de Duitse bewapeningen ? Dit is feitelijk te bereiken met de E.D.G., doch niet daarbuiten.

Logistieke « pool » ? Volgens dezelfde voorstanders bestaat er een in de E.D.G., die de grootst mogelijke waarborgen biedt.

De Franse formules gaan hiervan uit, waar ze de instelling van een Bewapeningsbureau voorstellen met controle op de bewapening alsook de oprichting van een Intergeallieerde Logistieke Staf; doch sommige voorzien zelfs in het uitzenden van controleurs-politieke-commissarissen, naar het nieuwe Duits leger. Dit alles schijnt thans achterhaald. Gisteren was het misschien nog doenlijk, heden niet meer, denkt de meerderheid.

Laten wij echter even *de bezwaren* nagaan waaraan deze in feite reeds door Duitsland verworpen discriminatie-formule beweert tegemoet te komen :

De E.D.G., zo wordt gezegd, zou tot een ondoeltreffend Europees leger leiden, want het zal een gemeenschappelijke bezieling missen ingevolge het verschil van doelstelling, die elke Natie eigen is, en het zal evenmin het hoge moreel bezitten, dat de nationale vaderlands liefde bijbrengt. Het zal voor de communisten de gelegenheid zijn om zich als de enige verdedigers der nationale gedachte voor te doen en aan het Sovjet-blok een voorwendsel aan de hand doen om de derde wereldoorlog te ontketenen met het beweerde doel de herbewapening van Duitsland te verhinderen. Tegenover de werkelijke macht van het Sovjet-blok zou dan slechts een logge bureaucratie staan als uitwas van de N.A.T.O., waarvan het gewicht en de kostprijs niet in verhouding zou zijn met het eventuele rendement.

Hierop antwoorden de voorstanders van het Verdrag het volgende.

De E.D.G. is de waldoordachte voorbereiding van een coalitie, zonder de nadelen hiervan. Zij is gesproten uit de bewuste weigering om te wachten totdat in het heetst van de strijd moet worden geïmproviseerd ten koste van aanvankelijke nederlagen, zoals wij die in 1914 en 1940 hebben gekend.

De gemeenschappelijke bezieling van een coalitie kan slechts opgewekt worden tegen iets, en wanneer dit negatieve doel bereikt is, moet er nog en altijd vrede worden gesloten, in de coalitie zelf en met de tegenstrever. Wij behoeven niet verder te zoeken dan in ons eigen geheugen om hiervoor bewijzen te vinden. De gemeenschappelijke bezieling van de E.D.G. bestaat er niet in, de oorlog voor

union sacrée, mais bien de mettre dès le temps de paix un instrument militaire au service d'une politique de paix, qui permettrait à l'Europe de vivre unie. Ce but dernier de la C.E.D. a une portée et une envergure, qui dépassent de très haut la conduite d'une guerre, et pour lesquels nous devons éveiller l'imagination et l'enthousiasme de nos pays.

Pour comprendre cela, pour adhérer à cela, il faut que partout en Europe libre, et pas seulement en Allemagne, se modifient les habitudes, les vocabulaires, les réflexes d'un nationalisme négateur.

Quant aux objectifs différents des diverses nations, la C.E.D. tend à les faire se rapprocher et converger sur un même plan, tout en faisant consentir par chaque contractant la concession qui lui rallie l'aide et le consentement des autres.

Les contre-projets de coalition retournent inlassablement au Petersberg. Nous devons bien nous répéter pour y répondre.

Quant au moral des troupes européennes, à naître de la C.E.D., pourrait-il être moins bon parce qu'au stade des grands Etats-Majors, tous les pays auraient accès aux décisions préparées et réfléchies ? Qu'on se souvienne donc des difficultés et des malentendus du début des deux dernières guerres. Les organes prévus par la C.E.D. les eussent évités.

Pourquoi le patriotisme des formations homogènes, françaises ou belges, par exemple, disparaît-il avec la C.E.D.? Nous avons vu une armée intégrée reconquérir, dans des conditions difficiles, un territoire perdu par les Nations Unies. Le patriotisme de ces contingents ne le cédaient en rien à celui des armées nationales. Cependant ils ne défendaient même pas leurs propres frontières, comme le feront les forces européennes.

Quant à dire, poursuivent ses partisans, que la C.E.D., réclamant des abandons de parcelles de souveraineté permettrait aux communistes de se poser en champions de l'indépendance nationale, permettez-nous d'en appeler à l'esprit d'observation de chacun. Cette attitude des communistes date-t-elle de la C.E.D.? Depuis 1939, en passant par 1941 pour en arriver à 1954, nous avons assisté à tant de retournements de cette propagande, qu'elle a perdu tout crédit en nos pays de bon sens, où l'humour garde ses droits.

Enfin, la C.E.D. aux yeux de certains hommes de bonne foi, pourrait offrir prétexte à l'U.R.S.S. pour déclencher une guerre qui empêchât le réarmement allemand.

A chaque initiative prise par l'Occident, depuis quelques années, on nous a déjà mis en garde de la même façon. Nous ne pouvons évidemment sonder les cœurs des chefs de l'U.R.S.S. Constatons pourtant que le bloc soviétique a rapidement réarmé ses « satellites », l'Allemagne de l'Est comprise. Le seul réarmement allemand « provocateur » serait donc celui qui renforcerait le camp occidental ?

te bereiden tijdens een kortstondige godsvrede, doch reeds in vredestijd een militair apparaat in dienst te stellen van een vredelievende politiek teneinde Europa in eendracht te laten leven. Dit einddoel van de E.D.G. reikt zeer ver uit boven de eigenlijke oorlogsvoering en wij moeten daarvoor juist de harten in onze landen warm trachten te maken.

Wil dit begrepen worden en ingang vinden, dan moet er overal in het vrije Europa, en niet alleen in Duitsland, verandering komen in de gewoonten, de termen, de reflexen van een afbrekend nationalisme.

Wat de doelstellingen van de verschillende naties betreft, de E.D.G. poogt deze nader tot elkaar te brengen en op hetzelfde vlak te richten, doch tevens elke partij zoveel te doen toegeven dat de andere bereid zijn hetzelfde te doen en hun hulp te verlenen.

De tegenontwerpen van coalitie gaan steeds terug naar Peterberg. Wij moeten wel steeds hetzelfde herhalen om er op te antwoorden.

Zal het moreel der E.D.G.-troepen minder goed zijn omdat alle landen op het peil der Grote Staven medezeggenschap zouden hebben in de beslissingen die er voorbereid en beraamd worden? Men denke aan de moeilijkheden en misverstanden in het begin der twee jongste oorlogen. De E.D.G.-organen zouden die kunnen voorkomen.

Waarom zou de vaderlands liefde der homogene formaties als b. v. de Franse of de Belgische, met de E.D.G. teloorgaan? Wij hebben gezien hoe een geïntegreerd leger in moeilijke omstandigheden een gebied wist te heroveren dat voor de Verenigde Naties verloren was gegaan. De vaderlands liefde van deze contingents moet niet onderdoen voor die van nationale legers. Nochtans verdedigden zij niet eens hun eigen grenzen, zoals de Europese strijdkrachten zullen doen.

Wat de bewering aangaat, vervolgen haar voorstanders, dat de E.D.G., door gedeeltelijke soevereiniteitsafstand te eisen, aan de communisten gelegenheid geeft om zich als de voorvechters van 's lands onafhankelijkheid aan te stellen, wij vragen aan ieder dat hij zijn ogen zou gebruiken. Dateert deze houding van de communisten van de E.D.G.? In 1939, 1941 en ten slotte in 1954 hebben wij deze propaganda zo dikwijls van richting zien veranderen dat ze alle krediet verloren heeft in onze landen waar gezond verstand en humor nog al hun rechten opeisen.

Ten slotte zou de E.D.G. in de ogen van sommige welmenende personen de U.S.S.R. een voorwendsel aan de hand kunnen doen om een oorlog te ontketenen ter verhindering van de Duitse herbewapening.

Deze waarschuwing hebben wij ons telkens horen toeroepen wanneer in de laatste jaren een initiatief uitging van het Westen. Het gemoed van de leiders der U.S.S.R. kunnen wij natuurlijk niet doorgroenden. Wij merken echter op dat het Sovjet blok zeer vroeg zijn «satellieten» ging herbewapenen, met inbegrip van Oost-Duitsland. Is dan de enige «tergende» Duitse herbewapening die welke het Westerse kamp ver-

Le fait est là : au bloc soviétique inquiétant, ne fallait-il pas montrer une force ? L'O.T.A.N. seule n'y suffisait pas, la C.E.D. est née. En optant pour l'énergie, les partisans du traité pensent que l'Europe libre a choisi la seule attitude qui sera comprise. Les réalistes de l'Est respectent la force. A la force morale reconstituée de l'Occident, la C.E.D. ajoute l'organisation matérielle. La majorité pense fermement que notre faiblesse seule était une tentation.

Les solutions proposées lui paraissent donc méconnaître les faits ou présenter des dangers.

* *

Il nous faut encore examiner un grief qui est fait à la Communauté Européenne de Défense.

On lui reproche l'absence de l'*Angleterre*. Mais cela ne dépendait pas des membres de la Communauté. Tous eussent souhaité sa participation. Elle n'est pas présente, malgré les efforts tentés. Acceptons ce fait et voyons les choses en face.

D'abord elle nous demande avec instance de réaliser au plus tôt la Communauté. Si elle nous conseillait de rejeter le Traité, on comprendrait encore la position de ceux qui, se souvenant de l'appui constant qu'elle nous a donné jadis, invoquent son absence, contre la C.E.D. Mais elle nous y pousse au contraire.

Ensuite elle a signé avec les membres de celle-ci un Traité d'assistance.

Elle a fait avec la France et les Etats-Unis la déclaration tripartite que nous connaissons, si importante du point de vue de l'intégrité de la C.E.D. et du stationnement de ses contingents sur le continent.

Enfin, elle est prête à s'y associer plus intimement encore. Le Ministre des Affaires Etrangères a décrit à la Chambre des Représentants, au cours de la séance du 25 novembre dernier, les modalités qui sont étudiées dans ce but. Elle prendra part aux délibérations du Conseil des Ministres; elle sera représentée au Commissariat; elle participera à l'examen de tous les problèmes pour lesquels elle a des intérêts communs avec la C.E.D.

Peut-être, en effet, n'en fera-t-elle pas vraiment partie. La majorité pense en tout cas qu'il ne serait guère sage d'abandonner, pour cette raison, la solution qu'elle nous conseille d'adopter.

sterkt ? Het feit is er : moest tegenover het onrustwekkende Sovjet-blok niet een andere macht gesteld worden ? Daar de N.A.T.O. hiertoe niet volstond is de E.D.G. geboren. Een krachtdadig optreden is, volgens de voorstanders van het Verdrag, voor het vrije Europa de enige houding die begrepen zal worden. De realisten van het Oosten eerbiedigen de macht. Aan de herren zedelijke macht van het Westen voegt de E.D.G. thans de stoffelijke organisatie toe. De meerderheid gelooft vast dat alleen onze zwakheid verleidend was.

Het komt haar dus voor dat de voorgestelde oplossingen de feiten miskennen of gevaar opleveren.

* *

Wij moeten thans nog een bezwaar onderzoeken dat tegen de Europese Defensie Gemeenschap geopperd wordt :

Het gaat hier om de afzijdigheid van *Engeland*. Doch dit hing niet af van de leden van de Gemeenschap. Allen hadden Englands deelneming gewenst. In weerwil van de gedane pogingen doet het niet mede. Laten wij dit aanvaarden en de dingen zien zoals ze zijn.

Vooreerst vraagt het ons met nadruk om de Gemeenschap zo snel mogelijk tot stand te brengen. Als het ons nog aanraadde om het Verdrag te verwerpen, zou men het standpunt begrijpen van hen die op grond van de voortdurende steun die het ons eerst heeft gegeven, zijn afzijdigheid thans tegen de E.D.G. aanvoeren. Maar het drijft er ons integendeel toe.

Vervolgens heeft het met de leden van de Gemeenschap een Bijstandsverdrag getekend.

Het heeft samen met Frankrijk en de Verenigde Staten de bekende drieledige verklaring afgelegd die zo belangrijk is voor de integriteit van de E.D.G. en voor de legering van zijn contingenten op het vasteland.

Ten slotte is het bereid zich nog nauwer aan te sluiten. De Minister van Buitenlandse Zaken heeft ter vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers op 25 November laatstleden de modaliteiten beschreven die daartoe bestudeerd worden. Het zal deelnemen aan de beraadslagingen van de Raad van Ministers; het zal vertegenwoordigd zijn in het Commissariaat; het zal deelnemen aan de behandeling van alle vraagstukken waarvoor het gemeenschappelijke belangen met de E.D.G. mocht hebben.

Misschien zal Engeland er niet echt deel van uitmaken. De meerderheid denkt in elk geval dat het niet zeer verstandig zou zijn daarom de oplossing, die Engeland ons aanraadt, te laten varen.

* *

* *

VI. — CONCLUSIONS.

1. — Votes.

Les Commissions ont été saisies d'une motion de M. Doutrepont, que le Sénat leur avait renvoyée.

Elle était libellée dans les termes suivants :

« Le Sénat, constatant que le projet de loi portant ratification du Traité sur la C.E.D. est entaché d'inconstitutionnalité, décide en conséquence de ne soumettre le dit projet à l'examen qu'après révision éventuelle de la Constitution, et passe à l'ordre du jour » (Annales Sénat, 1^{er} décembre 1953, p. 154).

Cette motion a été retirée par son auteur, au cours de la séance des Commissions du 4 février 1954 après-midi. Elle a été remplacée par la suivante :

« La Commission, considérant que le Traité instituant la C.E.D. se trouvant de l'avis du Conseil d'Etat en opposition avec des dispositions importantes de la Constitution, ne pourrait être approuvé avant révision des dites dispositions qu'en cas d'extrême urgence.

» Qu'en l'espèce cette urgence ne se présente manifestement pas.

» Recommande au Sénat d'ajourner le vote du projet de loi d'approbation jusqu'après révision éventuelle de la Constitution ».

Cette nouvelle motion a donné lieu à un long débat.

Son auteur, après avoir rappelé l'avis du Conseil d'Etat et celui des Professeurs consultés par le Gouvernement, a développé la thèse que l'urgence n'existaient pas en l'espèce.

Un membre a lu alors la déclaration suivante au nom d'un certain nombre de commissaires.

« Plusieurs commissaires constatent que les opinions des membres des deux Commissions réunies des Affaires Etrangères et de la Défense Nationale, sont divergentes quant à la constitutionnalité du Traité de C.E.D.

» Certains estiment que le texte du Traité est en opposition avec le texte de la Constitution; d'autres croient que tout en étant extraconstitutionnel, il n'est pas anticonstitutionnel.

» D'autres encore mettent en doute le caractère constitutionnel du Traité, mais estiment qu'ils peuvent le voter en raison du parallélisme qui sera maintenu jusqu'au vote entre la déclaration de révision constitutionnelle et le Traité de C.E.D. Il en est enfin qui estiment se trouver dans le cas d'« impérieuse et urgente nécessité » qui, d'après le Conseil d'Etat, pourrait justifier l'approbation du Traité. Ils considèrent donc qu'ils peuvent et doivent le voter.

VI. — BESLUIT.

1. — Stemmingen.

Een motie van de heer Doutrepont werd bij de Commissies aanhangig gemaakt door de Senaat.

Zij luidde als volgt :

« De Senaat, vaststellende dat het wetsontwerp tot goedkeuring van het Verdrag over de E.D.G. ongrondwettig is, beslist dienvolgens dit ontwerp slechts in behandeling te nemen na eventuele herziening van de Grondwet, en gaat over tot de dagorde » (Handelingen Senaat, 1 December 1953, blz. 154). »

Deze motie werd door de indiener tijdens de namiddagvergadering van de Commissies op 4 Februari 1954 ingetrokken. Hij heeft ze door de volgende vervangen :

« De Commissie, overwegende dat het Verdrag tot oprichting van de E.D.G. naar het advies van de Raad van State in strijd is met belangrijke bepalingen van de Grondwet en dus, vóór de herziening van deze bepalingen, alleen in geval van uiterst dringende noodzaak kan worden goedgekeurd.

» Overwegende dat dit Verdrag klaarblijkelijk niet zo spoedeisend is.

» Beveelt de Senaat aan, de stemming over het wetsontwerp tot goedkeuring te verdragen tot na een eventuele herziening van de Grondwet. »

Deze nieuwe motie heeft tot een langdurig debat aanleiding gegeven.

Na te hebben herinnerd aan het advies van de Raad van State en dat van de door de Regering geraadpleegde Professoren, stelt de indiener voorop dat de zaak niet dringt.

Een commissielid las alsdan de volgende verklaring namens een aantal commissieleden voor :

« Verscheidene commissieleden stellen vast dat de leden van de verenigde Commissies van Buitenlandse Zaken en van Landsverdediging van mening verschillen omtrent de grondwettigheid van het E.D.G.-Verdrag.

» Sommigen menen dat de tekst van het Verdrag in strijd is met de tekst van de Grondwet; anderen geloven dat hij wel buitengrondwettelijk, maar niet anti-grondwettelijk is.

» Anderen nog trekken het grondwettelijk karakter van het Verdrag in twijfel, doch menen dat zij het Verdrag kunnen goedkeuren ingevolge de samenhang die, tot de stemming toe, zal blijven bestaan tussen de verklaring van herziening en het E.D.G.-Verdrag. Er zijn ten slotte leden die menen te verkeren in een toestand van « onontkoombare en dringende noodzaak », welke, naar het advies van de Raad van State, de goedkeuring van het Verdrag kan verantwoorden. Zij oordelen derhalve dat zij het Verdrag mogen en moeten aanvaarden.

» Les commissaires qui sont d'accord avec la présente déclaration :

1^o sont d'avis qu'il est impossible à la Commission et au Sénat, réunis en séance publique, d'examiner et de trancher la question de constitutionnalité avant d'avoir terminé l'examen de toutes les dispositions du Traité, soit dans leur ensemble, soit dans leur signification particulière, soit dans les conditions politiques de son application;

2^o ils estiment qu'il appartient à chaque sénateur d'examiner, dans sa conscience individuelle, si le vote qu'il émet est oui ou non conforme à son serment constitutionnel, eu égard à des raisons soit de fond, soit de nécessité, qui le déterminent à prendre telle ou telle attitude globale.

» Dans ces conditions, les commissaires précités estiment que c'est par un vote unique et indivis sur le Traité lui-même qu'il convient que les sénateurs se prononcent, en toute conscience, le vote de chacun couvrant à la fois son jugement sur l'aspect constitutionnel, ou la nécessité du Traité.

» Pour cette raison, les commissaires croient souhaitable que la motion de M. Doutrepont soit retirée.

» Si elle ne l'est pas, ils estiment devoir la rejeter pour les motifs invoqués, leur vote négatif ayant exactement la portée décrite dans la présente déclaration, toutes réserves étant faites quant à l'attitude finale que chacun prendra lorsque la discussion aura été épuisée en séance publique. »

Il y a urgence, a déclaré un autre membre, à raison de la menace soviétique qui pèse sur l'ensemble des peuples libres. Et de citer le précédent du suffrage universel en 1919 instauré avant révision de la Constitution et les déclarations faites à ce moment par des parlementaires et des ministres de l'époque.

Un commissaire a confié qu'il voudrait voter l'approbation du Traité malgré ses imperfections, mais qu'il ne peut s'y résigner à cause de l'inconstitutionnalité des dispositions relatives au contingent et au budget.

Le vrai problème, a dit un quatrième, est de savoir si nous sommes dans un état de nécessité et on ne peut le distinguer du fond. Il a rappelé l'étude de MM. Ganshof van der Meersch et Diderich sur les états d'exception.

Un membre enfin a soutenu la thèse suivante : Il n'est pas possible de demander aux Commissions de voter sur la motion d'inconstitutionnalité, aucun pouvoir n'ayant en Belgique le droit de se prononcer par voie d'autorité sur la constitutionnalité d'une disposition.

D'autres Commissaires ont fait valoir, au contraire, qu'il est normal que les Chambres se prononcent expressément et de façon distincte sur la constitutionnalité des propositions ou projets de loi qui leur sont soumis.

» De Commissieleden welke met deze verklaring instemmen, zijn van mening :

» 1^o dat het de Commissie en de Senaat onmogelijk is het vraagstuk van de grondwettigheid te beslechten vooraleer het onderzoek te hebben beëindigd van al de bepalingen van het Verdrag, hetzij in hun geheel, hetzij in hun bijzondere betekenis, hetzij in de politieke omstandigheden van de toepassing;

» 2^o dat het de taak van elke senator is in geweten na te gaan of de stem die hij uitbrengt, al dan niet overeen te brengen is met zijn grondwettelijke eed, met inachtneming van de redenen betreffende de grond of de noodzaak, die hem er toe bewegen een bepaalde globale houding aan te nemen.

» Derhalve menen voormelde commissieleden dat de senatoren zich door één enkele en onverdeelde stemming in geweten moeten uitspreken over het Verdrag zelf en dat ieders stemming mede zijn oordeel over de grondwettigheid of over de noodzakelijkheid van het Verdrag tot uitdrukking brengt.

» Om deze reden achten de commissieleden het wenselijk dat de motie van de heer Doutrepont zou worden ingetrokken.

» Wordt zij niet ingetrokken, dan menen zij ze te moeten verwerpen om de voormelde redenen, en heeft hun afwijzende houding de juiste betekenis die er in deze verklaring aan gegeven wordt, onder voorbehoud van het uiteindelijke standpunt dat ieder zal innemen aan het slot van de besprekking in openbare vergadering. »

De zaak eist spoed, — verklaart een ander lid, — wegens de Sovjet-bedreiging die alle vrije volkeren bedrukt. En hij wijst op het precedent van het algemeen stemrecht in 1919, dat vóór de grondwetsherziening ingevoerd werd, en op de verklaringen die destijds door parlementsleden en ministers werden afgelegd.

Een commissielid zou het Verdrag, niettegenstaande alle onvolmaakthesen, wel willen goedkeuren, maar hij kan er niet toe besluiten om reden van het ongrondwettig karakter van de bepalingen betreffende het contingent en de begroting.

Eigenlijk is het de vraag, zegt een vierde lid, of wij in een noodtoestand verkeren; ze is niet te scheiden van de grond der zaak. Hij verwijst naar de studie die de heren Ganshof van der Meersch en Diderich aan de uitzonderingstoestanden hebben gewijd.

Ten slotte verdedigt een lid de volgende thesis : Het is niet mogelijk aan de Commissies te vragen om te stemmen over de motie van ongrondwettigheid, aangezien in België geen enkele macht het recht heeft van overheidswege te beslissen over de grondwettigheid van een bepaling.

Andere commissieleden voeren daarentegen aan, dat het normaal is dat de Kamers uitdrukkelijk en ondubbelzinnig uitspraak doen over de grondwettigheid van de wetsvoorstellen of -ontwerpen die hun worden voorgelegd.

« On ne voit pas, observent-ils, ce qui pourrait s'y opposer. Bien au contraire, il serait inconcevable que les Assemblées discutent de textes sans se soucier de leur constitutionnalité.

» En pratique, ni la Chambre des Représentants, ni le Sénat n'ont jamais hésité à examiner la constitutionnalité d'un projet ou d'une proposition de loi.

» En 1936-1937, le Sénat ne prit pas en considération une proposition de M. Van Dieren rendant inapplicable, dans certains cas, les dispositions de l'article 526 du Code pénal parce que cette proposition allait manifestement à l'encontre du principe de la séparation des pouvoirs. Le rapporteur de la Commission de la Justice, chargé de l'examen de la recevabilité de cette proposition de loi, s'exprimait comme suit dans son rapport : « Mais la Belgique est un pays constitutionnel. La mission des différents pouvoirs y est nettement définie et limitée. Admettre le principe inscrit dans la proposition de loi serait manifestement aller à l'encontre du principe de la séparation des pouvoirs » (Doc. Sénat n° 162, 1936-1937).

» En 1945, la discussion du projet de loi tendant à pourvoir à l'exécution de l'article 82 de la Constitution fut presque entièrement consacrée à l'examen de la constitutionnalité du texte proposé par le Gouvernement. A la Chambre, en séance du 17 juillet 1945, M. Kluyskens s'exprimait comme suit : « Certains membres de la Commission ont contesté la compétence du Parlement en cette matière. Or, la question n'est pourtant pas douceuse : il appartient au Parlement de se prononcer sur la constitutionnalité du projet de loi. Cela arrive d'ailleurs jurement, notamment chaque fois qu'un projet de loi est déposé à la Chambre et que la question constitutionnelle est posée. Je crois, dès lors, que cette objection ne peut pas nous arrêter ».

» Au Sénat, le rapport de M. Rolin, la note de minorité rédigée par M. Orban, les discours des différents préopinants en séance du 18 juillet 1945, portent le plus souvent sur la constitutionnalité du projet.

» Le 25 mars 1947, M. le Représentant Grégoire avait déposé une proposition de révision de la Constitution. Le 26 avril, M. le Président van Cauwelaert souleva la question de la recevabilité de cette proposition, contraire à l'article 84 de notre Constitution, en disant qu'une proposition de révision quelconque, ou qu'aucune révision constitutionnelle, ne peut avoir lieu pendant une Régence. La Chambre des Représentants constitua une Commission chargée d'examiner les objections d'ordre constitutionnel soulevées et de faire rapport dans le plus bref délai préalablement au vote sur la prise en considération.

» Wij zien niet in, verklaren zij, wat daartegen kan worden ingebracht. Integendeel, het ware ondenkbaar dat de Vergaderingen teksten zouden bespreken, zonder zich te bekommeren om de grondwettigheid daarvan.

» In feite hebben noch de Kamer der Volksvertegenwoordigers, noch de Senaat ooit gearbzeld, de grondwettigheid van een wetsontwerp of -voorstel te onderzoeken.

» In 1936-1937 weigerde de Senaat een voorstel van de h. Van Dieren, waarbij zekere gevallen werden ontrokken aan de toepassing van artikel 526 van het Wetboek van Strafrecht, in overweging te nemen, omdat dit voorstel klaarblijkelijk indruiste tegen het beginsel van de scheiding der machten. De verslaggever van de Commissie van Justitie, belast met het onderzoek van de ontvankelijkheid van dit wetsvoorstel, verklaarde in zijn verslag : « Maar België is een grondwettelijk land. De zending van de verschillende machten is er duidelijk bepaald en omschreven. Het beginsel te aanvaarden, voorgestaan in het wetsvoorstel, zou duidelijk indruisen tegen het principe van de zelfstandigheid der Staatmachten » (Gedr. St. Senaat, n° 162, 1936-1937).

» In 1945 werd de bespreking van het wetsontwerp, waarbij wordt voorzien in de uitvoering van artikel 82 van de Grondwet, haast uitsluitend gewijd aan het onderzoek naar de grondwettigheid van de door de Regering voorgestelde tekst. In de Kamer sprak de h. Kluyskens tijdens de vergadering van 17 Juli 1945 als volgt : « Sommige leden van de Commissie hebben de bevoegdheid van het Parlement ter zake in twijfel getrokken. De zaak is nochtans duidelijk : het behoort tot de prerogatieven van het Parlement, uitspraak te doen over de grondwettelijkheid van het wetsontwerp. Dit komt trouwens dagelijks voort en wel telkens wanneer bij de Kamer een wetsontwerp is ingediend, waarvan het grondwettelijk karakter wordt betwist. Ik mean derhalve, dat wij ons door die opwerping niet mogen laten weerhouden. »

» In de Senaat handelen zowel het verslag van de heer Rolin als de door de heer Orban opgestelde minderheidsnota en de redevoeringen van de verschillende sprekers tijdens de vergadering van 18 Juli 1945, in hoofdzaak over de grondwettelijkheid van het ontwerp.

» Op 25 Maart 1947 had de heer Volksvertegenwoordiger Grégoire een voorstel ingediend tot herziening van de Grondwet. Op 26 April bracht de Voorzitter, de heer Van Cauwelaert, de ontvankelijkheid ter sprake van dit voorstel, dat in strijd was met artikel 84 van onze Grondwet, en verklaarde hij dat tijdens een Regentschap geen voorstel tot herziening in overweging kan worden genomen, en geen wijziging in de Grondwet mag worden aangebracht. De Kamer der Volksvertegenwoordigers stelde een Commissie in, die opdracht kreeg de geopperde bezwaren van grondwettelijke aard te onderzoeken, en binnen de kortst mogelijke termijn, vóór de stemming nopens de inoverwegingneming, verslag uit te brengen.

» Le rapport de M. du Bus de Warnaffe (Doc. Chambre n° 534, du 29 octobre 1947) déclarait notamment : « ... La prise en considération d'une proposition de loi n'est pas un simple geste de platonique courtoisie à l'endroit de son auteur. C'est une consécration. C'est un engagement de discussion dont l'auteur de la proposition peut exiger l'exécution. »

» C'est pourquoi avant de s'engager à discuter, la Chambre est en droit et a le devoir de rechercher si la proposition peut être livrée au débat sans que soient transgressées les règles essentielles qui président à son fonctionnement, et dont la première est dictée par le serment de chacun de ses membres : « Je jure d'observer la Constitution » ...

« C'est donc à la Chambre, saisie d'une proposition de révision de la Constitution, qu'il appartiendra de dire si l'article 84 fait obstacle à sa prise en considération. Votre Commission persiste à répondre affirmativement à cette question, aucun élément nouveau n'étant de nature à énerver sa conviction à cet égard. »

« Le 19 novembre 1947, M. le Président Van Cauwelaert déclara notamment « il ne s'agit pas de se prononcer sur le fond, ni sur la question de savoir s'il serait oui ou non désirable, en d'autres circonstances, de se déclarer en faveur de la déclaration de révision de la Constitution; il s'agit uniquement de savoir si, juridiquement, à l'heure actuelle, il est possible de prendre une proposition semblable en considération ».

» La Chambre adopta les conclusions de la Commission spéciale par 105 voix contre 51 et 3 abstentions.

» Le 8 novembre 1949, M. Tielemans avait proposé le renvoi d'un projet adopté par le Sénat, à la Section de Législation du Conseil d'Etat, pour examen de sa constitutionnalité. La majorité de la Chambre repoussa la motion de M. Tielemans. M. du Bus de Warnaffe a dégagé l'opinion de cette majorité : « Comme il est seul maître de la matière de ses projets, le Parlement est seul juge de leur constitutionnalité ».

« La doctrine la plus récente, par la plume de M. Pierre Wigny, dans son Traité de Droit constitutionnel (n° 387) confirme la pratique suivie par les Chambres. M. Wigny déclare, en effet : « Il est de fait que les propositions sont presque automatiquement prises en considération. Cependant, parfois un débat s'engage sur la constitutionnalité du texte. Si l'objection est valable, la proposition n'est pas envoyée en Commission ».

« Dans le cas présent, le problème de la Constitutionnalité du traité de C.E.D. est posé devant le pays et devant le Parlement.

» In het verslag van de heer du Bus de Warnaffe (Gedr. St. Kamer, nr 534, 29 October 1947) wordt o. m. verklaard : « ... De inoverwegingneming van een wetsvoorstel is niet een eenvoudig gebaar van platonische hoffelijkheid tegenover de indiener er van. Het is een bekragting. Het is een verbintenis tot behandeling, waarvan de indiener van het voorstel de tenuitvoerlegging kan eisen. »

» Het is om die reden dat de Kamer, vooraleer zich tot de behandeling te verbinden, gerechtigd is en de plicht heeft na te gaan of het voorstel tot de openbare behandeling kan worden toegelaten zonder dat de essentiële regelen van haar werking worden overtreden, waarvan de eerste ingegeven is door de eed van elk van haar leden : « Ik zweer de Grondwet na te leven » ...

« Het is derhalve de Kamer, bij welke een voorstel tot herziening van de Grondwet werd ingediend, die dient te zeggen of artikel 84 zich verzet tegen de inoverwegingneming er van. Uw Commissie blijft bij haar besluit om die vraag ontkennend te beantwoorden, en geen enkel nieuw gegeven is van die aard, dat het haar overtuiging te dien opzichte kan verzwakken. »

« Op 19 November 1947 verklaarde de Voorzitter, de heer Van Cauwelaert o.m. : « Het is er ons niet om te doen te beslissen nopens de grond van de zaak, of nopens de vraag of het al dan niet wenselijk zou zijn in andere omstandigheden de verklaring tot herziening van de Grondwet voor te staan; het gaat er enkel om, te weten of het thans juridisch mogelijk is een voorstel van die aard in overweging te nemen. »

» De Kamer nam de conclusies van de Bijzondere Commissie aan met 105 tegen 51 stemmen, bij 3 onthoudingen.

» Op 8 November 1949 had de heer Tielemans voorgesteld, een door de Senaat aangenomen ontwerp naar de Afdeling Wetgeving van de Raad van State te verwijzen voor een onderzoek van de grondwettigheid. De meerderheid van de Kamer verwierp het voorstel van de h. Tielemans. De h. du Bus de Warnaffe bracht de opvatting van die meerderheid onder woorden : « Aangezien het Parlement alleen meester is over zijn ontwerpen, heeft het ook alleen het recht te oordelen over hun grondwettigheid. »

« In de jongste rechtsleer, vervat in het « Traité de Droit Constitutionnel » (nr 387) van de hand van de heer Wigny, wordt de door de Kamers gevuld praktijk bevestigd. De heer Wigny verklaart namelijk : « Het is een feit dat de voorstellen haast automatisch in overweging worden genomen. Soms echter ontstaat er een debat over de grondwettigheid van de tekst. Is het bezwaar gegrond, dan wordt het voorstel niet naar de Commissie verzonden. »

« In het hier behandelde geval staan én het land, én het Parlement tegenover het probleem van de grondwettigheid van het E.D.G.-Verdrag.

« Le Conseil d'Etat a donné son avis (1).

« Le Gouvernement s'est prononcé à ce sujet (2).

« On concevrait mal que le Parlement lui-même qui, comme l'a rappelé souvent à juste titre le Gouvernement, a seul qualité pour interpréter souverainement la Constitution, se refusât à se prononcer. C'est au contraire son rôle normal et son devoir d'exprimer avec clarté son sentiment et il serait paradoxal que l'historien futur, consultant les Documents parlementaires, fût dans l'impossibilité de dégager la pensée du Sénat sur cet élément essentiel d'un problème engageant gravement l'avenir du pays, et n'arrivât pas à savoir si ceux des Sénateurs qui ont voté en faveur du Traité estimaien que ses dispositions respectaient les règles constitutionnelles ou que seul l'argument de « nécessité » leur permettait de voter des dispositions contraires au prescrit de la Constitution ».

A cette argumentation, il a été répliqué de la façon suivante :

« Un vote préalable de la Commission ou du Sénat sur la constitutionnalité du Traité ne paraît pas conforme à l'esprit de nos institutions constitutionnelles. En effet, ou le vote a une portée pratique et dans ce cas, en déclarant que le Traité est inconstitutionnel, on s'oblige presque nécessairement à le rejeter, ou pareil vote n'a qu'une valeur théorique, celle d'une déclaration sur la constitutionnalité en dehors de toutes les circonstances qui lui donnent sa signification et alors nous interprétons la Constitution par voie d'autorité, ce qu'en Belgique, aucun des trois Pouvoirs n'est habilité à faire.

» Certes, le Parlement doit examiner le problème de la constitutionnalité du Traité, mais c'est à chaque parlementaire de décider en conscience s'il peut le voter en respectant son serment constitutionnel et personne ne peut lui demander quelles sont les raisons qui l'ont déterminé à prendre cette responsabilité. Le parlementaire, en effet, n'est pas un théoricien chargé de résoudre des problèmes de droit. Il est investi d'une mission qui l'oblige, dans le cadre constitutionnel, à prendre des responsabilités pratiques sur des objets déterminés. »

« De Raad van State heeft advies uitgebracht (!).

« De Regering heeft haar mening over de kwestie te kennen gegeven (2). »

« Het ware moeilijk te begrijpen dat het Parlement zelf, dat, zoals de Regering herhaalde malen en terecht heeft verklaard, alleen bevoegd is om souverein de Grondwet te verklaren, zou weigeren een oordeel uit te spreken. Het heeft integendeel tot normale taak en tot plicht duidelijk zijn mening te kennen te geven. Het ware paradoxaal, indien latere geschiedschrijvers in de Parlementaire Stukken vergeefs zouden zoeken naar de opvatting van de Senaat over dit essentiële punt van een probleem, waarbij de toekomst van het land op het spel wordt gezet, en indien zij er niet achter konden komen of de senatoren, die voor het Verdrag hebben gestemd, van mening waren dat de bepalingen er van in overeenstemming waren met de grondwettelijke regels, of alleen op grond van de noodzakelijkheid bepalingen aannamen, die in strijd waren met de voorschriften van de Grondwet ».

Tegen deze redenering werd het volgende ingebracht :

« Een voorafgaande stemming in de Commissie of in de Senaat nopens de grondwettigheid van het Verdrag lijkt niet in overeenstemming met de geest van onze grondwettelijke instellingen. Immers, ofwel heeft de stemming een praktische betekenis, en in dat geval is wie het Verdrag ongrondwettig verklaart, vrijwel verplicht het te verwerpen, ofwel heeft een dergelijke stemming, slechts een louter theoretische waarde — de waarde namelijk van een verklaring nopens de grondwettigheid, buiten alle omstandigheden om die er zin en betekenis aan verlenen — en zodoende zouden wij van overheidswege de Grondwet interpreteren, iets waartoe in België geen van de drie Machten bevoegd is.

» Voorzeker moet het Parlement de grondwettigheid van het Verdrag onderzoeken, maar ieder parlementslied moet in geweten beslissen of hij het kan goedkeuren zonder zijn grondwettelijke eed te schenden en niemand mag hem vragen welke redenen hem hebben aangezet om deze verantwoordelijkheid op te nemen. Het parlementslied is immers geen theoreticus, die juridische problemen op te lossen krijgt. Hij heeft een opdracht waardoor hij binnen het grondwettelijke kader een praktische verantwoordelijkheid dient op te nemen in verband met bepaalde onderwerpen. »

(1) « Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il existe des obstacles d'ordre constitutionnel à ce que l'assentiment soit donné par les Chambres au Traité et à ses Annexes (Doc. Chambre, n° 163, 1952-1953, page 8).

(2) « La Belgique a pu adhérer au Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, sans modifier sa Constitution, mais en l'interprétant dans un sens large. Si elle peut entrevoir d'adhérer dans les mêmes conditions à la Communauté Européenne de Défense, elle ne pourrait adhérer cependant à un Pacte instituant une autorité politique en Europe.... » (Doc. Chambre, n° 556, 1952-1953, page 1).

(1) « De Raad van State is van advies, dat redenen van grondwettelijke aard zich verzetten tegen de goedkeuring van het Verdrag en zijn bijlagen door de Kamers » (Gedr. St. Kamer, n° 163, 1952-1953, blz. 8).

(2) « Indien België, dank zij een ruime interpretatie, heeft kunnen aansluiten bij het Verdrag dat de Europese Gemeenschap van Kolen en Staal heeft gevestigd zonder zijn Grondwet te wijzigen; indien het kan tegemoet zien onder dezelfde voorwaarden toe te treden tot de Europese Defensie Gemeenschap, dan zou het zich nochtans niet kunnen verenigen met een Pakt, dat een politiek gezag in Europa vestigt... » (Gedr. St. Kamer, n° 556, 1952-1953, blz. 1).

Sans doute, fait remarquer un autre commissaire, ni le Sénat, ni la Commission ne peuvent interpréter la Constitution par voie d'autorité, bien que cela ait été déjà fait — il existe un texte interprétatif voté par le législateur. En réalité, c'est le constituant qui a seul qualité pour donner cette interprétation. Mais nous nous trouvons en présence d'un cas d'application au sujet duquel la question est posée. Dès lors, le Sénat, invité à répondre, a le devoir de se justifier.

Un membre, exprimant l'opinion de plusieurs de ses collègues, a dit à son tour :

« Bien qu'ayant des objections d'ordre constitutionnel, je voudrais émettre un vote positif sur le Traité.

» Or, en votant la motion d'ajournement (dans le cas où cette motion obtiendrait la majorité) je n'aurais plus l'occasion de voter le Traité.

» Comme je veux pouvoir le faire, je me vois obligé de repousser toute motion préalable. »

En résumé, certains commissaires considèrent que le Traité est inconstitutionnel et adopteront donc la motion d'ajournement.

D'autres, tout en partageant cet avis, estiment qu'ils pourront voter le Traité à raison du parallélisme établi entre la procédure d'approbation et celle de la révision, mais s'abstiendront sur la motion.

Il en est aussi qui, jugeant que le Traité contrevient à certaines dispositions constitutionnelles, en voteront cependant l'approbation parce qu'ils estiment se trouver dans le cas d'impérieuse et urgente nécessité. Ils voteront contre la motion d'ajournement parce qu'elle les empêcherait de se prononcer, comme ils le veulent, sur le fond.

Enfin, des commissaires estiment que le Traité est constitutionnel et repousseront donc la motion.

Mise aux voix, la motion d'ajournement dont la division avait été demandée, fut repoussée dans sa première partie par 25 voix contre 10 et 4 abstentions. Le second alinéa fut retiré.

Le projet de loi approuvant le Traité a été adopté par 27 voix contre 10 et 2 abstentions.

* * *

2. — Considérations finales.

Sans doute le Traité n'est-il pas parfait. Sans doute est-il lourd. Il faut avoir dû en faire l'étude pour en être vraiment convaincu. Ses rédacteurs étaient des hommes méticuleux. Ils ont voulu profiter de l'expérience de l'O.T.A.N. et sont entrés dans beaucoup de détails. Comme ils s'engageaient

Een ander commissielid merkte op dat noch de Senaat, noch de Commissie, de Grondwet op eigen gezag mogen verklaren, hoewel dit reeds gebeurd is — er bestaat nl. een door de wetgever goedgestemde interpretatieve tekst. In werkelijkheid is alleen de Grondwetgever bevoegd om te interpreteren. Maar wij staan voor een geval van toepassing in verband waarmede die vraag gerezen is. Bijgevolg is de Senaat verplicht zijn standpunt te bepalen.

Een lid dat de mening van verscheidene collega's weergaf, zeide op zijn beurt :

« Hoewel ik bezwaren van grondwettelijke aard heb, zou ik het Verdrag willen goedkeuren.

» Welnu, zo ik de motie tot verdaging goedkeur (voor zover deze motie de meerderheid bekomt), dan zou ik niet meer de gelegenheid hebben om het Verdrag goed te keuren.

» Daar ik dit wil kunnen doen, zie ik mij verplicht elke voorafgaande motie te verwerpen. »

Kort gezegd, sommige commissieleden beschouwen het Verdrag als ongrondwettig en zij zullen de motie dus goedkeuren.

Anderen, die deze mening ook delen, zijn echter van oordeel dat ze het Verdrag kunnen goedkeuren om reden van het samengaan van de procedure van goedkeuring met die van herziening, maar zij zullen zich bij de stemming over de motie onthouden.

Er zijn er ook die, hoewel ze menen dat het Verdrag strijdig is met sommige grondwetsbepalingen, het toch zullen goedkeuren omdat het Verdrag naar hun oordeel een onontkoombare en dringende noodzaak is. Zij zullen tegen de motie tot verdaging stemmen omdat deze hen feitelijk zou verhinderen zich over de grond uit te spreken, hetgeen zij willen doen.

Ten slotte zijn er commissieleden die het Verdrag grondwettig vinden en de motie dus zullen verwerpen.

Bij de stemming werd de motie tot verdaging, waarvan de splitsing gevraagd werd, verworpen wat het eerste deel betreft met 25 tegen 10 stemmen, bij 4 onthoudingen. Het tweede lid werd ingetrokken.

Tenslotte werd *het wetsontwerp houdende goedkeuring van het Verdrag* met 27 tegen 10 stemmen, bij 2 onthoudingen, aangenomen.

* * *

2. — Slotbeschouwingen.

Het Verdrag is wellicht niet volmaakt. Het is wellicht zwaar. Men moet het bestudeerd hebben om daarvan werkelijk overtuigd te zijn. Zij die het opgesteld hebben, waren nauwgezette mensen. Zij hebben de ervaring in de N.A.T.O. willen te baat nemen en zij zijn in vele bijzonderheden

d'autre part dans une voie nouvelle, devaient concilier des préoccupations qui parfois se gênaient mutuellement, et associer des nations qui, moins de dix ans plus tôt se faisaient encore la guerre, ils ont dû recourir à une infinité de précautions. C'est ce qui explique la complexité de cette œuvre de bonne volonté.

Elle peut d'ailleurs être amendée. Les articles 125 et 126 organisent la procédure de cette révision.

On prétend parfois que l'approbation belge est inutile, parce qu'il est probable que la France ne ratifiera pas. C'est possible. Un effort cependant n'est jamais vain.

Si l'on est convaincu de ses avantages, on doit approuver le Traité, pour des raisons qui sont propres à la Belgique. Devons-nous nous aligner sur un autre pays, si sympathique soit-il, sous prétexte que nous sommes une petite nation? La majorité ne le pense pas.

Peut-être en effet, notre approbation sera-t-elle vaine. Que ferez-vous, dans ce cas, demandent les adversaires du Traité? Ses partisans répondent avec fermeté: si la France ne ratifie pas la C.E.D., si celle-ci ne vient donc pas à l'existence, nous ne nous découragerons pas, nous nous remettrons patiemment à l'ouvrage à la recherche d'autres formules que nous pressentons moins bonnes. Nous regretterons le temps perdu, mais nous reprendrons le travail pour la sauvegarde de la paix.

C'est en définitive ce qu'il nous faut inlassablement rappeler: notre génération a l'impérieux devoir d'éviter un nouveau désastre qui cette fois serait pour l'Europe irrémédiable.

La formule du Traité de C.E.D. est avant tout la mise au point d'un moyen au service de la paix. Deux années de négociations ont amené la signature de cette formule de compromis, deux années d'efforts continus pour faire coïncider les bonnes volontés par delà les légitimes soucis de garanties réciproques. Quand le danger ne s'est point éloigné dans l'espace, qu'à peine il a décrû dans le temps, faut-il tout remettre en question, au risque de tout compromettre?

* *

Le rapport a été approuvé à l'unanimité.

Les Présidents,
P. STRUYE.
Vicomte COSSEE DE MAULDE

Le Rapporiteur,
H. MOREAU DE MELEN.

getreden. Daar zij evenwel een nieuwe weg opgingen en soms moeilijk te verzoenen strekkingen in overeenstemming moesten brengen, en landen moesten verenigen die minder dan tien jaar geleden nog met elkaar in oorlog waren, hebben ze een oneindig aantal voorzorgsmaatregelen moeten nemen. Dit verklaart waarom dit werk van goede wil zo ingewikkeld is.

Het kan overigens verbeterd worden. De artikelen 125 en 126 regelen de procedure van deze herziening.

Men beweert soms dat de Belgische goedkeuring nutteloos is, omdat Frankrijk waarschijnlijk niet zal bekraftigen. Dit is mogelijk. Maar een inspanning is nooit vruchteloos.

Wie overtuigd is van de voordelen van het Verdrag, moet het goedkeuren om redenen die alleen voor België gelden. Moeten wij een ander land, hoe sympathiek ook, navolgen, onder voorwendsel dat wij een klein land zijn? De meerderheid denkt dit niet.

Misschien zal een goedkeuring inderdaad vruchteloos zijn. Wat zult U in dat geval doen, vragen de tegenstanders? De voorstanders antwoorden beslist: als Frankrijk de E.D.G. niet goedkeurt, als deze dus niet tot stand komt, dan zullen wij de moed nog niet verliezen, dan zullen wij met vernieuwd geduld op zoek gaan naar nieuwe formules, die, naar ons gevoelen, minder goed zullen zijn. Wij zullen de verloren tijd betreuren, maar het werk voor het behoud van de vrede hervatten.

Dit moeten wij ten slotte zonder verpozen herhalen: onze generatie heeft de dwingende plicht een nieuwe ramp te voorkomen, die ditmaal voor Europa onherstelbaar zou zijn.

De formule van het E.D.G.-Verdrag is, voor alles, een middel om de vrede te dienen. Twee jaar onderhandelingen hebben tot ondertekening van deze vergelijkformule geleid, twee jaar onverpoosde arbeid om de goede wil van alle partijen te bundelen boven het gewettigd streven naar wederzijdse waarborgen uit. Mogen wij alles weer ter sprake brengen en daardoor misschien alles te niet doen, als het gevaar geen duimbreed geweken is in de ruimte en nauwelijks verminderd is in de tijd?

* *

Het verslag is eenparig goedgekeurd.

De Voorzitters,
P. STRUYE.
Burggraaf COSSEE DE MAULDE.

De Verslaggever,
H. MOREAU DE MELEN.

ANNEXES

QUESTIONS ET RÉPONSES.

I. — TRAITÉ.

Les Forces.

QUESTION.

Article 10.

§ 1. — Y aurait-il une limite fixée aux forces dont pourrait disposer un Etat membre pour la défense de territoires non européens ? Par exemple, de quel contingent la Belgique pourrait-elle disposer pour la défense du Congo ? Les unités de la force publique seraient-elles comprises dans ce contingent ?

§ 2. — Puisque les transferts d'individus ou d'unités seraient permis entre les forces mises à la disposition de la C.E.D. et celles qui resteraient nationales, n'est-il pas évident que non seulement toutes les forces seraient de statut européen mais qu'elles devraient également être équipées et instruites sous la responsabilité de la C.E.D. ? Les contributions financières tiendraient-elles compte de ce fait ou bien s'appliqueraient-elles simplement aux forces de premier échelon et à leurs unités de soutien logistique ?

§ 5. — Les échanges individuels pourraient-ils être effectués sans l'accord du Commissariat ? Pour tous les grades ?

RÉPONSE.

§ 1. — Il n'y a pas de limite fixée aux Forces Armées Nationales destinées à la défense de territoires non européens à l'égard desquels les Etats membres assument des responsabilités de défense. Toutefois, le volume total des Forces Armées nationales ne doit pas être d'une ampleur telle qu'elle compromette la participation de l'Etat membre aux F.E.D. déterminée par accord entre les Gouvernements des Etats membres (art. 10, § 5).

La Belgique pourrait disposer de forces métropolitaines terrestres, aériennes et navales répondant aux nécessités de la défense du Congo.

Ces Forces, de même que les unités de la Force Publique ne font pas partie de la C.E.D.

BIJLAGEN

VRAGEN EN ANTWOORDEN.

I. — VERDRAG.

De Strijdkrachten.

VRAAG.

Artikel 10.

§ 1. — Is er een grens gesteld voor de strijdkrachten, waarover een deelnemende Staat voor de verdediging van niet-Europese gebieden zal kunnen beschikken? Over welk contingent zal België, bijvoorbeeld, kunnen beschikken voor de verdediging van Congo? Zullen de eenheden van de weermacht in dit contingent begrepen zijn?

§ 2. — Vermits de overgang van individuen of eenheden tussen de stijdkrachten, welke ter beschikking van de E.D.G. worden gesteld, en de strijdkrachten die nationaal blijven, zouden toegelaten zijn, is het dan niet vanzelfsprekend dat niet alleen al de strijdkrachten een Europese status zullen hebben, maar dat zij ook uitgerust en opgeleid moeten worden onder verantwoordelijkheid van de E.D.G.? Zullen de financiële bijdragen hiermede rekening houden of zullen zij alleen toepasselijk zijn op de eerste echelon der strijdkrachten en op hun logistieke ondersteuningseenheden ?

§ 5. — Kunnen de individuele uitwisselingen zonder instemming van het Commissariaat gebeuren? Voor alle rangen?

ANTWOORD.

§ 1. — Er is geen grens gesteld voor de Nationale Strijdkrachten, die bestemd zijn voor de verdediging van de niet-Europese gebieden, voor welker verdediging de deelnemende Staten verantwoordelijk zijn. Nochtans mag de totale omvang van de Nationale Strijdkrachten niet zodanig zijn dat de deelneming van de Staat aan de Europese Defensiestrijdkrachten, bij overeenkomst tussen de regeringen der deelnemende Staten vastgesteld, er door in gevaar wordt gebracht (art. 10, § 5).

België zal mogen beschikken over de moederlandse land-, lucht- en zeestrijdkrachten, die voor de verdediging van Congo noodzakelijk zijn.

Deze strijdkrachten maken, evenmin als de eenheden van de weermacht, deel uit van de E.D.G.

§ 2. — L'article 10, § 5, donne la faculté de procéder à des échanges *individuels* de personnel entre les contingents C.E.D. et les forces qui n'en font pas partie.

Quant aux relèves d'*unités*, elles ne sont prévues qu'entre celles faisant partie de Forces Armées nationales répondant à des missions internationales assumées par les Etats membres (Berlin, Autriche, etc.) et celles originaires des Etats membres intéressés et appartenant aux F.E.D. mais seulement avec l'accord du Commandement Suprême Interallié (S.A.C.E.U.R.). Pour des raisons techniques, cette relève d'*unités* ne pourra se faire que si les unités nationales envisagées ont une organisation, un équipement et une instruction semblables à celles des unités des F.E.D.

Toute unité, ainsi retirée, cesse de relever de la Communauté, elle n'émerge plus au budget commun, mais bien au budget national de l'Etat membre (voir art. 13, dernier alinéa).

§ 5. — Sous réserve des pouvoirs du Commissariat visés à l'article 31 du Traité et notamment le § 3, *a* et *b*), chaque Etat membre décide également, conformément à la faculté et dans les conditions prévues à l'article 10, § 5, alinéa 2, du Traité, des échanges individuels entre les personnels de contingents mis à la disposition de la Communauté et ceux des Forces Armées nationales (voir art. III du Protocole français relatif à l'art. 10).

QUESTION.

Article 10, § 4.

Les Etats membres sont autorisés à maintenir une flotte nationale pour leurs territoires non européens.

Cette disposition trouvera-t-elle une application pratique pour le Congo?

RÉPONSE.

Les dispositions de l'article 10, § 4, valent pour les unités navales stationnées à l'embouchure du Congo et pour les escorteurs des forces océaniques.

QUESTION.

Article 11.

Chaque Etat conserverait, et l'Allemagne recevrait, le droit de créer ou de maintenir des forces de police et de gendarmerie. On sait ce que de telles appellations ont caché dans le passé. Ne pourrait-on prévoir une limite précise à ces forces?

§ 2. — Artikel 10, § 5, voorziet in de mogelijkheid om over te gaan tot *individuele* uitwisselingen van personeel tussen de E.D.G.-contingenten en de strijdkrachten die daarvan geen deel uitmaken.

Wat de aflossing van *eenheden* betreft, deze is slechts toegelaten tussen de eenheden die behoren tot de nationale strijdkrachten voor de vervulling van bestaande internationale opdrachten (Berlijn, Oostenrijk, enz.) en de eenheden uit de betrokken deelnemende Staten die behoren tot de Europese Defensiestrijdkrachten, maar dan uitsluitend met de instemming van het Intergeallieerd Oppercommando (S.A.C.E.U.R.). Om technische redenen zal deze aflossing van eenheden slechts mogelijk zijn, wanneer de bedoelde nationale eenheden ingelijfd, uitgerust en opgeleid zijn zoals de eenheden der Europese Defensiestrijdkrachten.

De aldus teruggetrokken eenheden ressorteren dan niet meer onder de Gemeenschap, en komen niet meer voor op de gemeenschappelijke begroting, maar wel op de nationale begroting van de deelnemende Staat (zie art. 13, laatste lid).

§ 5. — Onverminderd de in artikel 31 en inzonderheid § 3, *a* en *b*, van het Verdrag bedoelde bevoegdheden van het Commissariaat, beslist iedere deelnemende Staat eveneens, overeenkomstig het recht en onder de voorwaarden, gesteld bij artikel 10, § 5, lid 2, van het Verdrag, over de individuele uitwisselingen van personeel tussen de ter beschikking van de Gemeenschap gestelde contingenten en die van de nationale strijdkrachten (zie art. 111 van het Frans Protocol betreffende artikel 10).

VRAAG.

Artikel 10, § 4.

De Staten-leden mogen een nationale zeemacht behouden voor hun niet-Europese gebieden.

Zal dit praktisch toepassing vinden voor Congo ?

ANTWOORD.

Artikel 10, § 4, geldt mede voor de marine-eenheden, gelegerd in de monding van de Congostroom en voor de begeleidingsschepen der oceaan-strijdkrachten.

VRAAG.

Artikel 11.

Elke Staat zal het recht behouden, en Duitsland het recht verkrijgen, om een politiemacht en een militaire politie op de been te brengen of in stand te houden. Men weet wat dergelijke benamingen in het verleden verholen hebben. Zou er voor deze strijdkrachten geen nauwkeurig bepaalde grens kunnen gesteld worden ?

RÉPONSE.

Le 3^{me} alinéa de l'article 11 stipule que le volume et la nature des Forces de police et de gendarmerie existant sur les territoires des Etats membres, doivent être tels qu'elles ne dépassent pas les limites de leur mission. Le Commissariat a la responsabilité de l'application correcte du Traité. Il dispose à cette fin, par la structure de l'organisation territoriale, de représentants qui sont à même de lui fournir tous les renseignements nécessaires à sa mission. Il pourra donc, le cas échéant, faire rapport au Conseil ou formuler des recommandations.

QUESTION.

Article 12.

Dans le cas de troubles ou simplement de *menaces de troubles*, un Etat pourrait retirer la totalité des forces qu'il aurait mises à la disposition de la C.E.D. Aucun autre Etat membre ne semblerait avoir le droit d'empêcher ce retrait. On se demande aussi ce qui empêcherait cet Etat de retirer les éléments de soutien logistique qu'il aurait mis à la disposition de la C.E.D.

On peut donc se demander si :

- a) cet article ne serait pas une source de désorganisation de la C.E.D.;
- b) cet article ne permettrait pas la reconstitution d'une armée nationale ?

Enfin, pourquoi le dernier alinéa de l'article 13 ne serait-il pas d'application à l'article 12?

RÉPONSE.

Le § 1 de l'article 12 stipule que « dans le cas de troubles ou de menaces de troubles sur le territoire d'un Etat membre en Europe, la fraction des contingents fournis par cet Etat aux Forces Européennes de Défense nécessaire pour faire face à cette situation est, sur sa demande et le Conseil informé, mise à sa disposition par le Commissariat. »

En cas de troubles ou de menaces de troubles il y a à la fois un droit pour l'Etat membre et une obligation pour le Commissariat.

Le Commissariat met à la disposition de l'Etat membre une fraction des contingents fournis par cet Etat, fraction qui est nécessaire pour faire face à cette situation, ni plus, ni moins.

Donc si un Etat, à un moment déterminé, voulait retirer de ses forces nationales des contingents qui dépassent ce qui est nécessaire pour faire face aux troubles ou aux menaces de troubles, il sortirait de son droit. Le Commissariat ne les mettrait pas à sa disposition; il n'aurait ni l'obligation, ni le droit de le faire.

ANTWOORD.

Het 3^e lid van artikel 11 bepaalt dat de omvang en de aard van de op de grondgebieden van de deelnemende Staten aanwezige politiemacht en militaire politie zodanig moeten zijn, dat zij de grenzen van haar opdracht niet te buiten gaan. Het Commissariaat is verantwoordelijk voor de stipte toepassing van het Verdrag. Te dien einde beschikt het, dank zij de structuur van de territoriale organisatie, over vertegenwoordigers die haar al de nodige inlichtingen kunnen verstrekken. In voorkomend geval zal het Commissariaat dus bij de Raad verslag kunnen uitbrengen of hem aanbevelingen doen.

VRAAG.

Artikel 12.

In geval van onlusten of zelfs *dreiging van onlusten*, kan een deelnemende Staat al de strijdkrachten, die hij ter beschikking van de E.D.G. gesteld heeft, terugtrekken. Geen andere deelnemende Staat schijnt het recht te hebben deze terugtrekking te beletten. Men vraagt zich af wat deze Staat zou kunnen weerhouden de logistieke ondersteuningseenheden terug te trekken, die hij ter beschikking van de E.D.G. gesteld heeft.

Men kan zich dus afvragen of dit artikel :

- a) geen oorzaak van ontredering voor de E.D.G. zal zijn;
- b) de wederoprichting van een nationaal leger niet mogelijk maakt ?

Waarom is het laatste lid van artikel 13, ten slotte, niet toepasselijk op artikel 12 ?

ANTWOORD.

Paragraaf 1 van artikel 12 bepaalt dat « in geval van onlusten of dreiging van onlusten op het grondgebied van een deelnemende Staat in Europa, het gedeelte van de door die Staat aan de Europese Defensiestrijdkrachten geleverde contingenten, dat nodig is om aan die toestand het hoofd te bieden, op zijn verzoek en nadat de Raad is ingelicht, door het Commissariaat te zijner beschikking gesteld wordt ».

In geval van onlusten of dreiging van onlusten ontstaat er tegelijkertijd een recht voor de deelnemende Staat en een verplichting voor het Commissariaat.

Het Commissariaat stelt ter beschikking van de deelnemende Staat het gedeelte van de door die Staat geleverde contingenten, dat nodig is om aan die toestand het hoofd te bieden, noch min, noch meer.

Zo een Staat derhalve op een bepaald ogenblik van zijn nationale strijdkrachten grotere contingenten mocht willen afnemen dan nodig is om aan de onlusten of de dreiging van onlusten het hoofd te bieden, zou hij zijn recht te buiten gaan. Het Commissariaat zou die strijdkrachten niet te zijner beschikking stellen. Het zou hiertoe noch de plicht, noch het recht hebben.

Par contre, si l'Etat demande au Commissariat que soient mis à sa disposition les contingents nécessaires pour faire face aux troubles ou aux menaces de troubles, le Commissariat doit les mettre à sa disposition.

De plus, seule la fraction logistique nécessaire au genre d'opérations spéciales entreprises accompagnerait le contingent retiré. Ceci exclut donc la mise à la disposition de l'Etat intéressé des stocks importants de munitions et carburants comme aussi la plupart des unités de soutien de combat (chars, artillerie.).

Enfin, c'est dans un but de contrôle supplémentaire que le dernier alinéa de l'article 13 n'est pas d'application à l'article 12.

En effet, la fraction des contingents ainsi mise à la disposition d'un Etat membre par le Commissariat, reste soumise au contrôle du Commissariat alors que les contingents visés à l'article 13 cessent de relever de la Communauté. Ce contrôle s'exercera notamment sur le transport, les ravitaillements, etc. et permettra donc de pallier le risque que les contingents ne soient employés à d'autres fins que celles de cas de troubles ou de menaces de troubles.

QUESTION.

Articles 13 et 14.

A quatre reprises différentes il est question des forces « nécessaires » pour faire face à une crise sérieuse ou pour remplir une mission internationale.

Quelle sera l'autorité appelée à apprécier « l'importance » des forces nécessaires ? Le Gouvernement national, le Commissariat, le Conseil ou le commandant supérieur ? Qui décidera si ou quand le retrait de ces forces ne sera plus nécessaire ?

RÉPONSE.

a) L'article 13 du Traité donne la possibilité à un Etat membre de retirer *la fraction des contingents* fournis par cet Etat aux F.E.D. nécessaire pour faire face à une crise grave affectant un territoire non européen à l'égard duquel cet Etat assume des responsabilités de défense.

Ce retrait est autorisé par le Commissariat, à la demande de l'Etat membre, le conseil étant informé et avec l'accord du commandant supérieur du S.H.A.P.E.

Le protocole additionnel français relatif à l'article 13 prévoit que le Commissariat met immédiatement les forces à la disposition de l'Etat qui a

Vraagt de Staat integendeel aan het Commissariaat de nodige contingenter te zijner beschikking te stellen, om aan de onlusten of aan de dreiging van onlusten het hoofd te bieden, dan moet het Commissariaat die ter beschikking stellen.

Bovendien zou alleen het logistiek gedeelte, dat nodig is voor dat soort van bijzondere operaties, het teruggetrokken contingent vergezellen. Dit sluit derhalve uit dat de betrokken Staat belangrijke voorraden ammunitie en brandstof ter beschikking zouden worden gesteld, evenals het grootste deel van de gevechtsondersteuningseenheden (gevechtswagens, artillerie).

Ten slotte is het met het oog op een nadere controle dat het laatste lid van artikel 13 niet toepasselijk is op artikel 12.

Het gedeelte van de contingenter, dat aldus door het Commissariaat ter beschikking van een deelnemende Staat wordt gesteld, blijft inderdaad onderworpen aan het toezicht van het Commissariaat, terwijl de bij artikel 13 bedoelde contingenter niet langer onder de Gemeenschap ressoreren. Dit toezicht zal inzonderheid slaan op het vervoer, de bevoorrading, enz., wat het risico zal bezweren dat de contingenter voor andere doelen dan die in verband met de onlusten of de dreiging van onlusten worden aangewend.

VRAAG.

Artikelen 13 en 14.

Tot viermaal toe is er sprake van strijdkrachten die « nodig » zijn om het hoofd te bieden aan een ernstige crisis of om een internationale opdracht te vervullen.

Wie oordeelt over de « omvang » van de vereiste strijdkrachten. De nationale regering, het Commissariaat, de Raad of de Opperbevelhebber ? Wie oordeelt of en wanneer de terugtrekking dezer strijdkrachten niet meer nodig is ?

ANTWOORD.

a) Artikel 13 van het Verdrag verleent aan een deelnemende Staat de mogelijkheid om *het gedeelte van de* door die Staat aan de Europese Defensiestrijdkrachten geleverde contingenter terug te trekken, dat nodig is om het hoofd te bieden aan een ernstige crisis in een niet-Europees gebied voor welker verdediging deze Staat verantwoordelijk is.

Deze terugtrekking wordt toegestaan door het Commissariaat, op verzoek van de deelnemende Staat, nadat de Raad is ingelicht en met de instemming van de opperbevelhebber van S.H.A.P.E.

Het Frans additioneel protocol betreffende artikel 13 bepaalt dat het Commissariaat onmiddellijk de strijdkrachten ter beschikking stelt van de

introduit un de demande jugée urgente par cet Etat dès que celui-ci a notifié cette demande au Commissariat et au Commandant Suprême compétent.

Le même protocole additionnel dispose que dans ce cas, le Commandant Suprême ne peut refuser son accord sauf s'il est établi que le retrait dont il s'agit est de nature à compromettre la sécurité de la Communauté. Il résulte de ces textes que c'est le Commandant Suprême du S.H.A.P.E. qui décidera, en fait, de l'importance des forces nécessaires.

D'autre part, c'est l'Etat membre qui jugera du moment où le retrait de ces forces ne sera plus nécessaire. Toutefois, le commandant suprême pourra éventuellement redemander ces forces si elles lui deviennent indispensables pour assurer la sécurité de la communauté.

b) L'article 14 prévoit des dispositions analogues en ce qui concerne le cas du retrait d'une fraction des contingents F.E.D. pour accomplir une mission internationale confiée à un Etat membre en dehors des territoires européens.

Cette fraction des contingents F.E.D. est remise à la disposition de l'Etat membre sur sa demande, par le Commissariat avec l'accord du Commandant Suprême du S.H.A.P.E. sur avis conforme du Conseil statuant à la majorité des deux tiers.

C'est donc encore le Commandant Suprême du S.H.A.P.E. qui décidera de l'importance des forces nécessaires. Les autorités ayant autorisé le retrait décideront du moment où ce retrait ne sera plus nécessaire.

QUESTION.

Article 14.

Concerne l'attribution d'une mission internationale : qui conférera cette mission ? Suffit-il qu'un Gouvernement national accepte de sa propre initiative une mission internationale, pour pouvoir invoquer la présente disposition ?

RÉPONSE.

Les missions internationales auxquelles il est fait allusion à l'article 14 ne seront conférées — le mot « internationales » l'implique — qu'en vertu d'accords ou de Traités : elles pourront donc l'être par des organes internationaux. Dans l'esprit des auteurs, ce sont les missions conférées par l'O.N.U. qui sont visées ici.

Il y a lieu, toutefois, de noter que, en vertu de ce même article, l'accord du Commandant Suprême et l'avis conforme du Conseil statuant à la majorité des deux tiers sont nécessaires pour que le Commissariat puisse mettre ses forces à la disposition de l'Etat demandeur. Ces conditions pourraient restreindre, si nécessaire, l'exécution de telles missions si leurs implications paraissent trop onéreuses.

Staat, die een door deze Staat dringend geoordeelde aanvraag heeft ingediend, zodra deze de aanvraag betekend heeft aan het Commissariaat en aan de bevoegde Opperbevelhebber.

Hetzelfde additioneel protocol bepaalt dat de Opperbevelhebber in dit geval zijn instemming niet mag weigeren, tenzij het bewezen is dat de gevraagde terugtrekking de veiligheid van de Gemeenschap in gevaar brengt. Uit deze teksten blijkt dat de Opperbevelhebber van S.H.A.P.E. in feite over de omvang der nodige strijdkrachten zal beslissen.

Anderzijds is het de deelnemende Staat, die zal beslissen wanneer de terugtrekking van deze strijdkrachten niet langer nodig is. In voorkomend geval zal de Opperbevelhebber evenwel deze strijdkrachten kunnen terugeisen zo hij ze niet kan ontberen voor de veiligheid van de Gemeenschap.

b) Artikel 14 bevat gelijkaardige bepalingen inzake terugtrekking van een gedeelte der E.D.S.-contingenten om een internationale opdracht te vervullen, welke aan een deelnemende Staat buiten de grenzen van de Europese gebieden toevertrouwd wordt.

Dit gedeelte der E.D.S.-contingenten wordt op zijn verzoek ter beschikking van de deelnemende Staat gesteld door het Commissariaat, met instemming van de Opperbevelhebber van S.H.A.P.E., met instemming van de Raad, door deze bepaald met een meerderheid van twee derde.

Het is dus nogmaals de Opperbevelhebber van S.H.A.P.E. die over de omvang der nodige strijdkrachten beslist. De overheden, welke de terugtrekking toegestaan hebben, beslissen wanneer deze terugtrekking niet langer nodig is.

VRAAG.

Artikel 14.

Dit artikel betreft de toewijzing van een internationale opdracht. Wie zal deze opdracht verlenen ? Volstaat het dat een nationale Regering op eigen initiatief een internationale opdracht aanvaardt, om zich op deze bepaling te kunnen beroepen ?

ANTWOORD.

De internationale opdrachten, waarvan sprake in artikel 14, zullen slechts — het woord « internationale » sluit zulks in — toevertrouwd worden krachtens akkoorden of verdragen : zij kunnen dus verleend worden door internationale organen. In de geest van de stellers worden hier de door de O.V.N. toevertrouwde opdrachten bedoeld.

Er zij evenwel aangestipt dat, krachtens hetzelfde artikel, de instemming van de Opperbevelhebber en de instemming van de Raad, door deze bepaald met een meerderheid van twee derde, nodig zijn opdat het Commissariaat zijn strijdkrachten ter beschikking van de aanvragende Staat kan stellen. Zo nodig kunnen deze voorwaarden de uitvoering van de opdrachten beperken, zo de gevolgen hiervan al te zwaar mochten lijken.

QUESTION.

Article 14.

Les compétences militaires qui ont élaboré la partie technique du Traité et qui ont calculé le niveau des forces à créer dans le cadre de l'O.T.A.N. et de la C.E.D. ont déclaré qu'il s'agit d'un strict minimum en dessous duquel il serait dangereux de s'engager.

Comment donc pourrait-on concevoir le retrait de forces importantes sans mettre en péril l'efficacité même de la C.E.D. ?

Dès l'instant où la C.E.D. serait ratifiée, les missions militaires internationales devraient être confiées à la C.E.D. et non plus à un Etat membre.

RÉPONSE.

L'article 14 prescrit que la fraction des contingents F.E.D. nécessaire pour remplir une mission internationale confiée à un Etat membre est remise à la disposition de cet Etat, par le Commissariat avec l'accord du Commandant Suprême compétent relevant de l'O.T.A.N., sur avis conforme du Conseil statuant à la majorité des deux tiers.

L'efficacité de la défense commune ne peut donc pas être mise en péril, puisque l'accord du Commandant Suprême est nécessaire.

Les missions militaires internationales ne pourraient pas être confiées à la C.E.D., au lieu de l'être à un Etat membre, car tous les membres de la C.E.D. ne sont pas parties contractantes aux Traité ou Accords internationaux créant les organisations de qui émanent ces missions.

QUESTION.

Article 16.

L'Allemagne aurait-elle le droit de constituer des forces de l'intérieur ? S'il n'en était pas ainsi, qui défendrait les points sensibles du sol allemand ?

Aucune limite ne serait fixée aux forces de l'intérieur. Doit-on conclure que les unités de soutien logistique destinées aux forces de l'intérieur pourraient aussi être mises sur pied par chaque Etat membre ?

RÉPONSE.

Les Forces Armées destinées à la défense de l'intérieur sont de statut européen.

Les principes généraux définis dans le Protocole Militaire leur sont donc applicables.

VRAAG.

Artikel 14.

De militaire deskundigen die het technisch gedeelte van het Verdrag hebben uitgewerkt en de omvang berekend hebben van de strijdkrachten, welke in het kader van N.A.T.O. en E.D.G. op de been moeten worden gebracht, hebben verklaard dat het een strict minimum is, beneden hetwelk men niet zonder gevaar mag komen.

Hoe kan men zich derhalve de terugtrekking van belangrijke strijdkrachten indenken zonder dat de doeltreffendheid van de E.D.G. in gevaar wordt gebracht?

Zodra de E.D.G. bekraftigd is, moeten de internationale militaire opdrachten toevertrouwd worden aan de E.D.G., en niet meer aan een deelnemende Staat.

ANTWOORD.

Artikel 14 schrijft voor, dat het gedeelte van de E.D.S.-contingenten, nodig tot het vervullen van een aan een deelnemende Staat toevertrouwde internationale opdracht, door het Commissariaat ter beschikking van deze Staat wordt gesteld, met instemming van de bevoegde, onder de N.A.T.O. ressorterende Opperbevelhebber, met instemming van de Raad, door deze bepaald met een meerderheid van twee derde.

De doeltreffendheid van de gemeenschappelijke verdediging kan derhalve niet in gevaar worden gebracht, vermits de instemming van de Opperbevelhebber nodig is.

De internationale militaire opdrachten kunnen niet aan de E.D.G. worden toevertrouwd in plaats van aan een deelnemende Staat, want niet al de leden van de E.D.G. zijn contractorende partij bij de internationale verdragen of akkoorden, houdende oprichting van de organisaties waarvan deze opdrachten uitgaan.

VRAAG.

Artikel 16.

Zal Duitsland het recht hebben om binnelandse strijdkrachten te vormen ? Zo niet, wie zal de kwetsbare punten op Duitse bodem verdedigen ?

Voor de binnelandse strijdkrachten wordt geen grens gesteld. Moet hieruit afgeleid worden dat de logistieke ondersteuningseenheden, bestemd voor de binnelandse strijdkrachten, ook door iedere deelnemende Staat op de been kunnen worden gebracht ?

ANTWOORD.

De binnelandse strijdkrachten hebben een Europese status.

De in het Militair Protocol neergelegde algemene beginselen zijn dus op deze strijdkrachten toepasselijk.

Les besoins établis par chaque Etat, compte tenu de l'importance du pays, sa situation par rapport à la ligne de défense et des points particuliers à défendre, feront l'objet de propositions à la C.E.D. de la part des Etats membres, suivant des accords complémentaires dont il est question à l'« Accord Spécial » « Très secret ».

L'Allemagne aura donc le droit de constituer des Forces de l'intérieur comportant des unités combattantes et les unités de soutien logistique correspondantes, dont le volume sera déterminé par les accords en question.

QUESTION.

Article 18, § 3.

Les forces de l'intérieur seraient-elles commandées par l'O.T.A.N. ?

RÉPONSE.

L'article 16 du Traité précise que les Forces de Défense de l'Intérieur sont de statut européen. Toutefois, ces Forces ne sont pas intégrées dans les contingents de la C.E.D., car leur emploi est régi par des Conventions particulières conclues dans le cadre du Traité de l'Atlantique Nord. Celles-ci prévoient, en ce qui nous concerne, que la défense de l'intérieur reste une responsabilité nationale et qu'en conséquence le commandement des Forces affectées à cette mission, relève des autorités nationales (§ 3 de l'article 18 du Traité).

Pour les Forces de Défense de l'Intérieur, il convient donc de distinguer :

- leur statut, qui est identique à celui des contingents de la C.E.D. proprement dite;
- leur emploi, qui est une responsabilité nationale;
- leur commandement, qui est également une responsabilité nationale.

Le Commissariat.

QUESTION.

Article 20.

In fine, il est question du droit des membres du Commissariat à obtenir une pension. A-t-on déjà élaboré un régime de pensions ? Dans l'affirmative, en quoi consiste-t-il ?

RÉPONSE.

L'article 45 précise que c'est le Conseil qui fixe les traitements, indemnités et pensions du Président et des membres du Commissariat.

De behoeften, welke door elke Staat vastgesteld worden, rekening gehouden met het belang van het land, de ligging van het land ten opzichte van de verdedigingslijn en de bijzondere te verdedigen punten, zullen door de deelnemende Staten voorgelegd worden aan de E.D.G., volgens aanvullende akkoorden, waarvan sprake is in de « Bijzondere Overeenkomst » « Zeer geheim ».

Duitsland zal dus het recht hebben om binnelandse strijdkrachten te vormen, welke strijdende eenheden en de hiermede overeenstemmende logistieke ondersteuningseenheden zullen omvatten, waarvan de omvang door bovenvermelde verdragen bepaald zal worden.

VRAAG.

Artikel 18, § 3.

Zullen de binnelandse strijdkrachten onder het bevel van de N.A.T.O. staan ?

ANTWOORD.

Artikel 16 van het Verdrag bepaalt dat de Binnenlandse Defensiestrijdkrachten van het grondgebied een Europese status hebben. Deze strijdkrachten worden evenwel niet geïntegreerd in de E.D.G.-contingenenten, want hun inzet wordt beheerst door afzonderlijke in het kader van het Noord-Atlantisch Verdrag gesloten Overeenkomsten. Te onzen opzichte is hierin bepaald dat de binnelandse verdediging bij de nationale overheid blijft berusten en dat bijgevolg de bevelvoering over de voor deze opdracht aangewende strijdkrachten ressorteert onder de nationale overheid (§ 3 van artikel 18 van het Verdrag).

Voor de Binnenlandse Defensiestrijdkrachten moet dus een onderscheid gemaakt worden tussen :

- hun status, die dezelfde is als die van de eigenlijke E.D.G.-contingenenten;
- hun inzet, die een nationale verantwoordelijkheid is;
- hun bevelvoering, die eveneens een nationale verantwoordelijkheid is.

Het Commissariaat.

VRAAG.

Artikel 20.

Op het einde is er sprake van het recht op pensioen voor de leden van het Commissariaat. Is er reeds een pensioenregeling opgemaakt ? Zo ja, waarin bestaat deze ?

ANTWOORD.

Artikel 45 bepaalt dat de wedden, vergoedingen en pensioenen van de Voorzitter en van de leden van het Commissariaat vastgesteld worden door de Raad.

Le projet de régime des pensions des membres du Commissariat n'a pas encore été élaboré.

QUESTION.

Article 20.

L'intéressant rapport de M. Wigny fait écho des discussions intervenues entre les futurs Etats membres pour la fixation du nombre des commissaires, leur nationalité et leurs fonctions.

Comment admettre dès lors que les commissaires ne solliciteraient ni n'accepteraient d'instructions d'aucun gouvernement et qu'ils seraient seulement soucieux de leur rôle supra-national ? Cela aurait-il d'ailleurs de l'importance puisque dans la forme actuelle du Traité, le Commissariat serait complètement assujetti au Conseil qui conserve tous les pouvoirs ?

RÉPONSE.

Le § 2 de l'article 20 du Traité instituant la C.E.D. stipule que dans l'accomplissement de leurs devoirs les membres du Commissariat ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun Gouvernement et qu'ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère supra-national de leurs fonctions.

Néanmoins, il est intéressant pour chacun des Etats membres de la C.E.D. d'avoir un commissaire ou l'autre de sa nationalité. En effet, celui-ci sera de toute façon mieux au courant des problèmes et des difficultés nationales que les autres et comprendra plus aisément les problèmes qui se posent à tel ou tel Etat. Ceci ne lui ferait pas perdre son caractère supranational mais, au contraire, permettra de mieux concilier des intérêts parfois divergents.

Le Traité comporte, en effet, plusieurs garanties à cet égard.

Tout d'abord, l'article 21 prévoit que les membres du Commissariat sont nommés *d'un commun accord* par les Gouvernements des Etats membres. Ceci constitue une garantie quant à la valeur des personnes qui seront désignées à ce poste.

L'article 26 fait une distinction entre les décisions à prendre : les plus importantes devront être prises *collectivement* par le Commissariat, d'autres seront déléguées à des commissaires agissant individuellement.

D'autre part, le Commissariat se trouve sous le contrôle du Conseil.

Celui-ci peut lui donner des directives à l'unanimité. L'article 23 prévoit enfin des sanctions : un commissaire qui commet une faute lourde peut être déclaré démissionnaire par la Cour à la requête du Conseil ou du Commissariat. Le Conseil peut même provisoirement le suspendre de ses fonctions.

Het ontwerp van pensioenregeling voor de leden van het Commissariaat is nog niet opgemaakt.

VRAAG.

Artikel 20.

Het interessant verslag van de heer Wigny maakt gewag van de besprekingen die tussen de toekomstige Staten-leden over de vaststelling van het aantal commissarissen, hun nationaliteit en hun functies, plaats hadden.

Hoe kan men dan aannemen dat de commissarissen geen instructies zullen vragen noch aanvaarden van enigerlei regering en dat zij zich alleen hun supranationale rol zullen aantrekken? Zou dit trouwens enig verschil maken, vermits het Verdrag in zijn huidige vorm het Commissariaat volledig ondergeschikt maakt, aan de Raad, die alle machten behoudt ?

ANTWOORD.

Paragraaf 2 van artikel 20 van het Verdrag tot oprichting van de E.D.G. bepaalt dat de leden van het Commissariaat bij de vervulling van hun plicht instructies vragen noch aanvaarden van enigerlei Regering en dat zij zich onthouden van iedere handeling welke onverenigbaar is met het supranationaal karakter van hun ambt.

Het is voor elk van de Staten leden der E.D.G. niettemin van belang dat zij een commissaris van eigen nationaliteit bezitten. Immers, deze commissaris zal in ieder geval meer begrip hebben van de nationale problemen en moeilijkheden en hij zal gemakkelijker de problemen begrijpen waarmee een bepaalde Staat te kampen heeft. Hierdoor zou hij zijn supranationaal karakter niet verliezen, maar integendeel beter in staat zijn om uiteenlopende belangen te verzoenen.

Het Verdrag behelst namelijk in dit opzicht verschillende waarborgen.

Vooreerst bepaalt artikel 21 dat de leden van het Commissariaat door de Regeringen der deelnemende Staten *in onderlinge overeenstemming* worden benoemd. Dit is een waarborg voor de bevoegdheid van de personen die in dit ambt zullen worden aangesteld.

Artikel 26 maakt een onderscheid tussen de te nemen beslissingen : de belangrijkste dienen *gezamenlijk* door het Commissariaat te worden genomen, andere worden gedelegeerd aan commissarissen die individueel optreden.

Verder staat het Commissariaat onder het toezicht van de Raad.

Deze mag aan het Commissariaat bij eenstemmigheid genomen aanwijzingen geven. Artikel 23 voorziet ten slotte in sancties : ieder lid van het Commissariaat dat op ernstige wijze is tekort geschoten, kan op verzoek van de Raad, of van het Commissariaat door het Hof van zijn ambt ontheven worden verklaard. De Raad kan dat lid zelfs voorlopig schorsen.

QUESTION.

Article 21, § 3.

Les membres du Commissariat désavoués à la suite de la motion de censure, prévue à l'article 36, § 2, peuvent-ils être nommés de nouveau en cette qualité ? En effet, ce ne sont plus des « membres sortants » ordinaires au sens de l'article 20.

RÉPONSE.

Rien ne s'oppose, dans le Traité, à ce que les membres du Commissariat, désavoués à la suite d'une motion de censure de l'Assemblée, soient nommés à nouveau en cette qualité.

Toutefois, ce fait dépendra de la sévérité de la motion, ainsi que de la gravité des faits qui y ont donné lieu. Les Gouvernements devront, dans une nouvelle nomination, tenir compte de ces éléments et, notamment, des sentiments de l'Assemblée à ce sujet.

La motion de censure, adoptée, donne lieu à la démission, collectivement, des membres du Commissariat. S'il est, dès lors, possible que certains de ceux-ci soient nommés à nouveau, il est probable, par contre, que les membres les plus directement responsables des faits à l'origine de la motion de censure, se trouveront écartés de leurs fonctions. Il est, en effet, impensable que, en ne les écartant pas, les Gouvernements exposent le Commissariat à une nouvelle motion de censure de la part de l'Assemblée.

On ne peut suffisamment insister sur la question d'appréciation qui se trouvera à la base de toutes ces décisions.

Du reste, des garanties suffisantes existent à ce point de vue, puisque l'article 21, § 1, prévoit que les membres du Commissariat sont nommés d'un commun accord par les Gouvernements des Etats membres.

QUESTION.

Article 24.

Il semble que l'article 24 considère comme possibles les votes ci-dessous :

Oui	Non	Abstention
—	—	—
5	4	0
5	3	1
5	2	2
5	1	3
5	0	4
4 (*)	4	1
4	3	2
4	2	3
4	1	4

Cette interprétation de l'article 24 est-elle exacte ?

(*) Au cas où les voix se répartissent selon le schéma 4-4-1, le président doit figurer parmi ceux qui ont voté oui.

VRAAG.

Artikel 21, § 3.

Na eventuele toepassing van de censuurmotie, ingevolge artikel 36, § 2, mogen dezelfde leden van het Commissariaat herbenoemd worden ? Zij zijn dan immers geen gewone « uitstredenden », zoals bedoeld in artikel 20.

ANTWOORD.

Geen enkele bepaling van het Verdrag verzet er zich tegen, dat de leden van het Commissariaat tegen wie een motie van afkeuring door de Vergadering is aangenomen, in dezelfde hoedanigheid opnieuw benoemd worden.

Dit feit zal evenwel afhankelijk zijn van de strengheid der motie en van de ernst van de feiten welke er aanleiding toe gaven. De Regeringen dienen, bij een nieuwe benoeming, met die factoren en inzonderheid met de gevoelens van de Vergadering dienaangaande rekening te houden.

De motie van afkeuring geeft, indien zij wordt aangenomen, aanleiding tot het gezamenlijk aftreden van de leden van het Commissariaat. Indien het dus mogelijk is dat sommigen onder hen opnieuw worden benoemd, is het daarentegen waarschijnlijk dat de leden die in de eerste plaats verantwoordelijk zijn voor de feiten welke aan de motie van afkeuring ten grondslag liggen, voor herbenoeming niet meer in aanmerking zullen komen. Het is immers niet denkbaar dat de Regeringen, door deze leden niet uit te sluiten, het Commissariaat aan een nieuwe motie van afkeuring vanwege de Vergadering zouden blootstellen.

Men kan niet genoeg nadruk leggen op de factor appreciatie welke aan al deze beslissingen ten grondslag zal liggen.

Er bestaat overigens voldoende zekerheid op dit gebied, vermits artikel 21, § 1, bepaalt dat de leden van het Commissariaat door de Regeringen der deelnemende Staten in onderlinge overeenstemming worden benoemd.

VRAAG.

Artikel 24.

Het lijkt wel dat artikel 24 de volgende stemmingen mogelijk acht :

Ja	Neen	Onthouding
—	—	—
5	4	0
5	3	1
5	2	2
5	1	3
5	0	4
4 (*)	4	1
4	3	2
4	2	3
4	1	4

Is deze interpretatie van artikel 24 juist ?

(*) In het geval 4-4-1 moet de voorzitter bij de ja-stemmers zijn.

RÉPONSE.

L'interprétation donnée de l'article 24 est exacte, mais — à moins qu'il ne s'agisse des cas « limites » seulement — non complète : en effet, l'article en question dit que les délibérations du Commissariat sont acquises à la majorité des membres *présents*.

Les combinaisons suivantes seraient donc possibles à condition que le Commissariat garde, dans son règlement intérieur, le quorum des cinq prévus par le § 2 de l'article 24 :

Oui	Non	Abst.	Oui	Non	Abst.	Oui	Non	Abst.
5	3	0	5	0	2	4	1	1
5	2	0	5	0	3	4	1	2
5	2	1	4	3	0	4	1	3
5	1	0	4	3	1	4	0	0
5	1	1	4	2	0	4	0	1
5	1	2	4	2	1	4	0	2
5	0	0	4	2	2	4	0	3
5	0	1	4	1	0	4	0	4

de même que :

Oui	Non	Abst.	Oui	Non	Abst.
9	0	0	6	3	0
8	0	1	6	0	3
8	1	0	6	0	2
8	0	0	6	0	1
7	1	0	6	0	0
7	1	1	6	1	0
7	0	2	6	1	1
7	2	0	6	1	2
7	0	0	6	2	0
7	0	1	6	2	1

QUESTION.

Article 30.

Le Commissariat dispose du personnel civil et militaire « nécessaire ». Qui, du Commissariat ou du Conseil, décide de l'ampleur du cadre du personnel ? Qui fixe les traitements et les indemnités de ce personnel ?

RÉPONSE.

1. L'ampleur du cadre du personnel militaire et civil est à la discrétion du Commissariat qui devra décider quel sera le personnel « nécessaire » pour l'accomplissement des tâches qui lui sont dévolues par le Traité.

Toutefois, un contrôle quant à l'ampleur du personnel engagé existera à divers échelons par le truchement du budget de la Communauté :

Art. 87, § 1 : Le budget sera préparé par le Commissariat en consultation avec les Gouvernements intéressés;

ANTWOORD.

Deze interpretatie van artikel 24 is juist, maar — tenzij alleen de grensgevallen worden bedoeld — niet volledig : immers, het bewuste artikel bepaalt dat de beslissingen van het Commissariaat worden genomen bij meerderheid van de *aanwezige* leden.

De volgende combinaties zouden bijgevolg mogelijk zijn, op voorwaarde dat het Commissariaat in zijn reglement van orde het in § 2 van artikel 24 gestelde quorum van vijf behoudt :

Ja	Neen	Onth.	Ja	Neen	Onth.	Ja	Neen	Onth.
5	3	0	5	0	2	4	1	1
5	2	0	5	0	3	4	1	2
5	2	1	4	3	0	4	1	3
5	1	0	4	3	1	4	0	0
5	1	1	4	2	0	4	0	1
5	1	2	4	2	1	4	0	2
5	0	0	4	2	2	4	0	3
5	0	1	4	1	0	4	0	4

alsmede :

Ja	Neen	Onth.	Ja	Neen	Onth.
9	0	0	6	3	0
8	0	1	6	0	3
8	1	0	6	0	2
8	0	0	6	0	1
7	1	0	6	0	0
7	1	1	6	1	0
7	0	2	6	1	1
7	2	0	6	1	2
7	0	0	6	2	0
7	0	1	6	2	1

VRAAG.

Artikel 30.

Het Commissariaat beschikt over het « nodige » burgerlijk en militair personeel. Wie beslist over de omvang van het personeelskader, het Commissariaat of de Raad ? Wie bepaalt de wedden en de vergoedingen van dit personeel ?

ANTWOORD.

1. Het Commissariaat beslist naar goedvinden over de omvang van het kader van het militaire en het burgerpersoneel. Het oordeelt zelf welk personeel het nodig heeft ter vervulling van de taken die hem door dit Verdrag zijn toegewezen.

Er zal evenwel door middel van de begroting der Gemeenschap op verschillende trappen toezicht worden gehouden op de omvang van het personeelskader :

Artikel 87, § 1 : De begroting wordt door het Commissariaat voorbereid in overleg met de betrokken Regeringen.

Art. 87, § 2 : Le Conseil est saisi du projet de budget et l'aprouve;

Art. 87, § 3 : Le budget est transmis à l'Assemblée qui peut soit le rejeter, soit proposer des modifications.

2. Les rémunérations tant du personnel civil que militaire sont régies par les dispositions du « Protocole sur les conditions de rémunérations des personnels militaires et civils de la Communauté »

Les articles 6 et 8 de ce Protocole prévoient que l'établissement des modalités de rémunération des personnels, établis par le Commissariat, nécessiteront l'avis conforme du Conseil unanime.

3. Enfin, pour toutes ces questions, le Conseil peut, en vertu du § 2 de l'article 39, formuler des directives à l'intention du Commissariat.

QUESTION.

Article 31.

§ 2. — Il est à remarquer que le droit de nomination à un grade à l'intérieur d'unités homogènes ne serait conservé aux autorités nationales qu'à titre provisoire.

Ceci serait-il aussi valable en ce qui concerne les forces de l'intérieur puisqu'elles seraient de statut européen et qu'elles pourraient être passées à la C.E.D. ?

RÉPONSE.

Les Forces de Défense de l'Intérieur étant sous statut européen, les dispositions de l'article 31 leur sont complètement d'application. Le régime transitoire prévu au § 2 de l'article 31 peut d'ailleurs être prolongé indéfiniment en vertu du Protocole français relatif à l'application de l'article 10 du Traité.

En effet, l'article VII du Protocole est libellé comme suit :

« Jusqu'à la mise en vigueur du statut commun des personnels des Forces Européennes de Défense, les statuts du personnel militaire mis par un Etat membre à la disposition de la Communauté ou servant dans les Forces Armées nationales, sont régis, conformément à l'article 11, alinéa 2, du Protocole Militaire, par la législation ou la réglementation du dit Etat. »

Or, l'article 44 du Traité dispose que :

« Les textes définissant ou modifiant les statuts des personnels, l'organisation générale, le recrutement, les effectifs et l'encadrement des forces ainsi que les modifications aux plans de constitution

Artikel 87, § 2 : Het ontwerp van begroting wordt aan de Raad voorgelegd en door hem goedgekeurd;

Artikel 87, § 3 : De begroting wordt medegedeeld aan de Vergadering die haar kan verwerpen of die kan voorstellen haar te wijzigen.

2. De bezoldigingen van het burger- en het militaire personeel worden beheerst door de bepalingen van het « Protocol inzake de bezoldigingsvoorwaarden voor het militaire en het burgerpersoneel van de Gemeenschap ».

Luidens de artikelen 6 en 8 van dit Protocol is voor het vaststellen, door het Commissariaat, van de wijzen van bezoldiging van het personeel het eensluidend advies van de eenparige Raad nodig.

3. Ten slotte mag de Raad, krachtens § 2 van artikel 39, in al deze aangelegenheden aan het Commissariaat aanwijzingen geven.

VRAAG.

Artikel 31.

§ 2. — Er zij opgemerkt dat het recht om benoemingen te doen in rangen binnen de nationaal-homogene eenheden, slechts voorlopig door de bevoegde nationale instanties bewaard wordt.

Zal dit eveneens gelden voor de binnenlandse strijdkrachten, vermits deze een Europese status hebben en overgeplaatst kunnen worden naar de E.D.G.?

ANTWOORD.

Aangezien de Binnenlandse Strijdkrachten een Europese status bezitten, is artikel 31 volledig op hen toepasselijk. Het in § 2 van artikel 31 bepaalde overgangsstelsel kan echter tot in het oneindige worden verlengd krachtens het Franse Protocol betreffende de toepassing van artikel 10 van het Verdrag.

Immers, artikel VII van het Protocol luidt als volgt :

« Tot het tijdstip van inwerkingtreding der gemeenschappelijke rechtspositieregeling van het personeel der Europese Defensiestrijdkrachten, zal de rechtspositie van het militair personeel, dat door een deelnemende Staat ter beschikking is gesteld van de Gemeenschap of dienst doet bij nationale strijdkrachten, worden bepaald overeenkomstig artikel 11, lid 2, van het Militair Protocol, door de wetgeving of de reglementering van genoemde Staat. »

Welnu, artikel 44 van het Verdrag bepaalt :

« Regelingen tot vaststelling of wijziging van de rechtspositie van het personeel, de algemene organisatie, de recruterung, de personeelsbezetting en de encadrering van de strijdkrachten, alsmede

des Forces Européennes de Défense, sont arrêtés par le Conseil statuant à l'unanimité, sur proposition soit d'un Membre du Conseil, soit du Commissariat et mis en vigueur par ce dernier. »

Il ne pourra donc être mis fin à la période transitoire que moyennant l'accord unanime des Membres du Conseil des Ministres.

QUESTION.

Quelle sera l'importance du personnel du Commissariat ?

RÉPONSE.

A l'heure actuelle on prévoit, pour le personnel du Commissariat aux Forces Armées :

260 officiers	80 pour EM / combiné
260 sous-officiers	100 pour EM / Terre
130 troupes	67 pour EM / Air
	13 pour EM / Mer

Total : 650

Il est proposé que les Belges participent à raison de

32 officiers
32 sous-officiers
16 troupes
80

(La question des effectifs est toujours à l'étude et rien de définitif n'est décidé.)

Pour les autres *Commissariats* : rien, car les études sont loin d'être arrivées à un stade concret.

REPARTITION DES ATTRIBUTIONS ENTRE LE COMMISSARIAT ET LES ETATS MEMBRES.

1. — Ci-joint, en annexe, un tableau fixant les attributions respectives des Etats membres et du Commissariat de la C.E.D., concernant le recrutement des personnels destinés aux Forces Européennes de Défense.

Le contenu de ce document devra être soumis à l'approbation du Commissariat de la C.E.D. dès son entrée en fonctions.

wijzigingen in het opbouwplan van de Europese Defensiestrijdkrachten, worden door de Raad, op voorstel hetzij van een lid van de Raad, hetzij van het Commissariaat, bij eenstemmigheid vastgesteld en door het Commissariaat in werking gesteld. »

Er zal dienvolgens aan de overgangsperiode eerst een einde kunnen worden gemaakt indien de leden van de Raad van Ministers daarmede eenparig instemmen.

VRAAG.

Hoe talrijk zal het personeel van het Commissariaat zijn?

ANTWOORD.

Men voorziet op dit ogenblik voor het personeel van het Commissariaat voor de Strijdkrachten :

260 officieren	80 voor de gecombin. Staf
260 onderoffic.	100 voor de Staf / Landmacht
130 soldaten	67 voor de Staf / Luchtmacht
	13 voor de Staf / Zeemacht

Totaal : 650

Er wordt voorgesteld dat de Belgen zouden deelnemen ten getale van

32 officieren
32 onderofficieren
16 soldaten
80

(De kwestie der getalsterkte is nog steeds in studie en er is nog niets definitief beslist.)

Wat de andere *Commissariaten* betreft : niets, want het voorbereidingswerk is nog lang niet in een concreet stadium getreden.

VERDELING VAN DE BEVOEGDHEDEN TUSSEN HET COMMISSARIAAT EN DE DEELNEMENDE STATEN.

1. — Hierbij gaat een tabel met de respectieve bevoegdheden van de deelnemende Staten en van het Commissariaat der E.D.G., in zake de werving van het personeel voor de Europese Defensiestrijdkrachten.

Dit document zal aan het Commissariaat der E.D.G. ter goedkeuring moeten worden voorgelegd, zodra dit orgaan in werking treedt.

Ces attributions sont considérées comme valables pour les opérations de mise sur pied du premier échelon des Forces.

2. — Commentaires du tableau.

Dans la colonne 1 figurent les principales opérations intéressant le recrutement des appelés, des engagés et rengagés ainsi que celles qui concernent l'administration des réserves. Il s'agit seulement d'une énumération, et non d'une succession chronologique, celle-ci pouvant varier de pays à pays.

Dans la colonne 2, sont transcrives les définitions établies pour chacune des opérations.

Les colonnes 3 et 4 se réfèrent aux opérations qui sont de la compétence des autorités européennes.

L'organisation militaire territoriale, conformément au Traité, a une double subordination : européenne et nationale.

Dans la colonne 4, on a considéré l'organisation militaire territoriale en tant que subordonnée aux autorités européennes.

Les colonnes 5 et 6 se réfèrent aux opérations qui sont de la compétence exclusive des autorités nationales.

Dans la colonne 6, par organismes d'exécution on entend :

- soit l'organisation militaire territoriale en tant que subordonnée au Ministère national de la Défense;
- soit l'organisation civile du recrutement subordonnée au Ministère national de la Défense, en dehors de l'organisation militaire territoriale (conception allemande);
- soit l'organisation générale d'administration dépendant d'un ou même plusieurs ministères civils (par exemple, cas de la France);
- soit, éventuellement, une intervention combinée des différents organismes précédemment énumérés.

Die bevoegdheden worden als geldig beschouwd voor de opbouw van het eerste contingent der Strijdkrachten.

2. — Commentaar op de tabel.

Kolom 1 vermeldt de voornaamste verrichtingen inzake de werving van de opgeroepenen, de vrijwilligers en de capitulantens alsmede inzake het beheer der reserves. Dit is slechts een opsomming en geen chronologische opeenvolging, daar deze van land tot land kan verschillen.

In kolom 2 zijn de voor elk der verrichtingen gegeven omschrijvingen overgedrukt.

Kolommen 3 en 4 hebben betrekking op de verrichtingen die tot de bevoegdheid der Europese instanties behoren.

De militaire territoriale organisatie, overeenkomstig het Verdrag, is ondergeschikt aan een dubbel gezag : een Europees en een nationaal gezag.

In kolom 4 wordt de territoriale militaire organisatie, als zijnde ondergeschikt aan de Europese instanties, in overweging genomen.

Kolommen 5 en 6 hebben betrekking op de verrichtingen welke uitsluitend tot de bevoegdheid van de nationale instanties behoren.

In kolom 6 wordt onder uitvoeringsorganen verstaan :

- hetzij de territoriale militaire organisatie, als ondergeschikte van het nationaal Ministerie van Landsverdediging;
- hetzij de burgerorganisatie voor de werving, welke ondergeschikt is aan het Nationaal Ministerie van Landsverdediging, met uitsluiting van de militaire territoriale organisatie (Duitse opvatting);
- hetzij de algemene administratieve organisatie welke afhangt van een of zelfs meer burgerlijke ministeries (b. v. geval Frankrijk);
- hetzij, eventueel, gezamenlijk optreden van de verschillende voornoemde organen.

**Répartition des attributions entre le commissariat et les états membres
en ce qui concerne le recrutement.**

RELEVÉ DES MESURES OPSUMMING DER MAATREGELEN	DÉFINITIONS OMSCHRIJVING
1	2
1. — RECENSEMENT. <i>INSCHRIJVING.</i>	<p>Inscription sur des tableaux, dits tableaux de recensement, des jeunes gens répondant à des conditions d'âge déterminées par les lois nationales, en vue de l'accomplissement du service militaire obligatoire.</p> <p><i>Inschrijving, op de z.g. dienstplichtregisters, van de jongelieden die beantwoorden aan de door de nationale wetten gestelde leeftijdsvoorraarden voor het volbrengen van de militaire dienstplicht.</i></p>
2. — FIXATION DES BESOINS DES F.E.D. <i>VASTSTELLING DER BEHOEFTEN VAN DE E.D.S.</i>	
3. — REVISION. <i>KEURING.</i>	<p>Ensemble des opérations définies ci-dessous. <i>Al de hieronder omschreven verrichtingen.</i></p> <p>a) Désignation des exclus. <i>Aanwijzing der uitgeslotenen.</i></p> <p>Les exclus sont ceux qui, pour cause d'indignité, et conformément aux lois nationales, ne sont pas admis à accomplir leur service actif.</p> <p><i>De uitgeslotenen zijn zij, die, om reden van onwaardigheid, en overeenkomstig de nationale wetten, niet worden toegelaten op de actieve dienst.</i></p> <p>b) Examen médical d'aptitude. <i>Geneeskundig geschiktheidsonderzoek.</i></p> <p>Examen des hommes appelés à former le contingent, au point de vue de leur aptitude physique et psychique.</p> <p><i>Onderzoek der manschappen die opgeroepen zijn om het contingent te vormen met het oog op hun lichamelijke en geestelijke geschiktheid.</i></p> <p>c) Désignation des dispensés. <i>Aanwijzing van de ontslagenen.</i></p> <p>Ces dispensés sont ceux qui, en vertu des dispositions spéciales établies dans les constitutions ou les lois des Etats membres, ne sont pas astreints au service (Protocole Militaire, art. 12, § 1).</p> <p><i>Onslagen zijn zij die, op grond van de bijzondere bepalingen in de grondwetten of de wetten der deelnemende Staten, niet tot militaire dienst zijn verplicht (Militair Protocol, art. 12, § 1).</i></p> <p>d) Comparaison des effectifs disponibles et des besoins. <i>Vergelijking van de beschikbare effectieven en de behoeften.</i></p>

**Verdeling van de bevoegdheden tussen het commissariaat en de deelnemende Staten
wat de werving betreft.**

INTERVENTION DES AUTORITÉS EUROPÉENNES <i>INGRIJPEN VAN DE EUROPESE OVERHEDEN</i>		INTERVENTION DES AUTORITÉS NATIONALES <i>INGRIJPEN VAN DE NATIONALE OVERHEDEN</i>	
Commissariat — <i>COMMISSARIAAT</i>	Organisation militaire territoriale (Eventuellement Commandements de Troupes) <i>Territoriale militaire organisatie (Eventueel Troepencommando)</i>	Services ministériels — <i>Ministeriële diensten</i>	Organismes d'exécution — <i>Uitvoeringsorganen</i>
3	4	5	6
Fixation des besoins globaux pour les F.E.D. <i>Vaststelling van de globale behoeften voor de E.D.S.</i>	Centralisation des besoins quantitatifs et qualitatifs en « appelés » de tous les organismes utilisant du personnel d'origine nationale. <i>Centralisatie der quantitatieve en qualitatieve behoeften aan « opgeroepen » van alle organismen die personeel van nationale oorsprong gebruiken.</i>	Oui <i>Ja.</i>	Oui <i>Ja.</i>
Recommandations relatives aux critères minima d'aptitude physique et psychique. <i>Aanbevelingen betreffende de minimum-maatstaven inzake lichamelijke en geestelijke geschiktheid.</i>		Oui <i>Ja.</i>	Oui <i>Ja.</i>
		Oui. <i>Ja.</i> (en vue : <i>(ten einde :</i> de déterminer quantitativement les sursis et exemptions à accorder ou <i>de te verlenen uitstellen of vrijstellingen quantitatief te bepalen of</i> de renseigner le Commissariat sur l'importance du déficit éventuel constaté). <i>het Commissariaat in te lichten over de omvang van het even-tueel vastgestelde tekort).</i>	Oui. <i>Ja.</i>

RELEVÉ DES MESURES OPSUMMING DER MAATREGELEN	DÉFINITIONS OMSCHRIJVING
<p style="text-align: center;">1</p> <p>e) Désignation des sursitaires et des exemptés. <i>Aanwijzing van de uitgestelden en vrijgesteldten.</i></p> <p>f) Examen des recours éventuels. <i>Onderzoek van gebeurlijke gevallen van beroep.</i></p>	<p>Ces sursis et exemptions, basés sur des considérations sociales, économiques et professionnelles propres à chaque Etat membre ne sont accordés que si les effectifs disponibles sont supérieurs aux besoins des Forces Armées. Ils ne peuvent en aucun cas porter atteinte à la valeur militaire des contingents des Etats membres (Protocole Militaire, art. 12, § 5). <i>Die uitstellen en vrijstellingen, gebaseerd op sociale, economische en beroepsverwagingen, van toepassing in elke deelnemende Staat, worden slechts verleend indien de beschikbare effectieven hoger zijn dan de behoefte van de Strijdkrachten. De militaire waarde der contingenten van de deelnemende Staten mag hierdoor in geen geval worden geschaad (Militaire Protocol, art. 12, § 5).</i></p>
<p>4. — SÉLECTION. <i>SELECTIE.</i></p>	<p>Ensemble d'examens physiques et d'épreuves psychotechniques (exploration des aptitudes et de l'acquis) ayant pour but de tirer des disponibilités en personnel le meilleur rendement général pour les Forces Armées. <i>Geheel van lichamelijke onderzoeken en psychotechnische proeven (nagaan van de aanleg en de verworvenheden) met het doel uit het beschikbare personeel het beste algemeen rendement voor de Strijdkrachten te halen.</i></p>
<p>5. — APPEL DU CONTINGENT. <i>OPROEPING VAN HET CONTINGENT.</i></p>	<p>Suite des mesures qui se déroulent depuis et y compris la répartition des jeunes gens désignés pour le service actif, jusqu'à leur arrivée dans la formation qu'ils doivent rejoindre. <i>Voorzetting van de maatregelen die lopen van bij de indeling der voor actieve dienst aangewezen jongelieden tot hun aankomst in de formatie waarbij ze zich moeten vervroegen.</i></p>
<p>6. — INCORPORATION. <i>INLIJVING.</i></p>	<p>Ensemble des opérations de prise en charge des appelés dans la formation désignée. <i>Al de verrichtingen van telasteneming der opgeroepenen in de aangeduide formaties.</i></p>

INTERVENTION DES AUTORITÉS EUROPÉENNES <i>INGRIJPEN VAN DE EUROPESE OVERHEDEN</i>		* INTERVENTION DES AUTORITÉS NATIONALES <i>INGRIJPEN VAN DE NATIONALE OVERHEDEN</i>	
Commissariat — COMMISSARIAAT	Organisation militaire territoriale (Eventuellement Commandements de Troupes) <i>Territoriale militaire organisatie</i> (Eventueel Troepencommando)	Services ministériels — <i>Ministeriële diensten</i>	Organismes d'exécution — <i>Uitvoeringsorganen</i>
3	4	5	6
Détermination des normes de sélection. <i>Vaststelling van de selectienormen.</i>		Oui. Ja.	Oui. Ja.
Fixation du nombre d'hommes à appeler et des dates d'appel. <i>Vaststelling van het aantal op te roepen manschappen en de oproepingsdata.</i>		Oui. Ja. (Détermination des règles d'exécution de la sélection (1 ^{re} phase) dans le cadre des normes fixées par le Commissariat) (1). (<i>Vaststelling van de uitvoeringsregelen der selectie (1ste stadium) in het kader van de door het Commissariaat gestelde normen</i>) (1).	Oui. Ja.
Directives générales concernant la répartition des appelés affectés au contingent européen. <i>Algemene aanwijzingen betreffende de indeling der opgeroepenen, bestemd voor het Europees contingent.</i>	Répartition numérique des appelés affectés au contingent européen et exécution d'opérations matérielles diverses qui ne sont pas réservées exclusivement aux autorités nationales (Transport, alimentation...). <i>Numerieke indeling der opgeroepenen bestemd voor het Europees contingent en uitvoering van diverse materiële verrichtingen die niet uitsluitend aan de nationale overheden zijn opgedragen (vervoer, voeding, ...).</i>	Détermination des fractions de classe à appeler sous les drapeaux et directives concernant la répartition des appelés. <i>Vaststelling der gedeelten van lichtingen welke onder de wapens moeten geroepen worden en aanwijzingen betreffende de indeling der opgeroepenen.</i>	— Affectation individuelle des appelés. — <i>Individuele bestemming der opgeroepenen.</i> — <i>Envoi des ordres d'appel...</i> — <i>Verzending der oproepingsbevelen.</i>
Directives générales. <i>Algemene aanwijzingen.</i>	Oui Ja.		

RELEVÉ DES MESURES — OPSUMMING DER MAATREGELEN	DÉFINITIONS — OMSCHRIJVING
1	2
<p>7. — LIBÉRATION. <i>VRIJLATING.</i></p> <p>8. — ADMINISTRATION DES RÉSERVES. <i>BEHEER DER RESERVES.</i></p> <p>ENGAGEMENTS ET RENGAGEMENTS. <i>VERBINTENISSEN HERVERBINTENISSEN.</i></p>	<p>Ensemble des opérations qui se déroulent à la fin du temps de service actif. <i>Al de verrichtingen na het einde van de actieve dienst.</i></p> <p>Elle comporte notamment : <i>Het omvat met name :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> a) L'inscription des militaires versés dans les réserves au fichier des réserves et détermination de l'affectation de mobilisation. <i>De inschrijving der met groot verlof zijnde militairen in het kaartstelsel van de reserves en vaststelling van de mobilsatiebestemming.</i> b) La mise à jour des fichiers. <i>Het bijhouden der kaartstelsels.</i> c) L'organisation des revues d'effectifs. <i>Organisatie van troepenschouwingen.</i> d) La convocation des réservistes pour effectuer des périodes de rappel ou pour suivre des cours de perfectionnement. <i>De oproeping van het met groot verlof zijnde personeel voor oproepingsperioden of voor volmakingscursussen.</i> e) La préparation des plans de mobilisation des personnels de réserve et mesures pour leur exécution. <i>Voorbereiding der mobilisatieplannen van het met groot verlof zijnde personeel en maatregelen voor de uitvoering ervan.</i> <p>L'engagement est l'incorporation dans les Forces Armées par un acte d'enrôlement volontaire. <i>De verbintenis is de inlijving in de Strijdkrachten door een daad van vrijwillige toetreding.</i></p> <p>Le rengagement est l'acte par lequel l'engagé, le rengagé ou l'appelé ayant accompli son temps de service actif s'oblige à accomplir une nouvelle période, d'activité de service, qu'il y ait eu ou non interruption entre l'ancienne et la nouvelle période. <i>De herverbintenis is de daad waardoor de dienstnemer, de weder-dienstnemer of de opgeroepene die zijn tijd van actieve dienst volbracht heeft, zich verplicht een nieuwe periode van dienst-activiteit te vervullen, ongeacht of er onderbreking is tussen de eerste en de nieuwe periode.</i></p>

(1) La sélection se poursuit ultérieurement à l'intérieur des formations à la diligence exclusive des Autorités des F.E.D. pour les appelés affectés au contingent européen.

INTERVENTION DES AUTORITÉS EUROPÉENNES <i>INGRIJPEN VAN DE EUROPESE OVERHEDEN</i>		INTERVENTION DES AUTORITÉS NATIONALES <i>INGRIJPEN VAN DE NATIONALE OVERHEDEN</i>	
Commissariat — <i>COMMISSARIAAT</i>	Organisation militaire territoriale (Eventuellement Commandements de Troupes) <i>Territoriale militaire organisatie</i> (Eventueel Troepencommando)	Services ministériels — <i>Ministeriële diensten</i>	Organismes d'exécution — <i>Uitvoeringsorganen</i>
3	4	5	6
Directives générales. <i>Algemene aanwijzingen.</i>	Oui <i>Ja.</i>	Oui <i>Ja.</i> (notamment fixation de la date de libération conformément aux dispositions réglant la durée du temps de service actif dans chaque Pays membre). <i>(o.m. vaststelling van de datum van ontslag, overeenkomstig de bepalingen betreffende de duur van de actieve dienst in elk deelnemend land).</i>	
Le Commissariat procède aux inspections et contrôles indispensables. <i>Het Commissariaat oefent de noodzakelijke inspecties en controles uit.</i>	Oui. <i>Ja.</i>	Oui. <i>Ja.</i>	Oui. <i>Ja.</i>
Fixation des exigences fondamentales en matière d'instruction et de perfectionnement des Réserves. <i>Vaststelling der fundamentele behoeften inzake opleiding en volmaking van het met groot verlot zijnde personeel.</i>	Oui. <i>Ja.</i>	Oui. <i>Ja.</i>	Oui. <i>Ja.</i>
Préparation des plans en consultation avec les Gouvernements des Etats membres. <i>Voorbereiding van de plannen in overleg met de regering der deelnemende Staten.</i>	Oui <i>Ja.</i>	Oui. <i>Ja.</i>	Oui <i>Ja.</i>
Fixation des besoins et des durées minimum et maximum, pour chaque Force Armée, en fonction de ses exigences propres. <i>Vaststelling der behoeften en van de minimum- en maximumduur voor elke Strijdkracht, in functie van haar eigen behoeften.</i>		— Instructions pour la réalisation des engagements et renagements. — Instructies voor de uitvoering der verbintenissen en herverbintenissen. — Fixation des durées d'engagement ou de renagement dans les limites fixées par le Commissariat. — Vaststelling van de duur van de verbintenis of herverbintenis binnen de door het Commissariaat gestelde perken.	Oui <i>Ja.</i>

(!) De selectie wordt later voortgezet binnen in de formaties, uitsluitend op benaartsing van de Overheden der E.D.S. voor de opgeroepen die bij het Europees contingent zijn ingedeeld.

L'Assemblée.**QUESTION.****Article 33.**

Quelle est la raison fondamentale qui a amené les autorités responsables à composer l'Assemblée de la C.E.D. d'une façon différente de celle de l'Assemblée du Plan Schuman ? Par l'adjonction de 9 membres on crée, en effet, une assemblée nouvelle. Le Gouvernement ne prendra-t-il aucune initiative, avant même l'entrée en vigueur de la C.E.P., en vue de constituer une assemblée identique pour les deux communautés ?

RÉPONSE.

La décision par laquelle la France, l'Allemagne et l'Italie disposent au sein de l'Assemblée de la C.E.D., de 3 sièges de plus qu'à l'Assemblée de la C.E.C.A. a été surtout dictée par le souci de mieux refléter l'importance relative des contributions des six pays à la C.E.D.

En effet, l'on doit admettre qu'au sein de la C.E.C.A. les pays de Benelux ont, en ce qui concerne l'objet de cette communauté, une importance relative plus grande de par leur potentiel industriel. A la C.E.D., par contre, les trois grands pays interviennent pour une part beaucoup plus élevée de par leur potentiel « hommes ».

Ils ont donc exigé et obtenu que trois sièges supplémentaires leur fussent accordés à l'Assemblée en compensation partielle de cette disproportion.

QUESTION.**Article 33.**

Il y aurait pratiquement deux Assemblées : une pour la C.E.C.A. et une pour la C.E.D.

Le Gouvernement ne pourrait-il prendre une initiative afin que les autres parties acceptent d'étendre l'Assemblée de la C.E.C.A. pour qu'elle coïncide avec celle de la C.E.D. ? Ceci éviterait des difficultés certaines de fonctionnement (élection du Bureau, etc...).

RÉPONSE.

1. L'article 33 du Traité prévoit expressément que l'Assemblée de la C.E.D. qui sera celle de la C.E.C.A. augmentée de 9 membres, pourra « si elle le juge nécessaire, élire son Président et son bureau et arrêter son règlement intérieur ».

De Vergadering.**VRAAG.****Artikel 33.**

Welke fundamentele reden had men om de samenstelling van de Vergadering der E.D.G. te doen afwijken van de samenstelling der Vergadering van het Plan Schuman ? Door toevoeging van negen leden wordt immers een nieuwe Vergadering geschapen. Zal de Regering niet het initiatief nemen om identiek dezelfde Vergadering voor beide Gemeenschappen te doen tot stand komen, nog vóór het in werking komen van de E.P.G. ?

ANTWOORD.

De beslissing waarbij Frankrijk, Duitsland en Italië in de vergadering van de E.D.G. over drie zetels meer beschikken dan in de Vergadering van de E.G.K.S., gaat voornamelijk uit van de wens om de betrekkelijke omvang van de bijdragen der zes landen in de E.D.G. beter te weerspiegelen.

Immers, het moet erkend worden, dat de Benelux-landen in de E.G.K.S. met betrekking tot het doel van deze gemeenschap, door hun industrieel vermogen een relatief belangrijker plaats innemen. In de E.D.G., daarentegen, is het aandeel van de drie grote landen, wegens hun reserves aan « manschappen » veel aanzienlijker.

Zij hebben derhalve gevorderd en verkregen, dat hun, als gedeeltelijke compensatie voor deze wanverhouding, drie bijkomende zetels in de Vergadering zouden worden toegekend.

VRAAG.**Artikel 33.**

Er zouden practisch twee Vergaderingen zijn : de ene voor de E.G.K.S., de andere voor de E.D.G.

Kan de Regering niet trachten de andere partijen er toe te bewegen om de Vergadering der E.G.K.S. derwijze uit te breiden dat zij met de Vergadering der E.D.G. overeenstemt ? Dit zou onvermijdelijke moeilijkheden voorkomen inzake de werking der instelling (verkiezingen van het bureau, enz.).

ANTWOORD.

1. Artikel 33 van het Verdrag bepaalt uitdrukkelijk dat de Vergadering der E.D.G., dit is de Vergadering van de E.G.K.S. aangevuld met negen leden, « indien zij het nodig acht haar Voorzitter en haar bureau kan kiezen en haar reglement van orde kan vaststellen ».

Ceci implique que, dans l'esprit des auteurs du Traité, ces activités devront normalement se faire simultanément pour la C.E.C.A. et la C.E.D.

2. A une question analogue, il a déjà été répondu.

3. Enfin, en vertu de l'article 38 du Traité, les Assemblées existantes ou projetées maintenant seront un jour remplacées par une Assemblée nouvelle.

QUESTION.

Trois représentants de la population sarroise siègent de plein droit à l'Assemblée de la C.E.D. en leur qualité de membres de l'Assemblée Schuman. Or, il n'est pas certain que la C.E.D. soit applicable à la Sarre. Suffit-il que la France assure les relations extérieures de la Sarre pour en conclure que la C.E.D. est également applicable à la population sarroise ?

La comparaison avec le plan Schuman ne peut être soutenue puisque la C.E.C.A. s'étend à un domaine économique et que la Sarre forme avec la France une « Union économique ».

En supposant que la C.E.D. soit applicable à la Sarre, dans quelles unités répartira-t-on les Sarrois ? Dans les unités françaises, allemandes ou indépendantes ?

RÉPONSE.

La situation de la Sarre vis-à-vis de la C.E.D. ne pourra, ainsi qu'il a déjà été répondu à des questions antérieures à ce sujet, être définie qu'après qu'un accord sera intervenu entre la France et l'Allemagne sur le statut politique futur de ce territoire.

QUESTION.

Article 36, § 2.

Ce paragraphe se rapporte à la motion de censure.

2/3 de 87 voix représentent 58 voix. Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'un vote comportant 30 pour et 57 contre le Commissariat constitue un désaveu à l'égard du Commissariat ? Le Commissariat serait-il encore à même d'exercer l'autorité requise si 43 membres avaient voté pour et 44 contre ? Pourquoi, dès lors, contrairement à toute raison, prévoir un vote qualifié au sein de l'Assemblée ?

Dit impliciteert dat, in de geest van de makers van het Verdrag, deze werkzaamheden voor de E.G.K.S. en de E.D.G. normaal gelijktijdig zullen moeten geschieden.

2. Er werd op een soortgelijke vraag reeds antwoord verstrekt.

3. Ten slotte zullen de bestaande of de in het vooruitzicht gestelde Vergaderingen, op grond van artikel 38 van het Verdrag, eenmaal door een nieuwe Vergadering worden vervangen.

VRAAG.

Drie vertegenwoordigers der Saarlandse bevolking zetelen, als leden van de Vergadering van het Plan Schuman, van rechtswege in de Vergadering van de E.D.G. Welnu, het kan betwist worden of de E.D.G. toepasselijk is op het Saargebied. Is het feit, dat Frankrijk de buitenlandse betrekking van Saarland waarneemt, voldoende om te besluiten dat de E.D.G. ook op de bevolking van het Saargebied toepasselijk is ?

De vergelijking met het Plan Schuman gaat niet op, vermits de E.G.K.S. een economisch gebied bestrijkt en Saarland een « Economische Unie » vormt met Frankrijk.

In de veronderstelling dat de E.D.G. toepasselijk is op de Saar, in welke eenheden zullen de Saarlanders dienen ? In Franse, in Duitse of in zelfstandige ?

ANTWOORD.

De positie van het Saargebied ten opzichte van de E.D.G. zal, zoals reeds vroeger op soortgelijke vragen is geantwoord, slechts kunnen worden bepaald, nadat tussen Frankrijk en Duitsland een akkoord over de toekomstige politieke status van dit gebied zal zijn tot stand gekomen.

VRAAG.

Artikel 36, § 2.

Deze paragraaf betreft de motie van afkeuring.

2/3 van 87 stemmen is 58 stemmen. Meent de Regering niet dat een stemming 30 voor en 57 tegen, een morele afkeuring voor het Commissariaat inhoudt ? Kan het Commissariaat nog over het nodige gezag beschikken als de uitslag der stemming 43-44 zou zijn ? Waarom dan, tegen alle redelijkheid in, een gequalificeerde stemming in de Vergadering voorschrijven ?

RÉPONSE.

L'article 36, § 2 est analogue aux deux derniers paragraphes de l'article 24 du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

La raison pour laquelle le principe du vote qualifié y a été inscrit, réside dans le fait que les auteurs du Traité ont voulu assurer, au Commissariat de la C.E.D., une certaine stabilité.

De plus, en vertu de l'article 38, l'Assemblée prévue à l'article 33 projetée maintenant sera un jour remplacée par une Assemblée nouvelle. Il est possible que de nouvelles règles de procédure pour les votes de confiance soient élaborées à ce moment.

Le Conseil.**QUESTION.****Article 42.**

Puisque l'article 40 obligerait chaque Etat membre d'être en mesure de participer sans délai aux délibérations, pourquoi devrait-on prévoir une délégation de vote ?

RÉPONSE.

La délégation de vote est admise parce que les auteurs du Traité ont fait, à juste titre semble-t-il, une distinction entre la délibération et le vote au sujet d'une question soumise au Conseil.

S'il est indispensable que chaque Etat membre soit représenté lors des délibérations du Conseil, qui, de par les dispositions mêmes du Traité, a toujours à connaître de questions de grande importance, il n'est pas contre pas absolument nécessaire que tous les Ministres soient présents au moment même du vote.

Dispositions militaires du Traité.**QUESTION.****Article 68, § 2.**

Cet article voudrait-il dire que les unités élémentaires (régiment ou bataillon) devant former le support logistique des corps d'armée seraient homogènes et dans le même rapport qu'il régirait le corps d'armée auquel elles seraient rattachées?

RÉPONSES.

Les dispositions du § 2 de l'article 68 précisent que les unités de soutien tactique ainsi que les formations de support logistique sont du type

ANTWOORD.

Artikel 36, § 2, stemt overeen met de laatste twee paragrafen van artikel 24 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal.

Het beginsel van de gequalificeerde meerderheid is hier opgenomen omdat de makers van het Verdrag aan het Commissariaat der E.D.G. een zekere stabiliteit hebben willen geven.

Bovendien zal, krachtens artikel 38, de in artikel 33 bedoelde Vergadering eenmaal door een nieuwe Vergadering worden vervangen. Het is mogelijk dat er dan nieuwe procedureregels voor de moties van vertrouwen zullen worden gesteld.

De Raad.**VRAAG.****Artikel 42.**

Waarom wordt in een delegatie tot stemmen voorzien, vermits krachtens artikel 40 iedere bij de Gemeenschap aangesloten Staat onverwijld aan de beraadslagingen moet kunnen deelnemen ?

ANTWOORD.

De delegatie tot stemmen is aangenomen omdat de opstellers van het Verdrag, terecht schijnt het, een onderscheid hebben gemaakt tussen de beraadslagingen en de stemming over een kwestie die aan de Raad is voorgelegd.

Wel is het onontbeerlijk dat elke deelnemende Staat vertegenwoordigd is bij de beraadslagingen van de Raad, die, krachtens de bepalingen zelf van het Verdrag, voortdurend over zeer belangrijke kwesties te beslissen heeft, doch daarom is het niet volstrekt nodig dat alle Ministers op het ogenblik zelf van de stemming aanwezig zijn.

Militaire bepalingen van het Verdrag.**VRAAG.****Artikel 68, § 2.**

Wil dit artikel zeggen dat de elementaire eenheden (regiment of bataljon) die de logistieke ondersteuning van de legerkorpsen moeten vormen, homogeen zijn en, in hetzelfde verband, dat de legerkorpsen waaraan zij verbonden zijn, onder de toepassing vallen van dit artikel?

ANTWOORD.

Bij § 2 van artikel 68 wordt nader bepaald dat de tactische alsmede de logistieke ondersteuningseenheden van een geïntegreerde samenstelling

intégré : ces dernières unités élémentaires, de l'ordre du régiment ou du bataillon, restent homogènes et leur répartition entre nationalités se fait selon les proportions qui existent entre les unités de base.

QUESTION.

Article 73.

Provisoirement, le recrutement s'effectue sur le plan national. Peut-on prévoir que le Commissariat, dont le rôle se borne actuellement à suivre les opérations de recrutement, procèdera bientôt lui-même au recrutement ?

RÉPONSE.

Le § 3 de l'article 73 dispose que le Commissariat procèdera au recrutement à partir de la date déterminée d'un *commun accord* par les Gouvernements des Etats membres.

Il n'est pas possible de prévoir actuellement quelle sera cette date.

Dispositions financières du Traité.

Instances de contrôle dans le domaine financier.

1. Contrôleur financier :

- statut (art. 84 du Traité);
- attributions :
 - donne son avis sur le projet de budget (art. 92 Tr.);
 - suit l'exécution du budget (art. 92 Tr.);
 - vise les engagements de dépenses (régularité budgétaire et conformité avec le Règlement financier : art. 92 Tr.);
 - vise les ordonnancements de dépenses (art. 22 Pr. Fin.);
 - adresse tous les 3 mois un rapport au Conseil de Ministres sur la gestion financière de la Communauté (art. 92 Tr.);
 - donne un avis sur les projets de statut et les programmes se traduisant par des dépenses budgétaires (art. 22 Pr. Fin.);
 - peut procéder à des contrôles sur pièces et sur place (art. 22 Pr. Fin.).

zijn; laatstgenoemde eenheden, zoals regiment of bataljon, blijven homogeen en hun verdeling over de diverse nationaliteiten gebeurt volgens de verhouding welke tussen de basiseenheden bestaat.

VRAAG.

Artikel 73.

De recruterung geschiedt voorlopig nationaal. Bestaat er vooruitzicht dat het Commissariaat, hetwelk slechts *toezicht* uitoefent op de recruterung, eerlang zelf zal recruteren?

ANTWOORD.

Bij § 3 van artikel 73 wordt bepaald dat het Commissariaat zal overgaan tot recruterung met ingang van een door de Regeringen van de deelnemende Staten in *onderlinge overeenstemming* te bepalen tijdstip.

Het is niet mogelijk thans die datum aan te geven.

Financiële Bepalingen van het Verdrag.

Contrôle-overheden op financieel gebied.

1. De Financiële Controleur :

- statuut (art.84 van het Verdrag);
- bevoegdheden :
 - geeft advies over het ontwerp van begroting (art. 92 V.);
 - houdt toezicht op de uitvoering van de begroting (art. 92 V.);
 - viseert de uitgaafaanwendingen (begrotingstechnische regelmatigheid en overeenstemming met het Financieel Reglement : art. 92 V.);
 - viseert de betalingsopdrachten (art 22, Fin. Pr.);
 - zendt om de drie maanden een rapport aan de Raad van Ministers over het financiële beheer van de Gemeenschap (art. 92 V.);
 - geeft advies over de ontwerpen van statuut en over de programma's die begrotingsuitgaven met zich brengen (art. 22, Fin. Pr.);
 - kan overgaan tot contrôle op de stukken en ter plaatse (art. 22, Fin. Pr.).

2. Commission des Comptes :

- statut (art. 85 du Traité);
- attributions :
 - vérifie, sur base de pièces justificatives, la régularité des opérations et la bonne utilisation des crédits (art. 97 Traité);
 - adresse au Conseil un rapport sur la vérification des comptes et lui soumet une proposition sur la décharge à donner à chaque institution (art. 97 V.).

3. Contrôle du Commissariat :

- Le Commissariat est investi de pouvoirs d'action et de contrôle (art. 19 Traité);
- l'article 21 du Pr. Fin. confirme ces pouvoirs de contrôle dans le domaine financier.

4. Contrôle des Chefs de service :

- s'assurent que la gestion des crédits s'exécute selon les modalités prévues par le budget et dans les meilleures conditions d'économie. Ils veillent à l'application des règlements financiers (Pr. financiers, art. 23).

QUESTION.

Précisions demandées sur l'octroi d'une aide extérieure par la communauté.

RÉPONSE.

Le troisième alinéa de l'article 99 du Traité est libellé comme suit :

« La Communauté peut, sur avis conforme du Conseil statuant à l'unanimité, accorder une aide à des Etats tiers, pour atteindre les fins définies à l'article 2 du Traité ».

Aux termes de l'article 2 du Traité, une telle aide pourra être accordée en vue d'assurer la défense occidentale dans le cadre du Traité de l'Atlantique Nord (1). L'octroi en est toutefois subordonné à l'approbation du Conseil de Ministres statuant à l'unanimité (art. 99). Il en résulte que le Ministre belge qui, au Conseil, approuverait l'octroi d'une telle aide, restera entièrement responsable devant le Parlement belge.

(1) Art. 2 du Traité : § 1. — La Communauté a des objectifs exclusivement défensifs.

§ 2. — En conséquence, dans les conditions prévues au présent Traité, elle assure contre toute agression la sécurité des Etats membres, en participant à la défense occidentale dans le cadre du Traité de l'Atlantique-Nord.

2. De Commissie voor de Rekeningen :

- statuut (art. 85 van het Verdrag);
- bevoegdheden :
 - verifieert aan de hand van bewijsstukken de regelmatigheid van de transacties en controleert of de kredieten goed zijn besteed (art. 97 Verdrag);
 - zendt een verslag aan de Raad over de verificatie der rekeningen en doet een voorstel betreffende de aan iedere instelling te verlenen décharge (art. 97 V.).

3. Contrôle van het Commissariaat :

- Het Commissariaat is bekleed met handelings- en controlebevoegdheden (art. 19 V.);
- artikel 21 van het Fin. Pr. bevestigt deze controlebevoegdheden op financieel gebied.

4. Contrôle der Diensthoofden :

- zij vergewissen zich of het beheer der credieten wordt gevoerd zoals voorgeschreven in de begroting en op de meest zuinige wijze. Zij houden toezicht op de toepassing van de financiële reglementen (Fin. Pr., art. 23).

VRAAG.

Nadere bijzonderheden worden gevraagd omtrent het verlenen van hulp aan derde landen.

ANTWOORD.

Alinea 3 van artikel 99 van het Verdrag luidt als volgt :

« De Gemeenschap kan, na instemming van de Raad, bij eenstemmigheid bepaald, hulp verlenen aan derde landen om de doeleinden te bereiken, welke in artikel 2 zijn omschreven. »

Luidens artikel 2 van het Verdrag kan een soortgelijke hulp worden verleend in het kader van het Noord-Atlantisch Verdrag (1). De hulpverlening is evenwel afhankelijk van de goedkeuring van de Raad van Ministers, die hierover eenstemmig moet beslissen (art. 99). Hieruit vloeit voort dat de Belgische Minister die in de Raad een dergelijke hulpverlening zou goedkeuren, volledig verantwoordelijk blijft ten overstaan van het Belgische Parlement.

(1) Art. 2 van het Verdrag : § 1. — De doelstellingen van de Gemeenschap zijn uitsluitend defensief.

§ 2. — Dienvolgens verzekert zij, volgens het bepaalde in dit Verdrag, de veiligheid van de deelnemende Staten tegen iedere aanval door deel te nemen aan de verdediging van het Westen in het kader van het Noord-Atlantisch Verdrag.

Les modalités d'approbation budgétaire d'une aide extérieure, c'est-à-dire après que celle-ci ait été accordée par le Conseil de Ministres se prononçant à l'unanimité, sont fixées par le Conseil des Ministres à la majorité simple (art. 87 et 99).

La possibilité pour la Communauté de recevoir une aide extérieure trouve une contre-partie dans la faculté que le Traité lui donne, d'accorder à son tour une aide extérieure à un Etat tiers. Il ne s'agit en l'occurrence que de l'application du principe de réciprocité repris dans la plupart des accords internationaux d'assistance mutuelle.

Il faut remarquer qu'il a déjà été fait usage de cette faculté d'accorder une aide extérieure dans le cadre de l'O.T.A.N. (cas de la Yougoslavie).

D'autre part, à l'égard du Congrès américain, la faculté d'accorder une aide extérieure à un Etat tiers constituait une contre-partie évidente et indispensable à l'aide extérieure *effective* apportée par les Etats-Unis.

Dispositions économiques du Traité.

QUESTION.

La C.E.D. reprendrait-elle à son compte les contrats de fournitures non encore exécutées et qui auraient été passés par les Etats membres ?

Le ferait-elle même si ces fournitures ne correspondaient pas aux qualités et types qu'elle viendrait à imposer ?

RÉPONSE.

Aucune décision n'a encore été prise dans ce domaine. Toutefois, il est envisagé que l'Etat membre continuerait à assurer l'exécution des contrats en cours.

Le matériel serait passé à la C.E.D. une fois la réception terminée d'après les normes fixées dans le contrat par l'Etat membre.

QUESTION.

Article 107. — Unités de compte.

Il s'agit probablement de l'unité de compte U.E.P. mais la valeur de cette unité n'est indiquée nulle part dans le Traité, même pas sous forme de note au bas de la page. Ce manque de précision ne peut-il faire naître des contestations ?

RÉPONSE.

L'article 89 du Traité stipule en son paragraphe 2 que le budget sera établi en une monnaie de compte commune, « choisie par le Conseil statuant à la majorité des deux tiers ».

De modaliteiten in zake de budgetaire goedkeuring van hulpverlening aan derde landen, i. e. nadat deze door de Raad van Ministers werd toegestaan, worden door de Raad van Ministers met een gewone meerderheid bepaald (art. 87 en 99).

Tegenover de mogelijkheid voor de Gemeenschap om buitenlandse hulp te bekomen staat de haar door het Verdrag verleende bevoegdheid om op haar beurt buitenlandse hulp aan derde landen te verlenen. Het gaat hier om de toepassing van het wederkerigheidsbeginsel dat in de meeste internationale overeenkomsten voor wederzijdse hulpverlening is neergelegd.

Er zij opgemerkt dat van deze mogelijkheid om buitenlandse hulp te verlenen binnen het kader van de N.A.T.O. reeds gebruik werd gemaakt (geval Joegoslavië).

Anderzijds was, ten overstaan van het Amerikaans Congres, de bevoegdheid om buitenlandse hulp aan een derde Staat te verlenen, de klaarblijkelijke en onontbeerlijke tegenprestatie voor een daadwerkelijke buitenlandse hulp vanwege de Verenigde Staten.

Economische Bepalingen van het Verdrag.

VRAAG.

Zou de E.D.G. de nog niet uitgevoerde leveringscontracten, door deelnehmende Staten gesloten, voor haar rekening nemen ?

Zou zij dit ook doen wanneer de leveringen niet overeenstemmen met de door haar opgelegde kwaliteiten en standaardtypen ?

ANTWOORD.

Er is nog geen beslissing ter zake genomen. Er is, weliswaar, overwogen dat de deelnehmende Staat de uitvoering van de lopende contracten zou blijven verzekeren.

Het materieel zou aan de E.D.G. worden afgestaan nadat de levering geëindigd is volgens de normen die door de deelnehmende Staat in het contract waren vastgesteld.

VRAAG.

Artikel 107 — Rekeneenheden.

Blijkbaar is de rekeneenheid van de E.B.U. bedoeld, doch zelfs niet een voetnoot in het Verdrag duidt de waarde van de rekeneenheid aan. Kan dit niet aanleiding geven tot betwistingen ?

ANTWOORD.

Bij § 2 van artikel 89 van het Verdrag wordt bepaald dat de begroting in een gemeenschappelijke rekenvaluta wordt vastgesteld, « welke door de Raad met een meerderheid van twee derden wordt gekozen ».

Dans l'esprit des auteurs l'unité de monnaie de compte visée dans le Traité correspond à l'unité de compte servant à comptabiliser les opérations de l'Union Européenne des Paiements, soit à 0,88867088 grammes d'or, c'est-à-dire la valeur actuelle en or du dollar U.S.

Cette équivalence, une fois ratifiée par le Conseil, en vertu de l'article 89, § 2, ne pourra donc donner lieu à contestation.

QUESTION.

N'y a-t-il pas contradiction entre le renvoi 2 de l'annexe I à l'article 107, et les autres dispositions de l'article 107 ? Ce renvoi exonère certaines pièces constitutives et machines reprises aux points 10 et 11 de l'Annexe, des dispositions de contrôle sur la recherche et la fabrication de prototypes.

RÉPONSE.

1. — Le Traité en son article 107 soumet à la procédure d'autorisation du Commissariat la fabrication de prototypes et la recherche *technique* concernant le matériel de guerre (§ 1); aucune disposition n'est prévue à l'égard de la *recherche scientifique qui reste donc libre*; d'autre part, la recherche technique et la fabrication de prototypes ne peuvent être refusées que si elles portent préjudice à la sécurité intérieure de la Communauté, sauf autres directives du Conseil formulées à l'unanimité (art. 107, § 4).

2. — Le renvoi 2 à l'annexe I de l'article 107, qui s'applique aux points 10 et 11 de cette annexe, a pour but de limiter encore le contrôle sur la recherche et la fabrication de prototypes.

Il signifie que la recherche technique et la fabrication de prototypes sont libres en ce qui concerne :

a) Les machines qui ne peuvent être utilisées qu'à la fabrication des principaux matériels de guerre : (armes de guerre, munitions et fusées à usage militaire, poudres et explosifs à usages militaires, matériel blindé, avions militaires), alors que dans les domaines autres que la recherche technique et la fabrication de prototypes, ces machines sont soumises aux dispositions de l'article 107. En d'autres termes, les recherches relatives à ces machines restent libres mais non leur fabrication industrielle, leur importation ou leur exportation.

b) Les pièces constitutives ne pouvant servir qu'à la fabrication de l'un des matériels de guerre énumérés au paragraphe qui précède. Il appartiendra au Commissariat de définir la notion de pièces constitutives de telle sorte qu'elle n'englobe pas certains organes et ensembles essentiels des matériels de guerre considérés, pour lesquels un contrôle de la recherche technique reste indispensable.

In de geest van de opstellers komt de in het Verdrag vermelde rekeneenheid overeen met de rekeneenheid die wordt gebruikt bij de transacties der Europese Betalingsunie, nl. met 0,88867088 gram goud, i. c. de huidige goudwaarde van de U.S.-dollar.

Als deze gelijkwaardigheid door de Raad bekrachtigd zal zijn overeenkomstig § 2 van artikel 89, zal zij geen aanleiding kunnen geven tot onenigheid.

VRAAG.

Is er geen tegenspraak tussen de verwijzing 2 van bijlage I bij artikel 107 — verwijzing waarbij bepaalde onderdelen en machines, in punten 10 en 11 van de bijlage vermeld, worden vrijgesteld van de controle in zake research en vervaardiging van prototypen — en de andere bepalingen van artikel 107.

ANTWOORD.

1. — Bij artikel 107 van het Verdrag wordt de vervaardiging van prototypen en de *technische research in zake oorlogsmateriaal* onderworpen aan een vergunning van het Commissariaat (§ 1); er is niets bepaald ten opzichte van de *wetenschappelijke research, die derhalve vrij blijft*; anderzijds kunnen de *technische research en de vervaardiging van prototypen* slechts worden geweigerd wanneer zij kunnen schaden aan de inwendige veiligheid van de Gemeenschap, behoudens andersluidende richtlijnen van de Raad, waarbij de eenstemmigheid wordt vereist (art. 107, § 4).

2. — Verwijzing 2 van bijlage I bij artikel 107, betreft de punten 10 en 11 van gezegde bijlage en heeft tot doel de controle in zake research en ver-

Zij betekent dat de *technische research en de vervaardiging van prototypen vrij zijn wat betreft : vervaardiging van prototypen nog te beperken*.

a) De machines die slechts gebruikt kunnen worden voor de vervaardiging van het voornaamste oorlogsmaterieel : (oorlogswapenen, munitie en raketten voor militair gebruik, buskruit en springstoffen voor militair gebruik, gepantserd materieel, militaire vliegtuigen), terwijl op andere gebieden dan de *technische research en de vervaardiging van prototypen*, deze machines aan de bepalingen van artikel 107 zijn onderworpen. Met andere woorden, de *research met betrekking tot deze machines blijft vrij maar niet de industriële voortbrenging, de invoer of uitvoer ervan*.

b) De onderdelen die slechts gebruikt kunnen worden voor de vervaardiging van het oorlogsmaterieel opgesomd in de voorafgaande paragraaf. Het Commissariaat zal het begrip « *onderdelen* » zodanig moeten omschrijven dat sommige essentiële organen en complexen van het beoogde oorlogsmaterieel waarvoor een controle op de *technische research* noodzakelijk blijft, er niet onder vallen.

II. — PROTOCOLE JURIDICTIONNEL.

QUESTION.

J'aimerais connaître les textes des dispositions déjà envisagées par le Gouvernement ou à envisager par lui, pour mettre nos lois en concordance avec les nécessités juridictionnelles pouvant résulter de la C.E.D.

RÉPONSE.

Aucune disposition n'a encore été prise par le Gouvernement pour mettre nos lois en concordance avec les nécessités juridictionnelles pouvant résulter de la C.E.D.

Ces travaux ne peuvent être entrepris que sur la base des textes définitifs qui seront admis par la C.E.D.

Il faut donc attendre que l'élaboration de ces textes soit terminée avant d'envisager l'adaptation de nos lois.

III. — PROTOCOLE FINANCIER.

QUESTION.

Quel est le fonctionnement de la section extra-ordinaire du budget commun ?

RÉPONSE.

L'article 2 du Protocole financier dispose que le budget peut comporter une section *ordinaire* et une section *extraordinaire*, cette dernière étant caractérisée, soit par le caractère extraordinaire de la dépense, soit par le caractère extraordinaire de la recette. Le Règlement financier, prévu à l'article 40 du même protocole, devra compléter et préciser cette disposition.

Ce problème devra faire l'objet de mesures d'exécution qui ne peuvent encore exister puisque le Traité n'est pas encore en vigueur. Elles devront être préparées par le Commissariat et approuvées par le Conseil des Ministres statuant à l'unanimité (art. 41).

La position de la Délégation belge en la matière est la suivante. Elle estime que la section extraordinaire du budget devrait comprendre :

en recettes :

- les recettes présentant un caractère extraordinaire notamment les recettes d'emprunt, les produits de vente d'un volume exceptionnel, les allocations extraordinaires versées à la Communauté;

II. — PROTOCOL BETREFFENDE DE RECHTSPRAAK.

VRAAG.

Graag zou ik kennis nemen van de tekst der bepalingen die de regering reeds overwogen heeft of zal overwegen, om onze wetten in overeenstemming te brengen met de eisen in zake rechtspraak die uit de E.D.G. kunnen voortvloeien.

ANTWOORD.

De Regering heeft nog geen maatregelen getroffen om onze wetten in overeenstemming te brengen met de eisen in zake rechtspraak die uit de E.D.G. kunnen voortvloeien.

Deze werkzaamheden kunnen slechts worden ondernomen op basis van de definitieve teksten die door de E.D.G. zullen worden aangenomen.

Er moet dus gewacht worden totdat deze teksten gereed zijn om de aanpassing van onze wetten in overweging te nemen.

III. — FINANCIËEL PROTOCOL

VRAAG.

Hoe werkt de buitengewone afdeling van de gemeenschappelijke begroting ?

ANTWOORD.

Artikel 2 van het Financieel Protocol bepaalt dat de begroting een *gewone* en een *buitengewone* afdeling kan omvatten; deze laatste afdeling wordt gekenmerkt hetzij door het buitengewone karakter van de uitgaven, hetzij door het buitengewone karakter van de ontvangsten. In het Financieel Reglement, bedoeld in artikel 40 van hetzelfde Protocol, zal deze bepaling moeten aangevuld en nader omschreven worden.

Dit vraagstuk zal geregeld worden in uitvoeringsmaatregelen die nog niet kunnen voorhanden zijn, vermits het Verdrag nog niet van kracht is. Zij zullen door het Commissariaat voorbereid en door de Raad van Ministers met algemene stemmen goedgekeurd moeten worden (art. 41).

Het standpunt van de Belgische Afvaardiging ter zake is als volgt. Zij is van oordeel dat de buitengewone afdeling van de begroting zou moeten omvatten :

voor de ontvangsten :

- de ontvangsten die een buitengewoon karakter dragen, inzonderheid de ontvangsten van leningen, de opbrengst van buitengewoon omvangrijke verkopen, de buitengewone toelagen die aan de Gemeenschap worden gestort;

- éventuellement, la participation de la section ordinaire au financement de la section extraordinaire.

en dépenses :

- les dépenses d'immobilisation et les dépenses de premier équipement et de première installation, à l'exclusion des dépenses de personnel, de fonctionnement, d'entretien et de renouvellement.

Le Comité financier du Comité Intérimaire a été saisi d'une proposition belge dans ce sens. Cette proposition a pour but d'établir une *distinction très nette entre les dépenses destinées à l'entretien des forces, et les dépenses nécessaires à leur mise sur pied* (premier équipement, première installation, infrastructure). Pour ce qui concerne l'élaboration et l'exécution, le fonctionnement de cette section extraordinaire du budget commun ne devrait pas, selon la conception de la Délégation belge auprès du Comité Intérimaire, être différent du fonctionnement du budget des recettes et des dépenses extraordinaires sur le plan national. Quant à l'approbation budgétaire, il convient de faire remarquer que la règle de l'unanimité prévue à l'article 87, § 2,a, du Traité s'applique au volume total du budget commun dont la section ordinaire et la section extraordinaire forment des parties intégrantes.

- gebeurlijk, de deelneming van de gewone afdeling aan de financiering van de buitengewone afdeling.

voor de uitgaven :

- de uitgaven voor onroerende beleggingen en de uitgaven voor eerste uitrusting en installatie, met uitsluiting van de uitgaven voor het personeel, de werking, het onderhoud en de vernieuwing.

Bij het Financieel Comité van de Interimaire Commissie werd een Belgisch voorstel in die zin ingediend. Dit voorstel heeft tot doel een zeer duidelijk onderscheid te maken tussen de uitgaven voor het onderhoud en de uitgaven voor de opbouw der strijdkrachten (aanvankelijke uitrusting, eerste installatie, infrastructuur). Wat de voorbereiding en de uitvoering betreft, mag de werking van deze buitengewone afdeling van de gemeenschappelijke begroting, volgens de opvatting van de Belgische afvaardiging bij de Interimaire Commissie, niet verschillen van de werking van de begroting der buitengewone ontvangsten en uitgaven in elk land. Wat de goedkeuring van de begroting betreft, zij opgemerkt dat de bij artikel 87, § 2,a, van het Verdrag bepaalde regel van eenstemmigheid toepasselijk is op het totaal bedrag van de gemeenschappelijke begroting waarvan de gewone afdeling en de buitengewone afdeling een integrerend deel uitmaken.

**SCHEMA DES INSTANCES DE CONTROLE
DANS LE CADRE DES
DISPOSITIONS FINANCIÈRES ET ÉCONOMIQUES.**

**SCHEMA DER CONTROLE-INSTANTIES
IN HET KADER
DER FINANCIËLE EN ECONOMISCHE BEPALINGEN.**

OBJET OU ACTION VOORWERP OF ACTIE	ORGANE CHARGÉ DE L'ACTION ORGAAAN BELAST MET DE ACTIE	ORGANES CONTROLANT L'ORGANE D'ACTION ORGANEN WELKE HET ACTIE-ORGAAN CONTROLEREN
<p>I. Préparation du budget commun lequel comprend les programmes d'armement, équipement, approvisionnement et infrastructure.</p> <p>I. Voorbereiding van de gemeenschappelijke begroting waarin begrepen zijn de programma's voor bewapening, uitrusting, bevoorrading en infrastructuur.</p>	<p>Commissariat en consultation avec Etats membres. <i>Commissariaat in overleg met de deelnemende Staten.</i></p>	<p>a) Conseil. <i>Raad.</i></p> <p>b) Contrôleur financier. <i>Financiële contrôleur.</i></p>
<p>II. Exécution du budget comprenant les différents programmes.</p> <p>II. Tenuitvoerlegging van de begroting waarin de verschillende programma's begrepen zijn.</p>	<p>Commissariat en consultation avec Conseil et Etats membres. <i>Commissariaat in overleg met de Raad en de deelnemende Staten.</i></p>	<p>a) Commissariat et autres institutions de la Communauté. <i>Commissariaat en andere instellingen van de Gemeenschap.</i></p> <p>b) Commission des marchés. <i>Aankoopcommissie.</i></p> <p>c) Contrôleur financier. <i>Financiële contrôleur.</i></p> <p>d) Commission des Comptes. <i>Commissie voor de Rekeningen.</i></p> <p>e) Conseil. <i>Raad.</i></p>

MODALITÉ DU CONTROLE	REF. TRAITE
MODALITEITEN VAN DE CONTROLE	REF. VERDRAG
a) (i) Approbation à l'unanimité du volume global du budget dans lequel les programmes sont inclus. <i>Goedkeuring bij eenstemmigheid van de totale omvang van de begroting waarin de programma's begrepen zijn.</i>	Art. 87 Art. 87
(ii) Approbation aux 2/3 de la répartition des dépenses ainsi que des programmes entraînant des engagements financiers, supérieurs à l'an. <i>Goedkeuring bij 2/3 meerderheid van de verdeling der uitgaven zomede van de programma's waaraan financiële verplichtingen die zich over meer dan één jaar uitstrekken, verbonden zijn.</i>	Art. 87/103. Art. 87/103.
(iii) Directives au Commissariat à la majorité des 2/3. <i>Aanwijzingen aan het Commissariaat bij 2/3 meerderheid.</i>	Art. 102, § 2. Art. 102, § 2.
b) Avis sur le projet de budget commun comprenant les programmes. <i>Advies over het ontwerp van gemeenschappelijke begroting waarin de programma's begrepen zijn.</i>	Art. 92. Art. 92.
a) (i) Contrôle du budget en cours d'exécution. <i>Contrôle op begroting tijdens de tenuitvoerlegging.</i>	Art. 19 Tr. Art. 19 V.
(ii) Contrôle des Chefs de Service sur gestion des crédits. <i>Contrôle der Diensthoofden op het beheer der kredieten.</i>	Art. 21 Pr.F. Art. 23 Pr.F. Art. 21 F. Pr. Art. 23 F. Pr.
b) Avis consultatif pour les marchés dépassant un certain montant. Le Commissariat ne peut passer outre sans en référer au Conseil. <i>Raadgevend advies voor de orders die bepaalde bedragen te boven gaan. Het Commissariaat kan het advies niet terzijde leggen zonder zich tot de Raad te wenden.</i>	Art. 104, § 5. Art. 104, § 5.
c) (i) suit l'exécution du budget. <i>houdt toezicht op de uitvoering van de begroting.</i>	Art. 92 Tr. Art. 92 V.
(ii) vise les engagements de dépenses. <i>viseert de verplichtingen om uitgaven te doen.</i>	Art. 92. Art. 92
(iii) vise les ordonnancements de dépenses. <i>viseert de betalingsopdrachten van uitgaven.</i>	Art. 22 Pr.F. Art. 22 F. Pr.
(iv) rapport trimestriel au Conseil sur gestion financière de la C.E.D. <i>driemaandelijks rapport aan de Raad over het financieel beheer van de E.D.G.</i>	Art. 92. Art. 92.
(v) avis sur projets de statut et programmes ayant répercussions budgétaires. <i>advies over de ontwerpen van statuut en programma's die van invloed zijn op de begroting.</i>	Art. 22 Pr.F. Art. 22 F. Pr.
(vi) contrôle sur pièces et sur place. <i>contrôle op stukken en ter plaatse.</i>	Art. 22 Pr.F. Art. 22 F. Pr.
d) (i) vérification sur pièces des opérations et de la bonne utilisation des crédits. <i>verificatie op stukken van de transacties en de goede besteding der kredieten.</i>	Art. 97. Art. 97.
(ii) rapport au Conseil sur vérification des comptes et proposition de décharge. <i>rappport aan de Raad over de verificatie van de rekeningen en voorstel betreffende décharge.</i>	Art. 97. Art. 97.
c) (i) directives au Commissariat à la majorité 2/3 pour exécution des programmes. <i>aanwijzingen aan het Commissariaat bij 2/3 meerderheid voor uitvoering der programma's</i>	Art. 102, § 2. Art. 102, § 2.

OBJET OU ACTION VOORWERP OF ACTIE	ORGANE CHARGÉ DE L'ACTION ORGAAN BELAST MET DE ACTIE	ORGANES CONTROLANT L'ORGANE D'ACTION ORGANEN WELKE HET ACTIE-ORGAAN CONTROLEREN
<p>III. Matériel de guerre : autorisations concernant la production, l'importation, l'exportation, les mesures intéressant les installations, la recherche technique, les prototypes.</p> <p>III. <i>Oorlogsmaatseriel : vergunningen betreffende de productie, de invoer, de uitvoer, de maatregelen in verband met de installaties, de technische research, de prototypen.</i></p>	<p>En cas de difficultés graves pour exécution des programmes (pénurie). <i>In geval van ernstige moeilijkheden voor de uitvoering der programma's (schaarste).</i></p> <p>Commissariat saisit Conseil en cas de concurrence faussée par interventions publiques ou privées. <i>Commissariaat wendt zich tot Raad indien mededinging ontwricht door overheids-ingrijpen of priyaat optreden.</i></p> <p>Commissariat : peut contrôler les entreprises dans le cadre de sa mission, chez les Etats membres. <i>Commissariaat : kan de ondernemingen, binnen het kader van zijn opdracht, bij de deelnemende Staten controleren.</i></p>	<p>a) Commissariat. <i>Commissariaat.</i></p> <p>b) Conseil. <i>Raad.</i></p>
<p>IV. Régime commercial et fiscal de la Communauté.</p> <p>IV. <i>Handelspolitieke en fiscale regime van de Gemeenschap.</i></p>	<p>Commissariat et Etats membres. <i>Commissariaat en deelnemende Staten.</i></p>	<p>Conseil. <i>Raad.</i></p>

MODALITES DU CONTROLE	REF. TRAITE
MODALITEITEN VAN DE CONTROLE.	REF. VERDRAG
<p>(ii) unanimousité pour déroger aux règles fixant les dépenses minima et maxima à effectuer dans chaque Etat (règle 85 et 115 %). <i>eenstemmigheid voor afwijking van de regelen tot vaststelling van de in elke Staat te verrichten minimum en maximum-uitgaven (regel 85 en 115 %).</i></p> <p>(iii) approbation aux 2/3 de la réglementation concernant les marchés. <i>goedkeuring bij 2/3 meerderheid van de regeling betreffende de koopcontracten.</i></p> <p>(iv) mesures prises à l'unanimité; à défaut, directives au Commissariat à la majorité 2/3 pour recommandations aux Etats membres. <i>maatregelen genomen bij eenstemmigheid; zoniet, aanwijzingen aan het Commissariaat bij 2/3 meerderheid voor aanbevelingen aan de deelnemende Staten.</i></p> <p>(v) mesures prises à l'unanimité. <i>maatregelen genomen bij eenstemmigheid</i></p>	Pr. Fin. 29, 30. F. Pr. 29, 30. Art. 104, § 4. Art. 104, § 4. Art. 105. Art. 105. Art. 109, § 7. Art. 109, § 7.
<p>a) Les décisions importantes sont à prendre collégialement. <i>De belangrijke beslissingen moeten collegiaal worden genomen.</i></p> <p>b) (i) approuve et modifie à la majorité des 2/3 le règlement d'application. <i>keurt goed en wijzigt bij 2/3 meerderheid het reglement van toepassing.</i></p> <p>(ii) peut modifier à la majorité des 2/3 les produits soumis à autorisation dans le Traité. <i>kan, bij 2/3 meerderheid, de in het Verdrag aan vergunning onderworpen producten wijzigen.</i></p>	Réunion des Min. à Strasbourg. Vergadering der Min. te Straatsburg. Art. 107, § 5. Art. 107, § 5. Art. 107, § 2. Art. 107, § 2.
Approbation à l'unanimité du règlement d'application des principes de la Convention. <i>Goedkeuring bij eenstemmigheid van het reglement ter toepassing van de beginselen van de Overeenkomst.</i>	Art. 45 de la Convention sur Régime commercial et fiscal. Art. 45 van de Overeenkomst betreffende het handelspolitieke en fiscale regime.

**IV. — PROTOCOLE
SUR LES
RÉMUNÉRATIONS ET PENSIONS.**

QUESTION.

Pourquoi le terme « traitement » a-t-il disparu dans le texte du protocole sur les rémunérations ?

RÉPONSE.

La terminologie française et allemande utilise pour désigner les rémunérations des militaires, qu'il s'agisse de militaires soldés ou de militaires appointés, du vocable « solde-Sold ». C'est le terme qui a été adopté dans le protocole sur les rémunérations.

**V. — CONVENTION SUR LE STATUT DES
FORCES ET LE RÉGIME COMMERCIAL
ET FISCAL DE LA C. E. D.**

QUESTION.

Quel serait l'avenir des établissements militaires déjà existants sur le sol des Etats membres ?

Par exemple :

1^o qui sera propriétaire des écoles militaires ?

2^o qui sera propriétaire des casernes abritant les forces de la C. E. D. et leurs unités de support logistique ?

3^o qui sera propriétaire des établissements abritant les forces de l'intérieur ?

4^o quel sera le statut des hôpitaux militaires ?

4^o Quel sera le statut (européen ou national) des établissements et terrains occupés par les forces de la C. E. D. ?

RÉPONSE.

Les dispositions des articles 19 et 20 de la Convention relative au *statut des Forces Européennes* de Défense et au régime commercial et fiscal de la C. E. D., précisent les conditions dans lesquelles sont réalisés la modification, le renforcement ou l'extension des installations existantes ainsi que la création d'installations spéciales.

Il est prévu notamment que les installations, de même que les terrains sur lesquels elles sont implantées, sont la propriété de l'Etat de séjour.

**IV. — PROTOCOL
IN ZAKE
BEZOLDIGINGEN EN PENSIOENEN.**

VRAAG.

Waarom is het woord « wedde » weggevallen in de tekst van het Protocol inzake de bezoldigingen?

ANTWOORD.

De Franse en Duitse terminologie gebruikt het woord « soldij » om de bezoldigingen aan te duiden van de militairen, onverschillig of het soldijtrekkende of weddetrekende militairen zijn. Dit woord werd dan ook aangenomen in het protocol in zake de bezoldigingen.

**V. — OVEREENKOMST BETREFFENDE
DE RECHTSPOSITIE DER STRIJD-
KRACHTEN EN HET HANDELSPOLI-
TIEKE EN FISCALE REGIEM DER E.D.G.**

VRAGEN.

Wat zal er gebeuren met de militaire installaties die reeds op het grondgebied van de deelnemende Staten bestaan?

Bij voorbeeld :

1^o wie zal eigenaar zijn van de militaire scholen ?

2^o wie zal eigenaar zijn van de kazernes waarin de strijdkrachten van de E. D. G. en hun logistieke ondersteuningseenheden ondergebracht worden ?

3^o wie zal eigenaar zijn van de inrichtingen waar de binnenlandse strijdkrachten ondergebracht worden ?

4^o wat zal de status zijn van de militaire hospitaalnen ?

5^o wat zal de status zijn (Europees of nationaal) van de door de Europese Strijdkrachten bezette inrichtingen en terreinen ?

ANTWOORD.

De artikelen 19 en 20 van de Overeenkomst betreffende de *rechtspositie der Europese Defensiestrijdkrachten* en het handelspolitieke en fiscale regiem der E. D. G. bepalen de voorwaarden voor de wijziging, de versterking of de uitbreiding van de bestaande installaties alsmede voor de oprichting van speciale installaties.

Er is inzonderheid bepaald dat de installaties, evenals de terreinen waarop zij zijn opgericht, het eigendom zijn van de Staat van verblijf.

C O M P L E M E N T .

B I J V O E G S E L .

I. — NOTES.

1. Mesures transitoires.

Plusieurs articles prévoient des périodes de transition pour la mise en application de certaines dispositions du Traité. En général, ils renvoient à la législation ou l'autorité nationale.

Ces périodes sont variables et leur durée est souvent déterminée par les articles mêmes qui les prévoient.

Article 31, § 2 : Les grades dans les Unités de nationalité homogène et tous les autres grades (non mentionnés à l'art. 31) sont conférés provisoirement, au choix de chaque Etat :

- par les autorités nationales;
- (ou par le Commissariat, après consultation des autorités nationales).

Article 33 : L'Assemblée C.E.D. est provisoire : elle doit être remplacée par celle prévue à l'article 38.

Article 43bis : Jusqu'à la date fixée pour l'exécution du plan de mise sur pied du premier échelon des forces, la pondération des voix se fait sur base d'une évaluation forfaitaire des contributions.

En vertu du protocole français n° 11, le Conseil devra préciser cette date (à l'unanimité).

Article 44 : Suivant une interprétation logique de cet article, les statuts des personnels, l'organisation générale, le recrutement, les effectifs et l'encaissement des Forces seront provisoirement régis par la législation nationale ou les accords internationaux, jusqu'au moment où le Conseil les aura arrêtés.

Article 73, § 3 : Jusqu'à une date, à convenir de commun accord entre les Gouvernements, le recrutement est effectué par les Etats membres.

Article 75 : Provisoirement, c'est-à-dire jusqu'à constitution d'une assemblée politique, la décision de mobiliser relève des Etats membres (Protocole français n° IV sur art. 75).

Article 87bis, § 1er : La procédure budgétaire relative à la période entre l'entrée en vigueur du Traité et la fin de la première année civile, relèvera du seul Conseil.

Article 87bis, § 4 : Les contributions au budget du premier exercice suivant seront établis selon la procédure de l'O.T.A.N. Ce n'est qu'à partir

I. — NOTA'S

1. Overgangsmaatregelen.

Verscheidene artikelen voorzien in overgangstijdvakken voor de tenuitvoerlegging van sommige bepalingen van het Verdrag. In de regel verwijzen zij naar de nationale wetgeving of de nationale instantie.

De duur van deze tijdvakken verschilt en wordt dikwijls bepaald bij de desbetreffende artikelen.

Artikel 31, § 2 : De benoeming in de rangen binnen de nationaal-homogene eenheden en in al de andere (niet in art. 31 vermelde) rangen geschieft voorlopig ter keuze van elke Staat :

- door de nationale instanties;
- (of door het Commissariaat, na raadpleging van de nationale instanties).

Artikel 33 : De Vergadering van de E.D.G. is een voorlopige : zij moet vervangen worden door die bedoeld in artikel 38.

Artikel 43bis : Tot op de dag, vastgesteld voor de uitvoering van het opbouwplan van het eerste contingent strijdkrachten, worden de stemmen gewogen naar de afgeronde raming van de bijdragen.

Krachtens het Franse Protocol n° 11 moet de Raad deze datum (met eenparigheid) vaststellen.

Artikel 44 : Volgens een logische interpretatie van dit artikel, wordt de rechtspositie van het personeel, de algemene organisatie, de recrutering, de personeelsbezetting en de encadrering van de strijdkrachten voorlopig beheerst door de nationale wetgeving of de internationale akkoorden, totdat de Raad ze heeft vastgesteld.

Artikel 73, § 3 : Tot het door de Regeringen, in onderlinge overeenstemming te bepalen tijdstip, geschiedt de recrutering door de deelnemende Staten.

Artikel 75 : Voorlopig, d. w. z. tot de instelling van een politieke vergadering, wordt de mobilsatiebeslissing door de deelnemende Staten genomen. (Frans Protocol n° IV inzake artikel 75.)

Artikel 87bis, § 1 : Bij de begrotingsprocedure betreffende het tijdvak tussen de inwerkingtreding van het Verdrag en het einde van het eerste kalenderjaar, is alleen de Raad betrokken.

Artikel 87bis, § 4 : De bijdragen in de begroting voor het eerstvolgende dienstjaar worden vastgesteld overeenkomstig de N.A.T.O.- procedure.

du troisième exercice que les règles budgétaires définitives prévues à l'article 87 seront applicables, sauf accord unanime sur le nouveau mode d'établissement des subventions (art. 94).

Article 94 : En attendant que le Conseil unanime ait adopté une nouvelle méthode, le Conseil arrêtera les contributions des Etats selon la *procédure O.T.A.N.*

A défaut d'accord sur telles méthodes, les contributions continueront à être arrêtées selon la procédure O.T.A.N.

Il dépend donc d'un seul Etat membre que ce soit la procédure O.T.A.N. qui demeure définitive.

Article 104bis : En attendant la promulgation de nouveaux règlements, laquelle doit avoir lieu en principe dans les six premiers mois, la passation des *marchés* se fera conformément à la législation ou réglementation en vigueur dans les Etats membres.

Article 107bis : En attendant les règlements sur l'application de l'article 107 et la délivrance des autorisations qui doivent être soumis au Conseil dans les trois premiers mois, le Commissariat pourra accorder des *autorisations* de production, importation ou exportation des matériels prévus à l'article 107.

Prot. mil., article 10 : Un délégué de l'Etat-Major central dirige, dans chaque Etat, la *mise sur pied du contingent* de cet Etat, jusqu'au moment où sur avis du Conseil statuant aux deux tiers, le Commissariat aura fixé l'organisation définitive du commandement territorial dans les 18 premiers mois; mais le Conseil unanime pourra prolonger ce délai.

Prot. mil., article 11 : Les *personnels* restent, provisoirement, régis par les législations et réglementations des Etats membres, jusqu'au moment de l'entrée en vigueur des textes définissant le statut.

Prot. mil., article 15 : Les règlements nationaux de *discipline* restent en vigueur jusqu'à l'approbation d'un Règlement commun.

Prot. mil., article 27 : A titre transitoire, les *cadres instructeurs et les élèves* des écoles d'officiers et d'application de la Communauté, peuvent être de nationalité homogène.

Prot. Jurid., articles 20 à 30 : Provisoirement :

1^o les membres des F.E.D. seront jugés par la Cour ou les tribunaux (européens ou nationaux), selon une *organisation* et une *procédure* réglées par la législation nationale des Etats membres (art. 23)

Slechts met ingang van het derde dienstjaar worden de definitieve begrotingsregelen, bepaald in artikel 87, toegepast, behoudens eenparige instemming met de nieuwe vestigingswijze van de bijdragen (art. 94).

Artikel 94 : In afwachting dat de Raad bij eenstemmigheid een nieuwe methode heeft goedgekeurd, stelt de Raad de bijdragen van de Staten vast volgens de *N.A.T.O.-procedure*.

Wanneer geen overeenstemming wordt bereikt over dergelijke methodes, zal worden voortgegaan met het vaststellen van de bijdragen volgens de *N.A.T.O.-procedure*.

Het hangt dus af van één enkele deelnemende Staat dat de *N.A.T.O.-procedure* voorgoed van kracht blijft.

Artikel 104bis : In afwachting van de uitvaardiging van nieuwe reglementen, die in beginsel binnen de eerste zes maanden moet geschieden, worden de *aankoopcontracten* afgesloten overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen, die in de deelnemende Staten van kracht zijn.

Artikel 107bis : In afwachting van de reglementen betreffende de toepassing van artikel 107 en het verlenen van de vergunningen, die aan de Raad moeten worden voorgelegd binnen de eerste drie maanden, kan het Commissariaat de *vergunningen* voor productie, invoer en uitvoer van het in artikel 107 bedoelde materieel verlenen.

Mil. Prot., artikel 10 : Een gedelegeerde van de Centrale Staf leidt in elke Staat de *opbouw van het contingent* van deze Staat, totdat het Commissariaat, na instemming van de Raad, beslissend met een meerderheid van twee derde, de definitieve organisatie van de territoriale bevelvoering binnen de eerste achttien maanden zal hebben vastgesteld; maar de Raad kan dit tijdvak bij eenstemmigheid verlengen.

Mil. Prot., artikel 11 : Het *personeel* blijft voorlopig onderworpen aan de wetten en bepalingen die in de deelnemende Staten gelden, tot de inwerkingtreding van de regelingen betreffende de rechtspositie.

Mil. Prot., artikel 15 : De nationale reglementen op de *krijgstucht* blijven van kracht totdat het gemeenschappelijk reglement is goedgekeurd.

Mil. Prot., artikel 27 : Bij wijze van overgangsmaatregel kunnen *de leraren en de leerlingen* van de scholen tot opleiding van officieren en de scholen voor aanvullend onderwijs van de Gemeenschap van dezelfde nationaliteit zijn.

Prot. Rechtspr., artikelen 20 tot 30 : Voorlopig :

1^o worden de leden van de E.D.S. berecht door het Hof of de rechtbanken (Europese of nationale) volgens een *organisatie* en een *procedure*, die bij de nationale wetgeving van de deelnemende Staten zijn geregeld (art. 23);

2^o les membres des F.E.D. demeurent soumis uniquement à la *loi de leur Etat d'origine*, sauf exception en faveur de la loi locale notamment (art. 26);

3^o les personnes à charge sont justiciables des juridictions normalement compétentes de l'Etat de séjour (art. 25);

4^o l'exécution des peines (art. 28) et

5^o le droit de grâce (art. 27) restent de la compétence de l'Etat d'origine;

6^o les lois nationales réprimant les atteintes contre les armées nationales sont applicables aux mêmes faits commis contre les F.E.D. (art. 29).

Prot. Jurid., articles 31 et 32 : En attendant la révision de la Constitution belge, les *infractions* commises par des Belges membres des F.E.D., sur le territoire belge, seront jugées par les Cours et Tribunaux belges, suivant la procédure belge et conformément à la loi pénale belge.

Il peut en être de même des actions en réparation des dommages causés sur le territoire belge.

Prot. condit. rémun. article 7 : S'il existe des différences dans la situation pécuniaire de certains contingents, l'Etat d'origine prendra des mesures transitoires.

Prot. condit. rémun. article 9 : Jusqu'à mise en vigueur du règlement général sur les *pensions*, dressé par le Commissariat sur avis conforme du Conseil unanime, le régime des pensions pour les personnels de la Communauté sera celui de l'Etat d'origine.

* * *

Remarque : La *loi de l'Etat de séjour* sera d'application dans les cas suivants notamment : obligations de personnes à charge d'un membre des F.E.D. (art. 3, alinéa 2, Convention sur le Statut des Forces); permis de navigation (art. 6); règlement de roulage (art. 7); règlement de navigation aérienne (art. 8); main-d'œuvre civile (art. 27, § 2).

2^o blijven de leden van de E.D.S. uitsluitend onderworpen aan de *wet van de Staat van herkomst*, met uitzondering o. m. ten gunste van de plaatselijke wetgeving (art. 26);

3^o worden de gezinsleden berecht door de in de Staat van verblijf krachtens de gewone regelen bevoegde rechter (art. 25);

4^o worden de straffen verder ten uitvoer gelegd (art. 28) en

5^o het recht van gratie (art. 27) verder uitgeoefend door de Staat van herkomst;

6^o zijn de nationale wetten, waarbij het benaderen van de nationale strijdkrachten strafbaar wordt gesteld, van toepassing op feiten van dezelfde aard begaan tegen de E.D.S. (art. 29).

Prot. Rechtspr., artikelen 31 en 32 : In afwachting van de herziening van de Belgische Grondwet, worden de *strafbare feiten* op het Belgisch grondgebied gepleegd door Belgische onderdanen, leden van de E.D.S., berecht door de Belgische hoven en rechtbanken, overeenkomstig de Belgische procedure en het Belgische strafrecht.

Hetzelfde kan gelden ten aanzien van de vorderingen tot vergoeding voor schade toegebracht op Belgisch grondgebied.

Prot. Bezoldigingsvoorw., artikel 7 : Indien er verschillen zijn in de geldelijke omstandigheden van bepaalde contingenten, zal de Staat van herkomst overgangsmaatregelen nemen.

Prot. bezoldigingsvoorw., artikel 9 : Tot de inwerkingtreding van de algemene *pensioenregeling*, vastgesteld door het Commissariaat na instemming van de Raad bij eenstemmigheid bepaald, zal het personeel van de Gemeenschap aan de pensioenregeling van de Staat van herkomst onderworpen blijven.

* * *

Opmerking : De *wet van de Staat van verblijf* is o.m. toepasselijk inzake : de verplichtingen van de gezinsleden van een lid der E.D.S. (art. 3, lid 2, Overeenkomst rechtspositie E.D.S.); het schippersdiploma (art. 6); de voorschriften van het wegverkeer (art. 7); de voorschriften betreffende de luchtvaart (art. 8); de burger-arbeidskrachten (art. 27, § 2).

2. Mesures relatives au matériel de guerre.

Textes : Traité article 107 et Annexes I et II; Accord sur 107; Echanges de lettres, Allemagne, C.E.D., et Allemagne France, U.S.A., Royaume-Uni; Protocole français sur article 107.

I. a) La production, les mesures intéressant les installations de production, l'importation ou l'exportation en provenance ou à destination de pays tiers, la recherche technique et la fabrication de prototypes sont interdites (art. 107, § 1^{er}) sur le territoire des pays de la C.E.D.

- pour les matériels de guerre définis à l'*annexe I* (art. 107, § 2);
- sauf autorisations du Commissariat (§ 1^{er}) délivrées selon un règlement de procédure (prévu au § 3).

b) Sont considérés comme matériels de guerre (*annexe I*) :

1. les armes de guerre,
2. les munitions et fusées à usage militaire,
3. les poudres et explosifs (sauf certains produits nommément exemptés),
4. le matériel blindé,
5. les navires de guerre de tous types,
6. les avions militaires de tous types,
7. les armes atomiques,
8. les armes biologiques,
9. les armes chimiques,
10. les pièces constitutives servant uniquement à
11. et les machines ne pouvant être utilisées qu'à la construction des armes des rubriques 1, 2, 4, 5 et 6.

c) L'*annexe I* qui définit les matériels de guerre peut être amendée par le Conseil à la majorité des 2/3 (§ 2). Le règlement de procédure est approuvé et amendé à la même majorité. (Donc sous réserve des dispositions prévues aux points II, III et IV ci-après, il n'y a pas de mesures discriminatoires à l'égard de de l'Allemagne. Sauf les cas prévus par les autorisations générales, il appartient au Commissariat d'accorder ou refuser les autorisations).

2. Voorzieningen betreffende het oorlogsmaterieel.

Bepalingen : Verdrag artikel 107 en Bijlage I en II; Ooreenkomst inzake artikel 107; Briefwisseling tussen Duitsland en de E.D.G. en tussen Duitsland, Frankrijk, U.S.A., Verenigd Koninkrijk; Frans Protocol inzake artikel 107.

I. a) De voortbrenging van oorlogsmaterieel, de maatregelen betreffende de voor deze voortbrenging bestemde installaties, de invoer of uitvoer uit of naar derde landen, de technische research en de vervaardiging van prototypen (art. 107, § 1) zijn verboden in de E.D.G.-landen :

- voor oorlogsmaterieel als bepaald in *Bijlage I* (art. 107, § 2);
- behoudens vergunning van het Commissariaat (§ 1) afgegeven volgens een procedurereglement (bedoeld in § 3).

b) Worden als oorlogsmaterieel beschouwd (bijlage I) :

1. oorlogswapenen,
2. munitie en raketten voor militair gebruik,
3. buskruit en springstoffen (behoudens sommige met name genoemde producten),
4. gepantserd materieel,
5. alle typen oorlogsschepen,
6. alle typen militaire vliegtuigen,
7. atoomwapenen,
8. biologische wapenen,
9. chemische wapenen,
10. onderdelen en
11. machines welke slechts kunnen worden gebruikt voor de vervaardiging van de wapenen onder 1, 2, 4, 5 en 6.

c) Bijlage I houdende vaststelling van het oorlogsmaterieel kan door de Raad met een meerderheid van twee derde worden gewijzigd (§ 2). Het procedurereglement wordt met dezelfde meerderheid aangenomen en gewijzigd.

(Onder voorbehoud van het bepaalde onder II, III en IV hierna, gelden dus geen discriminatiemaatregelen ten aanzien van Duitsland. Behoudens in gevallen als bedoeld bij de algemene vergunningen, is alleen het Commissariaat bevoegd de vergunningen uit te reiken of te weigeren).

II. a) Le Commissariat ne doit pas accorder d'autorisation dans les régions stratégiquement exposées, sauf accord unanime du Conseil pour les armes définies à l'annexe II (§ 4a), c'est-à-dire les armes :

atomiques,
chimiques,
biologiques,
engins à longue portée, guidés et mines à influence,

navires de guerre autres que les petits bâtiments défensifs.

b) En vertu d'un échange de lettres du 27 mai 1952 entre les Gouvernements d'Allemagne d'une part et des autres partenaires de la C.E.D. d'autre part, le territoire de la République Fédérale est considéré comme territoire stratégiquement exposé. Cette situation ne peut être modifiée que par décision du Conseil unanime.

III. Le Commissariat n'autorise la construction de *poudreries* nouvelles militaires qu'à l'intérieur d'un territoire défini par accord et moyennant contrôle permanent (§ 4b). Ce territoire est situé à l'Ouest d'une ligne suivant le Rhin et passant à l'Est de Darmstadt suivant le Neckar de Heidelberg à Esslingen et rejoignant l'extrémité orientale du lac de Constance (accord sur § 4b de l'article 107).

IV. La procédure prévue au III est également applicable aux *engins guidés à courte portée* pour la défense anti-aérienne (§ 4b, al. 2).

V. Le Commissariat autorise

- la *fabrication de prototypes* et
- la *recherche technique*
concernant le matériel de guerre sauf si elles portent préjudice à la sécurité intérieure de la Communauté et sauf autres directives du Conseil (§ 4d).

VI. Le Commissariat délivre des autorisations générales (avec contrôle) pour :

a) la production, l'importation et l'exportation de *matériel de guerre destiné aux Forces armées demeurées nationales ou d'outremer* (§ 4e).

Le contrôle consiste à vérifier si l'on n'y recourt pas au delà des besoins.

b) les produits de l'annexe I destinés à des fins civiles (§ 4f).

(Sous réserve de dispositions prévues pour les régions stratégiquement exposées.)

Le contrôle prévu consiste à vérifier si on ne recourt aux autorisations qu'à des fins civiles.

II. a) Het Commissariaat verleent geen vergunning voor strategisch kwetsbare gebieden, behoudens bij eenstemmigheid genomen besluit van de Raad met betrekking tot de wapenen, opgenomen in *Bijlage II* (§ 4a), d. w. z. :

atoomwapenen,
chemische wapenen,
biologische wapenen,
projectielen voor lange afstand, geleide projectielen, magnetische en acoustische mijnen,
oorlogsschepen, met uitzondering van kleine verdedigingsvaartuigen.

b) Krachtens de briefwisseling van 27 Mei 1952 tussen de Duitse Regering enerzijds en de Regeringen van de andere deelnemende Staten anderzijds, wordt het gebied van de Bondsrepubliek als strategisch kwetsbaar beschouwd. Deze toestand kan niet worden gewijzigd dan bij eenstemmig besluit van de Raad;

III. Het Commissariaat verleent geen vergunning voor de bouw van nieuwe militaire *kruitfabrieken*, tenzij binnen een gebied vastgesteld bij een akkoord en mits met voortdurende controle (§ 4, b). Dit gebied ligt ten Westen van een lijn die de Rijn volgt, ten Oosten van Darmstadt loopt, de Neckar volgt van Heidelberg tot Esslingen en het Oostelijk uiteinde van het meer van Constanze bereikt (Akkoord inzake § 4, b, van art. 107).

IV. De procedure, omschreven onder III, is mede van toepassing op *geleide projectielen met beperkte werkingsstraal* voor de luchtverdediging (§ 4b, lid 2).

V. Het Commissariaat verleent vergunning :

- voor de *vervaardiging van prototypen* en
- voor *technische research*
met betrekking tot oorlogsmaterieel, behoudens indien deze de inwendige veiligheid van de Gemeenschap schaden en behoudens andersluidende richtlijnen van de Raad (§ 4d).

VI. Het Commissariaat verleent algemene vergunningen (met controle) voor :

a) de voortbrenging, de invoer en de uitvoer van *oorlogsmaterieel bestemd voor de nationale of overzese strijdkrachten* (§ 4e).

De controle wordt ingesteld ten einde te verzekeren dat de gebruikers van deze vergunningen hun behoeften niet overschrijden.

b) de producten opgenomen in *Bijlage I bestemd voor burgerlijke doeleinden* (§ 4f).

(Behoudens het bepaalde voor de strategisch kwetsbare gebieden.) De bedoelde controle wordt ingesteld ten einde te verzekeren dat van deze vergunningen slechts voor burgerlijke doeleinden gebruik wordt gemaakt.

Les autorisations générales sont délivrées dès la mise en vigueur du traité (Protocole français n° V).

- VII. Le Commissariat peut exempter des autorisations les substances chimiques, biologiques à usage principalement civil.

S'il n'y a pas exemption, le contrôle ne porte que sur l'emploi (renvoi 1 à l'annexe I).

VIII. Aucune autorisation n'est requise pour :

- la fabrication de prototypes, et
- la recherche technique intéressant :
 - les pièces constitutives et
 - les machines qui servent uniquement à construire
 - les armes de guerre,
 - les munitions,
 - le matériel blindé,
 - les navires de guerre,
 - les avions militaires, (renvoi 2 à l'annexe I).

IX. Pas de prohibition, dans les zones stratégiquement exposées pour la fabrication à des fins civiles et pour la recherche scientifique médicale et industrielle des appareils, moyens de production et produits de l'annexe II sauf dans le domaine atomique. (Annexe II, al. 1.) Ceci vise essentiellement les appareils et produits chimiques et biologiques, pour lesquels d'ailleurs aucune autorisation n'est nécessaire s'ils n'excèdent pas certaines quantités.

X. Pas d'autorisation nécessaire pour produire moins de 500 gr. de combustible nucléaire par an (Annexe II-Ic, et échange de lettres entre la République Fédérale, la France, les U.S.A. et le Royaume-Uni).

XI. Pas de production d'avions civils en Allemagne sans recherche préalable d'un accord avec les gouvernements des U.S.A., du Royaume-Uni et de la France (échange de lettres entre ces pays et la République Fédérale).

De afgifte van de algemene vergunningen vindt plaats zodra het Verdrag in werking is getreden (Frans Protocol, n° V).

- VII. Het Commissariaat kan vrijstelling van vergunning verlenen voor :
- chemische en biologische stoffen, welke hoofdzakelijk dienen voor burgerlijke doeleinden.

Indien geen vrijstelling is verleend, slaat de controle slechts op het gebruik (Noot 1 bij Bijlage I).

VIII. Er is geen vergunning vereist voor :

- de vervaardiging van prototypes en
 - de technische research; met betrekking tot
 - onderdelen en
 - machines, die slechts gebruikt worden voor het vervaardigen van
 - oorlogswapenen,
 - munitie,
 - gepantserd materieel,
 - oorlogsschepen,
 - militaire vliegtuigen
- (Noot 2 bij Bijlage I).

IX. In strategisch kwetsbare gebieden geldt geen verbod ten aanzien van de vervaardiging, voor burgerlijke doeleinden en ten dienste van de wetenschappelijke, medische en industriële research, van toestellen, productiemiddelen en producten als vermeld in Bijlage II, behoudens op het gebied van de atoomwapenen. (Bijlage II, lid 1). Hier worden hoofdzakelijk de chemische en biologische toestellen en producten bedoeld, waarvoor trouwens geen vergunning is vereist indien zij niet boven een bepaalde hoeveelheid uitgaan.

X. Geen vergunning is vereist voor het vervaardigen van minder dan 500 gram kern-brandstof per jaar. (Bijlage II-Ic en Briefwisseling tussen de Bondsrepubliek, Frankrijk, de U.S.A. en het Verenigd Koninkrijk).

XI. Geen vervaardiging van burgerlijke vliegtuigen in Duitsland zonder dat getracht wordt een overeenkomst te bereiken met de regeringen van de U.S.A., het Verenigd Koninkrijk en Frankrijk (Briefwisseling tussen deze landen en de Bondsrepubliek).

II. — DOCUMENT.

Accords de Bonn.

La plus importante des conventions signées à Bonn le 26 mai 1952 entre la France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et l'Allemagne, et généralement nommées Accords de Bonn, est la *convention sur les relations entre les trois Puissances et la République Fédérale*. En voici le texte :

CONVENTION

sur les relations entre les trois Puissances et la République Fédérale d'Allemagne.

La République Française,

Les Etats-Unis d'Amérique et

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

d'une part, et

La République Fédérale d'Allemagne,

d'autre part,

Considérant qu'une communauté européenne pacifique et prospère, étroitement liée aux autres nations libres du monde par un attachement commun aux principes de la Charte des Nations-Unies, ne peut être réalisée que par l'union des efforts des nations d'Europe en vue de défendre leur liberté et leur patrimoine communs;

Considérant que les Etats Signataires ont pour objectif commun d'intégrer la République Fédérale sur une base d'égalité dans la Communauté européenne, elle-même incluse dans une communauté atlantique en développement;

Considérant que l'établissement par des moyens pacifiques d'une Allemagne pleinement libre et unifiée et la conclusion d'un règlement de paix librement négocié, bien qu'ils soient actuellement empêchés par des mesures qui échappent à leur action, demeurent pour les Etats Signataires des objectifs communs essentiels;

Considérant que le maintien du Statut d'Occupation qui comporte le pouvoir d'intervenir dans les affaires domestiques de la République Fédérale est incompatible avec l'objectif que constitue l'intégration de la République Fédérale dans la Communauté européenne;

Considérant que la République Française, les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ci-après dénommés « les Trois Puissances ») sont décidés, en conséquence, à se réservier seulement les droits

II. — DOCUMENT.

Akkoorden van Bonn.

De voornaamste van de zogenaamde Akkoorden van Bonn, die op 26 Mei 1952 te Bonn ondertekend werden door Frankrijk, het Verenigd Koninkrijk, de Verenigde Staten en Duitsland, is de *Conventie over de betrekkingen tussen de Drie Mogendheden en de Bondsrepubliek*. Hieronder volgt de tekst van deze Conventie :

CONVENTIE

inzake de betrekkingen tussen de drie Mogendheden en de Bondsrepubliek Duitsland.

De Franse Republiek,

De Verenigde Staten van Amerika,

Het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland,

enerzijds, en

De Bondsrepubliek Duitsland,

anderzijds,

Overwegende dat een vredelievende en welvarende Europese gemeenschap, vast verbonden met de andere vrije volken van de wereld in gemeenschappelijke toewijding aan de beginselen van het Handvest der Verenigde Naties, slechts verwezenlijkt kan worden door gezamenlijke bevordering en verdediging van de gemeenschappelijke vrijheid en het gemeenschappelijke erfgoed;

Overwegende dat de ondertekenende Staten tot gemeenschappelijk doel hebben de Bondsrepubliek, op basis van gelijkheid, op te nemen in de Europese Gemeenschap, die op haar beurt weer opgenomen is in een zich ontwikkelende Atlantische gemeenschap;

Overwegende dat de verwezenlijking van een geheel vrij en verenigd Duitsland door vreedzame middelen en de totstandkoming, van een vredesregeling door vrije onderhandelingen hoewel dit thans wordt verhinderd door maatregelen waarop zij geen vat hebben, een fundamenteel en gemeenschappelijk doel van de ondertekenende Staten blijven;

Overwegende dat de handhaving van het Bezettingsstatuut, hetwelk de mogelijkheid biedt in de binnenlandse aangelegenheden van de Bondsrepubliek in te grijpen, strijdig is met het streven naar integratie van de Bondsrepubliek in de Europese Gemeenschap;

Overwegende dat de Franse Republiek, de Verenigde Staten van Amerika en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland (hierna « de Drie Mogendheden » genoemd) derhalve vast besloten zijn slechts die speciale rechten te behouden

spéciaux dont le maintien est nécessaire dans l'intérêt commun des Etats Signataires eu égard à la situation internationale particulière de l'Allemagne;

Considérant que la République Fédérale s'est donnée des institutions politiques libres et fondées sur le principe de la responsabilité et qu'elle est décidée à maintenir la constitution libérale, démocratique et fédérale, garantissant les droits de l'homme, qui a trouvé sa consécration dans sa Loi Fondamentale;

Considérant que les Trois Puissances et la République Fédérale reconnaissent que les nouvelles relations qui vont être établies entre elles par la présente Convention et les Conventions qui lui sont rattachées ainsi que les traités relatifs à la création d'une Communauté Européenne intégrée, notamment le Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier et le Traité instituant la Communauté Européenne de Défense, constituent des étapes essentielles sur la voie qui conduit à leur but commun : une Allemagne unifiée, intégrée dans la Communauté Européenne;

ONT conclu la Convention suivante qui définit les bases de leurs nouvelles relations :

ARTICLE PREMIER.

1. — La République Fédérale a pleine autorité sur ses affaires intérieures et extérieures, sous réserve des exceptions figurant dans la présente Convention.

2. — Les trois Puissances abrogeront le Statut d'Occupation et aboliront la Haute Commission Alliée et les Commissariats de Land dès l'entrée en vigueur de la présente Convention et des Conventions énumérées à l'article 8 (ci-après dénommées « Conventions rattachées »).

3. — Les trois Puissances conduiront dorénavant leurs relations avec la République Fédérale par l'intermédiaire d'Ambassadeurs, qui agiront conjointement dans les domaines que les trois Puissances considéreront comme étant d'intérêt commun aux termes de la présente Convention et des Conventions rattachées.

ART. 2.

1. — Les trois Puissances se réservent, en raison de la situation internationale, les droits antérieurement exercés ou détenus par elles en ce qui concerne : a) le stationnement de forces armées en Allemagne et la protection de leur sécurité; b) Berlin, et c) l'Allemagne dans son ensemble, y compris l'unification de l'Allemagne et un règlement de paix.

als, met het oog op de speciale internationale situatie in Duitsland, in het gemeenschappelijk belang van de ondertekenende Staten noodzakelijk is;

Overwegende dat de Bondsrepubliek vrije en verantwoordelijke politieke instellingen heeft tot stand gebracht en vastbesloten is zich te houden aan de in haar liberaal-democratische en federale grondwet neergelegde regelen, die de rechten van de mens waarborgen;

Overwegende dat de Drie Mogendheden en de Bondsrepubliek erkennen dat zowel de nieuwe verhouding die door deze Conventie en de daarmee verbonden Conventies tussen hen wordt gevestigd als de verdragen voor de schepping van een geïntegreerde Europese Gemeenschap, in het bijzonder het Verdrag tot instelling van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en het Verdrag tot oprichting van de Europese Defensie Gemeenschap, essentiële stappen vormen naar de verwezenlijking van hun gemeenschappelijk streven : een verenigd Duitsland, opgenomen in de Europese Gemeenschap.

HEBBEN de volgende conventie gesloten, die de grondslag van hun nieuwe verhouding vaststelt :

ARTIKEL EÉN.

1. — De Bondsrepubliek heeft volledig gezag over haar binnenlandse en buitenlandse aangelegenheden, voor zover in deze Conventie niet anders wordt bepaald.

2. — De Drie Mogendheden zullen het Bezettingsstatuut opheffen alsmede de Geallieerde Hoge Commissie en de Landscommissariaten afschaffen bij de inwerkingtreding van deze Conventie en van de in artikel 8 opgesomde Conventies (hierna « verbonden Conventies » genoemd).

3. — De Drie Mogendheden zullen voortaan hun betrekkingen met de Bondsrepubliek onderhouden door ambassadeurs, die samen zullen handelen in aangelegenheden welke de Drie Mogendheden als van gemeenschappelijk belang beschouwen luidens deze Conventie en de verbonden Conventies.

ART. 2.

1. — De Drie Mogendheden behouden, met het oog op de internationale situatie, de rechten die zij tot dusver hebben uitgeoefend of bezaten met betrekking tot : a) de stationnering van strijdkrachten in Duitsland en hun beveiliging; b) Berlin en c) Duitsland als geheel, met inbegrip van de hereniging van Duitsland en van een vredesregeling.

2. — La République Fédérale, pour sa part, s'abstiendra de toute action préjudiciable à ces droits et coopérera avec les Trois Puissances en vue d'en faciliter l'exercice.

ART. 3.

1. — La République Fédérale convient qu'elle se conformera dans la conduite de sa politique aux principes inscrits dans la Charte des Nations-Unies et aux buts définis dans le statut du Conseil de l'Europe.

2. — La République Fédérale affirme son intention de s'associer pleinement à la Communauté des nations libres en devenant membre des organisations internationales destinées à promouvoir les objectifs communs du monde libre. Les Trois Puissances soutiendront aux moments appropriés la candidature de la République Fédérale à de telles organisations.

3. — Lorsque les Trois Puissances mèneront des négociations avec des Etats avec lesquels la République Fédérale n'entretient pas de relations, elles consulteront la République Fédérale au sujet des questions mettant directement en cause ses intérêts politiques.

4. — A la demande du Gouvernement Fédéral, et dans tous les cas où celui-ci ne sera pas en mesure de le faire lui-même, les Trois Puissances prendront les dispositions nécessaires pour représenter les intérêts de la République Fédérale dans ses rapports avec d'autres Etats et dans certaines organisations ou conférences internationales.

ART. 4.

1. — La mission des forces armées stationnées par les Trois Puissances sur le Territoire Fédéral sera la défense du monde libre, dont la République Fédérale et Berlin font partie.

2. — Les Trois Puissances consulteront la République Fédérale dans la mesure où la situation militaire le permettra, en ce qui concerne le stationnement de ces forces armées sur le Territoire Fédéral. La République Fédérale apportera sa pleine coopération conformément à la présente Convention et aux Conventions rattachées, en facilitant à ces forces armées l'exécution de leurs tâches.

3. — Les trois Puissances devront obtenir le consentement de la République Fédérale avant de faire venir sur le Territoire Fédéral, pour faire partie de leurs propres forces, des contingents appartenant aux forces armées de toute nation qui ne fournit pas actuellement de tels contingents. Toutefois, ces contingents pourront être amenés sur

2. — De Bondsrepubliek zal zich harerzijds onthouden van elke inbreuk op deze rechten, en met de Drie Mogendheden samenwerken ten einde de uitoefening er van te vergemakkelijken.

ART. 3.

1. — De Bondsrepubliek zal haar politiek in overeenstemming houden met de beginselen, neergelegd in het Handvest der Verenigde Naties en met de doeleinden, omschreven in het statuut van de Raad van Europa.

2. — De Bondsrepubliek bevestigt haar voornemen zich geheel aan te sluiten bij de Gemeenschap der vrije volken door toe te treden tot de internationale organisaties die ingesteld zijn ter bevordering van de gemeenschappelijke doeleinden van de vrije wereld. De Drie Mogendheden zullen te rechter tijd de candidatuur van de Bondsrepubliek voor zulke organisaties steunen.

3. — Wanneer de Drie Mogendheden onderhandelen met Staten, waarmede de Bondsrepubliek geen betrekkingen onderhoudt, zullen zij de Bondsrepubliek raadplegen omtrent de aangelegenheden waarbij deze een direct politiek belang heeft.

4. — Op verzoek van de Bondsregering zullen de Drie Mogendheden de nodige voorzieningen treffen ten einde de belangen van de Bondsrepubliek te vertegenwoordigen in haar betrekkingen met andere Staten en in bepaalde internationale organisaties of confentrenties, voor zover de Bondsrepubliek daartoe niet zelf in staat is.

ART. 4.

1. — De taak van de strijdkrachten der Drie Mogendheden, die op federaal gebied gelegerd zijn, is de verdediging van de vrije wereld, waarvan de Bondsrepubliek en Berlijn deel uitmaken.

2. — De Drie Mogendheden zullen, voor zover de militaire situatie dit toelaat, de Bondsrepubliek raadplegen inzake de stationering van deze strijdkrachten op federaal gebied. De Bondsrepubliek zal, overeenkomstig deze Conventie en de verbonden Conventies, haar volle medewerking verlenen door aan deze strijdkrachten de uitvoering van hun taak te vergemakkelijken.

3. — De Drie Mogendheden zullen slechts na verkregen instemming van de Bondsrepubliek, troepen van een Staat, die dergelijke contingenten thans niet levert, als deel van hun eigen strijdkrachten op federaal gebied legeren. Bij agressie of dreiging van agressie mogen deze contingenten evenwel, zonder de instemming van de Bonds-

le Territoire Fédéral sans le consentement de la République Fédérale en cas d'attaque extérieure ou de menace extérieure d'une telle attaque, mais ne pourront être maintenus après disparition du danger qu'avec son consentement.

4. — La République Fédérale participera à la Communauté Européenne de Défense en vue de contribuer à la défense commune du monde libre.

ART. 5.

1. — Dans l'exercice de leur droit de protéger la sécurité des forces armées stationnées sur le Territoire Fédéral, les Trois Puissances se conformeront aux dispositions des paragraphes suivants du présent article.

2. — Au cas où la République Fédérale et la Communauté Européenne ne seraient pas à même de faire face à une situation qui serait créée par :

une attaque contre la République Fédérale ou Berlin,

un renversement de l'ordre libéral et démocratique fondamental,

une atteinte grave portée à l'ordre public, ou une menace sérieuse de l'un de ces événements,

et qui, de l'avis des Trois Puissances, mettrait en danger la sécurité de leurs forces, les Trois Puissances pourront, après avoir consulté le Gouvernement Fédéral, dans la plus large mesure possible, déclarer l'état de crise sur tout ou partie du Territoire Fédéral.

3. — Dès la déclaration de l'état de crise, les Trois Puissances pourront prendre toute mesure nécessaire en vue de maintenir ou rétablir l'ordre et d'assurer la sécurité de leurs forces.

4. — La déclaration précisera le territoire auquel elle s'applique. L'état de crise ne sera pas maintenu plus longtemps qu'il n'est nécessaire pour faire face à la crise.

5. — Les Trois Puissances consulteront le Gouvernement Fédéral dans la plus large mesure possible, tant que durera l'état de crise. Elles feront appel, dans la plus large mesure possible, au concours du Gouvernement Fédéral et des autorités allemandes compétentes.

6. — Si les Trois Puissances ne mettent pas fin à l'état de crise dans un délai de trente jours après une demande du Gouvernement Fédéral à cet effet, le Gouvernement Fédéral peut saisir le Conseil de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord d'une requête tendant à ce qu'il examine la situation et émette un avis sur le point de savoir s'il devrait être mis fin à l'état de crise. Si le Conseil

republiek op federaal gebied worden gebracht, doch mogen er, wanneer het gevaar geweken is, slechts met haar instemming gelegerd blijven.

4. — De Bondsrepubliek zal deelnemen aan de Europese Defensie Gemeenschap ten einde bij te dragen tot de gemeenschappelijke verdediging van de vrije wereld.

ART. 5.

1. — Bij de uitoefening van hun recht tot beveiliging van de strijdkrachten, die op federaal gebied zijn gelegerd, zullen de Drie Mogendheden zich gedragen naar het bepaalde in de volgende paragrafen van dit artikel.

2. — Wanneer de Bondsrepubliek en de Europese Gemeenschap niet in staat mochten zijn het hoofd te bieden aan een situatie die in het leven is geroepen door :

een aanval op het grondgebied van de Bondsrepubliek of van Berlijn,

een subversieve actie ter verstoring van de liberaal-democratische en grondwettelijke orde,

een ernstige verstoring van de openbare orde, of een ernstige dreiging dat zulk een geval zich zal voordoen,

en die, volgens de Drie Mogendheden, de veiligheid van hun strijdkrachten in gevaar zou brengen, kunnen deze, na de Bondsregering zoveel mogelijk te hebben geraadpleegd, de noodtoestand over het gehele federale gebied of een deel daarvan afkondigen.

3. — Na afkondiging van de noodtoestand kunnen de Drie Mogendheden de nodige maatregelen treffen om de orde te handhaven of te herstellen en de veiligheid van hun strijdkrachten te waarborgen.

4. — De verklaring zal het gebied aanwijzen waarop zij van toepassing is. De noodtoestand zal niet langer gehandhaafd blijven dan nodig is om aan de crisis het hoofd te bieden.

5. — Zolang de noodtoestand duurt zullen de Drie Mogendheden de Bondsrepubliek zo veel mogelijk raadplegen. Zij zullen in gelijke mate gebruik maken van de hulp van de Bondsregering en van de bevoegde Duitse overheden.

6. — Indien de Drie Mogendheden de noodtoestand niet opheffen binnen dertig dagen nadat zulks door de Bondsregering is verzocht, kan deze aan de Raad der Noord-Atlantische Verdragsorganisatie vragen om de toestand te onderzoeken en te overwegen of aan de noodtoestand een einde behoort te worden gemaakt. Komt de Raad tot het besluit dat de handhaving

aboutit à la conclusion que la prolongation de l'état de crise n'est plus justifiée, les Trois Puissances rétabliront la situation normale aussi rapidement que possible.

7. — Indépendamment de l'état de crise, tout chef militaire peut, si ses forces sont sous le coup d'une menace imminente, prendre pour leur protection, toutes les mesures immédiates appropriées (y compris le recours à la force armée) qui sont nécessaires pour écarter le danger.

8. — Sous tous ses autres aspects, la protection de la sécurité de ces forces est régie par les dispositions de la Convention relative aux Droits et Obligations des Forces étrangères et de leurs membres sur le territoire de la République Fédérale d'Allemagne, visée à l'article 8 de la présente Convention.

ART. 6.

1. — Les Trois Puissances consulteront la République Fédérale au sujet de l'exercice de leurs droits en ce qui concerne Berlin.

2. — La République Fédérale, pour sa part, coopérera avec les Trois Puissances en vue d'aider celles-ci à s'acquitter de leurs responsabilités à l'égard de Berlin. La République Fédérale continuera à apporter son concours à la reconstruction politique, culturelle, économique et financière de Berlin. Elle lui accordera, notamment, son aide dans les conditions définies par la Déclaration de la République Fédérale ci-annexée (Annexe « A » à la présente Convention).

ART. 7.

1. — Les Trois Puissances et la République Fédérale conviennent qu'un but essentiel de leur politique commune est un règlement de paix pour l'ensemble de l'Allemagne, librement négocié entre l'Allemagne et ses anciens ennemis et qui devrait poser les bases d'une paix durable. Elles conviennent aussi que la fixation définitive des frontières de l'Allemagne doit attendre ce règlement.

2. — En attendant le règlement de paix, les Trois Puissances et la République Fédérale coopéreront en vue d'atteindre, par des moyens pacifiques, leur but commun : une Allemagne unifiée, dotée d'une constitution libérale et démocratique, telle que celle de la République Fédérale, et intégrée dans la Communauté européenne.

3. — Dans l'éventualité d'une unification de l'Allemagne, les Trois Puissances étendront à une Allemagne unifiée, sous réserve des modifications sur lesquelles un accord serait intervenu, les droits de la République Fédérale résultant de la présente Convention et des Conventions rattachées, et don-

van de noodtoestand niet langer verantwoord is dan zullen de Drie Mogendheden zo spoedig mogelijk de normale toestand herstellen.

7. — Buiten de noodtoestand kan elke militaire bevelhebber, wiens strijdkrachten onmiddellijk bedreigd zijn, alle passende beschermingsmaatregelen treffen (met inbegrip van wapengeweld) om het gevaar af te wenden.

8. — In elk ander opzicht wordt de beveiliging van deze strijdkrachten beheerst door de in artikel 8 van deze Conventie bedoelde Conventie in zake de rechten en verplichtingen van de buitenlandse strijdkrachten en hun leden op het grondgebied van de Bondsrepubliek Duitsland.

ART. 6.

1. — De Drie Mogendheden zullen de Bondsrepubliek raadplegen met betrekking tot de uitvoering van hun rechten inzake Berlijn.

2. — De Bondsrepubliek zal harerzijds met de Drie Mogendheden samenwerken, ten einde deze bij te staan in de vervulling van hun verantwoordelijkheid ten aanzien van Berlijn. De Bondsrepubliek zal voortgaan haar hulp te verlenen bij de politieke, culturele, economische en financiële wederopbouw van Berlijn. Zij zal Berlijn inzonderheid de hulp verstrekken die in bijgaande Verklaring van de Bondsrepubliek omschreven is (Bijlage A van deze Conventie).

ART. 7.

1. — De Drie Mogendheden en de Bondsrepubliek hebben als voornaamste gemeenschappelijk doel een vredesregeling voor geheel Duitsland, door vrije onderhandelingen tussen Duitsland en zijn voormalige vijanden, die de grondslag moet leggen voor een duurzame vrede. Zij zijn het er over eens dat de definitieve vaststelling van Duitslands grenzen op deze regeling wachten moet.

2. — Inmiddels zullen de Drie Mogendheden en de Bondsrepubliek samenwerken, ten einde met vreedzame middelen hun gemeenschappelijk doel te bereiken : een verenigd Duitsland met een liberaal-democratische constitutie, als die van de Bondsrepubliek, en geïntegreerd in de Europese Gemeenschap.

3. — Bij een eventuele hereniging van Duitsland zullen de Drie Mogendheden, na aanpassing in onderling overleg, tot het herenigde Duitsland de rechten uitbreiden welke de Bondsrepubliek geniet op grond van deze Conventie en van de verbonden Conventies. Zij zullen er eveneens mede

neront leur accord à ce que les droits résultant des traités instituant une Communauté européenne intégrée lui soient également étendus, étant admis que cette Allemagne unifiée assumera les obligations de la République Fédérale envers les Trois Puissances ou l'une d'entre elles, résultant de ces Conventions et Traités. Sauf avec le consentement commun de tous les Etats Signataires, la République Fédérale ne conclura aucun accord et n'entrera dans aucun arrangement qui porterait préjudice aux droits des Trois Puissances résultant de ces Conventions et Traités, ou qui diminuerait les obligations en résultant pour la République Fédérale.

4. — Les Trois Puissances consulteront la République Fédérale sur toutes les autres questions mettant en cause l'exercice de leurs droits en ce qui concerne l'Allemagne dans son ensemble.

ART. 8.

1. — Les Trois Puissances et la République Fédérale ont conclu les Conventions rattachées suivantes qui entreront en vigueur en même temps que la présente Convention :

- Convention relative aux Droits et Obligations des Forces Etrangères et de leurs Membres sur le Territoire de la République Fédérale d'Allemagne;
- Convention financière;
- Convention sur le Règlement de Questions issues de la Guerre et de l'Occupation.

2. — Pendant la période transitoire prévue au paragraphe 4 de l'article 6 du chapitre premier de la Convention sur le Règlement de Questions issues de la Guerre et de l'Occupation, les droits des trois Puissances visées dans ce paragraphe seront considérés comme inclus dans les exceptions mentionnées au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la présente Convention.

ART. 9.

1. — Il est institué un Tribunal d'Arbitrage dont le fonctionnement sera régi par les dispositions de la Charte ci-annexée (Annexe B à la présente Convention).

2. — Sous réserve des exceptions prévues au paragraphe 3 du présent article, dans la Charte ci-annexée ou dans les Conventions rattachées, le Tribunal d'Arbitrage est seul compétant pour régler tous les litiges entre les Trois Puissances et la République Fédérale, résultant de l'application de la présente Convention, de la Charte ci-annexée ou des Conventions rattachées, que les parties ne parviennent pas à régler par des négociations.

instemmen dat ook de rechten, die voortvloeien uit de verdragen tot instelling van een geïntegreerde Europese Gemeenschap, van toepassing worden verklaard op dit herenigd Duitsland, nadat het de verplichtingen van de Bondsrepubliek ten aanzien van de Drie Mogendheden of van één daarvan, zoals zij uit die Conventies en Verdragen voortvloeien, zal hebben aanvaard. Tenzij alle ondergetekende partijen hun toestemming verlenen, zal de Bondsrepubliek geen overeenkomsten aangaan, noch enige regeling bijtreden die afbreuk doet aan de rechten van de Drie Mogendheden, zoals deze voortvloeien uit die Conventies en Verdragen, of de verplichtingen die er voor de Bondsrepubliek uit voortspruiten, zouden beperken.

4. — De Drie Mogendheden zullen de Bondsrepubliek raadplegen over alle andere aangelegenheden met betrekking tot de uitoefening van hun rechten ten aanzien van Duitsland als geheel.

ART. 8.

1. — De Drie Mogendheden en de Bondsrepubliek hebben de hierna volgende verbonden Conventies afgesloten, die samen met dit Verdrag in werking zullen treden :

— Conventie in zake de rechten en verplichtingen van de buitenlandse strijdkrachten en hun leden op het grondgebied van de Bondsrepubliek Duitsland;

— Financiële Conventie;

— Conventie in zake regeling van aangelegenheden voortvloeiende uit de oorlog en de bezetting.

2. — Gedurende de overgangsperiode, bepaald bij paragraaf 4 van artikel 6 van hoofdstuk I van de Conventie inzake de regeling van de aangelegenheden voortvloeiende uit de oorlog en de bezetting, zullen de rechten van de Drie Mogendheden, bedoeld bij die paragraaf, beschouwd worden als begrepen in de uitzonderingen, vermeld in paragraaf 1 van artikel 1 van deze Conventie.

ART. 9.

1. — Er wordt een scheidsgerecht ingesteld, waarvan de werking beheerst zal worden door de bepalingen van bijgaand Charter (Bijlage B van deze Conventie).

2. — Voor zover niet anders is bepaald in paragraaf 3 van dit artikel, in bijgaand Charter of in de verbonden Conventies, is het scheidsgerecht uitsluitend bevoegd om kennis te nemen van alle geschillen tussen de Drie Mogendheden en de Bondsrepubliek, die voortspruiten uit de toepassing van deze Conventie, van bijgaand Charter of van de verbonden Conventies, en welke partijen niet door onderhandelingen kunnen regelen.

3. — Aucun litige mettant en cause les droits des Trois Puissances visées à l'article 2 ou des mesures prises en application de ces droits, ou mettant en cause les dispositions des paragraphes 1 à 7 inclus de l'article 5, ne relève de la compétence du Tribunal d'Arbitrage ou de tout autre tribunal ou instance judiciaire.

ART. 10.

Les Trois Puissances et la République Fédérale reconsidereront les termes de la présente Convention et des Conventions rattachées :

a) à la demande de l'une d'entre elles, en cas de rétablissement de l'unité de l'Allemagne ou en cas de création d'une fédération européenne, ou

b) dès que se produira tout autre événement auquel les Etats Signataires de la présente Convention seront unanimes à reconnaître un caractère fondamental similaire.

Elles modifieront, alors, d'un commun accord, la présente Convention et les Conventions rattachées, dans la mesure où cette modification sera rendue nécessaire ou appropriée par le changement fondamental intervenu dans la situation.

ART. 11.

1. — La présente Convention et les Conventions rattachées seront ratifiées ou approuvées par les Etats Signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés par les Etats Signataires auprès du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne.

2. — La présente Convention entrera en vigueur dès que :

a) les instruments de sa ratification et de la ratification de toutes les Conventions énumérées à l'article 8 auront été déposées par tous les Etats Signataires;

b) le Traité instituant la Communauté Européenne de Défense sera entré en vigueur.

3. — La présente Convention et les Conventions rattachées seront déposées dans les archives du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, qui en remettra les copies certifiées conformes à chacun des Etats Signataires et qui notifiera à chacun de ces Etats la date d'entrée en vigueur de la Convention et des Conventions rattachées.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements, ont apposé leurs signatures au bas de la présente Convention.

3. — Behoren niet tot de bevoegdheid van het scheidsgerecht of van enige andere rechbank of rechterlijke instantie, de geschillen in verband met de rechten van de Drie Mogendheden, bedoeld bij artikel 2, of met de maatregelen ter uitvoering van die rechten of met de bepalingen van de paragrafen 1 tot en met 7 van artikel 5.

ART. 10.

De Drie Mogendheden en de Bondsrepubliek zullen de bepalingen van deze Conventie en van de verbonden Conventies opnieuw in overweging nemen :

a) op verzoek van een hunner, in geval van herstel der Duitse eenheid of in geval van oprichting van een Europese federatie, of

b) zodra zich een ander feit voordoet dat door alle ondertekenaars van deze Conventie van even groot belang wordt geacht.

Zij zullen dan in gemeen overleg deze Conventie alsmede de verbonden Conventies wijzigen voor zover nodig of gepast is ingevolge de grondige verandering van de toestand.

ART. 11.

1. — Deze Conventie en de verbonden Conventies zullen door de ondertekenende Staten bekrachtigd of goedgekeurd worden overeenkomstig hun respective grondwettelijke procedures. De bekrachtingsoorkonden zullen door de ondertekenende Staten bij de Regering te Bonn worden neergelegd.

2. — Deze Conventie treedt onmiddellijk in werking zodra :

a) de ondertekenende Staten de oorkonden tot bekrachting van deze en van alle bij artikel 8 opgesomde Conventies hebben neergelegd;

b) het Verdrag tot oprichting van de Europese Defensie Gemeenschap in werking treedt.

3. — Deze Conventie en de verbonden Conventies zullen neergelegd worden in het archief van de Regering der Bondsrepubliek Duitsland, die gewaarmakte afschriften daarvan aan elk van de ondertekenende Staten zal overhandigen en hun de datum van inwerkingtreding van de Conventie en de verbonden Conventies zal bekendmaken.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondertekenden, daartoe behoorlijk door hun Regeringen gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend.

Fait à BONN, le vingt-sixième jour du mois de Mai 1952, en trois textes, en langues française, anglaise et allemande, les trois versions faisant également foi.

Pour la République Française,
ROBERT SCHUMAN.

Pour les Etats-Unis d'Amérique,
DEAN ACHESON.

*Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord,*
ANTHONY EDEN.

Pour la République Fédérale d'Allemagne,
KONRAD ADENAUER.

Gedaan te BONN, de zes en twintigste dag van de maand Mei 1952, in de Franse, de Engelse, en de Duitse taal; de drie teksten zijn gelijkelijk rechts geldig.

Voor de Franse Republiek,
ROBERT SCHUMAN.

Voor de Verenigde Staten van Amerika,
DEAN ACHESON.

*Voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië,
en Noord-Ierland,*
ANTHONY EDEN.

Voor de Bondsrepubliek Duitsland,
KONRAD ADENAUER.